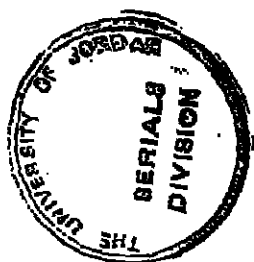


550 من لايصل



Supplément « Initiatives »

Le Monde

BOURSE ★★

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14341 - 6 F

MERCREDI 6 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Moscou ratifie le « 2 + 4 »

A Bonn, ce n'est pas sans soulagement que la nouvelle a été accueillie : lundi 4 mars, le Soviet suprême a ratifié le fameux « traité deux + quatre » sur les aspects extérieurs de l'unification de l'Allemagne. Signé le 12 septembre dernier à Moscou, il ne lui manquait plus, pour être entré en vigueur, que le feu vert des députés soviétiques. Pour les trois autres puissances victorieuses de la deuxième guerre mondiale, l'affaire était entendue.

Soulagement, car les Allemands, qui ont maintenant recouvré leur pleine souveraineté, semblaient voir dans cette ratification de la procédure parlementaire soviétique quelques signes inquiétants. La démission de M. Edouard Chevardnadze de son poste de ministre des affaires étrangères, le regain de santé des « conservateurs », des déclarations de plusieurs militaires de haut rang préoccupés par l'entrée de l'ex-RDA dans l'OTAN (alors que le pacte de Varsovie annonçait la dissolution de ses structures militaires), tous ces « changements » n'étaient pas de bon augure. Allait-on vers un réexamen de la politique extérieure soviétique, et, dans la foulée, du « traité deux + quatre » ?

DURANT les derniers mois du conflit dans le Golfe, la République fédérale s'est d'ailleurs appliquée à ménager Moscou. Le chef de la diplomatie, M. Hans-Dietrich Genscher, avait chaleureusement appuyé les dernières initiatives soviétiques et le plan de paix de M. Gorbatchev. Par intérêt national ? Pas un mot, en tout cas, n'a été dit qui puisse faire franchir les sourcils de l'URSS. On se réjouit donc aujourd'hui à Bonn de cette « borne » de l'histoire et des relations bilatérales, franchie sans que des exigences supplémentaires n'aient été formulées.

Tout n'est cependant pas réglé entre les deux pays. Les députés du Soviet suprême ont en effet décidé de se revoir dans deux semaines pour ratifier plusieurs accords annexes, au premier rang desquels figurent les modalités du retrait des troupes soviétiques du territoire de l'ex-RDA. Selon le calendrier établi, le 12 septembre 1990, les quelque 350 000 soldats de l'armée rouge devront avoir quitté le sol allemand à la fin de 1994. En échange, l'Allemagne verse à Moscou au moins 12 milliards de deutschemarks.

ON ne semble pas douter, à Bonn, de la réelle volonté des Soviétiques d'évacuer ses régiments. Le problème est davantage « intérieur » et social. Il va falloir en effet, pour ces centaines de milliers de personnes, trouver des emplois et des logements, ce qui relève de l'exploit dans l'état de délabrement actuel de l'économie de l'URSS. Les constructions d'appartements promises par les Allemands ne suffiront pas, loin s'en faut, à régler ce rapatriement, et il y a fort à parier, dans ces conditions, que les désertions de soldats soviétiques stationnés en Europe de l'Est vont augmenter dans les années à venir.

Le retour au pays des militaires de l'armée rouge, qui implique le transit par la Pologne, est un autre obstacle. Varsovie bloque, tant que le Kremlin ne se sera pas engagé à retirer ses régiments du territoire polonais non pas dans quatre ans, mais à la fin de 1991. Gageons que l'affaire pourra être réglée par des moyens financiers... Si l'unification intérieure de l'Allemagne se révèle déjà plus coûteuse que prévu, ses aspects extérieurs nécessiteront sans doute aussi davantage de deutschemarks...

Lire page 7
l'article de SOPHIE SHIHAB

M0147 - 0306 0 - 6.00 F



La situation dans le Golfe après le cessez-le-feu

Les insurgés chiites affirment contrôler plusieurs villes dans le sud de l'Irak

Les chiites semblent avoir pris une part prépondérante dans l'insurrection qui s'étend dans le sud-est de l'Irak. Hors de la zone bouclée par les alliés où a commencé la révolte, les villes saintes de Najaf et de Karbala seraient aux mains d'opposants, selon l'agence iranienne IRNA. L'hodjatolislam Mohammed Bakr Hakim, réfugié à Téhéran, avait annoncé lundi la chute de Bassorah, Amara, Nassiriyah et Samawa. De son côté, l'opposition kurde affirme avoir donné le signal de la rébellion dans le nord.

Najaf, dont la population aurait pris le contrôle, abrite le tombeau d'Ali, le premier imam du chiisme, et c'est là que l'imam Khomeiny, père de la révolution islamique en Iran, a vécu longtemps en exil. De même la ville sainte de Karbala, qui abrite le mausolée de Hussein, « le prince des martyrs du chiisme » serait aux mains des insurgés, selon l'agence iranienne IRNA.

S'adressant lundi 5 mars à la presse, l'hodjatolislam Hakim, chef de la SAIRI (l'Assemblée suprême révolutionnaire islamique d'Irak) avait affirmé que le gouverneur de Bassorah avait été tué au cours des émeutes, mais que des unités de la garde républicaine avaient riposté avec des chars. « Les forces populaires qui participent au soulèvement ont détruit 100 chars mais les pertes sont lourdes et les chars attaquent la population », a-t-il ajouté. Toujours selon lui, une unité complète de la garde républicaine s'est rendue aux rebelles à Amarah, à 160 kilomètres au nord-ouest de Bassorah.

Lire la suite page 3



Lire également

- **Nouvel ordre** par DANIEL VERNET
- **Le Pentagone confirme l'étendue des troubles en Irak** par JAN KRAUZE
- **La disparition de vingt-six journalistes occidentaux** par JEAN GUEYRAS
- **Les inquiétudes de l'opposition koweïtienne** par ALAIN FRACHON
- **Israël et la « guerre à domicile »** par PHILIPPE LEMAITRE
- **Les Douze optent pour une « diplomatie tranquille »** pages 3 à 6 et page 26
- **Les préparatifs de l'opposition** par DANIEL CARTON et ANDRÉ PASSERON page 9

Les leçons d'une guerre

par Jacques Lesourne

Au moment où la cessation des combats dans le Golfe éveille l'émotion et réduit la fascination qu'exerce l'événement quotidien, on peut replacer la crise koweïtienne dans une perspective longue et s'interroger sur sa signification pour l'avenir.

1) Par les répercussions qu'elle a eues dans le monde arabe, par la possibilité qu'elle a donnée à l'Iran de revenir sur la scène diplomatique, par le rôle discret mais important joué par la Turquie, la crise a illustré l'unité stratégique de l'immense région qui s'étend du Maroc à l'extrémité orientale des Républiques musulmanes soviétiques.

Une région diverse, partagée entre des populations arabophones, turcophones ou iranophones, mais secouée par des courants communs : l'explosion démographique, la croissance accélérée des villes, le choc de l'alphabétisation récente d'une part.

Lire la suite page 5

Pour une nouvelle politique de défense

L'ancien ministre d'Etat, député RPR de Paris, analyse les nouvelles missions de l'armée française

par Edouard Balladur

Il n'est plus temps de rêver.

Le nouvel ordre mondial que l'on nous avait annoncé et qui était dû à la réunification de l'Allemagne, à l'effondrement du pacte de Varsovie et à l'affaiblissement de l'Union soviétique, devait remplacer la guerre froide par une coopération entre les deux Super-Grands et un rôle accru de l'Organisation des Nations unies. Il a rapidement montré toutes ses limites : l'URSS remet de l'ordre dans son empire sans se soucier beaucoup des principes de la Charte des Nations unies, ainsi que le montre ce qui se passe dans les pays baltes ; dans le Golfe, ce que l'on nous

avait présenté comme une confrontation Nord-Sud se termine en fait comme un nouvel épisode, plus feutré il est vrai, de la confrontation Est-Ouest.

Tout se présente pour la France dans des termes renouvelés, les problèmes politiques, les problèmes militaires. Première constatation : l'Europe doit continuer à être défendue. Parce que l'Union soviétique le plus étendu, le plus peuplé et de très loin le plus armé, parce que l'instabilité de sa situation politique et économique, les tensions entre les nationalités, les espoirs de sécession de telle ou telle République soviétique, peuvent engendrer tous les désordres et tous les conflits.

Lire la suite page 2

Les blessures de la Réunion

Le quartier du Chaudron, épicentre des récentes émeutes, est le lieu où s'étalent la misère et les injustices de l'île

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre envoyé spécial

Mgr Gilbert Aubry est un évêque tout terrain, mais son penchant pour la poésie ne le distrait jamais des missions sacerdotales les plus élémentaires. S'il est venu célébrer la messe au Chaudron, ce samedi 2 mars, c'est parce qu'il sait à quel point les deux mille familles créoles qui vivent dans ce quartier de l'est de Saint-Denis ont besoin d'être reconfortées après les émeutes des 23, 24 et 25 février qui ont désigné leurs enfants à la vindicte collective, comme leurs pères l'avaient été, avant eux, lors des incidents de 1973 entre les grévistes du bâtiment et les forces de l'ordre.

Il y a même, déjà, un mythe du Chaudron. A en croire les autres Réunionnais, la population de cet ensemble d'HLM, construit à partir de 1965, vit un enfer quotidien où se conjuguent la misère, le chômage, la surpopulation, l'analphabétisme, l'alcoolisme, la délinquance, le tout parfumé au « zamar », le chanvre de ces latitudes... Un univers dépassant en réputation d'épouvante les Minguettes. La Courneuve, Vaulx-en-Velin et les cités caennaises de Nourmés réunies !

L'église est archicomblée. L'évêque de la Réunion parle de vérité, de justice, d'amour, de liberté.

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 9
ainsi que l'article de M. JEAN RIPERT page 2

NICOL

Mike Nicol
LA LOI DU CAPITAINE
roman
Seuil

Foisonnant d'histoires, de paraboles, de mythes, ce roman éblouissant impose Mike Nicol comme un magicien des mots et un maître conteur.
Cape Times (Afrique du Sud)

Editions du Seuil

Le financement des chaînes publiques

M. Charasse demande 807 millions de francs d'économies aux sociétés de radio et de télévision

page 13

Un nouvel avion européen

Trois sociétés, allemande, française et italienne, créent un consortium

page 19

Epilogue d'un scandale en Grande-Bretagne

Les « six de Birmingham » devraient être libérés

page 7

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ D'autres Soleils, d'autres Terres ■ Science, pouvoir, citoyen
■ Faussaire en fossiles ■ Les vaccins du choléra ■ Un entretien avec le directeur général du CNRS

pages 15 à 17

TECHNOLOGIES

■ La « logique floue », nouvel atout de l'industrie japonaise ■ Le GPS 100, nouveau système de positionnement par satellite

page 21

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KR ; Espagne, 180 PTA ; G.B., 70 p.; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 90 p.; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 376 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 3 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

La tension à la Réunion

Une lucarne pour la liberté

par Jean Ripert

TRAIT LIBRE



HIER, la Réunion affichait sa beauté et son bonheur de vivre dans les pages de la presse métropolitaine. Aujourd'hui, l'île — ou plutôt sa capitale — nous présente un spectacle de désolation, avec son cortège de morts et de pillages. Y a-t-il un mystère réunionnais ?

On ne comprendra pas ce qui s'est passé en se contentant de mettre le projecteur sur d'éventuels commanditaires. La réalité réunionnaise suffit à elle seule. L'ampleur du chômage et de la pauvreté place la Réunion tout en haut du hit-parade des départements français pour le nombre relatif des bénéficiaires du RMI. Plus grave encore, la société réunionnaise souffre de graves fractures internes.

Tous les Réunionnais ne sont pas pauvres, chômeurs ou Rmistes. Fonctionnaires attributaires de primes inconnues en métropole — naguère justifiées en raison de l'éloignement de l'île et de son

sous-développement, mais aujourd'hui contestables : salariés bénéficiant par imitation des avantages accordés à la fonction publique ; agents économiques profitant habilement de la confusion des réseaux commerciaux ; contribuables disposant d'abattements fiscaux au titre de l'impôt sur le revenu ; nombreux sont les Réunionnais, d'origine ou de résidence, à vivre bien et même très bien comme l'atteste le nombre élevé de contribuables payant l'ISF !

A la Réunion, comme dans les autres DOM, une politique de redistribution des revenus, complétée par des investissements publics soutenus dans l'éducation, la formation et le logement, est d'autant plus indispensable qu'en de nombreux domaines la situation d'un DOM est différente de celle de la métropole. En simplifiant sans caricaturer, ces différences désavantagent les défavorisés et avantagent les favorisés.

La Réunion souffre des inégalités matérielles, entre Réunionnais ou entre la Réunion et la métropole. Comme le recommande le rapport de la commission sur l'égalité sociale et le développement économique remis au gouvernement en janvier 1990 (1), la politique d'égalité sociale doit être poursuivie, mais l'égalité sociale sera illusoire sans le développement économique. Réaliste, tirant profit de la place de la Réunion dans l'océan Indien et de l'indiscutable dynamisme des chefs d'entreprise de l'île, ce développement doit représenter une « ardente obligation ».

Reste que les émeutes parties de Chaudron, le quartier le plus pauvre de Saint-Denis, illustrent un autre problème. Que le feu ait été allumé par une émission de télévision locale mérite en effet d'être convenablement apprécié. Surquippée en matière audiovisuelle, la population réunionnaise est soumise au monopole de RFO, qui se

contente de reprendre, avec retard, les programmes diffusés en métropole.

Télé-Free-Dom offrait un choix, souvent médiocre, mais réel, et, de surcroît, avait établi un dialogue avec son public. La Réunion avait l'impression, ou l'illusion, d'avoir « sa » télévision. Le Chaudron a perdu sa « liberté ». Télé-Free-Dom émettait dans l'illégalité, le droit devait être respecté, mais, dans le combat pour l'égalité sociale et le développement économique de la Réunion, il ne faudrait pas oublier le supplément d'âme nécessaire à l'île pour trouver, dans le dialogue, sa dignité et sa personnalité.

(1) Le rapport a été publié par La Documentation française.

► Jean Ripert est ancien président de la commission sur l'égalité sociale et le développement économique dans les départements d'outre-mer.

Pour une nouvelle politique de défense

Suite de la première page

Dans le même temps, les Etats-Unis sont tentés de se désengager de l'Europe, au moins partiellement. C'est d'ores et déjà le cas puisque plus de cent cinquante mille soldats américains ont quitté l'Europe pour le Golfe et sans doute n'y reviendront pas. Jusqu'où ira ce mouvement de retrait ? De quelle protection les troupes américaines demeurent en Europe, disposeront-elles ? Rien n'est encore clair.

Deuxième constatation : les pays européens devront, du fait d'une présence américaine moins grande, prendre une part accrue à leur propre défense au prix d'une coopération plus poussée entre eux. Je ne pense pas seulement au fardeau financier que celle-ci représente, et donc à l'accroissement de leurs moyens techniques et humains ; je pense aussi aux responsabilités exercées, à la coopération organisée, bref au pouvoir de décision.

Quatre missions essentielles

Traditionnellement la France a assigné à sa défense quatre missions à la fois.

Première mission, la dissuasion nucléaire avec les moyens stratégiques et tactiques nécessaires. Cette mission, la France l'assume seule.

Deuxième mission, la défense du centre de l'Europe face à l'Est. Même après son départ de l'organisation intégrée de l'OTAN, elle a assumé cette mission en liaison avec ses alliés au sein du pacte atlantique.

Troisième mission, la défense de ses intérêts essentiels et de l'équilibre politique dans des pays ou des territoires, en Afrique mais aussi dans l'océan Pacifique, auxquels la lient des relations anciennes et particulières ; cette mission-là aussi la France, pour l'essentiel, l'assume seule, quitte parfois à faire appel au soutien logistique de ses alliés.

Quatrième mission, celle qu'elle vient d'accomplir en liaison et en coordination étroite avec ses alliés dans le Golfe au service de la communauté internationale et pour faire appliquer les résolutions des Nations unies.

Ces quatre missions sont essentielles, elles doivent être assurées.

Peut-elle continuer à déployer ses moyens dans ces quatre domaines, de façon à la fois significative et efficace ? Ne doit-elle pas, dans l'une ou l'autre de ces missions, renforcer la coopération avec ses alliés pour alléger sa charge et se concentrer davantage sur d'autres missions qu'elle veut assumer seule ? A-t-elle les moyens financiers, avec un budget militaire qui est inférieur à 3,5 % de sa richesse nationale, c'est-à-dire moins que celui des Britanniques et à peine plus que celui des Allemands, d'accomplir efficacement les quatre missions qu'elle a assignées à sa défense ? Le moment du choix est venu, il n'est que temps d'y réfléchir.

Voici les trois questions qui se posent à la France : savoir ce qu'elle veut continuer à faire seule ; savoir ce qu'elle veut continuer à faire, mais en accroissant sa coopération avec ses alliés ; savoir jusqu'à quel point elle doit augmenter son effort de défense.

Première réflexion, la politique de défense de la France doit se concevoir davantage dans un cadre européen avec toute la difficulté que cela représente puisque, lorsqu'on touche à la défense, on touche au principe même de la souveraineté des Etats.

En premier lieu, la dissuasion nucléaire française doit servir à la protection du sanctuaire national. Mais il est probable qu'une association plus étroite avec l'Allemagne — et la défense de l'Europe par les Européens suppose cette association plus étroite, à laquelle les Britanniques devraient se joindre — est liée aux garanties que la France accepte-

rait ou non de donner en étendant une certaine forme de protection nucléaire à l'Allemagne pour s'engager à défendre sa frontière à l'est.

La France y est-elle disposée ? Cela n'implique-t-il pas un élargissement de sa stratégie de dissuasion qui en remet en cause les principes et les modalités ? Doit-elle ainsi abandonner le principe du secret et de l'imprévisibilité de sa décision ultime qui est le fondement de toute dissuasion ? Cela dépend de l'idée qu'elle se fait du caractère définitif et irréversible de son association militaire avec l'Allemagne.

De toute manière, il ne pourrait s'agir d'un partage de la décision suprême qui ne peut que demeurer nationale.

L'Allemagne souhaite-t-elle cette inflexion de notre politique ? Cela dépend à la fois du maintien en Europe des troupes américaines avec une protection nucléaire, et de sa volonté de confirmer son renoncement à l'armement nucléaire pour elle-même. Là aussi, si rien n'est évident pour le moment, nul ne peut prévoir ce que sera l'avenir.

Une coopération européenne renforcée

En second lieu, sur le plan des forces conventionnelles, il faut distinguer le théâtre européen des théâtres extérieurs. Sur le théâtre européen, il est évident que l'allègement du dispositif américain doit conduire de manière concomitante à l'édification d'un pilier européen de la défense qui suppose que des discussions s'ouvrent sur le niveau et sur le degré de la coopération entre les diverses armées nationales. Ne compliquons pas, a priori, le débat, en évoquant le mot d'intégration, à la fois vague et explosif, mais convenons que la solution du problème suppose qu'on se mette au clair en répondant à une question simple : veut-on ou non un commandement européen pour des forces armées européennes et discutant sur un pied d'égalité avec un commandement américain demeurant en Europe ?

La réponse à ces questions conditionnera bien évidemment la configuration de l'armée française, la répartition de ses forces, la part que devront y prendre les personnels de

métier, et enfin la taille qui devra être la sienne pour équilibrer la force militaire allemande, désormais la première de l'Europe de l'Ouest.

Sur les théâtres extérieurs, la question pour la France est de savoir si elle souhaite développer la coopération avec ses alliés européens afin d'accroître ses possibilités d'action. Cette coopération devrait progresser dans deux directions : la constitution d'une force d'action rapide européenne, probablement composée de professionnels, et apte à intervenir à tout moment là où ce serait nécessaire ; la constitution d'un bouclier spatial européen avec des satellites d'observation et des missiles d'intervention pour affronter toute agression. L'objectif serait d'éviter que les pays européens ne soient aveugles s'ils ne bénéficient pas des informations fournies par les Américains, et aussi de leur permettre de se défendre mieux contre toutes menaces venues de l'Est comme du Sud. Ce n'est qu'ainsi que seraient comblées deux lacunes essentielles sur tous les théâtres : l'insuffisance du renseignement, l'insuffisance des moyens de riposte.

Tout cela supposerait une coopération accrue en matière de fabrication d'armements entre pays européens : il ne faut plus compter sur les exportations d'armes pour offrir à nos industries nationales les marchés suffisants pour soutenir leurs efforts de recherche et de développement. D'ailleurs, c'est à une répartition des fabrications essentiellement entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France qu'il faut songer.

Finalement les choses sont simples : parler de la défense de l'Europe par les Européens c'est poser le problème du statut et de la place de l'Allemagne en Europe. L'heure est venue pour la France de lui offrir une coopération poussée dans tous les domaines, ce qui présente, pour nous, deux avantages : le premier, c'est d'éviter à l'Allemagne toute tentation de militarisme, soit de neutralisme ; le second, c'est, protégeant mieux le sol allemand, d'assurer plus efficacement la défense de la France. Là aussi, le voulons-nous, l'Allemagne le veut-elle, quel prix sommes-nous disposés à y mettre les uns et les autres ? Ce sera l'un des sujets de la grande discussion qui

doit s'ouvrir entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. De son résultat dépendra l'équilibre et la sécurité de notre continent. S'il est positif, l'avenir de la construction européenne sera assuré ; s'il est négatif, nous devrons procéder à une révision de notre politique de défense, afin de nous prémunir contre tout risque en faisant davantage appel à nos propres efforts.

Deuxième réflexion : le renforcement de la politique de défense des Européens par eux-mêmes ne dispense pas les Américains de participer à cette défense de l'Europe.

La présence américaine en Europe

Je rappelle que c'est le lien entre la défense de l'Europe et celles des Etats-Unis qui a assuré la paix au continent européen depuis 1945 ; que ni le sentiment actuel d'affaiblissement de la menace ni un plus grand effort européen ne justifient la disparition de ce lien tant est forte notre commune adhésion aux valeurs de liberté, tant sont puissants les intérêts qui nous sont communs, tant nous avons besoin les uns des autres.

Si elle est conforme à l'intérêt des Européens, la participation américaine à la défense de l'Europe est également conforme à l'intérêt des Etats-Unis : ils n'ont aucun intérêt à voir l'Europe soumise à une trop forte pression de l'Union soviétique qui demeure, et de très loin, le plus puissant militairement des pays européens. Ils ont, au contraire, tout intérêt à contre-balancer cette présence soviétique qu'impose la géographie par une présence américaine qu'imposent nos intérêts communs bien compris.

Mais il est vrai que la présence américaine, changeant de volume et étant appelée sans doute à passer de plus de cent mille hommes à moins de cent mille, changera aussi de nature. Ce changement se manifestera dans plusieurs directions : il est exclu, me semble-t-il, que la structure de l'OTAN puisse demeurer ce qu'elle est aujourd'hui avec des soldats américains tellement moins nombreux sur le continent européen et des pays européens qui organiseraient leur propre défense en coopérant plus étroitement entre eux.

Il est évident également que pour être efficace cette présence militaire des Etats-Unis en Europe doit être accompagnée d'une protection nucléaire de leurs troupes ; il est évident enfin qu'on ne peut exclure de voir le peuple allemand souhaiter un jour une présence étrangère moins visible et moins importante sur son sol, ce qui poserait à terme le problème d'un redéploiement des forces militaires en Europe.

Je crois que la France doit voir la réalité en face et participer à cette réflexion commune dont doit résulter une nouvelle structure plus équilibrée entre l'Europe et les Etats-Unis de l'alliance atlantique, une nouvelle répartition des tâches entre les pays qui la composent, une nouvelle répartition des rôles ainsi que des missions à accomplir sur le continent européen ou hors du continent européen.

Pour la France aujourd'hui, les choses sont claires : il serait impensable que, considérant que la rivalité Est-Ouest a pris fin, elle envisage de se passer d'alliés et imagine son avenir dans la solitude ; il serait illusoire et dangereux que, en s'éloignant de ses alliés, elle se tourne vers l'Union soviétique pour lui demander naïvement de garantir l'équilibre européen ; il est indispensable qu'elle bâtisse, essentiellement avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne, un système européen de défense commune au sein d'une alliance atlantique renforcée et rééquilibrée. Tous ses efforts doivent aujourd'hui tendre vers ce but.

Ce qui me paraît essentiel, c'est que, désormais, le débat s'ouvre dans notre pays, sans tabous, sans idées préconçues et que la nation tout entière et ses représentants soient appelés à réfléchir et à prendre position. On parle parfois du désordre de la politique, voilà un moyen d'y mettre fin : expliquer aux Français ce qui a changé pour la France, ce qui va être plus difficile pour elle, leur proposer des solutions. De toute manière, il faudra bien que ce débat ait lieu avant l'élaboration de la prochaine loi de programmation militaire.

EDOUARD BALLADUR

Le Monde

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

Renseignements sur les périodiques
en indiquer du Monde au (1) 40-65-23-33

Ingrédients
du « Monde »
12, rue Mouton
75012 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

111 111 111

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer toutes
nos pages en capitale d'impression.

PP Paris RP

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-65-25-25

195 milliards de francs pour les armées en 1991

La France consacre en 1991 à sa défense 194 548 millions de francs (50 005 millions pour l'armée de terre ; 25 334 pour l'armée de l'air ; 24 910 pour la marine ; 1 989 pour la gendarmerie ; et 27 821 pour la section commune) et elle embauchera 670 137 hommes ou femmes (300 643 personnels d'active ; 241 716 appelés, et 127 778 civils). Le budget militaire représente 15,3 % des dépenses globales de l'Etat.

Les forces nucléaires rassemblent dix-huit missiles en Haute-Provence, dix-huit bombardiers Mirage IV, cinq sous-marins (porteurs de quatre-vingt missiles, au total), quatre régiments d'artillerie nucléaire (vingt-quatre rampes), et moins d'une centaine d'avions Jaguar, Mirage 2000 et Super-Éclair (porteurs d'un missile air-sol nucléaire).

L'armée de terre est organisée en deux corps d'armée (qui réunissent dix divisions, dont six blindées) et une Force d'action rapide (qui comprend cinq divisions, dont une est aéro-mobilité avec deux cent quarante hélicoptères). L'armée de l'air aligne, outre ses quatre-vingt-quatre appareils de transport et cent deux hélicoptères, deux cent soixante-dix avions d'attaque et cent quatre-vingts de défense. La marine mobilise cent quinze bâtiments, dont deux porte-avions (avec quelque quatre-vingts avions embarqués) et treize sous-marins d'attaque. La gendarmerie, enfin, compte 77 389 militaires d'active et du contingent, répartis pour l'essentiel en 55 026 gendarmes « départementaux » et 10 065 gendarmes « mobiles ».

J. L.

Le Pentagone

Des porte-parole du Pentagone ont fait état d'un « dialogue » entre Washington et Moscou sur la situation en Irak. Ils ont souligné que les Etats-Unis ne s'opposent pas à ce que le régime de Saddam Hussein accède à la paix, mais qu'il ne faut pas savoir s'il est prêt à le faire.

WASHINGTON, 5 mars. — Des porte-parole du Pentagone ont fait état d'un « dialogue » entre Washington et Moscou sur la situation

LE CONFLIT DU GOLFE

Le Pentagone confirme l'étendue des troubles en Irak

Des porte-parole du Pentagone ont fait état lundi 4 mars à Washington, d'informations sur des troubles dans six villes du sud de l'Irak, où la situation serait « chaotique ». Le Pentagone, qui dit « ignorer » où se trouve Saddam Hussein, avoue également ne pas savoir « de quelle autorité il dispose ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Des troubles ont éclaté dans au moins six villes irakiennes, ont indiqué lundi 4 mars, des porte-parole du Pentagone. Sans confirmer dans

le détail les indications données par les réfugiés quittant le sud-est de l'Irak, les militaires américains décrivent la situation comme « chaotique ». De son côté le département d'Etat a mentionné, mais sans les reprendre, tout à fait à son compte, des informations selon lesquelles Bassorah, Nassiriyah, Amara, Samawa, Qalāt-Salīh et Kut auraient été ou seraient encore le théâtre de sérieux désordres.

Les porte-parole du Pentagone ont fait référence à des photos satellitaires - indiquant par exemple la présence d'une grande foule rassemblée sur une place de Bassorah. Des immeubles et des véhicules en feu ont aussi été vus, et le général Kelly, chef adjoint des opérations, a indi-

qué que des chars T 72 et T 55 avaient participé aux affrontements (les premiers appartenant vraisemblablement à la garde républicaine, les seconds plutôt à l'armée régulière). « Nous ne savons pas qui est de quel côté », a ajouté le général.

Quant aux activités et surtout à l'avenir immédiat de Saddam Hussein, les porte-parole sont restés très vagues : « Nous ne savons pas où il se trouve », et « nous ne savons pas de quelle autorité il dispose ». Le général Kelly a tout de même ironisé sur la situation présente du président irakien, qui a mauvaise mine, « des poches sous les yeux », et « ne paraît pas prendre beaucoup de plaisir à la vie ».

Les difficultés du dictateur irakien devraient combler d'aise les dirigeants américains, mais l'hypothèse d'une désintégration ou d'une « libération » de l'Irak serait, en revanche, lourde de complications futures. Les Etats-Unis continuent donc à répéter (encore lundi par la voix du secrétaire d'Etat James Baker) que l'Irak aurait tout avantage à ne plus être gouverné par le régime de Saddam Hussein, mais, publiquement du moins, ils ne semblent pas décidés à intervenir pour faire pencher la balance du côté des opposants au dictateur.

Selon le général Kelly, les Etats-Unis ne pourraient intervenir que si les responsables politiques américains estimaient que les troubles pou-

vaient mettre en cause la sécurité des forces alliées occupant le sud-est de l'Irak, au sud du Tigre et de l'Euphrate - ce qui n'est pas le cas. Le même général a tout de même indiqué que « l'un des dangers » de la situation actuelle était un possible retard dans l'application par l'Irak des résolutions de l'ONU et dans la libération des prisonniers.

Mais, sur ce plan, tout semble se passer conformément aux promesses des Irakiens et aux vœux des Américains. Le premier contingent de dix prisonniers, apparemment en bonne forme physique, a été libéré lundi 4 janvier, et les autres devaient en principe suivre mardi. Si les responsables américains affectent de considérer avec une certaine distance les

événements en cours en Irak, ils ne peuvent se désintéresser de ce qui se passe au Koweït : déjà, après l'euphorie de la libération, et les nombreux récits d'atrocités commises par les Irakiens, la presse américaine commence à s'interroger sur les intentions de la famille régnante et sur les dangers d'une « épuratoire » mal contrôlée. De son côté le porte-parole du département d'Etat a lancé lundi une discrète mise en garde concernant le sort des Palestiniens au Koweït. « Nous avons très clairement fait comprendre au gouvernement koweïtien que tous les résidents du Koweït devraient bénéficier de la protection la plus étendue contre des individus qui feraient justice eux-mêmes. »

JAN KRAUZE

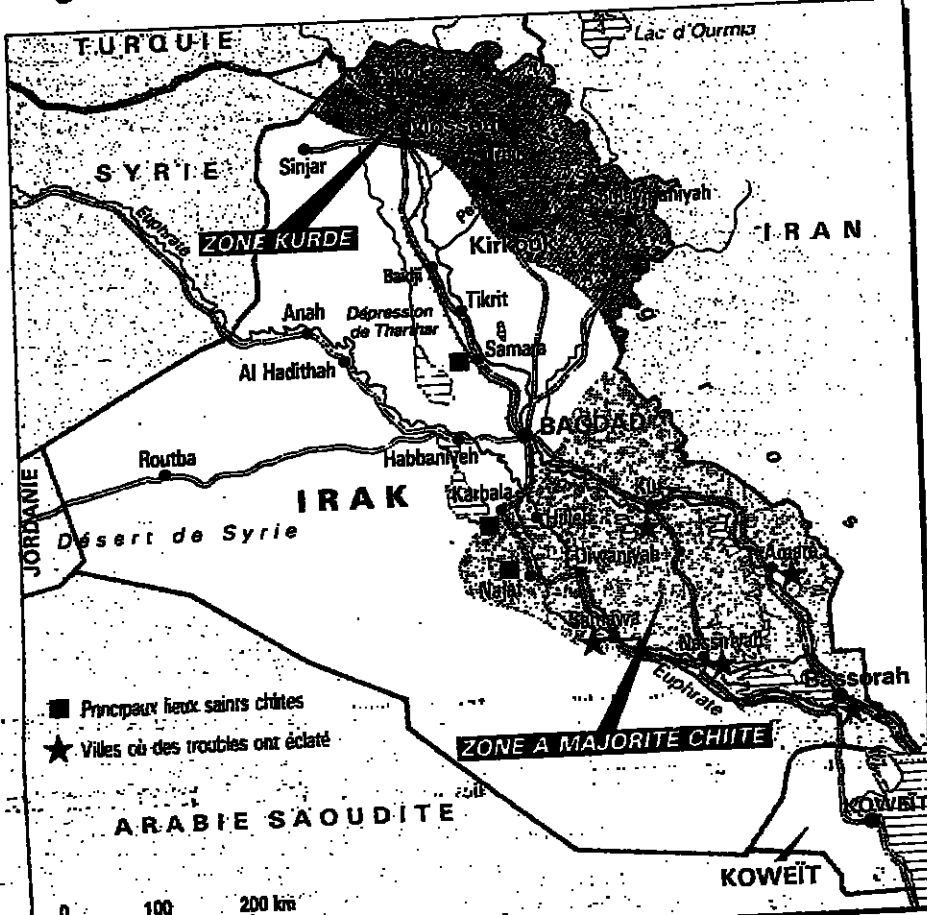
Une majorité de chiites gouvernés par des sunnites

L'Irak, pays presque exclusivement dirigé par des sunnites, a une population majoritairement chiite - entre 50 % et 55 %, - ce qui représente neuf à dix millions d'habitants, selon diverses estimations occidentales.

La grande plaine située entre le Tigre et l'Euphrate, berceau des civilisations mésopotamiennes, accueille une grande partie de la population chiite. C'est là que se situent les deux villes de l'islam chiite, Kerbala et Najef, où se trouvent respectivement les mausolées des imams Hussein et Ali.

C'est à Najef qu'est demeuré longtemps l'imam Khomeiny pendant ses années d'exil et que réside le grand ayatollah Kholi, dont l'autorité spirituelle s'étend sur une partie des chiites du Golfe. Plus au sud, Bassorah est aussi une ville majoritairement chiite. C'est d'ailleurs de cette ville qu'est originaire M. Mazban Khader, l'un des principaux conseillers chiites de Saddam Hussein. A Bagdad, une partie de la population est chiite également, notamment dans le quartier populaire de Qadimiyyah.

Pendant toute la guerre Irak-Iran,



les chiites sont restés fidèles à l'Irak en dépit des appels à la révolte lancés par les religieux au pouvoir en Iran. Ils ont fourni l'essentiel des régiments d'infanterie sur le front.

Les sunnites arabes (1) sont minoritaires - 30 % de la population - mais ils forment l'essentiel des cadres supérieurs de l'armée, de la police et du parti. Parmi les sept membres du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique en Irak, on ne compte qu'un seul chiite, M. Saadoun Hamadi, né à Kerbala et l'un des vice-premier ministres.

Les Kurdes irakiens - environ 20 % de la population - sont également en majorité sunnite.

Naguère, les chiites irakiens étaient très nombreux au sein du parti Baas, qu'ils ont même en partie dirigé, du fait qu'ils avaient occupé une large place dans la revendication nationaliste irakienne. Avant les années 1970, leur nombre avait rapidement décroché et aujourd'hui ils ne devraient pas dépasser les 10 % au sein du parti, selon les estimations des observateurs.

Ce n'est pas tant la discrimination religieuse que l'importance prise par le clan sunnite de M. Saddam Hussein au sein du Baas qui a entraîné un divorce entre la communauté chiite et le parti.

L'arrivée au pouvoir de M. Saddam Hussein s'est traduite ultérieurement par des affrontements avec cette communauté chiite, notamment par une répression terrible des mouvements religieux et l'interdiction de certaines processions dont la célébration de l'Achoura, c'est-à-dire la « passion » d'Hussein, le troisième imam. Cette répression s'est encore accrue après l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny en Iran, visant surtout l'organisation politique et religieuse Daouwa. De nombreux chiites ont été alors déportés vers l'Iran.

Il existe encore en Irak une communauté chrétienne importante, estimée à environ six cent mille personnes, dont environ la moitié de catholiques.

(1) Selon la plupart des estimations, on compte en Irak 70 à 75 % d'Arabes, 15 à 20 % de Kurdes, 5 à 10 % d'Assyriens, Turkmènes, Arméniens etc.

Plusieurs villes du Sud contrôlées par les insurgés

Suite de la première page

Selon l'agence iranienne IRNA, qui cite des réfugiés en provenance d'Irak, un fils de M. Saddam Hussein, Ouday, a été tué à Bassorah, tandis que les « forces révolutionnaires » distribuent à la population des vivres saisis dans les entrepôts de l'armée. IRNA a également indiqué que des explosions, qui pourraient être le résultat d'attaques aériennes de pilotes irakiens opposés au régime, ont été entendues lundi en fin de matinée en provenance de Bassorah.

L'hodjatoleslam Hakim a par ailleurs démenti que la rébellion de Bassorah ait été uniquement conduite par 3 000 combattants de la

SAIRI venus d'Iran. « J'ai entendu dire qu'on m'attribuait la responsabilité du soulèvement. Ce n'est pas vrai. Ces informations visent à amoindrir l'ampleur de la participation populaire », a-t-il ajouté lors d'un discours devant des membres de son mouvement à Téhéran.

Cependant, un communiqué de la même organisation, en provenance de Beyrouth, indique que l'hodjatoleslam Hakim a nommé un « représentant personnel » à Bassorah, pour « diriger l'insurrection et assurer l'administration des villes qui échappent désormais au pouvoir du régime ». Démentant que les insurgés aient demandé l'assistance des alliés, le même communiqué affirme : « Le

meilleur service que peuvent rendre les forces de la coalition à l'Irak, est de se retirer au plus vite des portions de territoire qu'elles occupent et de laisser le peuple irakien décider de son propre sort ».

Le chef de la SAIRI a en même temps appelé les Kurdes à ouvrir un second front pour soulager la pression qui pèse sur les rebelles chiites dans le sud de l'Irak. Quelques temps plus tôt, un porte-parole du même mouvement avait annoncé à Damas que des rebelles kurdes avaient pris le contrôle de la ville de Soulaymaniyah, dans le nord de l'Irak, l'isolant du reste du pays. Selon l'un des dirigeants de l'opposition kurde basée à Londres, M. Burhan Jof, représentant le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), les Kurdes ont lancé, depuis mercredi dernier, cinquante attaques contre les organes de sécurité et du parti Baas au pouvoir à Bagdad.

Pour sa part le général Ibrahim Dawoud, ancien ministre irakien de la Défense exilé en Arabie saoudite, a déclaré dans un entretien diffusé mardi par Radio-Riyad que « les peuples irakiens, koweïtiens et iraniens devront juger Saddam Hussein pour avoir détruit l'infrastructure de l'Irak et ramené ce pays au dix-huitième siècle ». « Ceux qui ont applaudi Saddam Hussein devront également assumer les conséquences de leur soutien accordé à ce criminel », a-t-il ajouté.

Quasi-unité à Bagdad

Les informations communiquées de diverses sources à propos des affrontements sur le terrain n'ont été confirmées par aucun témoignage direct indépendant. Dans le Sud notamment, les journalistes occidentaux n'ont pu arriver jusqu'à présent, que jusqu'à Ziver, une localité située à une vingtaine de kilomètres de Bassorah. Mises à part les indications factuelles fournies au Pentagone (lire par ailleurs l'article de Jan Krauze), les membres de la coalition se bornent à faire état de leur refus d'intervenir dans la guerre civile : « Nous ne sommes pas ici pour faire la loi et imposer l'ordre en Irak. Nous sommes ici pour libérer le Koweït », a dit notamment le commandant des forces britanniques dans le Golfe, Sir Peter de La Billière. A Bagdad, la seule référence à ces événements a

été un commentaire de la radio officielle irakienne faisant allusion à un « complot visant l'unité nationale de l'Irak », et affirmant que « les épisodes ayant suivi le retrait irakien du Koweït » prouvaient que ce complot visait à « saper toutes les acquisitions faites par le régime de l'Irak ». De même le quotidien Al-Qadisiyah, organe du ministère irakien de la Défense, a mis en garde lundi contre « toute atteinte à la sécurité intérieure » du pays, affirmant que « l'armée irakienne est prête à couper toute main traîtresse ». « Notre armée est en état de vigilance extrême pour [faire face] à toute tentative de trahison visant à poursuivre le complot et à porter atteinte à l'importance que nous attachons à l'unité nationale », ajoute le journal.

La radio a également annoncé que le président Saddam Hussein avait dépeché M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution, dans les capitales de deux provinces que les insurgés disent contrôler, respectivement Kout et Amarah. Dans un discours

prononcé au cours de cette tournée, M. Ibrahim a appelé les Irakiens à « exprimer leur reconnaissance et leur fierté pour la gloire qui leur a été donnée d'être gouvernés par un héros comme Saddam Hussein, dont le sile n'a pas connu de pareil et qui suscite la jalousie des autres pays ».

Les déserteurs graciés ?

Plus tôt dans la journée de lundi, M. Saddam Hussein avait décidé de gracier les déserteurs de l'armée irakienne, à condition qu'ils rejoignent avant une semaine leurs cantonnements. Un communiqué du Conseil de commandement de la Révolution signé par le président irakien expliquait ainsi cette décision : « Certains n'ont pas répondu à l'appel du service militaire en raison de la destruction des ponts et des difficultés administratives et de transport, au cours de la guerre imposée par les Impies. Maintenant que certains ponts ont été réparés et que les routes sont à nouveau

praticables, le CCR a décidé de gracier ceux qui ont fui, se sont absentés ou se sont abstenus de répondre à l'appel, à condition qu'ils rejoignent leurs divisions et leurs corps d'armée dans un délai de sept jours à dater d'aujourd'hui. » Radio-Bagdad a ensuite précisé les lieux de cantonnement de diverses unités, « afin de permettre aux fuyards de les retrouver, car certains corps d'armée et divisions ont changé leurs quartiers ». Ces cantonnements sont souvent situés dans des localités que les insurgés déclarent contrôler : c'est ainsi que la garde républicaine est cantonnée à Bassorah, ainsi que les 1^{er}, 2^e et 7^e corps d'armée, tandis qu'un autre commandement se trouve à Kerbala. Le reste des corps d'armée est réparti entre les provinces de Wassit (sud-est) de l'Irak, dont le chef-lieu est al-Kut, Mayssan (également au sud, dont le chef-lieu est Amarah) et Irbil (nord du pays). - (AFP, Reuters.)

Les Hakim : une famille de martyrs

L'hodjatoleslam Mohamed Bakr El Hakim, qui préside l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI), mouvement basé à Téhéran et regroupant l'ensemble des organisations islamistes irakiennes, appartient à une grande famille de religieux irakiens qui a payé un lourd tribut à la dictature de Bagdad.

Fils de l'ayatollah Sayed Mohsen el Hakim (décédé en 1970) qui fut le chef spirituel du clergé chiite irakien, l'hodjatoleslam Mohamed Bakr El Hakim s'est inscrite à Téhéran au début de la révolution islamique, avec son frère l'hodjatoleslam Abdel Aziz El Hakim, pour échapper à la répression. Le régime de Bagdad a en effet décapité la famille des Hakim dont dix-huit sont tombés sous les balles des troupes baasistes. Le régime de Bagdad a en outre arrêté quatre-vingt-dix membres de cette famille « maudite » pour contraindre ceux qui s'étaient

exilés à Téhéran, à arrêter leurs activités contre le pouvoir irakien.

Le régime de Bagdad a commandé par exécution, en mai 1983, six membres de la famille. En juin 1985, dix autres membres de la même famille ont été tués, et en juillet, un dix-septième membre est mort en prison sous la torture. Enfin, en janvier 1988, le deuxième frère de Mohamed El Hakim, l'hodjatoleslam Mehdi El Hakim, un modéré qui s'était installé à Londres, a été assassiné à Khartoum.

Le SAIRI, qui semble jouer un rôle de premier plan dans les troubles qui ont éclaté dans le sud de l'Irak, regroupe en fait trois mouvements distincts : les partisans de Hakim qui semblent totalement intransigeants à la politique de Téhéran, le parti islamique Daawa qui garde ses distances à l'égard de l'Iran et est hostile à l'idée d'un Etat islamique en Irak et l'organisation de l'action islamique plutôt influencée par la Syrie.



L'AUTEUR ET LE MANUSCRIT

Textes de P. Lejeune, L. Marin, E. Marty, A. Robbe-Grillet, J. Roubaud, D. Sallenave, A. Viala, M. Warner. Rassemblés et présentés par Michel Contat.

Les années 60 avaient vu proclamer l'effacement du sujet et la mort de l'auteur. Avec « le retour du sujet » qui caractérise les années 80, assistons-nous à une résurrection de « l'auteur » dans les études littéraires ?

Collection « Perspectives Critiques » dirigée par Roland Jaccard. 200 pages - 98 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LE CONFLIT DU GOLFE

L'avenir politique et la reconstruction de l'émirat

L'opposition koweïtienne craint l'instauration d'un régime autoritaire

Le prince héritier et premier ministre koweïtien, cheikh Saad Al Abdallah al Sabah, a regagné lundi 4 mars le Koweït, après plus de sept mois d'exil. Il est arrivé par avion à Koweït, en provenance de l'Arabie saoudite, où il avait trouvé refuge en compagnie de l'émir régnant Jaber et des membres du gouvernement koweïtien, lors de l'invasion de l'émirat par les troupes irakiennes, le 2 août 1990. Aucune date n'a encore été fixée pour le retour de l'émir Jaber.

Une rude tâche attend cheikh Saad. Il devra d'abord rétablir la sécurité dans l'émirat et des services essentiels tels que l'approvisionnement en électricité, en eau et nourriture. Il devra ensuite et surtout dissiper le mécontentement populaire provoqué par le récent décret proclamant, pour une durée de trois mois, la loi martiale, dont il est d'ailleurs l'administrateur. Certains ont vu dans cette mesure un abandon net des engagements qu'avait pris les dirigeants de la famille Al Sabah en octobre lors de la grande réunion de réconciliation koweïtienne qui s'était tenue à Djeddah en vue d'assurer le retour à la démocratie parlementaire. Aucune des résolutions adoptées par cette conférence n'a encore été appliquée et rien n'a été fait depuis octobre pour préparer le retour à la vie parlementaire dès la libération de l'émirat, contrairement à ce qui avait été décidé à Djeddah.

De même, le comité conjoint (gouvernement et opposition parlementaire) créé, en marge de la confé-

rence, dans le but de préparer la reconstruction de l'émirat et d'assurer le contrôle des finances publiques, n'a pas été convoqué que le 7 janvier 1991, trop tard pour pouvoir entreprendre quoi que ce soit de sérieux.

La leçon des événements

L'opposition parlementaire koweïtienne en exil n'est pas en principe contre la proclamation de la loi martiale, mais elle estime que cette mesure aurait dû être prise non par l'émir Jaber, mais par un cabinet d'union nationale groupant tous les courants politiques de l'émirat. Il s'agit, affirme l'opposition, d'un coup de force dont l'objectif semble être de restaurer la dynastie des Al Sabah dans toute sa puissance et avec tous ses privilèges. Le mécontentement est donc profond aussi bien parmi les exilés koweïtiens que chez les résistants de l'intérieur, qui pensaient qu'ils auraient leur mot à dire sur l'avenir politique de l'émirat.

Une conférence groupant tous les courants politiques des Koweïtiens en exil se tiendra donc le 14 mai à Londres à l'initiative de l'opposition parlementaire afin de décider de l'attitude à adopter à l'égard du nouveau pouvoir que cheikh Saad compte installer dans l'émirat. Certains affirment que les membres de la famille régnante n'ont rien compris, n'ont pas tiré la leçon des événements des sept derniers mois et qu'ils ont de nouveau l'intention de régner sans partage, tout en réprimant impitoyablement grâce à la loi martiale tous ceux qui tenteraient de s'opposer à leur pouvoir.

On affirme même que le fils de cheikh Ahmed, le chef de la diplomatie koweïtienne, considéré comme l'un des «durs» de la famille régnante, a constitué et entraîné en Syrie au cours des derniers mois des «escadrons de la mort» qui seraient chargés d'éliminer tous ceux qui, parmi les résistants de l'intérieur et l'opposition parlementaire, s'aviseraient de perturber le nouvel ordre que la famille Al Sabah a l'intention d'établir au Koweït. La menace semble sérieuse et le ministre de la planification, M. Souleymane Metawass, a, le mois dernier, interpellé le gouvernement à ce sujet sans obtenir de réponse sérieuse.

Certains affirment même que ces escadrons sont passés à l'action, il y a environ cinq jours, au lendemain de la libération de l'émirat, en organisant un attentat contre un député de l'opposition, M. Hamed El Jou'ane, qui a été blessé par les tirs de deux inconnus masqués venus frapper à sa porte. M. Jou'ane s'était distingué voici quelques années en dénonçant le scandale du krach de Souk-el-Mamakh, une Bourse des valeurs parallèle, qui avait permis à certains membres de la famille régnante de s'enrichir frauduleusement. M. Jou'ane, dont les jours ne sont pas en danger, a affirmé que ses agresseurs n'étaient pas des irakiens ni des Palestiniens, mais des Koweïtiens, facilement reconnaissables à leur accent. Dans les milieux de l'opposition parlementaire, on affirme que cet attentat constitue vraisemblablement un avertissement adressé non seulement aux députés récalcitrants, mais également aux résistants de l'intérieur jugés trop remuants.

JEAN GUEYRAS

Au lendemain de la libération de l'émirat

Le cours du dinar oppose la famille régnante aux milieux d'affaires

LONDRES

correspondance

Avant le 2 août, le dinar koweïtien était défini par rapport à un panier de devises constitué aux deux tiers de droits de tirage spéciaux (DTS) émis par le Fonds monétaire international. Le dollar jouait un rôle de premier plan dans la définition de la valeur du dinar de la principauté. Sur le marché des changes, le dinar koweïtien cotait 3,50/3,60 dollars. Lors de l'occupation de l'émirat par les troupes irakiennes, les autorités koweïtiennes avaient fait «coller» le cours de la devise koweïtienne à celui du dinar irakien, soit au dixième de sa valeur d'avant l'invasion.

Exilé à Londres, le gouverneur de la Banque centrale du Koweït, cheikh Salem Al Sabah, a décidé de remplacer les anciens dinars par de nouvelles coupures (imprimées en Allemagne). Cette décision est notamment motivée par le souci de

mettre fin au marché noir du dinar koweïtien du Caire, où les anciens billets ont été négociés au tiers de leur valeur tout au long du conflit. La fixation du cours d'introduction des nouveaux billets s'avère toutefois plus compliquée que prévu.

Fort ou bon marché

La Banque centrale, bastion des Al Sabah, souhaite en effet un dinar fort. Le Palais entend financer la reconstruction par le recours à l'emprunt sur les marchés internationaux et compte rapatrier certains avoirs dans la principauté. Le ministre des finances, cheikh Ali Khalifa Al-Sabah et le gouverneur cheikh Salem ont donc tout à gagner d'un taux élevé. Les intérêts immédiats des milieux d'affaires, qui vont devoir s'endetter auprès des banques koweïtiennes pour reconstituer leurs stocks, pousseraient ces derniers à l'inverse à souhaiter un dinar bon marché.

MARC ROCHE

MM. Michel Charasse et Thierry de Beaucé en visite à Koweït-Ville

MM. Michel Charasse, ministre du budget, et Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, ont passé quelques heures, lundi 4 mars, à Koweït-Ville afin de discuter de la participation de la France à la reconstruction de l'émirat.

Les deux ministres français, qui ont rencontré l'émir du Koweït et d'autres dirigeants de l'émirat, en Arabie saoudite au cours du week-end, étaient les premiers membres d'un gouvernement de la coalition à se rendre dans la capitale du Koweït.

M. Charasse a salué, à la télévision française, le «dynamisme» des Koweïtiens, en soulignant la volonté «de ce peuple de remettre très vite les choses en ordre», même s'il n'a pas «la volonté d'oublier ce qui s'est passé». Le ministre du budget a refusé de dire si les contrats de reconstruction de l'émirat étaient en bonne voie pour la France. — (AFP, Reuter.)

Le chef d'état-major des armées françaises au Proche-Orient. — Le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises, a prévu de séjourner au Proche-Orient du lundi 4 au vendredi 8 mars. A cette occasion, il rendra visite aux forces françaises en Arabie saoudite, à Qatar et dans les Emirats arabes unis. Le général Schmitt, qui, dans son rang, a atteint la limite d'âge en janvier, a été maintenu, par le gouvernement, dans ses fonctions actuelles jusqu'au 23 avril prochain.

Une précision de la Cise. — A la suite de la publication dans le

Monde du 5 mars de l'article commentant le retrait de l'accréditation de notre correspondant à Alger et sous-titré «Une campagne contre la presse française», la rédaction de la chaîne de télévision la Cinq nous signale que la diffusion par erreur d'images d'archives tournées en Iran et censées illustrer l'actualité algérienne fut postérieurement de plusieurs heures à la décision du gouvernement algérien d'expulser tous les envoyés spéciaux des médias français. La malencontreuse erreur de la Cinq ne peut donc en aucun cas avoir servi de prétexte à une mesure algérienne qui avait déjà été prise et rendue publique.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT (G.A.M.E.)

Christiane Tricoit

280 F chez l'éditeur et à la FNAC
320 F par correspondance, franco de port
à l'ordre des Editions François-Robert

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 46-49-45-41 Fax : 46-67-29-41

L'application du cessez-le-feu

L'Irak a fourni les informations demandées sur la localisation des mines

Le président George Bush a déclaré, lundi 4 mars, vouloir refermer les «blessures ouvertes par la guerre du Golfe» et a réaffirmé que les Etats-Unis n'avaient rien contre le peuple irakien lui-même, et «les malheureux soldats envoyés à un sort qu'ils ne pouvaient imaginer». Le président américain, qui s'exprimait devant des organisations d'anciens combattants, a également annoncé que l'Irak avait fourni aux alliés les informations demandées sur la localisation des mines dans la région du Golfe et a qualifié cette mesure de «signe réel de progrès». Les informations sur la localisation des mines étaient l'une des conditions allées pour un cessez-le-feu définitif. M. Bush a précisé que les alliés avaient reçu une réponse «immédiate» de l'Irak après la rencontre des chefs militaires alliés et irakiens dimanche.

Peu auparavant le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, avait indiqué que les Etats-Unis continuaient à rassembler des preuves pour d'éventuels procès pour crimes de guerre, mais il avait souligné qu'aucune déci-

sion n'avait été prise pour l'instant, cette décision devant être prise principalement par les pays de la région, et notamment le Koweït.

Cordon sanitaire

Dans le cadre de l'arrêt des hostilités, a déclaré de son côté le porte-parole de l'état-major interarmes, le général Kelly, des «mesures de contrôle» ont été mises en place, comprenant notamment l'établissement d'un «cordon sanitaire» dans tout le sud irakien.

Les troupes terrestres irakiennes ne peuvent s'approcher de moins de 1 kilomètre de cette ligne de démarcation, et leurs avions de moins de 10 kilomètres, à l'exception des hélicoptères effectuant des missions administratives, a-t-il indiqué. «Ils [les avions irakiens] ne peuvent s'approcher de moins de 10 kilomètres de nos lignes et nous, nous survolons Bagdad. C'est comme ça», a conclu l'officier américain.

Faisant apparemment allusion à cette situation, le ministre irakien

des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a accusé lundi les alliés de «provocations», notamment de «quatre survols aériens effectués par l'aviation américaine au-dessus de Bagdad et d'autres provinces irakiennes» depuis dimanche, a annoncé Radio-Bagdad captée à Nicosie.

Dans un message adressé lundi à l'ONU, M. Aziz affirme que ces avions «ont crevé le mur du son, ont terrorisé les civils et les enfants», et demande à l'ONU d'«œuvrer en vue de mettre un terme à ces actes» qui, selon lui, «contredisent les normes convenues lors de la réunion militaire de dimanche».

Le chef de la diplomatie irakienne fait également état dans son message d'un «débarquement de troupes hélicoptères, samedi à 21 h 55 locales (18 h 55 GMT), au kilomètre 160 sur la route Bagdad-Amman, dans la ville de Na'ar». Ce secteur, selon M. Aziz, est «très éloigné de la zone des opérations». — (AFP, Reuter.)

Bagdad affirme avoir libéré tous ses prisonniers

Radio-Bagdad a affirmé, mardi 5 mars, que l'Irak avait libéré tous les prisonniers faits pendant la guerre, au nombre de quarante-cinq.

Après l'arrivée lundi soir à Bahrein de six Américains — dont une femme, Melissa Rathbun-Nealy, âgée de vingt ans, — trois Britanniques et un Italien, trente-cinq prisonniers de la coalition ont été remis au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), mardi, à Bagdad (quinze Américains, neuf Britanniques, neuf Saoudiens, un Koweïtien et un Italien).

Trois cents prisonniers de guerre irakiens devaient être libérés mardi 5 par les forces de la coalition anti-irakienne, en réponse aux dix premières libérations irakiennes, indique un communiqué du commandement militaire américain publié lundi à Ryad. Cette libération est un geste de bonne volonté, effectué avant le début du processus de libération de tous les prisonniers, et sera coordonnée par le CICR, ajoute le communiqué.

Le coordinateur médical du CICR à Ryad, M. Jean-Claude Mulli, a confirmé à la presse que

les préparatifs pour la libération des premiers prisonniers étaient en cours, sans toutefois donner de précisions à ce sujet. Dans une précédente déclaration à la presse, le docteur Mulli avait estimé que l'échange entre les prisonniers détenus par l'Irak et ceux détenus par les forces de la coalition anti-irakienne pourrait se faire en deux semaines.

Aucun prisonnier irakien ne sera renvoyé en Irak contre son gré, avait-il ajouté. Trente-cinq soldats de la coalition sont toujours portés disparus. — (AFP, Reuter.)

Retour en France des premiers Jaguar

Une première patrouille de quatre avions de combat Jaguar, basés à El Asha (Arabie saoudite) depuis l'automne dernier dans le cadre du dispositif «Daguet», devait rentrer mardi 5 mars, en début d'après-midi, sur son terrain de Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle). Les quatre Jaguar, de la Force aérienne tactique (FATAC), sont accompagnés d'un avion ravi-

tailleur C-135, des Forces aériennes stratégiques (FAS).

De son côté, le commandement du transport aérien militaire (COTAM) a rapatrié, en France, deux de ses neuf avions de transport présents pour la même mission en Arabie saoudite (sept Transall et deux Hercules). Il s'agit de deux Transall.

Outre ses Mirage-2 000 de

défense aérienne et ses Mirage-F1 CR de reconnaissance, l'armée de l'air française a déployé, au maximum, jusqu'à vingt-sept Jaguar d'attaque au sol en Arabie saoudite. Au total, durant l'opération «Daguet», l'armée de l'air a accompli plus de 1 000 «sorties» de combat sur le Koweït et l'Irak, soit 1 % des «sorties» de la coalition, et quelque 2 000 «sorties» de guerre avec les vols logistiques.

Donné pour mort un soldat américain téléphone à sa mère...

Une Américaine pleurait la mort de son fils, envoyé dans le Golfe, lorsque ce dernier l'a appelée vendredi soir 1^{er} mars : l'armée avait annoncé par erreur sa mort au combat. «Ce fut un tel choc, j'ai eu peur que quel qu'un me soit en train de jouer avec mes sentiments», raconte Ruth Dillow, de Chanute (Kansas). L'armée lui avait annoncé que son fils, Clayton Carpenter, avait été tué mercredi par une mine, deux heures seulement avant l'annonce par le président George Bush de la suspension par les alliés des opérations offensives contre l'Irak. M. Dillow a précisé que les deux officiers venus lui annoncer la mort de son fils sont revenus chez elle peu après l'appel téléphonique de Clayton Carpenter, pour lui confirmer la bonne nouvelle. Dans un communiqué publié samedi à Washington, l'armée a reconnu que Carpenter «a été déclaré par erreur mort au combat le 27 février. En fait, le soldat Carpenter a été légèrement blessé lorsqu'une petite bombe a explosé. Il se trouve à présent dans les Etats-Unis». — (AFP.)

La Ferrari du général irakien

ROME

de notre correspondant

C'est l'histoire d'une voiture de race et d'un général irakien retors. La police transalpine se refuse encore à révéler l'identité du militaire, mais la belle italienne s'appelle Ferrari, modèle 348 TB pour les connaisseurs et elle «pèse» 800 000 F au catalogue de la célèbre firme de Modène. Son long parcours à travers le monde, en dépit de l'embargo imposé à l'Irak, prouve, s'il en était besoin, à quel point les milieux du filat international étaient larges.

Volé chez un concessionnaire de voitures de luxe à Koweït-Ville dans les premiers mois de l'invasion irakienne, le véhicule vient en effet d'être retrouvé dans un garage de la via San-Niccolo à Rome. D'après Interpol, qui a pu reconstituer son itinéraire, le bolide avait auparavant transité par Bagdad, Amman puis Akaba, le port jordanien de la mer Rouge, pour finir sa course dans un conteneur de cargo à destination de l'Italie. C'est là que les autorités l'ont saisi et placé sous séquestre en attendant que son

propriétaire légitime vienne le récupérer. Le garagiste romain qui avait commandé et payé ladite Ferrari pour la revendre à l'un de ses clients a été mis hors de cause et laissé en liberté.

Il est vrai qu'en demandant l'homologation officielle du véhicule aux autorités compétentes il a, en fait, mis la police sur la piste. Auparavant, la belle italienne avait pu être dédouanée sans attirer l'attention de quiconque. Retrouvé au Caire, le concessionnaire de Koweït-Ville, M. Kalal Essa, a raconté son histoire à Interpol. «A peine arrivés chez nous, les irakiens ont pris tout ce qu'ils pouvaient. Un général s'est présenté dans mon magasin, il m'a signifié mon appropriation et il s'est carrément installé à la tête de mon affaire. Le nom et la signature du militaire figuraient sur les documents nécessaires au dédouanement. Mais M. Essa, en arrivant en Egypte, avait eu la bonne idée d'avertir Modène de sa spoliation. Le numéro de série du bolide et le très sélect fichier clients de la maison Ferrari ont fait le reste.

P. C.

LE CONFLIT DU GOLFE

Pour Israël, une « guerre à domicile »...

Beaucoup se félicitent de la retenue de Jérusalem, mais certains craignent que la crédibilité de la dissuasion de l'Etat hébreu n'ait été gravement entamée

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'image qui restera de ce conflit, qu'Israël a traversé sans y participer vraiment, l'image qui figure déjà sur les T-shirts, cendriers et autres « souvenirs de guerre » est celle d'une famille, masquée à gaz sur le visage, repliée dans la pièce « étanche » de l'appartement. Là était le champ de bataille pour les Israéliens. Ce fut une « guerre à domicile », sur un front intérieur qui n'avait jamais été touché, ou presque, parce que la doctrine de défense du pays avait toujours été, jusqu'à présent, de porter la guerre à l'extérieur.

Quand le président George Bush a annoncé que la guerre était finie, le porte-parole de l'armée, le général Nahman Shai, a annoncé à son tour la démobilité des « combattants de l'intérieur ». Ordre a été donné aux résidents de l'Etat hébreu de ranger leurs masques à gaz et de démanteler les protections de plastique, autocollants et autres rubans adhésifs placés sur les fenêtres de la fameuse pièce étanche de chaque domicile. Quarante-deux jours d'alarme, de coups de sirène nocturnes et d'état d'alerte prenaient fin. Le général Shai a expliqué qu'il y avait toujours des lanceurs de missiles Scud en état de marche dans l'ouest de l'Irak mais que la probabilité de leur utilisation était faible. Fidèles à une tradition bien établie, les responsables militaires et politiques du pays ont immédiatement entamé une analyse de cette « drôle de guerre » et tiré des conclusions allant de la satisfaction à un certain nombre de questions embarrassantes.

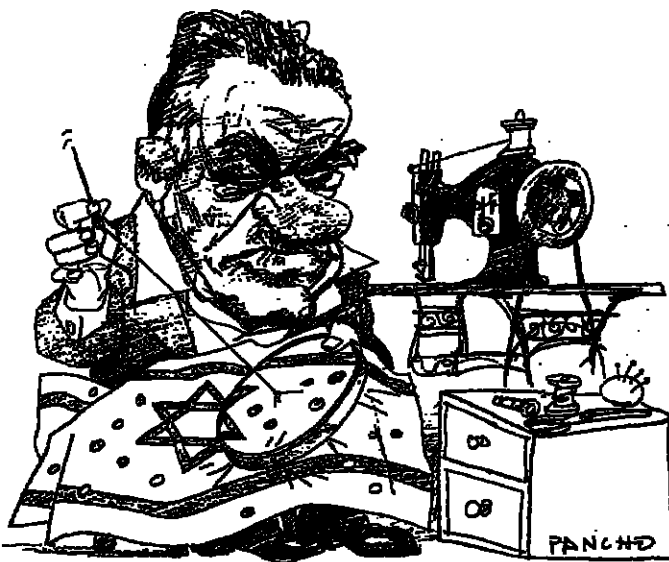
La satisfaction, c'est que « l'arrière » a formidablement bien tenu. La défense civile avait eu plusieurs mois pour « organiser une opération sophistiquée », selon l'expression d'un responsable militaire. Ce fut une opération soigneusement dosée, à étapes : distribution de masques à gaz, afin d'habituer la population à la perspective de la guerre chimique ; préparation des pièces étanches, qui servaient également à « fixer » la population à domicile au moment d'attaques de missiles laissant un temps de réaction trop court pour descendre aux abris ; emploi intensif de la radio

et d'un porte-parole, ancien journaliste et familier du micro, le général Nahman Shai.

« Imaginez le bouleversement pour une armée de réservistes habitués à foncer dans leurs unités et à qui l'on demandait cette fois de rester gentiment à domicile pendant que la principale question qui occupait l'état-major était de savoir où était tombé le fichtu missile », dit le même responsable militaire. Il y eut à coup sûr « des bouillonnements d'impatience sous les berts », poursuit-il, mais le résultat a été positif. La population – surtout les résidents des régions de Tel-Aviv et de Haïfa – a fait preuve d'un calme, d'une discipline et d'une maturité qui ont surpris l'état-major.

Taïre son orgueil

« L'arrière », toujours présenté comme fragile, manquant d'expérience et donc d'endurance au feu, a encaissé « ses » trente-neuf missiles Scud sans véritable vague de panique. Avec une bonne dose de chance, aussi : si un missile était tombé en plein jour ou sur un bâtiment provisoire comme la caserne des marines en Arabie saoudite, le bilan des victimes aurait été singulièrement plus élevé. Les missiles de Saddam Hussein ont fait deux morts « directs », douze personnes ont été déçodées des suites de crises cardiaques durant les attaques ou victimes d'étouffement avec le masque à gaz. Deux cent vingt-huit personnes ont été



assez sérieusement blessées. Les dégâts matériels sont importants : plus de 6 000 appartements ont été endommagés ; plusieurs immeubles et villas ont dû être détruits, parce que dangereusement fissurés.

Reste un constat : jamais la population n'a fait pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne sa politique de retenue. La stratégie de défense civile a donné les résultats attendus, c'est-à-dire accru la marge de manœuvre des responsables politiques, assurés qu'ils étaient que les pressions ne

viendraient pas de l'arrière. Or, ce fut sans doute là l'origine d'un des plus graves échecs enregistrés par Saddam Hussein : son incapacité à entraîner Israël – et sans doute par ricochet la Jordanie – dans la guerre et à mener ainsi la coalition de pays arabes assemblée contre lui. Parce que l'arrière a tenu, le gouvernement a maintenu sa politique de réserve.

Cela n'a pas été facile. Lors du conseil des ministres ayant suivi la première attaque de Scud, le 18 janvier, les ministres étaient divisés en deux camps à peu près égaux : l'un pour la retenue, l'autre, appuyé par les chefs de l'état-major, pour une intervention aérienne contre les sites de lancement. « Shamir a laissé tout le monde parler, puis a pris la parole et tranché en faveur de la retenue », nous a rapporté un proche du chef du gouvernement. M. Shamir a « collé » aux Etats-Unis parce que l'armée américaine accomplissait la destruction d'un des appareils militaires les plus menaçants pour Israël – celui de l'Irak. Situation inespérée, certes, et qui valait bien qu'Israël mette sous le boisseau son orgueil de nation agressive et passive et ses traditions militaires d'offensive à tout prix face au danger. Mais cela fut aussi une situation « traumatisante » pour beau-

coup d'Israéliens, poursuit ce conseiller, qui ajoute : « Pour les gens de ma génération, vétérans de plusieurs guerres, et à plus forte raison pour un homme comme Shamir, vous n'imaginez pas ce qu'a eu de pénible ce sentiment d'impuissance et d'inaction, cette impression d'être retournés à un comportement de Juifs du ghetto, alors qu'Israël est censé incarner tout le contraire. » Tout aussi embarrassante, et pour les mêmes raisons, était cette impression que la sécurité d'Israël dépendait de militaires étrangers, ces soldats américains venus servir les batteries de missiles anti-missiles Patriot. Même s'il ne s'agissait pas tout à fait d'une « première », comme le Monde l'a indiqué par erreur : en 1956, avant la campagne de Suez, deux escadilles françaises étaient venues renforcer l'aviation israélienne à la demande expresse de Ben Gourion.

« Force tranquille »

Jusqu'au dernier moment, a indiqué M. Moshe Arens, Israël a hésité : « Nous avions mis au point une opération aéroportée », a dit le ministre de la défense, en soulignant que le gouvernement avait estimé qu'un créneau de plus en plus propice à une intervention de l'Etat hébreu s'était fait jour au début de l'offensive terrestre des alliés. Mais, jusqu'au bout, la retenue l'avait emporté, notamment parce que les Américains ont continué à bombarder les sites de lancement de missiles.

Question : cela ne s'est-il pas fait au détriment de la capacité d'Israël à dissuader ses ennemis de l'attaque, aux dépens de la fameuse politique de dissuasion consistant à menacer préventivement l'adversaire de représailles telles qu'il renonce à passer à l'action ? La vraie dire le mal est déjà fait. « La surprise stratégique dans cette guerre », écrit le quotidien Haaretz, ce n'est pas que des missiles soient capables de frapper en plein cœur de Tel-Aviv. La surprise stratégique c'est plutôt que les dirigeants israéliens aient pris le risque de devoir encaisser de formidables représailles israéliennes et américaines. Les avertissements formulés à Jérusalem, assurant que la réponse à une attaque de missile contre la terre d'Israël serait très doulou-

reuse, étaient censés dissuader Saddam Hussein de passer à l'action. Mais cela n'a pas été le cas.

« C'est vrai, on a un problème », explique un responsable militaire, « on a passé plus de trois années d'effort à répéter qu'on ne pouvait pas céder dans les territoires à des gamins lanceurs de pierres parce qu'il en allait du maintien de la capacité dissuasive de l'armée israélienne et on vient d'encourir une quarantaine de missiles balistiques sur Tel-Aviv sans broncher ». Les réalistes disent qu'aucune doctrine stratégique n'est indépendante de son contexte politique et qu'en l'espèce la retenue a mieux servi les objectifs d'Israël que la réplique. Les optimistes font valoir que le comportement de l'Etat hébreu a, en fait, relevé de la « force tranquille » et que les pays arabes voisins ne s'y sont pas trompés. Les pessimistes assument qu'une brèche a bel et bien été créée dans le système de défense du pays.

La population, elle, était loin de ces débats d'experts. On a raccroché les masques à gaz pour les remplacer par les masques de « Pomme », ce carnaval que l'on a célébré le jour même de la fin des combats, pour le plus grand ravissement des rabbins, qui, naturellement, assuraient qu'il ne s'agissait pas là d'un hasard...

ALAIN FRACHON

Dix Palestiniens et un soldat israélien blessés dans les territoires occupés

De violents affrontements ont éclaté, lundi 4 mars, à Rafah, dans le territoire de Gaza, et huit Palestiniens ont été blessés par des tirs de soldats israéliens. Deux autres Palestiniens ont été blessés près de Ramallah, en Cisjordanie. Dans cette région, un soldat israélien avait été gravement blessé dimanche soir par des pierres lancées par des manifestants palestiniens.

D'autre part, la direction unifiée de l'intifada a appelé la population des territoires occupés à observer, le 9 mars, une grève générale de soutien à l'OLP, en mettant en garde ceux qui ont critiqué celle-ci pour son soutien à l'Irak « contre toute tentative de contourner la centrale palestinienne » dans d'éventuelles négociations de paix. — (AFP.)

Selon l'agence Chine nouvelle, les Etats-Unis ont « ouvert la boîte de Pandore »

La Chine est restée d'une extrême prudence dans ses prises de position sur la crise du Golfe. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, elle ne s'est jamais opposée aux résolutions critiquant l'Irak.

PÉKIN

de notre correspondant

Les médias officiels ont scrupuleusement évité de montrer au public, très pro-américain, l'étendue de la défaite irakienne, et en particulier les images de soldats irakiens se rendant par milliers, jugés trop humiliantes pour Bagdad. De même, le Quotidien du peuple a passé sous silence, samedi 2 mars, le discours du ministre soviétique de la défense arguant de la nécessité d'une révision en profondeur de la technologie militaire de Moscou au vu des performances du matériel occidental.

La Chine, tout en se rangeant diplomatiquement dans le camp des vainqueurs par pur intérêt, avait parié sur un conflit de longue durée, éprouvant pour les

armées alliées. Elle voit probablement dans l'effondrement de la machine de guerre irakienne un inévitable désastre pour la doctrine militaire soviétique.

Prendre part à la reconstruction

Sortant de sa réserve, l'agence Chine nouvelle avait publié, le 1^{er} mars, un premier commentaire réellement critique envers la coalition anti-irakienne, à qui elle a reproché – et cela s'adresse tout particulièrement à Washington – d'avoir « ouvert la boîte de Pandore » au Proche-Orient, « semant de nouveaux troubles pour ces peuples misérables » de la région.

« Les chances pour un règlement pacifique du conflit israélo-arabe, une des sources des bouleversements au Proche-Orient, apparaissent encore plus éloignées du fait de la guerre du Golfe », a estimé le commentateur, visiblement inspiré par l'analyse secrète que la direction politique a dressée du conflit.

Les idéologues qui tiennent les médias sont en effet persuadés que l'on assiste à la renaissance d'un « impérialisme » américain à l'échelle planétaire. L'agence a encore estimé que la défaite irakienne créait « un vide politique que certains des vainqueurs locaux vont vouloir remplir. Résultats : de nouveaux conflits d'intérêts et une situation encore plus compliquée dans la région ».

Cela n'a pas empêché les responsables économiques de Pékin de se porter dès à présent, et non sans quelque insistance ces derniers jours, candidats à la reconstruction du Koweït, en attendant que celle de l'Irak soit à l'ordre du jour.

La Chine, a fait savoir le ministère des relations économiques avec l'étranger, cherche à décrocher un contrat pour la reconstruction d'une zone entière ou d'un ensemble d'équipements publics. Elle souhaite également prendre part au nettoyage des eaux polluées par le pétrole.

Anti-impérialisme en sourdine

Des discussions sont déjà en cours avec des responsables koweïtiens, a annoncé un responsable de ce ministère, cité par la presse, précisant que les projets chinois en cours de réalisation au Koweït avant le 2 août 1990 s'élevaient à 530 millions de dollars.

A l'en croire, « au plus haut point, il y avait 20 000 travailleurs chinois dans l'émirat, et presque tous les chantiers de quartiers résidentiels étaient menés par des compagnies chinoises ». Ces perspectives valent bien que soit mise une sourdine aux déclarations anti-impérialistes... laissait-il entendre.

FRANCIS DERON

En Australie, l'opposition réclame un réexamen de la politique de défense

Trop interventionniste ou trop isolationniste ? Au lendemain d'une guerre du Golfe dans laquelle l'Australie a contribué aux opérations alliées grâce au rôle clé joué par ses bases de communication de Nurrungar et Pine Gap et à l'envoi de deux frégates lance-missiles, le gouvernement de M. Bob Hawke se trouve pris sous le feu croisé de critiques contradictoires, les uns considérant qu'il en a fait trop et d'autres pas assez. Le sort à réserver au Livre blanc, fondement de la politique de défense de Canberra, est au cœur de la controverse : l'opposition estime que le temps est venu de réexaminer ce document, qui date de 1987.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Le Livre blanc sur la défense n'aura jamais été aussi savamment décortiqué par les exégètes que ces dernières semaines. Sujet du galop d'essai : l'engagement australien dans le Golfe a-t-il été conforme aux orientations édictées dans ce texte de référence, véritable table de loi en matière stratégique ? « Non conforme », rétorquent certains spécialistes, notamment au Peace Research Centre de l'université de la capitale.

A l'appui de leur thèse, ces chercheurs font valoir que le Livre blanc accordait la priorité à la défense du continent australien au détriment d'engagements sur des théâtres d'opérations extérieurs, renversant ainsi une tradition qui avait conduit l'Australie à intervenir aux côtés des

Américains en Corée puis en Indochine. Cette doctrine reflétait assez fidèlement le climat du début des années 80 : la génération travailliste « anti-Vietnam » arrivait alors au pouvoir à Canberra, et Washington demandait à ses alliés d'Asie et du Pacifique de se prendre davantage en charge.

« Compter sur ses propres forces » était devenu le nouveau credo stratégique. Le gouvernement avait d'ailleurs commencé à s'inspirer de ces recommandations dès 1988 lorsqu'il fut décidé de redéployer les forces armées des régions peuplées du Sud-Est (Sydney, Melbourne...) vers le désert de l'extrême Nord, jusque-là abandonné au soleil et à la roquette. L'idée était de se préparer à contrer toute menace venant de Papouasie-Nouvelle-Guinée ou d'Indonésie.

« Renvoyer l'ascenseur »

Le Livre blanc identifiait certes une « zone d'intérêt stratégique principale » plus vaste, englobant l'Asie du Sud-Est, l'Indochine, l'est de l'Océan Indien et le sud-ouest du Pacifique, où l'éventualité d'opérations n'était pas exclue. Mais cela devait rester, selon les détracteurs de M. Hawke, l'exception plutôt que la règle. En outre, soulignent-ils, le Golfe se situe bien au-delà de cette zone. Le gouvernement a évidemment une lecture différente du Livre blanc.

Le ministre de la défense, le sénateur Robert Ray, rappelait ainsi récemment que le document « insiste sur le fait que nous devons être capables de répondre positivement à toute requête, par nos alliés, de soutien militaire sur des théâtres extérieurs, si nous estimons que nos intérêts l'exigent ». Il n'y a donc, selon lui, aucune contradiction. En fait, au-delà de cette querelle parfois

un brin byzantine, il est clair que Canberra, à l'instar de nombreux autres gouvernements, met un accent nouveau sur le rôle des Nations unies comme pivot du « nouvel ordre international ».

Dès l'invasion du Koweït, M. Hawke admettait que la position stratégique de l'Australie lui interdisait de laisser se créer de tels précédents. Ce genre de crise « pourrait éclater dans la région Asie-Pacifique ces prochaines années, disait-il. Il est donc probable que nous dépendrons de plus en plus des principes de la charte de l'ONU pour défendre nos intérêts ». En termes plus crus, certains observateurs notaient que l'Australie espérait ainsi un « renvoi d'ascenseur » dans l'hypothèse où un dictateur va-t-en guerre du profil de M. Saddam Hussein viendrait à émerger sur la scène régionale.

Pour autant, cette nouvelle insistance à penser la défense de l'Australie en termes de « sécurité collective » n'exclut pas le gouvernement du péché d'isolationnisme aux yeux de l'opposition conservatrice. Celle-ci reproche à M. Hawke d'accorder une importance excessive à la défense du continent australien au détriment des alliances extérieures, notamment avec les Etats-Unis. « Nos intérêts stratégiques sont globaux, déclarait fin janvier M. John Hewson, le chef de la coalition conservatrice. Nous ne pouvons pas nous confiner dans un régionalisme étroit ou nous limiter à la notion exclusive de défense continentale ». L'opposition mène donc une vigoureuse campagne afin d'amener le gouvernement à « réactualiser » un Livre blanc rendu, selon elle, particulièrement caduque du fait du nouveau contexte international. Mais, pour l'heure, M. Hawke considère qu'il conserve toutes ses vertus et qu'il n'y a pas lieu de revoir la copie.

FRÉDÉRIC BOBIN

GRANDE-BRETAGNE

Les « six de Birmin »

La fin de la guerre du Golfe a quelque peu occupé les esprits, mais l'examen du rôle de la justice britannique dans le cas de six hommes d'affaires accusés de détournement de fonds pour des attentats a été l'un des sujets de la semaine. Les six hommes d'affaires, accusés de détournement de fonds pour des attentats, ont été jugés par la justice britannique. Les six hommes d'affaires, accusés de détournement de fonds pour des attentats, ont été jugés par la justice britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

Le traité 2-1-1 sur la

a été ratifié

C'est lors d'une séance des deux chambres du Parlement britannique, lundi 4 mars, que le traité 2-1-1 a été ratifié. Le traité 2-1-1 a été ratifié par le Parlement britannique.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'épilogue d'un scandale judiciaire et politique

Les « six de Birmingham » devraient être bientôt libres

La fin de la guerre du Golfe a quelque peu occulté le douloureux examen de conscience auquel se livre actuellement la justice britannique à propos du cas des six hommes condamnés à la détention perpétuelle en 1976 pour des attentats à la bombe commis en novembre 1974 contre deux pubs de Birmingham. La procédure de révision, entamée, lundi 4 mars, devant le tribunal londonien de l'Old Bailey, devrait normalement aboutir à la libération de ceux qu'on appelle les « six de Birmingham ».

LONDRES

de notre correspondant

Les attentats qui avaient fait 21 morts et 162 blessés à Birmingham ont été les plus sanglants jamais perpétrés par l'Armée républicaine irlandaise en Angleterre même. Les six hommes, des Irlandais du Nord, avaient été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à prendre le bateau pour rentrer à Belfast. L'accusation reposait essentiellement sur des examens de laboratoire, effectués lors de leur arrestation, qui étaient censés prouver « sans l'ombre d'un doute », que deux d'entre eux au moins avaient manipulé des explosifs peu de temps auparavant.

Cette « certitude scientifique », déjà mise à mal depuis plusieurs années, s'est écroulée lundi ainsi que la réputation de l'expert du ministère de l'Intérieur, M. Frank Skuse, qui avait procédé aux prélèvements sur les mains des suspects dans un commissariat. Celui-ci s'est bien gardé de révéler, lors du premier procès, un fait troublant : alors qu'il avait soigneusement lavé au savon les récipiendaires qu'il avait utilisés, ces derniers continuaient à présenter un test positif de présence de nitroglycérine. Il n'en avait tiré aucune conséquence et n'avait même pas songé à chercher à savoir d'où pouvaient venir ces traces. « Il ne faut pas trop en demander à M. Skuse », a remarqué, lundi, l'avocat des « six ».

Il est apparu depuis que le savon le plus banal pouvait provoquer une réaction positive. L'expérience a été réalisée il y a quelques semaines, à la demande de la défense, dans un laboratoire officiel. En se lavant les mains ou en nettoyant préalablement ses ustensiles, M. Skuse pourrait donc être lui-même à l'origine de ce qu'il a pris pour des traces de nitroglycérine.

Un autre fait était resté caché pendant toutes ces années alors que les six hommes purgeaient leur peine en prison. Un expert avait procédé au même test sur des passagers qui se trouvaient sur le bateau que s'apprêtaient à prendre les « six ». Il s'était révéilé positif

dans deux cas alors que ces deux voyageurs étaient totalement étrangers à l'affaire et ont été rapidement mis hors de cause. Les responsables de l'enquête avaient préféré taire ce résultat, qui dérangeait leurs conclusions.

L'accusation reposait également sur les « aveux » de certains des « six ». Ils avaient été obtenus à l'évidence sous la violence, ce qui avait été admis dès le premier procès mais n'avait pas pour autant modifié le verdict ni d'ailleurs entraîné des sanctions contre les policiers responsables. Un examen du premier compte rendu d'interrogatoire d'un des « six » révèle que ces notes avaient été falsifiées et que des éléments à charge avaient été ajoutés après coup.

Des précédents inquiétants

L'avocat de la défense a donc estimé qu'il s'agissait d'une « très grave erreur judiciaire » due au climat qui existait alors et à la volonté de trouver des coupables au plus vite. « L'honnêteté et la probité des officiers de police qui ont mené l'enquête sont désormais sérieusement mises en doute. Cela veut dire, sans mâcher les mots, que ceux-ci ont fabriqué des faux documents et ont menti au tribunal », a-t-il affirmé en citant les noms de ces policiers.

Le malaise qui entoure cette affaire d'autant plus grand qu'un premier appel, en 1977, avait été rejeté. Ce n'est pas la première fois

que des Irlandais sont condamnés à tort, ces dernières années, par la justice britannique. Les « quatre de Guildford » ont été libérés en octobre 1989 alors qu'ils étaient emprisonnés depuis quatorze ans pour des attentats qu'ils n'avaient pas commis contre deux pubs fréquentés par des soldats, à Guildford et Woolwich, deux petites villes des environs de Londres. Ils avaient été condamnés à la détention perpétuelle après que des aveux leur eurent été extorqués par la violence. Une famille entière, établie depuis longtemps en Angleterre, a été également réhabilitée en mai 1990. Six membres de la famille Maguire avaient été injustement condamnés en 1976 pour fabrication d'explosifs.

Sir Allan Green, responsable de l'accusation au ministère, a déclaré que la condamnation des « six de Birmingham » ne reposait plus sur des preuves sûres. Mais le tribunal de l'Old Bailey doit encore étudier l'ensemble du dossier selon les formes avant de libérer les six hommes. L'arrivée et le départ de ceux-ci ont lieu en tout cas, désormais, sans l'imposant déploiement policier qui était encore de mise lors du précédent appel, Richard McKenny, Patrick Hill, William Power, John Walker, Gerard Hunter et Hugh Callaghan devraient enfin être libérés dans les jours qui viennent.

DOMINIQUE DHOMBRES

YUGOSLAVIE : après les troubles de Pakrac

M. Franjo Tudjman accuse la Serbie de vouloir déstabiliser la Croatie

BELGRADE

de notre correspondant

La présidence collégiale de la Yougoslavie a décidé d'envoyer, lundi 4 mars, deux de ses membres, M. Nenad Bucic, représentant du Monténégro, et M. Bogic Bogicevic, représentant de Bosnie-Herzégovine pour examiner la situation à Pakrac (le Monde du 5 mars). Les deux délégués ont rencontré dans l'après-midi plusieurs responsables croates ainsi que le ministre fédéral de l'Intérieur et des dirigeants de l'armée. A l'issue de cette réunion, il a été décidé que les réservistes de la police locale, illégalement mobilisés, devaient restituer immédiatement leurs armes, que toutes les unités spéciales du ministère de l'Intérieur croate devaient rapidement se retirer et que l'armée yougoslave devait rester sur place pour assurer le retour au calme.

A Pakrac, lundi, la tension restait vive. L'armée yougoslave, avec les chars, continuait à patrouiller la ville et à contrôler toutes les voies d'accès. Les écoles et la plupart des entreprises sont restées fermées. L'inquiétude causée par les incidents du week-end avait gagné d'autres localités de Slavonie (est de la Croatie) à majorité serbe.

A Vinkovic et Vukovar, des autobus venus de Serbie ont, dans la nuit de dimanche à lundi, « évacué » une partie de la population serbe vers la Voïvodine voisine (province du nord de la Serbie). Des Serbes armés montaient la garde à l'entrée de ces agglomérations pour « empêcher l'intervention des forces de l'ordre croates et le lynchage des Serbes ». Alors que la télévision de Belgrade saluait « la fraternité et l'unité du peuple serbe », les médias de Zagreb affirmaient que la psychose avait été « importée » par des provocateurs venus de Serbie et que l'évacuation avait été « organisée ».

De son côté, M. Franjo Tudjman, président de Croatie, a déclaré lors d'une conférence de presse que « les événements de Pakrac faisaient partie d'un complot tramé pour créer le chaos, forcer l'armée yougoslave à réagir et à renverser la démocratie en Croatie ». M. Tudjman a ajouté que « les forces communistes aspirent à provoquer des incidents qui empêcheraient la rotation normale au sein de la présidence et donc la nomination le 15 mai prochain du Croate (non communiste) Stipe Mesić, à la tête de l'Etat yougoslave... C'est pourquoi il faut prévoir de nombreux autres troubles d'ici au 15 mai... »

FLORENCE HARTMANN

URSS : lors d'une séance à huis clos

Le traité « 2 + 4 » sur la réunification de l'Allemagne a été ratifié par le Soviet suprême

C'est lors d'une séance à huis clos du Parlement qu'a été ratifié, lundi 4 mars, à Moscou, le traité « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de la réunification de l'Allemagne. L'Union soviétique restait le seul des quatre anciens alliés de la seconde guerre mondiale à ne pas avoir ratifié ce document signé, le 12 septembre 1990, à Moscou.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La ratification soviétique était attendue avec impatience en Allemagne, et les chancelleries occidentales y voyaient un des tests de la continuité de la nouvelle diplomatie soviétique malgré la démission de son initiateur, M. Egor Gorbachev, et le retour en force des conservateurs sur le plan intérieur.

Or il semble bien que le huis clos demandé par le président du Parlement, M. Anatoli Loukianov, et accepté sans aucun problème par les députés n'avait pas vraiment pour cause une crainte de voir le débat s'envenimer au point de mettre la ratification en doute. Car, même si le poids des conservateurs a fortement augmenté au sein du Soviet suprême, celui-ci n'en est que plus docile encore aux souhaits du président Gorbachev, perçu désormais comme un bon défenseur du socialisme et du maintien de l'Union. Et si l'agence Tass soulignait abondamment depuis deux jours que le débat sur cette ratification serait « difficile », rien dans l'allure des députés sortant de leur huis clos ne laissait supposer que les débats aient été très vigoureux.

Ultimes marchandages

Il est vrai que si le traité « 2 + 4 » ainsi que deux traités soviéto-allemands – sur le « bon voisinage » et la coopération économique – ont bien été ratifiés, deux autres documents ont seulement été « approuvés dans leurs grandes lignes » et reviendront devant le Parlement pour ratification dans deux semaines. Il s'agit de textes fixant les conditions de retrait des troupes soviétiques d'Allemagne et de la fin de leur séjour dans ce pays. Des questions donc qui permettent encore d'ulcérer les marchands des compensations financières déjà largement consenties par l'Allemagne à l'URSS, même si du côté soviétique on a démenti il y a deux semaines avoir demandé des sommes supplémentaires. Le huis clos en tout cas ne permet pas de savoir si le refus de ratifier immédiatement ces deux textes est le signe d'une pression inextinguible

des conservateurs ou d'un consensus avec le président.

Dix-neuf députés s'étaient inscrits pour débattre du sujet, dont le couple de nostalgiques de la guerre froide, les colonels Alksnis et Petrouchenko. Ce dernier a déclaré en sortant qu'il était « inquiet de voir se reformer au centre de l'Europe une puissance dont l'URSS a déjà tant souffert, qui veut se doter d'armes que sa Constitution ne lui permet pas d'avoir et qui peut rejoindre l'OTAN, une organisation qui se maintient malgré la dissolution du pacte de Varsovie ».

Les défections de soldats

En dépit de tous ces dangers « dont la direction soviétique ne veut pas discuter », M. Petrouchenko s'est déclaré satisfait de la journée, notamment du fait que les deux textes non encore ratifiés seront largement discutés en commissions et qu'un comité sera créé pour superviser l'application de tous ces documents.

Dans la matinée, un porte-parole de l'état-major soviétique, le gé-

ral Vladimir Jurenko, a déclaré à l'agence Tass que « l'une des questions les plus difficiles aujourd'hui était celle des défections de l'armée soviétique en Allemagne ». « En violation de l'accord signé le 12 octobre avec la RFA, a-t-il dit, les autorités allemandes ont permis à un grand nombre de soldats de quitter le pays sans autorisation ». Il a précisé que 221 (186 soldats et 35 officiers, sans oublier 53 membres de leurs familles et 17 civils employés par l'armée).

L'accord du 12 octobre est le second à n'avoir pas été ratifié lundi par le Parlement soviétique. Le traité « 2 + 4 » est en revanche qualifié, dans une résolution votée le même jour, d'acte « d'importance historique, ouvrant une nouvelle époque de paix durable et de coopération entre les deux peuples allemand et soviétique ». La résolution souligne toutefois la nécessité d'un « respect des droits de l'homme en Allemagne ». C'est-à-dire, pour Moscou, la non-discrimination contre les citoyens de l'ancienne RDA sur des bases politiques ou idéologiques, autrement dit contre les anciens de la Stasi, l'ancienne police politique.

SOPHIE SHIHAB

ROUMANIE : une décision de la Cour suprême

La justice reconnaît que la révolte de Brasov en 1987 était de nature politique

BUCAREST

de notre correspondant

Il aura fallu un an et trois mois, après la chute de Nicolae Ceausescu, pour que la justice roumaine reconnaisse, dans l'indifférence générale, que les « hooligans » qui s'étaient révoltés à Brasov le 15 novembre 1987 contre le régime du dictateur étaient en fait des « politiques ».

La Cour suprême de justice a jugé, lundi 4 mars à Bucarest, que les soixante et un ouvriers de l'usine de camions Steagul Rosu (étendard rouge), condamnés en décembre 1987 pour « hooliganisme » par l'ancien régime, avaient droit au statut de « détenus politiques », leur chef d'accusation de l'époque (trouble de l'ordre public et hooliganisme) étant transformé en « révolte contre l'ordre de l'Etat socialiste ». Les soixante et un révoltés ont été, dans la foulée, acquittés de ce délit, supprimé du code pénal après la révolution. Les anciens détenus politiques pourront maintenant demander des dédommagements.

Ainsi s'est achevé, provisoirement peut-être, le bras de fer entre les autorités roumaines et l'Association du 15 novembre, qui rassemble les anciens révoltés de Brasov, le seul

groupe véritablement ouvrier de l'opposition roumaine. En février dernier, la Cour suprême de justice s'était contentée d'annuler les peines des ouvriers de Brasov. Ceux-ci avaient déposé un second recours, auquel la justice roumaine était restée sourde jusqu'au 15 novembre 1990.

Ce jour-là, à l'appel de l'Alliance civique (opposition extra-parlementaire), dont l'Association du 15 novembre est un membre fondateur, des manifestations de commémoration avaient réuni des dizaines de milliers de personnes dans les grandes villes roumaines.

Les ouvriers de Steagul Rosu qui, en 1987, avaient incendié le siège du Parti communiste aux cris de « A bas Ceausescu ! », se sont déclarés satisfaits au sortir de l'audience, où, malgré un appel à manifester, les attendait une maigre foule de quelques dizaines de supporters criant « A bas le communisme ! », « A bas Iliescu ! » (l'actuel président). Mais l'Association du 15 novembre demandait aussi que soient sanctionnés les juges qui ont rendu les verdicts de 1987. La dernière étape du marathon judiciaire risque d'être la plus difficile, à moins que chacun ne décide d'en rester prudemment là.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

TCHÉCOSLOVAQUIE :

crise politique à Bratislava

Le premier ministre slovaque sur la sellette

Couvrant depuis quelques mois, une crise politique a éclaté à Bratislava, la capitale de la Slovaquie. De profondes divergences entre le premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, et son mouvement, Public contre la violence (VPN), homologue slovaque de l'ex-Forum civique, ont fini par embraser toute la scène politique slovaque, dimanche 3 et lundi 4 mars.

PRAGUE

correspondance

Ancien dirigeant des Jeunesses communistes en 1968, M. Meciar, quarante-huit ans, n'était pas parvenu à se faire élire président du VPN lors d'une assemblée du mouvement, fin février, à Topolcan, où ses méthodes populistes et autoritaires, ainsi que sa ligne nationaliste, avaient été mises en cause. Dimanche, il a contre-attaqué.

Refusant de faire son intervention télévisée hebdomadaire, très suivie dans les foyers slovaques, il s'est fait remplacer par l'un de ses derniers proches du VPN, son ministre des relations internationales, l'acteur Milan Kuzak. Antagoniste de la « révolution de velours » à Bratislava et conseiller du président Vaclav Havel, M. Kuzak a accusé la direction du VPN d'avoir voulu « censurer » le discours du premier ministre et le pouvoir central de Prague d'avoir lancé une campagne pour se débarrasser de M. Meciar.

Partisan d'une « politique slovaque souveraine », M. Meciar, dont la cote de popularité est au plus haut depuis sa nomination en juin dernier (89 %, selon un dernier sondage), a donc choisi d'affronter le mouvement qui l'a désigné mais avec lequel il ne coopère plus depuis trois mois, et le gouvernement fédéral de Prague, bouc émissaire des nationalistes de tous bords.

De leur côté, les dirigeants du VPN – mouvement, lui, en perte de vitesse – accusent le premier ministre de « faire courir le bruit qu'il dispose d'informations compromettantes sur la collaboration de certains ministres slovaques avec la police secrète du régime communiste ».

M. Meciar a néanmoins reçu, lundi, le soutien de toutes les formations politiques et culturelles nationalistes, des sections syndicales ouvrières et de nombreux journalistes des médias d'Etat et de la presse écrite slovaque. Le Conseil slovaque du VPN, la plus haute instance du mouvement, va maintenant tenter, d'ici à la fin de la semaine, de trouver une issue à cette crise qui intervient à la veille d'une rencontre entre M. Meciar et le président Havel sur l'avenir de la Fédération tchécoslovaque.

MARTIN PIENKA

ALBANIE : nouvelle vague d'émigration

La tension persiste à trois semaines des élections

L'agence de presse officielle albanaise ATA a reconnu lundi 4 mars que des milliers d'Albanais s'étaient rassemblés dans le port de Vlora, dans le sud du pays, pour tenter d'embarquer pour l'Italie. Face à l'arrivée des réfugiés albanais, les responsables du port italien d'Otrante ont lancé un appel à l'aide au gouvernement de Rome. Près de neuf cents Albanais ont fui leur pays vers l'Italie depuis les émeutes du 20 février, dont un demi-millier dans la seule nuit du 2 au 3 mars ; des dizaines de milliers se trouvent parmi eux. Pour la toute jeune opposition albanaise, la situation est de plus en plus délicate, comme en ont témoigné trois de ses représentants de passage à Paris.

Alors que la rentrée universitaire devait théoriquement se faire lundi 4 mars, le ministère de l'Éducation a déclaré, dans un communiqué diffusé par l'agence ATA, que les cours à l'université de Tirana étaient suspendus jusqu'à la fin de l'année scolaire ; les étudiants

pourront, affirme le ministère, suivre un enseignement par correspondance. Le Conseil présidentiel provisoire a d'autres part demandé l'arrêt de tous les rassemblements autres qu'électoraux.

Ces informations confirment la tension persistante en Albanie, depuis les journées de manifestations qui ont suivi le 20 février, jour où plusieurs dizaines de milliers de manifestants, partis de l'université, avaient renversé la statue d'Enver Hoxha dans le centre de Tirana. Selon Radio-Tirana, cinquante-quatre personnes ont été arrêtées au cours de ces émeutes, mais, d'après l'opposition, ces arrestations se poursuivaient la semaine dernière.

Les « volontaires d'Enver Hoxha »

Trois représentants de l'opposition albanaise – deux responsables du Parti démocratique, premier parti d'opposition légalement créé en Albanie en décembre dernier, MM. Eduard Selami et Edmond Trako, ainsi que le directeur de leur journal, Renaissance démocratique, M. Prec Zogaj – ont été reçus la semaine dernière au Quai d'Orsay et au siège de la CEE à Bruxelles. Dans un entretien

accordé vendredi 1^{er} mars au Monde avant de regagner leur pays, ils n'ont pas exclu que l'opposition remette en cause sa participation aux élections du 31 mars.

Pour M. Selami, secrétaire du comité directeur du Parti démocratique, ces journées de février ont créé une nouvelle situation en Albanie, qui complique la tâche de l'opposition à moins d'un mois des élections. « Depuis le renversement de la statue de M. Selami, avec trois manifestations le même jour dans les trois plus grandes villes du pays, les dirigeants du PTA (Parti du travail, PC albanais au pouvoir) ont compris que l'opposition allait gagner les élections. La situation est maintenant très tendue, le parti contrôlant toutes les sphères de la société. Les élections peuvent-elles être libres dans ces conditions ? Compte tenu de tous ces obstacles, il n'est pas exclu que nous retirions notre participation au scrutin du 31 mars ».

« Le président Ramiz Alia, poursuit M. Selami, qui souligne la cohésion des forces de l'ordre (police, armée et Securimi), contrôle totalement la situation, c'est une erreur de dire qu'il subit la pression des conservateurs ; tout ce qui se fait actuellement en Albanie se fait sous son impulsion ».

S. K.

AMÉRIQUES

CHILI : le rapport sur les exactions de la dictature

La police politique recevait directement ses ordres du général Pinochet

Le président Patricio Aylwin a prononcé un important discours télévisé, dans la soirée du 4 mars, pour présenter à ses compatriotes le rapport de la commission Vérité et réconciliation sur la répression au temps de la dictature du général Pinochet (1973-1990). La presse publiera les parties les plus significatives de ce texte de deux mille pages, qui a été remis au chef de l'Etat il y a un mois.

SANTIAGO

de notre correspondant

Bien qu'il n'apporte pas de révélations fracassantes, le rapport des «sages» impressionnera sans doute l'opinion publique par la précision avec laquelle les faits sont établis. Au total, 2 280 cas de morts violentes sont répertoriés; plus de 600 dossiers réclament un supplément d'enquête. Les tortures infligées à leurs victimes par les agents des services de sécurité sont décrites sans complaisance.

Comme elle n'avait pas de pouvoir juridique, la commission n'a pas mentionné l'identité des coupables. Une phrase, pourtant, pourrait mettre le feu aux poudres : à propos de la DINA, la police politique du régime militaire qui fit disparaître plusieurs centaines de militants de gauche au lendemain du coup

d'Etat, les «sages» écrivent qu'«elle n'obéissait qu'au président de la junte de gouvernement, puis au président de la République». C'est-à-dire, dans les deux cas, au général Pinochet.

Quant à l'argument des forces armées selon lequel les atrocités commises s'expliqueraient par la «guerre» qu'elles devaient livrer à l'«ennemi marxiste», il est rejeté sans ambages par la commission. En effet, parmi les cent trente militaires morts au cours d'affrontements, presque tous ont péri dans les trois jours qui ont suivi le coup d'Etat. «D'ailleurs la guerre elle-même a ses lois, a affirmé M. Aylwin lors de son allocution, et rien ne justifie que l'on torture et exécute les prisonniers, ni que l'on fasse disparaître leurs corps». Aussi le président de la République demande-t-il aux forces armées de «faire des gestes» pour contribuer à apaiser «la douleur qu'elles ont causée».

L'impunité des coupables

Le premier geste consisterait à fournir des précisions sur le sort des quelque neuf cents «détenus-disparus» dont les déportations n'ont toujours pas été retrouvées. Mais les militaires sont-ils disposés à le faire, et à reconnaître du même coup leur culpabilité? Quoi qu'il en soit, le gouvernement soumettra prochainement au Parlement une loi établissant que les disparus sont morts,

afin de mettre un terme à l'imbroglio légal dans lequel se débattaient leurs familles. D'autre part, le chef de l'Etat a annoncé la création d'une Fondation publique des droits de l'homme, qui prônera une assistance judiciaire et sociale aux parents des victimes, et poursuivra la recherche de leurs sépultures.

Abordant le thème du pardon et de la réconciliation, le président Aylwin a souligné qu'il fallait «d'abord préciser qui sont les criminels». Or c'est là que le bât blesse. Le pouvoir judiciaire reste complice des forces armées, et la loi d'amnistie décrétée par la junte militaire en 1978 entérine l'impunité. La marge de manœuvre du gouvernement est donc fort réduite. Le ministère public se réserve toutefois la possibilité de saisir les tribunaux pour les crimes postérieurs à 1978.

Qu'elle mène ou non à la réconciliation, la publication du rapport de la commission ne contribuera pas à apaiser les tensions entre les autorités et l'armée. La veille du discours présidentiel, un médecin militaire, accusé d'avoir participé à des séances de torture de prisonniers politiques, a été assassiné par un commando extrémiste. Un communiqué du haut commandement s'élève contre «la criminelle campagne de dénigrement» dont l'armée, affirme-t-il, est l'objet, et précise que les hommes portant l'uniforme se considèrent, désormais, «en état d'alerte».

GILLES BAUDIN

BOLIVIE : à la suite de pressions américaines

Le responsable de la lutte anti-drogue a démissionné

Nommé le 26 février responsable de la lutte anti-drogue en Bolivie, le colonel en retraite Rico Toro a donné sa démission, lundi 4 mars, au terme d'une vive polémique sur son rôle dans plusieurs affaires de violations des droits de l'homme et ses liens avec les milieux de la drogue. Un concert de critiques dans lequel la voix de Washi ngton était la plus menaçante.

LA PAZ

de notre envoyée spéciale

La désignation du colonel à la retraite Faustino Rico Toro comme chef de la lutte anti-drogue en Bolivie mardi 26 février, avait déclenché les foudres américaines. En signe de protestation les Etats-Unis avaient entrepris de suspen-

dre une aide économique de 100 millions de dollars pour l'année fiscale (soit l'équivalent de la moitié de l'assistance économique et militaire prévue par Washington pour la Bolivie en 1991).

Le colonel Faustino Rico Toro est un personnage bien connu puisqu'il fut ministre de l'Intérieur du gouvernement putschiste de Juan Pereda en 1978, puis chef des services secrets du régime militaire présidé par le général García Meza, en 1980, un régime qualifié de «narco-dictature» par les médias et qui fut boycotté par la communauté internationale. Rico Toro fut aussi le premier à plaider pour la libre circulation de la coca, proposant même la création d'une zone franche dans l'aéroport El Alto de La Paz afin que les personnes intéressées puissent acquiescer directement ce qu'il définissait comme

«la matière première renouvelable» ayant le plus d'avenir. Interrogé sur la nomination de ce colonel à la tête des forces spéciales de lutte contre le narcotrafic, le président Jaime Paz a répondu écholement «nous savons ce que nous avons à faire». La position des autorités boliviennes en matière de drogue est on ne peut plus ambiguë. Les trois principaux partis politiques se sont mis d'accord l'année dernière pour fermer une enquête qui portait sur les rapports existants entre les partis et le trafic d'opium, disent-ils de «sauvegarder la démocratie». Le scandale avait éclaté à la suite de la diffusion d'une vidéo compromettant dirigeants, chefs de la police et de l'armée qui négociaient avec Roberto Suarez, l'ex-roi de la cocaïne, une probable bourse pour financer la campagne électorale de 1989.

NICOLE BONNET

DIPLOMATIE

La visite de la reine Beatrix

M. Mitterrand souhaite que la France et les Pays-Bas «avancent du même pas»

M. Mitterrand a souhaité lundi 4 mars, en accueillant à Paris la reine Beatrix en visite pour trois jours avec son mari, le prince Claus, que les Pays-Bas et la France «avancent à la même entreprise, l'Europe de la Communauté», puissent «avancer du même pas».

Dans son allocution de bienvenue dans le salon d'honneur de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, M. Mitterrand a affirmé que cette visite

revêtait un «caractère exceptionnel» et que ce voyage était «attendu, espéré» par la France. Il a indiqué que les entretiens seraient pour les deux pays l'occasion de se «retrouver», de «tenir de bien discerner tout ce qui doit aller ou ce qui ne va pas».

Dans sa réponse — en français — la reine Beatrix s'est déclarée préoccupée par la situation dans le monde, en évoquant notamment la crise du Golfe.

Nominations d'ambassadeurs

M. Philippe Baudé en Australie

M. Philippe Baudé a été nommé ambassadeur en Australie en remplacement de M. Roger Duzer.

[Né en 1930, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Philippe Baudé a été en poste à Bangkok (1961-1964), à l'administration centrale, direction Asie-Océanie (1964-1966), à Annam (1966-1970), à Helsinki (1970-1972), à Dacca (1972-1974), à Stockholm (1974-1978), à Hanoi (1978-1980), à Ankara (1980-1984). Il a été ambassadeur à Port-Vila (1984-1986). Il était depuis avril 1986 représentant de la France auprès de la Commission du Pacifique sud.]

M. Jacques Dupont à Moscou

M. Jacques Dupont a été nommé

[Né en 1929, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Jacques Dupont a été en poste à l'administration centrale aux affaires marocaines et tunisiennes (1956-1957), puis aux affaires culturelles et techniques (1957-1958), à Washington (1958-1962), à Athènes (1962-1963), à Rome (1963-1966), à Saigon (1966-1968), sous-directeur de l'information à l'administration centrale (1969-1973). Il a été ensuite en poste à Tunis (1973-1977), à Moscou (1977-1979), puis directeur adjoint des affaires politiques (1979-1982), ambassadeur en Israël (1982-1986) et en Afrique du Sud.]

M. Jerzy Lukaszewski, ambassadeur de Pologne en France. — Le professeur Jerzy Lukaszewski, recteur du Collège d'Europe, à Bruges, de 1972 à 1990, a été nommé ambassadeur de Pologne en France.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : «ayant atteint la plupart de ses buts»

Le mouvement anti-apartheid UDF se saborde

Le Front démocratique uni (UDF) a vécu. Ainsi viennent d'en décider les responsables de cet immense conglomérat de quelque sept cents associations et organisations profondément engagées dans la lutte anti-apartheid depuis sa création en août 1983. «Nous sommes fiers, aujourd'hui, d'annoncer que l'UDF a atteint la plupart de ses buts qu'il s'était fixés», a déclaré, lundi 4 mars, M. Albertina Sisulu, coprésidente du Front, avant d'annoncer officiellement la dissolution, fixée au 20 août.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La direction de l'UDF a appelé toutes les associations affiliées à cesser désormais leur énergie au renforcement du Congrès national

africain (ANC). La majorité des dirigeants du Front, qui travaillent maintenant à temps plein pour l'ANC, ont fait valoir que l'UDF, depuis la reconnaissance officielle de l'ANC et la libération de Nelson Mandela, n'avait plus de raison d'être. D'autres, au contraire, estimaient que l'UDF devait continuer à jouer son rôle d'«organisation parente», en coordonnant les activités de différents groupes d'intérêts comme les unions d'étudiants ou de femmes.

L'UDF devrait, malgré tout, donner beaucoup naissance à une «Association civique nationale», indépendante des partis politiques et critique à l'égard des gouvernements, «quels qu'ils soient». Ce nouveau forum, sans lien avec l'ANC, n'adhérera pas à la Charte de la liberté, le texte de référence de l'ANC adopté en 1955.

Au cours des dernières années, l'UDF s'est exprimé au grand jour, alors que les mouvements et partis politiques luttant contre l'apartheid étaient interdits. Considéré, à juste

titre, comme la façade de l'ANC, le gouvernement a donc essayé de réduire son audience et sa marge de manœuvre en arrêtant, au fil des ans, des milliers de militants dont certains ont été jugés pour trahison et dont un, au moins, est mort en détention.

D'autre part, les affrontements entre Zoulous et Xhosa dans une «résidence» pour travailleurs ciliatres de Soweto, qui ont fait au moins vingt-quatre morts depuis dimanche, montrent à quel point les responsables du parti Inkatha à dominante zouloue et l'ANC ont du mal à faire appliquer, sur le terrain, le pacte de non-agression passé entre M. Nelson Mandela et M. Mangosuthu Buthelezi, fin janvier, à Durban. Ces derniers devaient se rencontrer de nouveau, mardi 5 mars, pour tenter de trouver une parade aux flammes de violence qui éclatent sporadiquement dans les ghettos noirs.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Les organisations humanitaires protestent contre la décision de Pretoria de reprendre les exécutions

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'obstination de l'Organisation des avocats pour les droits de l'homme (LHR) a payé. M. Paul Bezuidenhout, un métis de vingt-deux ans, condamné à mort, le 15 septembre 1989, pour le double meurtre d'une femme de cinquante-quatre ans et d'une petite fille de deux ans, n'a pas été pendu, mardi matin 5 mars. Se rendant aux arguments de la LHR, la Cour suprême a accordé à M. Bezuidenhout un délai de grâce après que de nouveaux éléments indiquant que le condamné souffrait probablement de troubles mentaux lui eurent été soumis.

La décision de reprendre les exécutions, annoncée devant le Parlement par le ministre de la justice, signait la fin d'un moratoire de quinze mois. Après l'arrivée au pouvoir de M. Frederik De Klerk, la suspension des exécutions avait été déclarée le 14 novembre 1989 afin de permettre une révision de la législation. La nouvelle loi autorise notamment chaque condamné à faire appel. Cette disposition est applicable à tous ceux qui furent condamnés avant l'adoption des nouvelles dispositions. La cour d'appel avait rejeté la demande de M. Bezuidenhout.

Trois cent quarante et un prisonniers attendent dans les couloirs de la mort. Deux cent quatre-vingt-huit ont été condamnés avant l'expiration du moratoire. Douze détenus ont vu

leur peine confirmée par la cour d'appel tandis que vingt autres ont obtenu gain de cause. Entre 1978 et 1988, selon la Commission des droits de l'homme (HRC), mille cent trente-cinq Sud-Africains ont été pendus, sans compter ceux qui ont été exécutés dans les quatre homeland «indépendants». Un grand nombre étaient des détenus politiques.

Le Congrès national africain (ANC) s'était ému de la reprise des exécutions, estimant que «le moratoire était l'un des efforts consentis par le gouvernement pour créer un climat propice aux négociations». Il avait demandé «le maintien en

vigueur du moratoire» jusqu'à ce que chaque Sud-Africain ait eu «l'opportunité de se prononcer sur la peine de mort».

Dans une lettre à M. De Klerk, le Conseil des Eglises sud-africaines (SACC) avait expliqué que «la peine de mort n'est pas appropriée à l'Afrique du Sud» où «l'apartheid laisse en héritage une multitude de problèmes sociaux, politiques et économiques». A son avis, «les autorités devraient concentrer leurs efforts pour résoudre ces problèmes plutôt que d'en appeler à d'inhumains châtiements».

F. F.

TUNISIE : l'attaque d'un local du parti au pouvoir

Des meneurs islamistes cherchent à déstabiliser le régime

TUNIS

de notre correspondant

L'un des deux gardiens du local du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) qui avait été attaqué par un commando d'extrémistes (le Monde du 19 février) est mort, vendredi 1er mars, des suites de ses blessures. Il avait été — ainsi que son compagnon, toujours dans un état grave — aspergé d'essence par les assaillants qui incendièrent ensuite ses vêtements.

Plusieurs des membres de ce commando — étudiants, fonctionnaires, techniciens ou enseignants arrêtés quelques heures après l'attaque — ont été présentés à la télévision. Si les plus jeunes d'entre eux ont paru quelque peu dépassés par la gravité de leur acte, d'autres, reconnaissant leur rôle de meneurs, ont expliqué avec force détails qu'en s'en prenant aux locaux du parti au pouvoir ou en organisant des manifestations de

rué dans la capitale, ils cherchaient à déstabiliser le régime. La plupart ont déclaré qu'ils appartenaient au mouvement islamiste Ennahdha.

Les dirigeants d'Ennahdha encore en liberté se sont désolidarisés des actes de violence commis depuis la fin de l'été par des groupes islamistes. Mais, remarquait, dimanche, le journal la Presse, «si les parvenus nient les chefs avoués (...) la duplicité du langage et la tricherie ne trompent plus. Le discours pseudo-religieux au service de desseins politiques ne passe plus. Les Tunisiens ne peuvent en aucune manière tolérer l'existence de ce syndicat du crime».

Selon des proches d'Ennahdha, quelque huit cents cadres et militants du mouvement auraient été arrêtés depuis le début de l'hiver. Mais ce chiffre n'est pas confirmé dans les milieux politiques.

MICHEL DEURÉ

A TRAVERS LE MONDE

DJIBOUTI

Amnesty international dénonce la torture de plusieurs opposants

Plusieurs des opposants arrêtés en janvier, après la découverte d'un «complot» contre le régime du président Gouled (le Monde du 9 février), ont été détenus illégalement au secret, pendant plusieurs jours avant de pouvoir rencontrer des avocats parisiens, affirme Amnesty International dans un rapport récemment publié à Londres. A en croire celui-ci, les avocats qu'ils avaient contactés à Djibouti «auraient été incités par intimidation à refuser de se constituer pour la défense».

Amnesty International fait aussi état, au conditionnel, de sévices infligés aux détenus : la «balançoire» (où on frappe le prisonnier suspendu par les poignets et les chevilles à une barre horizontale), et les procédés qui consistent à lui faire avaler de force de l'eau savonneuse, à lui introduire une bouteille dans l'anus et à le soumettre à un simulateur d'exécution. L'organisation humanitaire, qui réclame «une enquête indépendante», a «insisté» auprès des autorités «pour qu'aucun aveu extorqué sous la torture, ne soit retenu au procès», dans la date n'a pas encore été fixée.

POLOGNE

Des partisans de M. Walesa créent le Parti démocrate-chrétien

L'Entente du centre, le principal mouvement politique qui avait servi de base à M. Lech Walesa pour sa campagne présidentielle l'an dernier, s'est transformée dimanche 3 mars en Parti démocrate-chrétien.

M. Jaroslaw Kaczynski, proche conseiller du président Walesa, a été nommé président de ce nouveau parti, dont les statuts ont été calqués sur ceux de la CDU allemande.

Plusieurs représentants de mouvements démocrates-chrétiens européens assistaient à ce congrès constitutif à Varsovie. Rejetant à la fois «le collectivisme et l'ultralibéralisme», le nouveau parti, auquel M. Walesa a adressé un message de sympathie, veut rassembler les courants centriste et libéral.

Il s'est déclaré en faveur d'élections législatives le 28 mai et contre l'avortement. M. Kaczynski a d'autre part estimé que «le retrait des troupes soviétiques de Pologne est une question de sécurité et d'honneur». — (AFP, Reuters.)

□ MAROC : M. Mitterrand s'intéresse au sort des prisonniers politiques. — Parlant en tant que président de la Fondation France-Libertés, M. Danielle Mitterrand a notamment évoqué, lundi 4 mars, dans une déclaration faite sur la chaîne francophone TV5 Europe, le sort des prisonniers politiques au Maroc. «Nous nous réjouissons que la famille Oufkir soit enfin libérée. On peut regretter que les prisonniers politiques n'aient pas bénéficié de cette libération», a-t-elle dit, tout en accordant «une pensée particulière» à l'épouse française d'Abraham Serfaty, un des plus anciens détenus politiques dans le monde.

□ MAURITANIE : au moins quatre morts dans des échanges de tirs avec des militaires sénégalais. — Au moins quatre civils sénégalais ont été tués et plusieurs autres sérieusement blessés au cours d'échanges de tirs entre les armées mauritanienne et sénégalaise, samedi 2 mars, sur le fleuve Sénégal, a-t-on appris, lundi, à Dakar. Ces incidents ont eu lieu au nord de Bakel, dans l'est du pays. Selon de bonnes sources à Nouakchott, l'incident serait né d'une incursion en territoire mauritanien d'un commando de huit hommes armés venus du Sénégal qui auraient tué une personne et blessé quatre autres. — (AFP.)

□ SÉNÉGAL : Six morts dans un affrontement en Casamance. — Six personnes ont été tuées, dimanche 3 mars, à Boutoute, dans la baie de Ziguinchor, après un échange de tirs prolongés entre forces de l'ordre et séparatistes casamançais.

□ NIGER : deux morts dans une attaque armée. — Deux Nigériens, dont un policier, ont été tués par «un groupe armé» dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars, lors de l'attaque du poste d'Assamala, à la frontière algérienne, a indiqué le ministre de l'Intérieur. Trois autres Nigériens et un assaillant ont été blessés. Les autres agresseurs se sont enfuis, à bord de quatre véhicules, vers In Guezam en Algérie. — (AFP.)

□ SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE : M. Trovoada nouveau chef de l'Etat. — M. Miguel Trovoada a remporté l'élection présidentielle, dimanche 3 mars, et aurait obtenu plus de 80 % des suffrages exprimés, selon les derniers résultats officiels. M. Trovoada, candidat indépendant qui bénéficiait néanmoins de l'appui du parti d'opposition majoritaire à l'Assemblée nationale, le Parti de la convergence démocratique-Groupe de réflexion (PCD-GR) devient ainsi le deuxième président de Sao-Tomé-et-Principe.

L'opposition

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

Le maire d'Alger est condamné pour harcèlement

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Afin de défendre certains principes éthiques

Des spécialistes publient un « guide » de la procréation médicalement assistée

Le Groupe d'étude de la fécondation in vitro en France (GEFF), qui rassemble les biologistes et les médecins publics et privés exerçant dans les centres de fécondation in vitro, a rendu public, lundi 4 mars, le premier Livre blanc consacré à la pratique en France des PMA (procréations médicalement assistées) (1). Par ailleurs, la fédération nationale des CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme) et l'Association Descartes (2) devaient présenter, mardi 6 mars, leurs positions sur les questions de bioéthique soulevées par le développement en France des PMA et la pratique des dons de gamètes.

En France, plus de dix mille enfants sont déjà nés grâce à la fécondation in vitro. Un couple sur cinq est amené à consulter pour des problèmes de fécondité et, chaque année, quatre mille couples ont recours à une insémination artificielle avec le sperme d'un donneur. Inquiets, parfois de manière tout à fait légitime, du développement quelque peu anarchique et des dérives parfois observées dans la pratique des PMA, certains ne craignent pas de formuler publiquement de très sévères critiques vis-à-vis des médecins et des biologistes spécialisés dans ce nouveau traitement de la stérilité. Il s'agit, entre autres, de critiques portant sur une forme d'« acharnement thérapeutique », sur certaines exagérations financières, ainsi que sur des présentations chiffres anormalement optimistes quant aux résultats obtenus. Tout cela ne pouvait laisser les spécialistes sans réponse.

« Une campagne de dénigrement »

« Depuis quelques mois, des articles de revues, des livres, des émissions de télévision ont mis en cause la PMA, expliquent en préface les auteurs du Livre blanc. *Tout d'abord, ont été discutées la validité des taux de succès, la fréquence des complications, les conséquences médicales et psychologiques pour les couples stériles, l'absence de res-*

pect des règles éthiques et même l'honnêteté des médecins et des biologistes. Ces critiques ont bénéficié d'une large audience. Elles ont inquiété le public, d'autant que les acteurs de la PMA ont rarement pu présenter leurs points de vue. »

« Le Groupe d'étude de la fécondation in vitro en France, poursuit ce texte, ne pouvait accepter que soit menée une campagne de dénigrement et d'affaiblissement du public à propos d'une technique médicale qui a permis, à ce jour, la naissance de près de vingt mille enfants en France. S'il est légitime qu'une technique nouvelle soit discutée et contestée par certains, encore faut-il que la mise en cause soit faite à partir de données exactes. »

Le danger du prêt d'utérus

Le Livre blanc comporte notamment un chapitre comparant l'efficacité des principales techniques de la PMA. Tentant de mettre un terme à la polémique sur la réelle efficacité chiffrée de ce procédé, les auteurs situent entre neuf et treize le nombre de naissances pouvant aujourd'hui être obtenues à partir de cent ponctions d'ovocytes chez la femme. « D'ores et déjà, indiquent-ils, les résultats concordent, publiés par les quatre pays les plus avancés en PMA, confirment l'efficacité de ces techniques de traitement de l'infertilité, nouvelle maîtrise de la reproduction humaine. C'est sans doute ce qui explique les passions qu'elles soulèvent. »

Dans le même souci invoqué d'objectivité et de transparence, le Livre blanc aborde la question des complications dues aux PMA. Les auteurs indiquent ainsi que la fréquence de l'ensemble des avortements spontanés se situe ici entre 15 % et 25 %, que le taux de grossesses extra-utérines est très élevé, de 5 % à 6 %, et qu'après une fécondation in vitro une grossesse sur cinq est gémellaire et 4 % triples ou quadruplés. Ces situations non désirées, dues au nombre élevé d'embryons obtenus par fécondation in vitro, puis implantés dans l'utérus de la future mère, sont très fréquemment à l'origine de complications médicales et obstétricales.

Au terme de leur analyse, les auteurs du Livre blanc établissent l'ébauche d'un « guide des bonnes pratiques ». Selon les auteurs, la PMA ne peut s'adresser qu'aux

couples hétérosexuels stables présentant un désir d'enfant. Le recueil d'un consentement libre de la part du couple exige une information éclairée sur l'indication de la PMA, les conditions de déroulement, les chances de succès au sein de l'équipe concernée, les risques encourus et, enfin, le coût financier de la PMA proposée. Si certaines indications ne posent pas de problème majeur (stérilité tubaire définitive), il n'en va pas de même pour beaucoup d'autres, qu'il s'agisse de l'hypospermie ou des stérilités inexpliquées.

En ce qui concerne les PMA avec don de sperme, les auteurs soulignent que le sperme du donneur devra toujours être un sperme congelé, l'utilisation de sperme frais devant être proscrite. Se prononçant, sous certaines conditions médicales, en faveur du don anonyme et gratuit d'embryons humains (une pratique qui équivaut, selon eux, à une adoption anténatale), les auteurs du Livre blanc, en l'absence de dispositions législatives, abordent avec la plus grande circonspection le problème du prêt d'utérus. « Le médecin ne doit pas ignorer que prêter obéit à des principes différents de ceux du don : prêter un organe est une procédure dangereuse qui fait courir des risques médicaux et de commercialisation du corps humain incompatibles avec la pratique médicale. »

Cette charte n'atteindra évidemment son objectif que dans la mesure où elle sera, en pratique, adoptée par l'ensemble des praticiens, cliniciens et biologistes publics et privés. A cet égard, certains spécialistes font déjà valoir que ce document n'est ni assez précis, ni assez contraignant.

Le contrôle des donneurs de sperme

Pour sa part, à la veille du Congrès international d'éthique médicale organisé à Paris par le conseil de l'Ordre des médecins (3), la Fédération nationale des CECOS, en liaison avec l'Association Descartes, a tenu à préciser sa position sur l'ensemble de ces problèmes.

Depuis 1973, plus de huit mille hommes fertiles ont, en France, fait don de leur sperme pour des inséminations artificielles au sein de couples dont les hommes sont stériles et, chaque année, trois

milliers de ces couples s'adressent au CECOS pour bénéficier de la thérapie de l'insémination artificielle avec donneur. Selon les responsables de la Fédération des CECOS, il est essentiel de considérer le don de ces gamètes — qui doit impérativement demeurer anonyme et gratuit — comme un acte de bienfaisance, et non comme un acte de commerce. Il convient aussi dans le même temps, selon eux, de contrôler génétiquement les donneurs de sperme, afin d'éviter la transmission des handicaps héréditaires les plus graves et les plus fréquents.

Un tel contrôle, et l'exclusion qu'il entraîne des donneurs « à risques génétiques », correspond-il à une forme d'intervention médicale à visée eugénique ? Certains le pensent. On s'interroge, dans ce domaine, sur le risque acceptable de celui qui ne l'est pas ? De la même façon, faut-il autoriser les procréations avec dons de gamètes dans des couples fertiles, mais porteurs d'affections génétiques ? Et, là encore, comment situer le degré plus ou moins invalidant, plus ou moins « acceptable » de l'affection ? Dans l'attente d'une réponse politique et législative, il apparaît plus que jamais nécessaire que ces questions soient publiquement posées et qu'un large débat s'instaure.

JEAN-YVES NAU

(1) Livre blanc des PMA en France. Editions Sauramps Médical. 11, bd Henri-IV, 34000 Montpellier.

(2) Cette association, créée en 1989 par le ministère de la recherche et de la technologie, s'est donnée pour mission de « contribuer à un développement harmonieux des biotechnologies, de la biomédecine et de la société ». 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(3) Le Troisième Congrès international d'éthique médicale aura lieu les 9 et 10 mars au CNIT de Paris-La Défense.

« Rectifié » : un « mastic » a rendu incompréhensible un passage de l'article consacré à la découverte du virus du sida (*Le Monde* du 5 mars). Il fallait lire que, selon les auteurs de la lettre publiée dans l'hebdomadaire *Nature*, « aucun des échantillons de LAV envoyés en juillet et en septembre 1983, du moins ceux qui n'ont jamais été mis en culture cellulaire en lignée continue, n'est la source du HTLV-III-B », le virus découvert par le professeur américain Robert Gallo.

ENVIRONNEMENT

Dans la lutte contre les incendies de forêts

Le Super-Puma de l'Aérospatiale entend concurrencer le Canadair

Les responsables de l'Aérospatiale viennent de présenter à Marignane (Bouches-du-Rhône) le bilan d'une année d'expérimentation de l'hélicoptère bombardier d'eau Super-Puma dans la lutte contre les feux de forêts. A la recherche de nouveaux marchés à l'exportation, la firme nationale prétend opposer cet appareil au Canadair et vise à infléchir les décisions prises par le gouvernement en faveur d'un renforcement exclusif de la flotte des avions de la Sécurité civile.

Marseille

de notre correspondant régional

Lancé dans les années 1981-1982, et déjà vendu à près de quatre cents exemplaires dans le monde, le Super-Puma AS-332, un hélicoptère de 9 tonnes et d'une puissance de 3 800 chevaux, a été expérimenté dans sa version bombardier d'eau, avec un réservoir de 2 400 litres, au cours de l'été 1990, dans le Midi. Bilan de la campagne des deux exemplaires engagés sur des feux dans les Alpes-Maritimes, le Var et la Corse : 250 heures de vol en trois mois. Selon ses principaux utilisateurs — les sapeurs-pompiers des Alpes-Maritimes — l'appareil aurait donné toute satisfaction. De là à le présenter comme un concurrent direct du Canadair, comme tente de le faire l'Aérospatiale, est une autre affaire.

Un complément plus qu'un substitut

Beaucoup plus puissant et d'une plus grande autonomie que son devancier, le Puma expérimenté en 1988-1989, le Super-Puma a des qualités opérationnelles indéniables, dont les plus évidentes sont la rapidité d'intervention, la maniabilité, la précision de largage et la facilité de ravitaillement en eau. Il offre, par rapport à l'avion, une polyvalence qui lui permet d'effectuer la dépose ou la récupération d'une dizaine de personnes ou, en dehors de la saison des feux, d'être utilisé dans des opérations de police ou de sauvetage. Il est, en fait, d'un emploi judicieux

dans les feux naissants, d'altitude ou encaissés, ainsi que pour le traitement des lisières.

Mais il est hasardeux de soutenir qu'il peut rivaliser avec le nouveau Canadair CL 215 T, plus rapide (360 km/h au lieu de 240) et d'une capacité de près de trois fois supérieure (6 300 litres), dans l'attaque des grands feux où, précisément, est recherché l'« effet de masse ». Le Super-Puma est, par ailleurs, inapte dans la pose de barrières de retardants.

En un mot, l'hélicoptère bombardier d'eau ne saurait, en aucun cas, se substituer à l'avion amphibie, plébiscité depuis vingt-cinq ans. Il en est seulement le complément. La comparaison financière (65 millions de francs pour le Super-Puma, contre 100 millions de francs environ pour le nouveau Canadair) ne peut être valablement mise en avant que sur la base de performances similaires. L'Aérospatiale craint, d'ailleurs, de faire les frais des choix opérés par le gouvernement en faveur du renforcement de la flotte d'avions de la Sécurité civile (commande en cours de douze nouveaux Canadairs remotorisés des Trackers location de deux Hercules C 130 gros porteurs supplémentaires).

Si le Super-Puma bombardier d'eau n'est pas effectivement intégré dans les moyens aériens nationaux de lutte contre les feux de forêts (1), il sera plus difficile, selon l'Aérospatiale, de le vendre à l'étranger, où le marché potentiel est estimé à près d'une cinquantaine d'appareils. D'où la nature de son offensive commerciale qui s'explique, d'autre part, par l'annulation récente, par l'armée de terre, de la commande de vingt appareils équipés du système de radar Orchidée et les incertitudes concernant la production en commun, par la France, l'Italie, la RFA et les Pays-Bas, des nouveaux hélicoptères militaires NH 90.

GUY PORTE

(1) Le Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC) utilise déjà dix-sept hélicoptères bombardiers d'eau : quatre Canadair CL 215, deux Puma, deux Super-Puma, deux Lama et 4 Bell. Un Super-Puma devrait, à nouveau, être loué au cours de la saison prochaine.

La politique des villes

M. Jean-Marie Delarue chargé d'une mission d'étude sur les quartiers en difficulté

M. Michel Delebarre, ministre de la ville, a chargé l'un de ses anciens collaborateurs, M. Jean-Marie Delarue, quarante-cinq ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat, de mener une étude sur les quartiers en difficulté (au nombre de quatre cents environ, qui font l'objet d'une convention de réhabilitation) et de lui faire des propositions d'ici au 15 mai prochain. M. Delarue enverra prochainement une lettre-question-

naire à trois cents élus, responsables d'association, animateurs sociaux ou fonctionnaires. Il s'agit de mieux connaître le quartier où ils travaillent, les moyens techniques, humains et financiers dont ils disposent et les projets qu'ils soutiennent.

Le chargé de mission ainsi qu'une demi-douzaine de ses collaborateurs — dont M. Bertrand Schwartz qui, à la demande de M. Mauroy, alors premier ministre, procéda il y a quel-

ques années à une enquête identique sur le chômage des jeunes — se rendront dans ces quartiers en difficulté pour rencontrer les militants les plus imaginatifs. *Les gens pourront voir leur sac. Ma plume sera entièrement libre, a précisé M. Delarue devant les journalistes. C'est la seule manière de relancer une politique qui, entamée depuis dix ans déjà, s'est forcément rigidifiée.*

M. A.-R.

Verneuil, commune sinistrée

Après Angoulême, Verneuil ? La petite ville des Yvelines qui s'étire sur la rive gauche de la Seine, à quarante kilomètres en aval de Paris, va-t-elle prendre place dans l'amer palmarès des communes en difficulté ? La cause n'est pas encore entendue mais, à suivre le Conseil d'Etat qui l'a condamnée à une amende de 118 millions de francs, soit le double de son budget annuel, la banqueroute est inéluctable. Au cours d'une réunion extraordinaire, lundi 4 mars, le conseil municipal a déclaré la ville « sinistrée », et décidé de s'en remettre au premier ministre et, s'il le faut, au président de la République.

Ayant eu à statuer sur un contentieux opposant la Société immobilière de Verneuil-Vernouillet (SIVV) à la commune de Verneuil-sur-Seine et à l'Etat, les magistrats du Palais-Royal n'ont pas eu la main légère. Les deux collectivités publiques devront payer chacune à la SIVV la bagatelle de 37 812 299 F, plus les intérêts et leur capitalisation depuis 1977, soit 118 millions de francs chacune. Si l'Etat peut supporter le choc, la commune de Verneuil aura bien du mal. La somme due équivaut pour elle à près du double des 62 millions de francs de son budget annuel.

L'effrète traîne depuis bientôt vingt-cinq ans. En 1967 la SIVV obtient l'autorisation de défricher un terrain boisé de 130 hectares. Elle y projette la construction de

1 300 logements. Les permis de construire lui sont accordés. Le défrichement commence et 450 logements sont terminés en 1974. La SIVV souhaite alors porter son programme à 1 500 logements. Un protocole d'accord qu'elle signe avec la ville et la direction départementale de l'équipement lui en donne la faculté, à condition qu'elle cède 87 hectares encore boisés à la ville. La vente de ces bois est signée en février 1977. Elle doit toutefois être entérinée par le conseil municipal.

Mais, le mois suivant, des élections municipales ont lieu, et, si la majorité reste aux mains des socialistes, une nouvelle équipe, un nouveau maire s'installent à la tête de la commune. La vague écologiste déferle dans les esprits, sinon dans les urnes, et le conseil municipal refuse de ratifier la vente. Le maire se voit en outre débouté de sa demande en annulation des permis de construire décernés par la SIVV.

L'impossible défrichage

Or une date fatidique approche : celle de l'expiration, le 13 juillet 1977, de l'autorisation de défricher. Manifestations, occupations du terrain : le défrichage est impossible. Pas question d'arrêter de bâtir. La SIVV s'assure victime du préjudice et saisit le tribunal administratif de Versailles.

La justice va de son pas de justice. Cinq ans plus tard, le tribunal reconnaît la responsabilité

conjointe de l'Etat et de la commune. Dans l'impossibilité pour les promoteurs de faire usage des autorisations qu'ils avaient obtenues, des experts sont désignés qui évaluent le préjudice à 8 millions de francs à verser avant le 31 janvier 1987, ce qui est fait.

Cette somme ne couvre pas la dépréciation définitive des terrains, leur perte de valeur vénale puisqu'ils sont devenus inconstructibles faute d'avoir pu être défrichés. C'est le Conseil d'Etat qui devra trancher. Il vient d'en décider.

En 1983, un maire RPR a remplacé le socialiste. Aujourd'hui M. Jacques Massaron, lui aussi RPR, élu premier magistrat en mars 1989, reçoit l'héritage comme la foudre sur la tête. La ville de Verneuil et ses 12 740 habitants sont, dit-il, « ruinés pour deux siècles ». Accusant ses prédécesseurs socialistes, il dénonce aussi une mesure « complètement disproportionnée par rapport aux moyens de la commune » et qui fera « passer Verneuil à côté de l'histoire ». Il se déclare prêt à se battre pour arrêter la ville du mauvais pas. Arrêter tous les travaux, augmenter substantiellement la taxe professionnelle... les maigres solutions ne sont guère convaincantes. Emprunter ? Mais qui prêterait à un « failli pour deux siècles » ? Lundi 4 mars, le conseil municipal réuni en séance extraordinaire a déclaré la ville « sinistrée » et décidé d'en appeler « aux plus hautes autorités de l'Etat ».

CHARLES VIAL

PLUS VITE. MOINS CHER !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu !

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER :

- 205 V.L.P. Cuir/Bois
- ou l'intérieur cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- ou votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

* sur présentation de cette annonce jusqu'au 15 mai 1991. Ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base ou les séries limitées.

7, bd. Gouvion St Cyr 75017 PARIS ☎ 47.69.02.44
10, rue Gouvion St Cyr 75017 PARIS ☎ 42.70.67.68
179, bd. Hausmann 75008 PARIS ☎ 42.83.55.91
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

NEUBAUER
PEUGEOT

سكز لمن لا يملك

CULTURE

THÉÂTRE

L'universel chaos de tous les temps

Le mélo furieux de Webster l'élisabéthain
revu par un metteur en scène anarcho-sarcastique

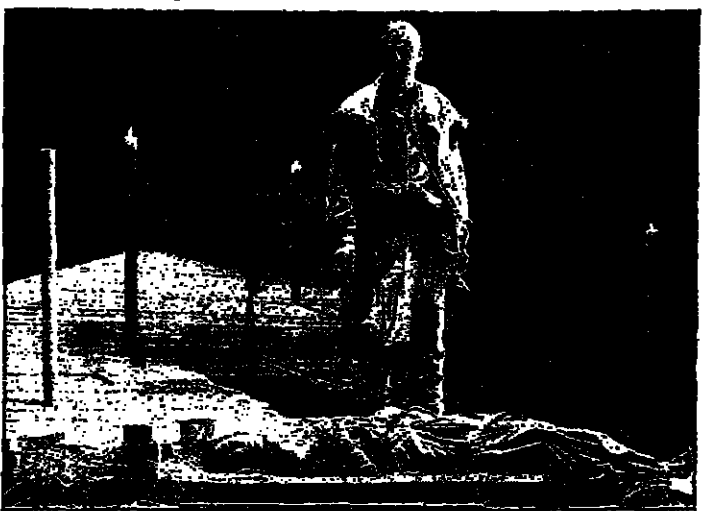
LA DUCHESSE DE MALFI
au Théâtre de la Ville

La scène est de style élisabéthain, prolongée dans la salle par un couloir en zigzag. Rien n'est droit dans le spectacle de Matthias Langhoff, la duchesse de Malfi. Sur le plancher à forte pente orné de panneaux peints et de galeries où se tiennent quelques spectateurs, sont disposés de guingois des cercueils. Dans les cercueils, les héros de la pièce, qui tous mourront assassinés. Car c'est une histoire étonnante que celle de la duchesse de Malfi, jeune veuve qui épouse secrètement son intendant, Antonio, et en eut trois enfants. Elle avait aussi deux frères, un jumeau, le duc Ferdinand qui la viola - il en devint fou - et un autre, un cardinal débauché. Tous deux auraient souhaité qu'elle meure sans descendance, laissant libres son duché et sa fortune. Ils avaient délégué chez elle un espion nommé Bosola, « le seul esprit acerbé de toute la cour », revenant des galères où il avait passé dix ans « pour un crime célèbre commandé par le cardinal ».

Tandis que le public s'installe, quelques personnages patibulaires vaguent à d'obscures occupations, prennent les mesures des cadavres, qui se lèvent et le spectacle commence... La vedette en est la violence. Violence des façons de mourir, des passions, des trahisons, des mots. L'auteur, John Webster, avait réussi à faire scandale dans une époque où le théâtre n'avait rien à faire du réalisme, où il se nourrissait de mélos furieux, de sentiments excessifs, de crimes atroces, de plantarités grand-guignolesques, de grivoiseries épaisses. Et les gens, en ces temps où un redressement moral sévèrement punissait les ravages, aimaient. Aujourd'hui, on aime toujours, mais avec une certaine distance, en se disant que cette période était gaillarde et n'avait pas peur de grand-chose. On admire un objet exotique, ce qu'a très bien compris l'adaptateur Claude Duneton, qui par ailleurs a écrit le *Bouquet des expressions imagées*.

Donc, son texte fourmille d'insultes truculentes, de contrepétories, d'à-peu-près, de formules percutantes dont le sens apparaît surtout par association avec des expressions connues. Les phrases sont bizarrement agencées, et certainement pas faciles à dire pour les comédiens, qui parviennent cependant à les faire paraître « naturelles ». On pense parfois - mais en

d'un monde qui n'est d'ailleurs pas limité aux côtes anglaises : les convulsions du théâtre élisabéthain racontent parfaitement notre temps. Paris a la chance d'accueillir en même temps cette *Duchesse de Malfi* par Matthias Langhoff et *Mesure pour mesure* de Shakespeare dans la mise en scène de Peter Zadek (à l'Odéon). Les deux hommes ont bien des points



François Chattet et Laurence Calame dans la *Duchesse de Malfi*

moins radical, quand même - au *Superbeau* de Gilles Bourdet, entièrement parlé dans un langage inventé évoquant les forces médiévales.

Ici, on est au Moyen Âge, au siècle du baroque, aujourd'hui, n'importe quand, n'importe où, dans l'universel chaos du pays des morts, morts-vivants, morts en sursis revivant leurs passions haineuses ou amoureuses, sans plus d'interdits, sans plus rien à perdre ni à espérer... Matthias Langhoff fait se rejoindre l'Angleterre élisabéthaine et celle, passée de mode mais toujours vivace, des punks. Non seulement les deux s'adaptent l'une à l'autre comme des sœurs siamoises, mais elles intègrent la continuité d'un pays, les soubresauts incontrôlables

communs, ne serait-ce que leur enfance de juifs allemands exilés. Plus leur regard anarchoiste sur l'humanité, leur maîtrise de l'ironie sardonique, du grotesque, de la violence... Si les deux spectacles relèvent dans un même parti pris d'arrogance « simplifiée » ces points communs, ils sont aux antipodes l'un de l'autre. Zadek semble rassembler des éléments disparates, apparemment sans rapport les uns avec les autres, puis il les noue étroitement, les tord brutalement comme il ferait d'une corde avec laquelle il tracerait les vérités essentielles du théâtre.

Matthias Langhoff au contraire prend un texte par lui-même brut et le torture, le tronçonne avec la joliesse

tion d'un casseur en pleine manie. Son spectacle ne laisse pas souffler. Les personnages arrivent de partout, se cognent, et d'un coup il y a un affrontement à deux dans la solitude du plateau déserté : appel d'amour comme un appel au secours de la duchesse vers Antonio; explosion passionnelle du frère, le duc Ferdinand, quand il a la confirmation de son mariage; appel au plaisir de Julia, femme infidèle et bête de sexe; brefs moments de complicité entre Antonio et son ami Delio, entre la duchesse et sa suivante. Et puis la mort par garrot, digne et bouleversante.

Mais juste avant que l'émotion gagne, ces moments-clés sont interrompus par des pags de cabaret : le déshabillage du cardinal fétichiste - probable allusion à la fameuse scène de l'habillage du pape dans le *Galilé de Brecht*; l'arrivée des fonctionnaires du palais, mafiosi en Borisso tenant à la main des assiettes de spaghetti bolognaises; les monologues scandés sur un rythme rock et redoublés par la musique... Et progressivement les actions se resserrent sur une sorte d'angoisse frénétique qui glace le rire lorsque le duc Ferdinand devenu fou apparaît vêtu d'une robe de sa sœur.

Le spectacle tourne autour de lui - Gilles Privat fait juste ce qu'il faut, du cardinal - Charlie Nelson, mouotone, - d'Antonio - Jacques Probst, un peu fade, - de la duchesse - Laurence Calame, magnifique dans la fragilité, - de sa suivante - Anne-Cécile Moser - de Julia - Martine Schaubacher... Il est dominé par François Chattet, Bosola l'espion sans illusion. Manipulé par ses employeurs et toutefois lucide, il observe, mène le jeu, se marche sur le cœur, repousse sa tendresse envers la duchesse... Humain, vigoureux comme un meneur de revue, solide et brutal, paillard avec finesse, François Chattet confirme son talent.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30, jusqu'au 13 avril. Matinées à 15 heures, les 10, 17 et 24 mars. Relâche les lundis et les 7, 13 et 21 mars. Tél. : 42-74-22-77.

PATRIMOINE

Au parc Montsouris

La réplique du palais du Bardo détruite par un incendie

Un violent incendie a détruit le palais du Bardo. Il ne s'agit pas de la résidence d'été des bey de Tunis mais de sa reproduction - à une échelle réduite - au parc Montsouris. Cet élégant bâtiment, conçu par Alfred Chapon, abandonné pendant des lustres puis gravé d'interminables travaux, avait figuré dans la section tunisienne de l'Exposition universelle de 1887. Il avait été remonté au point le plus élevé du parc Montsouris, en cours d'élaboration, pour servir de logement au personnel de l'Observatoire chargé de l'étude du climat parisien. Restauré après avoir subi quelques dégâts pendant le siège de 1871 et la Commune, il devint un observatoire météorologique dès l'année suivante.

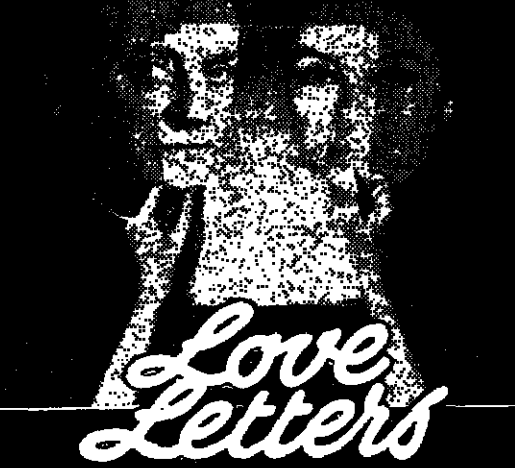
Diverses administrations occupèrent par la suite cette fragile construction qui complétait parfaitement le parc d'Alphand. A partir de 1974, elle fut livrée à elle-même et commençait à tomber en morceaux quand la ville de Paris en fit « cadeau » au gouvernement tunisien qui voulait y établir un centre culturel. L'architecte Olivier-Clement Caouab entama sa restauration. Faute d'un financement suffisant, celle-ci traîne en longueur. Fin 1988 la Tunisie déclara forfait. La Ville de Paris poursuivit alors les travaux entamés, avec autant de célérité, tout en cherchant une affectation à cette folle orientale. Les édiles parisiens n'auront plus à se creuser la cervelle.

E. de R.

PETIT MARIGNY

100 REPRESENTATIONS

ANOUK AIMEE BRUNO CREMER



LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

Le guetteur de Trouville

Encore adolescent, Flaubert rencontre celle qui deviendra l'héroïne de « l'Education sentimentale »

MÉMOIRES D'UN FOU
ou Petit Hébert

Gustave Flaubert, à treize ans et demi, l'été 1836, sur la plage de Trouville, voit qu'une « pelisse rouge avec des raies noires », laissée sur le sable par une femme partie se baigner, va être trempée par les vagues qui montent. Il déplace la pelisse. Une heure plus tard, dans la salle à manger de l'hôtel, quel qu'un le remercie, c'est la baigneuse. « Je vois encore », écrit Flaubert, « cette prunelle ardente sous un sourcil noir se fixer sur moi comme un soleil ». Il vient de tomber amoureux d'Elisa Schlesinger, il l'aimera toujours. Elle est, entre autres, Madame Arnoux de *l'Education sentimentale*.

Deux ans plus tard, à quinze ans et demi, Flaubert décide d'écrire son propre *Werther*, sa propre *Confession d'un enfant du siècle* : il va y raconter la rencontre, brève et alors sans suite d'Elisa. Il appelle le livre *Mémoires d'un fou* - peut-être en hommage à quelques lignes de *Werther*, où Goethe dit que, dès qu'un homme accomplit « un geste généreux et inattendu », les témoins crient qu'il est fou.

« Déclaration de vie »

Mémoires d'un fou n'est pas le premier écrit de Flaubert. A neuf ans, il a publié, par les soins d'un avocat de Rouen, Albert Mignot, un *Éloge de Corneille* et il a mis en sous-titre : *Œuvres choisies de Gustave F.* A onze ans, il donne des critiques dramatiques dans le journal *Art et Progrès*. Puis ce sont des livres d'histoire, ou mystiques, le *Moine des Chartreux*, la *Peste à Florence*, la *Dernière Heure*. Lorsqu'il écrit sa rencontre avec Elisa, Flaubert est l'auteur déjà de près de trente œuvres.

Ses *Mémoires d'un fou* sont d'un art prodigieux, c'est une « déclaration de vie » absolue, c'est par moments aussi fort ou plus fort qu'une saison en enfer ou *Héliogabale* d'Artaud. Une heure de théâtre très belle, très rare, est donnée à présent, ces *Mémoires d'un fou*, joués par un acteur très jeune, d'une incroyable force d'imagina-

tion : Jean-Damien Barbin. Il a été mis en scène par Philippe Noë, lequel a commandé le décor à son père, Jacques Noë.

C'est Trouville vu de profil, dans une coulée unie de sable blond clair, « avec ses maisons tournées de tous côtés, sans alignement et sans symétrie, comme un tas de coquilles et de cailloux que la vague a poussés sur la côte », écrit Flaubert. Et devant ce « panorama », c'est la page blanche, la mer blanche, ou noire, ou d'argent : « l'aimais à regarder la mer, les vagues mousser l'une sur l'autre, la lame se briser en écume, s'étendre sur la plage et crier en se retirant sur les cailloux et les coquilles ». Jean-Damien Barbin ne cache pas qu'il a été intrigué par cette répétition : « les cailloux, les coquilles » il la ressasse dans ses dents, ici ou là.

Dans cette très belle image rêvée de Trouville et de sa plage, qui est isolée de nous par une glace, comme si tout ici était dans nos souvenirs à nous, et comme si le presque encore enfant Flaubert était déjà hors de la vie, malade, condamné, dans cette sorte d'image obsessionnelle d'un refuge de bonheur. Les silences, et les paroles vite dites, expriment la douleur profonde de l'obsédé, du mélancolique.

Mais Barbin-Flaubert se reprend, son fou veut porter beau, il frôle l'avalanche des idées, des paroles, cesse de jouer les sentineilles de son propre désastre, de jouer l'angle des mers détreu de force dans cette cellule, infinie puisque c'est la mer, le ciel, mais cellule pourtant, et en redigé et lui-même, éligent comme Baudelaire, il fait les cent pas sur le sable dur, juste le long de l'eau qui remonte...

Rarement si je vu un bonheur de théâtre aussi amoureux et séduisant, aussi généreusement imaginé, aussi jeune, aussi poignant, que ces *Mémoires d'un fou*. Cet acteur merveilleux, c'est sûr, nous le reverrons, et beaucoup. Mais jamais il ne sera ce qu'il est ici, dans ce coup de génie de Flaubert en coulottes courtes, réinventant l'univers.

MICHEL COURNOT

► Du lundi au samedi à 21 heures; matinées samedi 18 heures. Jusqu'au 24 mars. Tél. : 43-87-23-23

Orages de papier

Entre coup de foudre et scènes de ménage
la correspondance de Flaubert et de Louise Colet

GUSTAVE ET LOUISE
aux Petits Mathurins

Charme des relations à longue distance. Charmes auquel Gustave Flaubert, jeune écrivain, et Louise Colet, femme du monde et poétesse, ont goûté pendant huit ans, après un coup de foudre, cinq jours de travaux d'approche et une nuit d'amour. Submergés par un flot de lettres, ils ne se reverront qu'entre deux portes, jusqu'à la fin de leur vie.

Serments d'amour, scènes de ménage, de rupture, puis de réconciliation, le duel a dû être fort beau. Mais seules cinq lettres de Louise, recopiées par elle, ont résisté au temps. L'ingrat ne les gardait pas, quand elle les a toutes religieusement collectionnées.

« Les dialogues se reconstituent facilement », écrit Pierre Barillet, qui a rétabli le contact entre les deux amants, et porté leur bataille de plume à la scène. Il est bien modeste, car, chez Flaubert, il a véritablement lu entre les lignes pour faire ressurgir les mots de Louise Colet.

La mise en scène de Gérard Cailand est très simple : un plateau coupé en deux signifie le fossé qui

sépare les deux protagonistes. Quand Louise est passionnée, Gustave est goulu; quand elle est amoureuse, il est vorace. Elle est jalouse, il est de glace. Elle est féministe, révoltée, il est réactionnaire.

Flaubert aussi se révèle dans ses lettres comme un homme entièrement chevillé à son écriture. C'est un amoureux égoïste, qui ne peut s'arracher de son bureau que quelques jours. Et il lui parle beaucoup, à Louise, de ses hésitations, de ses joies. Elle vit en direct les affres de la naissance de *Madame Bovary*. L'écrivain souffre, déchire beaucoup, se dope à « grandes poignées d'eau ». Qu'importe, il sait qu'il tient son chef-d'œuvre.

Franchement à l'aise dans leurs costumes, les comédiens - André Dunand et Nicole Jamet - sont badins et savent forcer le ton très mélo, très désuet, des lettres, quand il le faut. Les décors, parfaitement dans le ton, sont de Jean-Denis Macé.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Du mardi au vendredi à 18 heures; le samedi à 15 heures. Tél. : 42-65-90-00 et 42-65-90-01. 120 F.

M.C. 93
BUBIENY

Dibouk !
de Salomon An-Sky

5 MARS → 7 AVRIL

48 31 11 45

Colloque international

Organisé par le Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques,

à l'occasion du cinquième anniversaire de la cité des Sciences et de l'Industrie.

les 14 et 15 mars 1991
à partir de 9h30

« La société industrielle et ses musées : demande sociale et choix politiques de 1890 à 1990 ».

Traduction simultanée en français, anglais et allemand.

(accès libre)

Centre des conférences de la Villette

cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette

Informations (1) 40 05 75 52

PHOTO

Un nouvel or

JOAN FONTCUBERTA

VENTES

L'héritage d'une Pom

En

Paris

du

livres

très

coûteux

lier

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

CULTURE

PHOTO

Un nouvel ordre naturel

La «réalité fictive» des jardins botaniques et des musées vétérinaires

JOAN FONTCUBERTA
à la Galerie Zabriske

Joan Fontcuberta aime le formol. L'odeur de renfermé qui imprègne les musées d'histoire naturelle, «surtout les petits, vieillots, dans les villages»; il aime les animaux fantastiques, ceux qui ont des sales gueules et qui évoluent dans l'encre des fonds marins. Il affectionne les jardins botaniques, les espèces en voie de disparition et «hante les musées vétérinaires».

Si l'univers des prises de vue de Joan Fontcuberta est un véritable cabinet de curiosités, il est bien réel, «darwinien» comme il dit, inscrit dans «un ordre que l'homme impose à la nature» et qui se traduit dans ses dernières images par l'apparition, plein cadre, ici d'un lézard, là d'une lotte, ailleurs d'une «grande marche de scarabées».

Mais comme le photographe aime avant tout inventer «un nouvel ordre naturel», il a patiemment bâti un monde, mi-réel, mi-imaginaire, à travers des séries où l'animal se mêle au végétal: *Herbarium* (1982), *Faune secrète* (1985), *Le Cabinet du Dr. Moreau* (1986). Autant de recherches débouchant sur un «vrai monde imaginaire» que Fontcuberta a exposé en 1988 à New-York, un monde fait d'animaux fictifs mais plus vrais que nature, au point qu'une bonne partie du public était convaincu d'avoir en face de lui des races en voie de disparition.

Où est le vrai, où est le faux? Fontcuberta brouille un peu plus les pistes en développant depuis cinq ans la technique du «frottogramme», c'est-à-dire en frottant le négatif noir et blanc du polaroid avec des éléments empruntés au sujet photographié: l'épine d'un cactus, le débris d'une mosaïque, l'écaille d'un serpent, le pétale d'une fleur, le poil de sa barbe pour la série *Mon corps comme un champ de bataille*.

Le négatif est ainsi maltraité, détourné, découpé puis reconstitué à partir de plusieurs négatifs, déchirés parfois, sali par des poussières et les insectes qui restent collés dessus, mais aussi enrichi par des virages chromatiques, «des couleurs accidentelles»; autant d'interventions qui font glisser de plus en plus le tirage d'un aspect figuratif et documentaire - un cactus, un gros lézard, un sexe féminin - vers des formes abstraites, picturales: «L'image totale est le produit de ma rencontre avec l'objet photographié. Je la veux sensuelle, physique, agressive, voire violente».

Dernière rencontre en date, inévitable pour ce Catalan de trente-cinq ans, celle de l'architecture de Gaudi dont les formes (l'escalier en forme de serpent du parc Güell) et les couleurs (marron, rouge, crème, doré) se marient harmonieusement avec les intrusions animales du photographe. On retrouve également chez Fontcuberta ce goût très «gaudien» pour la fantaisie et le mystère.

Le résultat est fascinant. Il y a d'abord les multiples références (collages de Max Ernst, l'abstraction avec Pollock, la nouvelle objectivité photographique et jusqu'à Tâpies) et le souci constant de Fontcuberta - également professeur et critique - d'inscrire son travail dans l'histoire de l'art. Il y a surtout un subtil discours sur le réel et l'imaginaire (ce qu'il appelle «la réalité fictive»), sur la manipulation photographique et la volonté de «subvertir l'idée, reçue comme une évidence, qui veut que tout ce qui est photographié existe».

D'une certaine façon, il n'y a pas plus réaliste que les photos de Fontcuberta puisqu'il leur associe le toucher. Mais il ne cesse de tendre vers l'abstraction et prouve que ce n'est pas l'image qui est ambiguë mais sa lecture.

MICHEL GUERRIN
► Galerie Zabriske, 37, rue Quincampoix, 75004 Paris. Jusqu'au 11 avril.

VENTES

L'héritage d'une Pompadour new-look

La collection Firestone en vente chez Christie's

En octobre dernier, Elisabeth Parke Firestone, épouse du magnat du caoutchouc, mort à Detroit, laissant à l'âge de quatre-vingt-trois ans, l'une des plus grandes collections américaines de mobilier, de porcelaine, de tableaux et de dessins français du dix-huitième siècle. Estimés à dix millions de dollars, les mille lots seront dispersés par Christie's (New-York) les 21, 22 et 23 mars. L'ensemble provient d'Ocean Lawn («la pelouse de l'océan»), la somptueuse demeure de Newport où vécut cette Pompadour new-look, toujours habillée en pastel, et qu'on voit dans le catalogue, photographiée par Cecil Beaton, au milieu des lys. En 1982, Christie's vendait aux enchères sa collection de cinquante-sept boîtes en or et émail pour un total de plus de 1 million de dollars. Cette nouvelle vente fait figure d'événement, malgré l'absence de la collection d'argenterie léguée par la milliardaire au Detroit Institute of Arts.

De toutes les pièces soigneusement accumulées, fichées, répertoriées dans les livres d'inventaire par Elisabeth Parke Firestone en personne, la céramique (480 lots) constitue de loin l'ensemble le plus important, avec des biscuits de Sèvres, modelés par Falconet d'après Boucher (*Erôs et Psyché*, estimé entre 100 000 et 150 000 dollars), des vases, des soupières en porcelaine rehaussées de dorures et d'oiseaux volants, des objets de guéridon ou de vitrine en provenance des grandes manufactures françaises.

La collection de mobilier (200 lots) comporte une rare pendule Louis XIV en marqueterie de Boulle (estimée entre 150 000 et 250 000 dollars) et six commodes Louis XV (l'une estampillée Dubois et estimée entre 250 000 et 350 000 dollars).

Côté peinture, (70 lots), on dis-

o Rectificatif - Trois zéros supplémentaires se sont glissés dans le compte rendu de l'exposition Marc Newson à la galerie VIA (le Monde daté 3-4 mars). Il fallait lire «35 personnes travaillent chez Idée au Japon» et non «35 000».

tingue outre quelques études, dessins, ruines d'Hubert Robert, ou instantanés de Fragonard (*la Perruque volée*), trois toiles de Jean-Baptiste Greuze, dont la *Réserve* et la *Première leçon d'amour*, estimées chacune entre 100 000 et 150 000 dollars. Enfin, loin des bergeries enrubannées et des paysages antiquisants, l'une des pièces phares de la vente, cet admirable portrait de M^{lle} Hyacinthe Roland, comtesse de Mornington, par Elisabeth Vigée-Lebrun, daté de 1791 et estimé entre 200 000 et 300 000 dollars. Il est visible pendant trois jours à Paris, avec les plus belles pièces de la vente.

LAURENCE BENAÏM
► Exposition à Paris chez Christie's, 6, rue Paul Baudry, 75008. Tél.: 42-56-17-66. Le 5 mars, de 11 heures à 17 heures, les 6 et 7 mars, jusqu'à 21 heures.

COMMUNICATION

Le budget de l'audiovisuel

Les exigences de M. Charasse relancent le débat sur le financement des chaînes publiques

Le ministère du budget demande aux chaînes publiques plus de 600 millions de francs d'économie en 1991. Une mesure jugée «irréalisable», qui rappelle l'urgence d'une réforme du financement de la radiotélévision nationale.

«Extravagant», «irréalisable», «à la limite de l'impair». De l'Élysée à Matignon, du ministère de l'économie à celui de la culture et de la communication, dans les services et sociétés concernées, l'étonnement est partout le même. En réclamant 607 millions de francs d'économies en 1991 à un audiovisuel public sinistré, le ministère du budget «pousse le bouchon un peu loin».

Pour réaliser les 12 milliards de coupes claires réclamées par le premier ministre pour financer l'intervention française dans le Golfe, les services de Michel Charasse doivent, certes, tailler dans le vif. Et réviser à la baisse tous les postes budgétaires de tous les ministères: - 5 % pour les crédits de fonctionnement et - 10 % pour ceux d'équipements. Mais avec l'audiovisuel public, ils ont fait plus. On pis.

Dans une lettre adressée au ministre de la communication, M^{me} Catherine Texier, ils suggèrent en effet trois mesures: suppression des 90 millions prévus au compte

de soutien pour aider la production d'émissions pour la jeunesse; non-remboursement aux sociétés publiques de 117 millions de francs d'exonération de redevance; diminution de 400 millions de francs du budget de Radio-France internationale (RFI).

L'urgence d'une réforme

«Autant dire, note un observateur, que le ministère du budget s'en prend aux fondements mêmes de la politique audiovisuelle du gouvernement.» En s'attaquant aux émissions pour la jeunesse, il remet en cause l'une des préoccupations majeures de M^{me} Tasca. En revenant sur le principe du remboursement des exonérations de redevance, il fait à nouveau porter à l'audiovisuel public le poids de la politique sociale des pouvoirs publics.

Quant à Radio-France internationale, il la met dans une inextricable contradiction. «Si je fais porter les 400 millions d'économies sur mon budget de fonctionnement, je ferme boutique, assure le PDG de la société, M. André Larquière. Si je les préleve sur ma trésorerie, je suis dans l'incapacité de financer mon plan de développement. Celui-ci est pourtant fixé par mon contrat d'objectif, le premier qu'une société de l'audiovisuel public ait conclu avec l'État. C'est là y a douze mois!»

On n'en est pas encore là. Pour chiffrer les 607 millions de francs d'économies, le Rus de Berry a, en effet, pris dans sa base de calcul la totalité du budget de l'audiovisuel public (11,5 milliards francs), produit de la redevance et recettes publicitaires, même si celles-ci ne relèvent pas du budget de l'État. Les concours budgétaires au sens strict - dotations en capital aux chaînes publiques, subventions, etc. - votés par le Parlement s'élèvent en 1991 à 886 millions de francs seulement. Appliquées strictement, les règles décidées par M. Michel Rocard aboutissent alors à un effort de 45 millions de francs seulement.

M^{me} Tasca devrait plaider ce dossier-là avec de bonnes chances d'être entendue. Matignon rendra son verdict dans une dizaine de jours. Mais, par son excès même, l'affaire aura rappelé l'urgence d'une réforme des mécanismes budgétaires de l'audiovisuel public. Et la nécessité de sortir la radiotélévision nationale d'une mécanique administrative inapplicable à des entreprises. «À terme, confie un responsable, l'audiovisuel public devrait renoncer aux subventions pour vivre de la redevance et de la publicité. L'État, en échange, devrait rembourser l'inégalité des exonérations de redevance comme il le fait pour la taxe d'habitation».

PIERRE-ANGEL GAY

Après l'échec relatif des négociations salariales

Une grève de la CGT provoque la non-parution d'un grand nombre de quotidiens régionaux

Une grande partie des quotidiens régionaux n'ont pu paraître, mardi 5 mars, à la suite d'un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures, lancé lundi dans la soirée par la fédération nationale CGT de la presse et du livre (FILPAC). C'est le cas, par exemple de *Ouest-France*, *Sud-Ouest*, le *Midi libre*, la *Dépêche du Midi*, le *Republican* (Lorrain, Nord-Eclair, Nord-Matin, le Progrès et Lyon-Figaro). En revanche, d'autres titres régionaux sont parvenus à sortir leur édition comme le *Provençal*, le *Méridional*, *Nice-Matin*, *L'Est républicain*, la *Voix du Nord*, la *Nouvelle République* du Centre-Ouest, le *Dauphiné libéré* ou *Lyon-Libération*.

o Fin de l'alliance entre Pearson et Elsevier. - Le groupe britannique Pearson, maison mère du quotidien *The Financial Times*, a décidé de vendre la participation de 22,5 % qu'il détenait dans l'éditeur hollandais Elsevier, qui publie notamment le quotidien *NRC Handelsblad*. Même si Elsevier n'a pas l'intention de vendre pour le moment les 9 % qu'il détient dans le capital du groupe britannique, cette décision de Pearson met fin à l'alliance conclue en septembre 1988. A l'époque, Pearson voulait se protéger d'une offensive hostile de M. Rupert Murdoch et envisageait, à terme, une fusion complète avec Elsevier. Depuis, M. Murdoch, lourdement endetté, a réduit sa participation dans Pearson de 20 % à 9 % et la collaboration entre Elsevier et le groupe britannique s'est révélée moins facile que prévu.

o Publicité en tête des revenus publicitaires pour 1990. - L'Association des agences-conseils en communication a publié, lundi 4 mars, la liste finale, pour l'année 1990, des marges brutes des principaux groupes de communication. Arrivent en tête de ce classement Publicis, avec une marge brute de 956,184 millions de francs, puis RSCG France (909,69 millions) et BDDP Groupe (707,835 millions). Les 4 et 5 places sont respectivement tenues par HDM (699 millions) et B&E (666,821 millions). Viennent ensuite les principaux groupes d'origine anglo-saxonne: Young & Rubicam (458,159 millions), DDB (371,027 millions), Lintas (300,044 millions) et Ogilvy (284,5 millions).

M. Murdoch cherche à vendre ses magazines

News Corp., le groupe multimédia de M. Rupert Murdoch, «étudie des propositions de rachat de ses magazines à l'exception de *TV Guide*». Les responsables du groupe affirment qu'aucune décision de vente n'a été prise, mais la cession de ces actifs peut contribuer à restructurer la dette de 7,6 milliards de dollars (38 milliards de francs, environ) de News Corp.

M. Murdoch possède une dizaine de magazines dont des titres prestigieux comme *Première*, *New York*, *New Woman*, *Seventeen*, *European Travel and Life*. En 1988, lorsque les prix d'achat de la presse atteignaient leur apogée aux Etats-Unis, News Corp a acheté *TV Guide* et *The Daily Racing Form*. Deux acquisitions qui ont alourdi l'endettement du groupe alors que quelques mois plus tard, la récession publicitaire entraînait une dépréciation rapide de ces actifs.

5, 16, 18 mars

QUATUOR ALBAN

MOZART

BACH

THEATRE DE CHATELET

GAVEAU

LES LUNDIS MUSICAUX

11 mars 1991 - 20 h 30

Teresa BERGANZA

J.A. Alvarez PAREJO

Piano

Série Piano

20 mars 1991 - 20 h 30

Laurent CABASSO

20 mars 1991 - 20 h 30

MUSIQUE DU MONDE

L. SUBRAMANIAM

violin - Inde du Sud

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

LILY SARFATI présente

Leningrad Ballet Théâtre de Boris Eifman

Les 8, 9, 12, 13 mars 1991 à 20h30. Le 10 mars à 15h30

THÉÂTRE MARIN

LES INTRIGUES DE L'AMOUR

Location: 49 80 18 33

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

PENSÉE MUSICALE ET TRANSMISSION

En coproduction avec le Châtelet et l'IRCAM

Paul Méfano

Lignes

George Benjamin

At first light

Michael Levinas

Préfixes

commande de l'IRCAM

Olivier Messiaen

Un vitrail et des oiseaux

Spiros Sakkas, basse

Pierre-Laurent Aimard, piano

Technique IRCAM

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Direction Peter Eötvs

7, 8 mars - 20h30

Centre Pompidou 42 60 94 27

Pierre Boulez

Derive 1

Derive 2, création française

Luigi Nono

Can't per 13

La Fabbrica illuminata

Arnold Schoenberg

Pierrot Lunaire, opus 21

Elizabeth Laurence, mezzo-soprano

Technique IRCAM

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Direction Pierre Boulez

16 mars - 20h30

Châtelet 40 28 28 40

PIANO

Mercredi 20 Mars 1991

RADU LUPU

BRAMS - MOZART - SCHUMANN

Mardi 26 Mars 1991

ANNIE FISCHER

BEETHOVEN - SCHUMANN

PLEYEL 45 61 06 30

Lundi 11 mars à 20h30

SALLE PLEYEL

MARC LAFORET

CHOPIN

Concerto piano n° 2

RIMSKY-KORSAKOV

CHOSTAKOVICH

ORCHESTRE COLONNE

VITALY KATAEV

Rens. 42 33 72 89

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

HOMMAGE A LILY LASKINE

SEPTUOR DE HARPE DE PARIS

DE FRANCE

dir.: PHILIP BRIDE

CHRISTINE ICART

CATHERINE MICHEL

PHILIPPE BERNOLD

THIERRY CAENS

MOZART, NERUDA

CRAS, DVOŘAK

LES MUSIS MUSICI

le 8: Jean-François

HEISSER

le 11: Solistes des

Contes d'Hoffmann

CONSTANT FEE

OLIVIER REBOUL

FAULSTICH

BERLIOZ

COPLAND

le 13: Todi

PAPAVRAMI

violin

Copland

LARRIER

BACH, BRAHMS, RAVEL

CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Vendredi 8 mars 12 h 45

Lundi 11 mars 12 h 45

Mercredi 13 mars 12 h 45

Vendredi 15 mars 12 h 45

7-11

47-42-63-71

(p.a. Valenciennes)

QUATUOR LUDWIG MOZART SCHUBERT

THEATRE DE L'OPERA DE PARIS

SAISON 1990-1991

Dimanche 10 mars 20 h 30

Phonos 30 F 270 F

47-42-63-71

(p.a. Valenciennes)

ACADEMY OF ANCIENT MUSIC

Dir.: Christopher HOGWOOD

AUDITORIUM CHATELET

Lundi 11 mars 11 heures

(p.a. Valenciennes)

GÉRARD POULET

violin

KUN WOO PAIK

piano

FAURÉ

SCHUMANN

SAINT-SAËNS

AUDITORIUM CHATELET

Mercredi 13 mars 19 heures

(p.a. Valenciennes)

Quatuor de CLEVELAND

MOZART, DVOŘAK

PROKOFIEV

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Dir.: Georges PRETRE

Récitant: Daniel MESGUICH

BERLIOZ

Symph. Fantastique

LELJO

THEATRE CHAMPS-ÉLYSÉES

Dimanche 24 mars 20 h 30

Tél. Rens. 47-23-47-71

(p.a. Valenciennes)

KUENTZ BACH

PASSION ST JEAN

THE LONDON PHILHARMONIC

Dir.: Charles DUTOIT

VADIM REPIN

violin

BERLIOZ, SIBELIUS

CHOSTAKOVITCH

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) :
ages d'ailleurs, 5* (45-87-18-09)
r. 18 h, ven., dim., 22 h, sam.
h 30, lun. 12 h, 20 h, mer. 17 h,
h.

MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) :
tion Christine, 6* (43-29-11-30)
ances mer., ven., dim., mar. à 14 h,
h, 18 h, 20 h, 22 h film 15 mn
he.

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Den
r. 14* (43-21-41-01) mer. 21 h 50.

« VOUS AVEZ LA
LA POÉSIE VOUS

Vous écrivez des poèmes ou la
Si vous partagez la m
Venez nous rejoindre, not

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-M.
17, rue Weckerla, 77420 CHA

CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

هكذا من الأهل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

D'autres Soleils, d'autres Terres

Des systèmes solaires existent probablement, très loin du nôtre.
On ne les a pas encore vus, mais on observe les signes de leur naissance

Le Soleil, on le sait depuis longtemps, n'est qu'une étoile parmi la bonne centaine de milliards d'autres que comporte notre Galaxie. Nul besoin, face à de tels nombres, d'être statisticien pour soupçonner la présence possible, quelque part dans la Voie lactée, de quelques « systèmes solaires » un peu similaires au nôtre.

Les astronomes y pensaient depuis le dix-huitième siècle, mais il leur a fallu attendre la fin des années 80 pour obtenir les premières indications de leur existence. Aujourd'hui, le développement de nouvelles techniques d'observation permet aux chercheurs de commencer à comprendre comment se forment ces « systèmes planétaires », a expliqué récemment devant l'Académie des sciences M. Thierry Montmerle, astrophysicien au centre de Saclay (Essonnes) du Commissariat à l'énergie atomique.

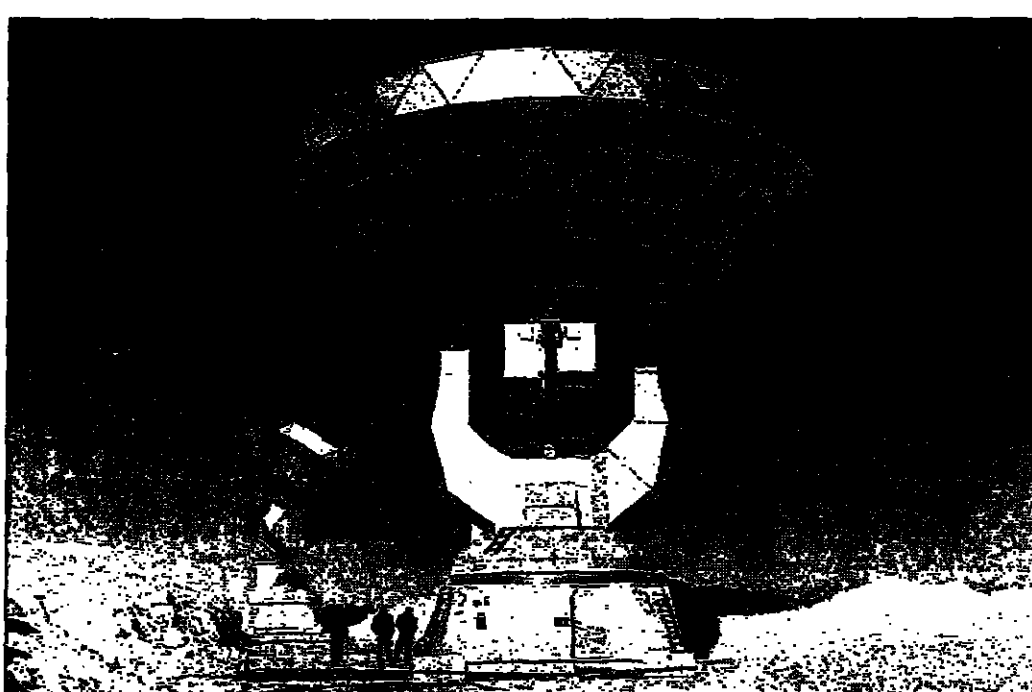
La chasse aux planètes n'est vraiment sortie du domaine de la stricte théorie que le 3 août 1988 quand, devant la vingtième assemblée générale de l'Union astronomique internationale, réunie à Baltimore, une équipe américaine affirme avoir détecté une planète autour de l'étoile HD 114672. Trois mille fois plus grosse que la Terre, elle tourne autour de son « Soleil » en vingt-quatre heures, ont-ils précisé (le Monde du 10 août 1988).

Pourtant, les astronomes américains n'ont pas « vu », au sens strict du terme, leur planète. HD 114672 se trouve, en effet, à 90 années-lumière (soit 851 400 milliards de kilomètres). A cette distance, un corps aussi peu lumineux qu'une planète est largement hors de portée des télescopes les plus performants. Seule solution : la ruse. Les lois de la mécanique céleste prévoient que, si un corps suffisamment massif tourne autour d'une étoile, il lui imprime un léger mouvement oscillatoire.

Au commencement était le disque

Cette « vibration » retentit sur la lumière émise par l'étoile, qu'il suffit alors d'analyser – à l'aide d'un spectrographe – pour la comparer avec celle qui devrait être observée si l'étoile était fixe. On peut ainsi déduire, par le calcul, la présence, et même la taille et le mouvement de la planète responsable de cette perturbation.

Grâce à une autre technique d'analyse de la lumière, on avait pu, dès 1983, détecter un vaste disque de gaz et de poussières autour de Béta Pictoris, une étoile « jeune » d'une centaine de millions d'années, deux fois plus grosse que le Soleil, et située à



Les antennes de l'interféromètre du plateau de Bure, près de Grenoble (Isère), utilisées par M. Thierry Montmerle et son équipe pour étudier les systèmes planétaires en formation.

450 000 milliards de kilomètres de la Terre. Ce disque, photographié depuis par le télescope de l'ESO (European Southern Observatory) au Chili, est qualifié de « protoplanétaire » par les astrophysiciens – parmi lesquels M. Alfred Vidal-Madjar et son équipe de l'Institut d'astrophysique de Paris – qui y voient le premier stade dans la formation d'un système « solaire ». Ce gaz et ces poussières doivent en effet, estiment-ils, s'agglomérer peu à peu pour former des objets plus gros, puis des planètes.

Pour affiner leurs théories, les astronomes se sont ensuite tournés vers les étoiles dites « T-Tauri ». Elles présentent, en effet, deux caractéristiques particulièrement intéressantes : leur masse est comparable à celle du Soleil, mais elles sont beaucoup plus jeunes que lui (un à dix millions d'années d'âge contre quatre milliards et demi). On peut donc raisonnablement espérer trouver autour d'elles des systèmes « solaires » en voie de formation.

Les T-Tauri sont les plus répandues dans la classe des « étoiles jeunes ». On les trouve dans la constellation du Taureau (d'où leur nom), à 500 années-lumière de la Terre, mais aussi dans les nuages de Rho-Ophiuchi (non loin d'Antares), du Caméléon (visible de l'hémisphère sud), et

dans la nébuleuse d'Orion, distante de 1 500 années-lumière. En raison de leur éloignement, leur étude approfondie n'a, cependant, pu réellement commencer qu'il y a une dizaine d'années seulement, avec l'apparition de moyens de détection et d'investigation plus puissants, tant au sol qu'à bord d'engins spatiaux.

Les satellites d'observation des sources de rayons X comme Einstein (américain), qui fonctionna de fin 1978 à mai 1981, ou Rosat, fruit d'une coopération entre l'Allemagne, les États-Unis et la Grande-Bretagne, lancés en juin dernier, ont permis d'augmenter considérablement le nombre d'étoiles T-Tauri connues, explique M. Montmerle. Elles sont détectées, en effet, grâce au rayonnement X très intense émis lors des gigantesques éruptions dont elles sont le siège.

Leur étude dans les domaines des ultraviolets et de l'infrarouge, par ailleurs, révèle certaines caractéristiques qui semblent confirmer tous les espoirs que les astrophysiciens plaçaient dans ces jeunes cadettes du Soleil. C'est ainsi que, il y a deux ans, deux chercheurs de l'Institut d'astrophysique de Paris, MM. Claude Bertout (aujourd'hui à l'Observatoire de Grenoble), et Jérôme Bouvier, détaché au télescope franco-canadien de Hawaii,

publiaient, en collaboration avec un de leurs collègues américains de l'université de Berkeley (Californie), M. Gbor Basi, une étude qui tendait à prouver que neuf étoiles T-Tauri étaient entourées d'un disque protoplanétaire (le Monde du 1^{er} juin 1988).

La encore, toutes les déductions et la théorie des trois hommes sont fondées sur l'analyse de la lumière émise par les étoiles. MM. Bertout, Bouvier et Basi se sont penchés sur deux parties bien précises du spectre : l'infrarouge, émis par des corps « tièdes » (quelques centaines de degrés centigrades), et l'ultraviolet, caractéristique de phénomènes violents avec des températures très élevées. Or, sur neuf des étoiles étudiées, ils ont trouvé un fort excès d'énergie dans ces deux plages. Une véritable énigme, dans la mesure où la température de surface des T-Tauri est estimée à 3 000 à 4 000 degrés seulement, c'est-à-dire tout à fait hors du domaine de rayonnement qu'ils observent.

Les trois astrophysiciens ont proposé un « modèle » qui permet d'expliquer cette anomalie d'une manière élégante. Il est probable, estiment-ils, qu'un disque de gaz et de poussières tièdes (à la température de l'infrarouge) entoure l'étoile. Mais il tourne

beaucoup plus vite qu'elle, et la matière du disque, en tombant vers l'étoile, provoque un phénomène de frottement et d'échauffement extrêmement violent sur une zone très mince au niveau de l'équateur, qui est responsable de l'excès d'émission en ultraviolet. MM. Bertout, Bouvier et Basi ont même calculé qu'à cet endroit la température atteint 7 000 à 8 000 degrés, et que la différence de vitesse de rotation entre le disque et le sol est probablement d'environ 230 kilomètres par seconde!

Comme des 45 tours

La théorie est séduisante et aucune observation n'a permis, jusqu'à présent, de la mettre en défaut. Reste que, inévitablement, de nombreuses étoiles T-Tauri ne présentent pas ces excès d'émission infrarouge et ultraviolet.

M. Thierry Montmerle s'est attaché à percer leur mystère, en collaboration avec MM. Philippe André (détaché au National Radio Astronomy Observatory à Tucson, États-Unis), et Eric Feigelson (université de Pennsylvanie). Supposant que ces étoiles devaient probablement être dotées, elles aussi, d'un disque, ils l'ont recherché dans d'autres gammes de rayonnement. Leurs efforts ont été couronnés de succès dans le domaine des ondes (radio) millimétriques, qui correspondent à de la matière froide (30 K, soit 223 degrés centigrades au-dessous de zéro) invisible dans les autres plages du spectre. Grâce à deux instruments mis en service assez

récentement : le radiotélescope de 30 mètres de Grenade (Espagne), et les trois antennes de l'interféromètre du plateau de Bure, près de Grenoble (Isère), gérés tous deux par l'Institut franco-allemand de radioastronomie millimétrique (IRAM), ils ont pu mettre en évidence des disques protoplanétaires autour d'une cinquantaine d'étoiles T-Tauri.

« Fait remarquable », souligne M. Thierry Montmerle, ces disques ont des dimensions et des masses qui sont du même ordre de grandeur que celles de la nébuleuse primitive qui existait au moment de la formation du système solaire. L'absence totale d'émission en ultraviolet tendrait à prouver que, contrairement à ceux observés par MM. Bertout, Bouvier et Basi, ces disques ne « frottent » pas sur l'étoile. « Ils en sont apparemment, au contraire, largement décollés, et présentent probablement une cavité centrale, un peu comme un 45 tours », estime M. Montmerle.

Is représenterait donc une phase d'évolution difficile « au cours de laquelle la poussière se condense progressivement de l'intérieur vers l'extérieur ». Or, souligne-t-il, d'autres travaux théoriques ont montré que les disques autour des étoiles T-Tauri sont instables. Ils ont tendance à se fragmenter, à former des anneaux ou des boursoufflures en forme de banane. Des planètes y sont-elles déjà en train d'apparaître? « Cela n'est pas impossible, mais c'est totalement irréversible dans l'état actuel de la technique », estime M. Montmerle.

JEAN-PAUL DUFOUR

Faussaire en fossiles

La morale de la science l'aura donc emporté sur celle du pouvoir. Et M. Vishwa Gupta, directeur de l'Institut de paléontologie et délégué suprême du vice-chancelier de l'université du Pendjab, à Chandigarh, y aura laissé ses durs et ses notés. La communauté scientifique internationale vient d'être avisée par le très renommé *Journal of the Geological Society of India* de ne tenir aucun compte des articles publiés depuis vingt ans par le chercheur indien, accusé d'avoir produit un « mariage de désinformation paléontologique ».

C'est en avril 1989, dans la revue *Nature*, qu'éclata véritablement l'affaire des « fossiles péripatéticiens ». Paléontologue à l'université Macquarie de Sydney (Australie), M. John Talent y accusa le professeur Gupta, toute sa carrière durant, d'avoir trompé l'ensemble de ses collègues – souvent de renom – sur l'origine des fossiles qu'il soumettait à leur expertise. Le chercheur indien aurait truffé d'anomalies et d'invasivités biologiques plus de quatre cents publications scientifiques, attribuant à des sites himalayens des fossiles d'animaux provenant de toutes les régions du monde... sauf de l'Himalaya.

Quelques mois plus tard, plusieurs chercheurs internationaux prirent à leur tour la plume pour soutenir, toujours dans *Nature*, les allégations de M. Talent (le Monde du 20 sep-

tembre 1989). Tous ont signé une publication avec M. Gupta. Tous, malgré la confiance implicite inhérente à ce type de collaboration, reconnaissent l'avoir soupçonné de malversations. Le scandale éclaboussa l'université du Pendjab tout entière, tandis que part en fumée la quasi-totalité des données accumulées depuis vingt ans sur la géologie himalayenne.

Gigantesque fraude scientifique, sans précédent dans l'histoire de la paléontologie. Restait à en fournir les preuves. Enquête faite, elles s'élevaient désormais en toute puissance dans les rapports que viennent de fournir la Geological Survey of India (GSI) et la Society for Scientific Values (SSV), deux organismes indépendants d'une probité a priori inattaquable. Aucun site, aucune formation rocheuse citée par Gupta de 1969 à 1988 n'ont pu être retrouvés par les experts. Sommé par le conseil du GSI de fournir des données géographiques et stratigraphiques plus précises, le chercheur n'a pas même daigné répondre. Il vient d'être suspendu de toutes ses fonctions par le docteur R. P. Bambah, vice-chancelier de l'université du Pendjab, pour avoir apporté « la disgrâce à l'ensemble de la communauté scientifique indienne ».

Ca. V.

Science, pouvoir, citoyen

Quelle place doit occuper le chercheur dans la société contemporaine?
Un colloque organisé à La Villette, les 13 et 14 mars, ouvre le débat

« Les scientifiques ont longtemps vécu en retraitant un mythe (...) celui d'une « République de la science » : une communauté qui s'autogouvernerait en gérant ses moyens, ceux que lui accorde la collectivité, de façon autonome, sans ingérence du pouvoir politique et de la société civile. » Pour Pierre Papon, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), cette attitude, si tant est qu'elle ait existé, « n'est plus tenable aujourd'hui ».

Le développement actuel des sciences et des techniques est tel qu'il bouleverse désormais tous les modes de pensée et de vie des citoyens. Une puissance sans pareille semble se manifester à l'échelle internationale. C'est la raison pour laquelle la Cité des sciences et de l'industrie, qui s'apprête à fêter son cinquième anniversaire, a décidé, en association avec le Monde, de consacrer les 13 et 14 mars, un colloque sur le thème « Science, pouvoir, citoyen ».

Quelles sont les limites de cette puissance? Y a-t-il lieu de s'y soumettre en l'adorant ou, au contraire, la redoutant, de s'y refuser en la dénigrant? « Ces questions, estime Dominique Lecourt, professeur de philosophie des sciences à l'université Paris-VII, se présentent sous un jour directement politique. Nul pouvoir ne peut, en effet, ignorer une

telle puissance, car son sort dépend, pour une bonne part, de sa capacité à se l'approprier. Ce que les décideurs savent depuis longtemps dans l'industrie, les hommes politiques l'ont maintenant appris pour leur compte ».

Mais les citoyens « conviés au simple spectacle, même grandiose, d'échanges et de pactes passés par-dessus leur tête, entre politiques et scientifiques, peuvent avoir le sentiment qu'il ne leur reste plus, faute de moyens de comprendre, qu'à applaudir ou à siffler le résultat de ces transactions. » Une telle situation est-elle acceptable? Les implications sociales de la révolution engendrée par les progrès fulgurants de l'information, comme les changements induits par le développement important de l'énergie nucléaire ou par l'explosion de la biologie, devraient nous conduire à réfléchir.

Le temps n'est plus où l'on pouvait en toute impunité, comme ce fut souvent le cas dans les années 70, se permettre de lancer des enquêtes d'utilité publique pour l'établissement d'une nouvelle centrale nucléaire en plein mois d'août, alors que les futurs riverains étaient partis en vacances. Le temps n'est plus où les biologistes pouvaient, dans le secret de leurs laboratoires, mener leurs recherches sans souci du lendemain. La science à des comptes à rendre. Au politique comme au citoyen. Mais le citoyen doit être d'autant plus vigilant que,

s'il n'y prend garde, la science risque fort de le tromper avec un puissant séducteur : le pouvoir.

« La complexité entre les différentes formes de pouvoir et la science est réelle, remarque Roger Lesgards, président de la Cité des sciences et de l'industrie, même si cette dernière fait en permanence l'effort de se protéger des premiers, de préserver l'autonomie et la liberté d'allure qui sont sa substance même. Face à cette lourde complexité, les liens qui devraient unir le couple science et citoyen, se trouvent constamment menacés. » Car, si les deux parties n'y prennent garde, leur liaison « risque de devenir marginale ». Et c'est toute la difficile question de la diffusion de la culture scientifique et de sa manipulation par certains lobbies, comme le font, aux États-Unis, les tenants du créationnisme qui réfutent les théories de l'évolution (voir l'article de Dominique Lecourt), qui est ainsi posée. Et, au-delà, c'est celle de la formation et de l'information des élus, qui l'est à son tour.

La responsabilité du scientifique

« Les représentants des citoyens ont, aujourd'hui encore (malgré la création d'un Office parlementaire des choix technologiques), peu de prise sur la manière dont sont scientifiquement fondés les projets qui leur sont soumis », constate Roger Lesgards. Faut-il préférer à la navette

spatiale Hermès et à son équipage d'astronautes des engins automatiques?

Quelle attitude – veille technologique ou renoncement – faut-il adopter sur le délicat problème du développement des réacteurs surgénérateurs ou sur celui, très difficile, des stocks souterrains de déchets radioactifs? Quels fonds doit-on accorder à la physique des particules, relativement à ceux de la chimie ou de l'astrophysique? Quelle part doit-on donner aux problèmes d'environnement?

Rien de tout cela, affirme Roger Lesgards, ne peut être laissé au bon vouloir des experts d'une idylle « République des chercheurs ». Et c'est ce débat que la Cité des sciences et de l'industrie se propose d'aborder avec le Monde au cours de quatre tables rondes : le citoyen face à la science; les politiques face à la science; le citoyen face à la politique; le scientifique face à la science. Toutes questions qui invitent à confronter la science aux autres formes de pensée, à juger de ses retombées bénéfiques ou dommageables et à s'interroger sur la responsabilité et la place du scientifique dans la société contemporaine.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires
matières, années d'édification et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à:

MEDILIS S.A.

Librairie Universitaire

9 rue Séguier 75006 PARIS

Tél: 46.34.07.70

PROMO-LIVRE

La Librairie de l'Université

9-16 rue Bonald 69007 LYON

Tél: 78.61.26.61

Les vaccins du choléra

On dispose de méthodes efficaces pour protéger les populations mais, pour des raisons économiques, elles ne sont pas appliquées

Le choléra n'est en rien une fatalité. Cette maladie infectieuse qui continue de provoquer des attitudes totalement irrationnelles — comme la toute récente décision « d'enfermer » les frontières de certains pays limitrophes du Pérou (le Monde daté 17-18 février) — est au contraire, il convient de le rappeler, l'une des traductions pathologiques les plus évidentes de conditions de vie et d'hygiène tout à fait déplorables, comme c'est malheureusement le cas dans de très nombreux pays du tiers-monde. A cet égard, cette maladie est une parfaite illustration du profond fossé qui, pour ne parler que des seuls problèmes sanitaires, continue de séparer les populations des pays industrialisés des autres.

La démonstration est d'autant plus probante avec le choléra que l'on dispose depuis quelques années de méthodes vaccinales efficaces qui permettraient, s'il n'y avait d'infranchissables barrières économiques, de protéger efficacement les populations exposées au risque épidémique de l'infection cholérique, comme c'est aujourd'hui le cas de celles du Pérou et, plus gravement semble-t-il, du Mozambique.

Les premiers vaccins contre le choléra furent fabriqués à la fin du XIX^e siècle à partir de vibrions cholériques vivants. Leur résultat très discuté fut que l'on pouvait rapidement les abandonner au début de ce siècle. Par la suite, on eut recours au vaccin contenant des vibrions tués. On proposa ainsi des produits composés de huit à neuf millions de germes par millilitre représentant les différentes catégories pathologiques connues.

Il s'agissait alors de vaccins administrables par voie injectable. Or, contrairement aux espoirs nourris au départ par les fabricants et par les spécialistes de médecine tropicale, l'usage de ces vaccins de première génération devait se révéler



A l'hôpital de Chimbote (Pérou), en février 1991.

très décevant. Différents contrôles de campagnes vaccinales organisées dans les années 60 au Bangladesh, aux Philippines et en Inde permirent de démontrer que la protection était de qualité médiocre (50 % seulement des personnes vaccinées semblaient protégées) et de courte durée (de trois à quatre mois).

« La vaccination anticholérique actuelle est de qualité médiocre. Elle n'évite pas la gravité de l'affection et n'est efficace qu'au bout de neuf jours », écrivaient en 1974 les docteurs H. Félix et M. Danis dans la revue *Médecine et maladies infectieuses*. Cette vaccination donne une

fausse sécurité. Elle est d'autre part coûteuse et susceptible de présenter un effet immuno-dépresseur. Elle est donc hautement critiquable.

Vaccins d'un nouveau type

On ne devait toutefois pas en rester là. C'est ainsi que dans les années 80, l'apport des techniques de biologie moléculaire permit une compréhension beaucoup plus fine des caractéristiques du germe cholérique (le Monde du 15 décembre 1983) ainsi que de la physiopathologie de la maladie. Plusieurs travaux

de recherche furent alors lancés dans différents laboratoires pour tenter de mettre au point un vaccin anticholérique efficace oral et non plus injectable (1).

En 1984, une équipe de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par le professeur André Doudin, rendait publics les résultats prometteurs d'une campagne effectuée au Zaïre, avec un vaccin fabriqué à partir de fragments de membrane du vibron cholérique. Puis, en 1986, on annonça les premiers résultats très encourageants obtenus au Bangladesh sur plusieurs dizaines de milliers de personnes, à partir d'un vaccin oral d'un nouveau type (le Monde du 31 juillet 1986). Celui-ci, fabriqué par l'Institut Mérieux, associe des germes tués (en concentration cent fois plus importante que dans le vaccin injectable) à une fraction de la toxine produite par le germe (sous-unité B).

« Les taux de protection conférés quelques semaines après les deux prises orales du vaccin sont de l'ordre de 85 % et nous venons de démontrer que, trois ans plus tard, ils demeurent de l'ordre de 50 % », explique le docteur Michel Cadoz, directeur médical adjoint de la société Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins.

Pourquoi, dès lors, ne pas développer à l'échelon industriel un vaccin destiné aux populations vivant dans les zones où le choléra sévit sur un mode endémique, de manière à prévenir l'apparition des épidémies ? « Il faut savoir que, malheureusement, notre produit est difficile à fabriquer, ce qui lui confère un prix de revient beaucoup trop élevé pour qu'il soit proposé aux pays direc-

tement concernés par le risque épidémique », déclare le docteur Cadoz.

On indique aussi à l'Institut Mérieux ne pas être en mesure aujourd'hui de fabriquer les doses qui pourraient être nécessaires pour prévenir l'extension de l'épidémie en Amérique du Sud.

Il est donc hors de question de reproduire avec le choléra l'opération exemplaire qu'avait réussie, il y a une quinzaine d'années au Brésil, le docteur Charles Mérieux, face à une grave épidémie de méningocoque.

En l'absence d'un marché rentable avec le tiers-monde, le vaccin de la société Pasteur-Mérieux pourrait toutefois trouver une application inattendue.

Les spécialistes ont en effet remarqué qu'il est capable de protéger très efficacement contre certaines diarrhées dues au germe *Escherichia coli*, dont sont fréquemment victimes les voyageurs qui se rendent dans les pays tropicaux. Peut-être trouvera-t-il là un avenir nettement moins prestigieux, mais beaucoup plus rentable.

JEAN-YVES NAU

(1) Les symptômes du choléra (diarrhées, vomissements, déshydratation massive) sont dus à la production par le germe de toxines qui ont pour effet d'accroître de manière considérable la sécrétion d'eau dans les cellules intestinales.

La gestion de l'ARC

Une lettre de M. Jacques Crozemarie

A la suite d'un article publié dans nos éditions datées du 16 janvier et consacré à la requête déposée auprès du Conseil d'Etat par le ministre des affaires sociales pour faire contrôler par l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) la gestion de l'ARC (Association pour la recherche sur le cancer), nous avons reçu de M. Jacques Crozemarie, président de cette association, le texte suivant :

« L'Association pour la recherche sur le cancer a fait l'objet à compter du 20 septembre 1990 d'un contrôle émanant de l'IGAS faisant suite à quatre autres inspections de ce même organisme. Ce contrôle a été mis en exécution sur-le-champ, sans préavis, par un groupe de cinq fonctionnaires — inspecteurs de l'IGAS. Malgré les protestations de l'ARC sur l'ingérence de l'administration dans la gestion d'une association privée, l'ARC a permis à cinq inspecteurs de l'IGAS, pendant deux mois, de procéder à tous les contrôles qu'ils ont jugé opportuns d'effectuer, conduisant nécessairement au constat que l'association était normalement gérée.

Ces cinq inspecteurs ont notamment constaté que l'Association était depuis plusieurs années contrôlée par un commissaire aux comptes, aujourd'hui président de l'ordre des experts-comptables, lequel a déclaré à l'assemblée générale tenue en 1990 :

« (...) Au moment où certaines initiatives législatives ou privées se font jour pour régir le contrôle des associations caritatives, l'ARC pourrait servir d'exemple. Elle est en effet dotée depuis plusieurs années :

— sur le plan interne, d'un outil comptable et administratif performant ;

— sur le plan externe, d'un outil de contrôle contractuel (cabinet d'audit, membre d'un réseau international) et légal (commissaire aux comptes).

Malgré les protestations, l'ARC s'est soumise pendant deux mois consécutifs à l'analyse zélée des cinq contrôleurs de l'IGAS.

Néanmoins, l'ARC a tenu à saisir le tribunal administratif de Paris, qui, par jugement du 30 novembre 1990, a déclaré le sursis à exécution de ce contrôle de l'IGAS en précisant :

« (...) Le préjudice dont se prévaut l'Association pour la recherche sur le cancer présente un caractère de nature à justifier le sursis à exécution de cette décision (...).

Le tribunal ajoute :

« L'un au moins des moyens de la requête de l'ARC présente, en l'état de l'instruction, un caractère de nature à justifier l'annulation [du contrôle...]. » A la suite des opérations auxquelles le tribunal a mis fin, l'ARC espérait retrouver la sérénité nécessaire à la mission qu'elle remplit au nom des 3 200 000 adhérents

qui consiste à animer, au niveau très important qui est le sien, la recherche sur le cancer en parfaite coordination avec l'administration de la recherche à laquelle elle est rattachée.

L'ARC rappelle l'article 101 de la loi de finances votée en 1990, qui a ajouté un article à la loi n° 67 483 du 22 juin 1967 relatif à la Cour des comptes qui précise que cette Cour « peut également exercer un contrôle sur les œuvres et organismes qui font appel à la générosité publique pour soutenir des causes scientifiques, humanitaires ou sociales (...).

Les associations telles que l'ARC sont donc soumises au contrôle de la Cour des comptes. Je me réjouis de cette décision car les hauts fonctionnaires de ce corps sont des fonctionnaires d'élite.

Vous indiquez que l'ARC aurait refusé d'adhérer à la charte de déontologie des associations, dont le comité est présidé par M. François Bloch-Lainé. Cette information n'est pas exacte car je suis en parfaite harmonie avec M. Bloch-Lainé, qui lui-même a regretté dans un courrier qu'il m'a adressé que les invitations à la réunion de ce comité ne me soient pas parvenues.

Par ailleurs, vous prétendez opposer l'ARC à l'ancien gouverneur honoraire du Crédit foncier de France. Là encore vous oubliez de préciser que cette personnalité que vous citez est un membre assidu de l'Association pour la recherche sur le

cancer et verse régulièrement des sommes importantes pour participer aux actions de l'ARC et venir à bout du fléau qu'est le cancer. Vous avez omis de préciser que l'ARC constate le succès de ses réalisations grâce à la confiance que le public lui accorde et à l'importance considérable des tâches qui sont confiées à cette association et à son président, notamment par les instances communales, régionales et internationales.

L'égalité de toutes les associations doit pouvoir s'exercer devant la loi, or seule l'ARC est constamment attaquée, alors qu'elle est la première association européenne dans le domaine de la recherche médicale, soutenue par les plus éminents membres de la communauté scientifique nationale et internationale.

Les « précisions » que tient à apporter le président de l'Association pour la recherche sur le cancer se font sans aucun élément nouveau par rapport aux informations publiées dans nos éditions du 16 janvier. D'une part, cette association n'adhère pas, comme nous l'indiquions, à la charte de déontologie pour les associations de public, adoptée il y a un an déjà par une vingtaine d'organisations associatives ou de fondations. D'autre part, l'existence et le contenu du rapport — toujours resté confidentiel — de M. Roger Gouttes, gouverneur honoraire du Crédit foncier de France, ne sont nullement remis en question. Comme nous le soulignons, le ministre des affaires sociales et de la solidarité n'a jamais, pour sa part, caché sa volonté de parvenir à un véritable contrôle — notamment par l'inspection générale des affaires sociales — de la gestion de l'Association pour la recherche sur le cancer. — J.-Y. N.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Finappat, directeur de la rédaction Jacques Gult, directeur de la gestion Manuel Luchart, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)

André Lefranc (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

la cité

avec le concours de l'I.N.A. pour l'audiovisuel

mercredi 13 mars

jeudi 14 mars

Accès libre sur inscription cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Coventry Carliou 75019 Paris Mairie Paris de la Villette Renseignements : 40 05 73 32

Colloque "Science, Pouvoir, Citoyen" les 13 et 14 mars 1991 à 19h30

Le développement actuel des sciences et des techniques bouleverse tous les modes de penser et de vivre des citoyens, ouvrant ainsi des horizons aussi étonnants qu'exaltants. Les hommes politiques doivent tenter de maîtriser ces transformations sans pour autant limiter la liberté d'investigation des scientifiques. Quant aux citoyens, il faut qu'ils puissent continuer à peser sur les décisions qui engagent l'avenir de la collectivité. Tels sont quelques-uns des thèmes abordés au cours du colloque.

Chaque séance est animée par Françoise Bellanger de la cité et Jean-Marie Dupont du Monde. Des questions seront posées au public qui votera pour exprimer son opinion. Daniel Boy, de la Fondation nationale des sciences politiques, commentera l'ensemble des réponses.

Le colloque sera ouvert par Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et clôturé par Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie.

Le citoyen face à la science

Paul Caro : progrès et limites de la connaissance scientifique. Dominique Lecourt : le "créationisme" américain face au darwinisme. Martine-Emile Baulieu : contraception et christianisme. Mohammed Larbi Bouguerra : la science et l'islam dans les pays en développement.

Alain Cirou : peut-on attendre de l'astrologie qu'elle produise des connaissances nouvelles ? Jean-Marie Besson : d'une pratique traditionnelle à une technique scientifique, l'acupuncture.

Les politiques face à la science

Jean-Yves Le Déaut : l'information scientifique des élus en France et à l'étranger. Martine Allain Régnault : les médias - formation, information, déformation, désinformation.

Maurice Arvonny : utilisation de l'énergie solaire - espoirs, désillusions, rêves. Ichtaque Rasool : l'effet de serre.

Le citoyen entre politique et science

Louis Gallois : la Défense reste-t-elle aujourd'hui le moteur essentiel de la recherche ?

Pierre Papon : la liberté de la recherche est-elle limitée par ses modes de financement ?

Jean-François Augereau : le cas "Superphénix". François Gros : l'appel aux citoyens pour le financement de la recherche médicale.

Roy Gibson : opinion publique et développement des techniques spatiales.

Les scientifiques dans le monde d'aujourd'hui

Philippe Lazar : la responsabilité du scientifique - questions d'éthique et de politique. Jacques Lesourne : les scientifiques sont-ils appelés à prendre le relais des "grands intellectuels" vis-à-vis de la société ?

Le tribunal ajoute :

« L'un au moins des moyens de la requête de l'ARC présente, en l'état de l'instruction, un caractère de nature à justifier l'annulation [du contrôle...]. » A la suite des opérations auxquelles le tribunal a mis fin, l'ARC espérait retrouver la sérénité nécessaire à la mission qu'elle remplit au nom des 3 200 000 adhérents

Bulletin d'inscription à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann (colloque SPC.)

Nom : _____ Prénom : _____

adresse : _____

مركز ابن زلجل

SCIENCES • MÉDECINE

Un entretien avec le directeur général du CNRS

M. François Kourilsky explique les raisons et les étapes de la réforme du Comité national

«QUEL est le rôle du Comité national de la recherche scientifique ?

— Un rôle déterminant, qui est d'évaluer la recherche. Or, de la qualité de cette évaluation dépend très largement celle de la recherche fondamentale. Le Comité national évalue aussi bien l'activité des chercheurs, leur recrutement, leur promotion que les travaux des laboratoires. Il recommande la création ou la suppression d'unités de recherches. A ce titre, le Comité national est le symbole de la participation des scientifiques à la gestion et au devenir des sciences.

— De quelle façon fonctionnent les comités de la recherche ?

— Actuellement, les 1 325 membres du Comité national, pour deux tiers élus par la communauté scientifique, se répartissent en quatre-vingt sections qui couvrent l'ensemble du champ de la recherche. Le Comité national est le symbole de la participation des scientifiques à la gestion et au devenir des sciences.

— De quelle façon fonctionnent les comités de la recherche ?

— Actuellement, les 1 325 membres du Comité national, pour deux tiers élus par la communauté scientifique, se répartissent en quatre-vingt sections qui couvrent l'ensemble du champ de la recherche. Le Comité national est le symbole de la participation des scientifiques à la gestion et au devenir des sciences.

doit accompagner, faciliter cette évolution. En effet, le CNRS couvre l'ensemble des disciplines scientifiques. C'est un atout très puissant, à condition que la fluidité des échanges scientifiques entre disciplines permette d'en tirer le meilleur profit. Or, il faut bien dire que le découpage des sections, qui s'appuie sur des disciplines, encourage parfois des tendances naturelles au cloisonnement. L'école ne doit pas devenir chapelle.

— Si la discipline demeure pour l'étudiant le cadre naturel de la formation universitaire et de la thèse, la recherche ne se contente plus de la seule discipline. Par association de compétences, elle ouvre au contraire des champs scientifiques toujours plus vastes, où de nouvelles disciplines pourront d'ailleurs prendre racine. Voir la génétique moléculaire, l'immunologie, l'immunologie, et combien d'autres encore inconnues à la naissance du CNRS. C'est l'évolution des recherches qui fait évoluer les disciplines.

— De fait, les disciplines — quelques-unes — sont issues de l'organisation des communautés et des pouvoirs, des chaires d'enseignement ou des pratiques. Ainsi la pratique de la médecine a placé sur la biologie des spécialisations par organe — néphrologie, hématologie, cardiologie... L'instrument a forgé en quelque sorte les disciplines de l'optique, la cristallographie. Les disciplines liées à la psychologie resteront étalées jusqu'à nos jours entre les facultés de lettres, sciences et médecine. Cela explique pourquoi l'intitulé et les

contenus des disciplines varient d'un pays à l'autre ou d'une université à l'autre.

— Pourquoi cette évolution permanente ? D'abord parce qu'il est devenu rare qu'une investigation puisse se cantonner dans une discipline unique. Comment, par exemple, dissocier la recherche en droit de l'évolution des sociétés ? Comment aborder les fonctions du cerveau sans réunir neurophysiologistes, neurochimistes, psychologues et informaticiens ? Ensuite, parce que la société, en accroissant ses demandes à la science, exige plus d'interactions. L'exemple du sida montre bien quelle collaboration s'impose entre virologues, immunologistes, sociologues, juristes... Et il n'y a pas non plus de développements industriels sans recherches pluridisciplinaires.

— C'est clair : la science a plus que jamais besoin d'ouverture. Les champs scientifiques ne peuvent plus être fermés, ni surtout enfermés. Il nous faut faciliter les échanges. C'est le principe de notre démarche.

— Après un premier projet de remodelage présenté en octobre 1990 qui réduisait de quatre-vingt à une trentaine le nombre des sections du comité, vous avez proposé, en décembre, un nouveau découpage comprenant trente-neuf sections. Finalement, le remodelage antérieur le 19 février 1991 en contient quarante-deux. Comment expliquez-

vous ces amendements successifs ?

— Tout simplement par la richesse du débat, ce qui est bien légitime. Dès le premier jour, les lignes de l'évolution souhaitée ont été affirmées. Proposer une réduction forte du nombre des sections inversait la tendance du CNRS à multiplier les sections dans lesquelles s'isolaient des disciplines.

— La consultation a joué son rôle. A l'examen, certains regroupements se sont révélés prématurés ou excessivement difficiles. D'autres entraînaient une surcharge qui aurait pénalisé la bonne évaluation des chercheurs. Pour plus de rigueur, certaines sections évalueraient les recherches dans différents départements scientifiques. Reste que la volonté du CNRS au cours de ce débat et que là est l'essentiel : notre capacité à évoluer.

— Quelles sont les principales inquiétudes suscitées par ce projet au sein de la communauté scientifique ?

— Chaque discipline a sa logique, son langage, chaque communauté scientifique ses habitudes, son mode de fonctionnement. Tout changement d'importance — et celui-ci est important — provoque résistances et interrogations. Autant de réactions utiles, car elles sont le moteur du débat et permettent d'avancer.

— Par exemple, il est normal que, désormais associés dans l'étude du pourtour méditerranéen, orientalistes et spécialistes de l'Occident aient pu craindre de perdre leur identité. Nous

avons donc prévu la création d'un comité chargé de suivre la communauté des orientalistes. De même, il n'était sans doute pas facile aux médecins d'admettre qu'ils avaient à se disperser dans toutes les sections de biologie pour favoriser la rencontre entre médecine et biologie, entre recherche de base et application aux maladies. Ni aux chimistes et aux biologistes travaillant sur des molécules biologiquement actives d'être jugés dans une même section, ni aux spécialistes de l'optique et des lasers d'accepter d'être jugés dans une même section, sans séparer la physique que de l'ingénierie. Mais, encore une fois, le débat a eu lieu et il a permis au CNRS de bouger.

— Le découpage et l'interdisciplinarité, deux moteurs de la recherche que le découpage du comité s'efforce aujourd'hui de favoriser, peuvent-ils s'imposer par décret ? De quelles conditions ce découpage doit-il être assorti ?

— Comme chacun le sait, « on ne réforme pas par décret ». C'est bien pourquoi la réforme n'a été votée qu'à l'issue d'un débat très riche et, il faut le dire, parfois houleux. L'arrêté actuel n'en est en somme que le point d'orgue. Il s'agit pour nous d'une étape, et seulement d'une étape qui s'inscrit dans une stratégie sur trois ans, définie en commun. Le dernier rapport de conjonction a associé toutes les disciplines. Une session plénière historique du comité national en février 1990 et plusieurs colloques ont installé sept grands programmes interdisciplinaires, et d'autres collo-

ques ou écoles d'été sont programmés. Le premier schéma stratégique du CNRS vient d'être publié traçant nos axes de développement des prochaines années.

— En accompagnement des sections du comité national, un conseil de la physique réfléchira sur la totalité de son champ scientifique, dispersé dans quatre départements du CNRS. Dans les semaines qui viennent, un conseil dynamisme des recherches, champ scientifique et biologie, champ scientifique et chimie et biologie, champ scientifique et mathématiques avec les autres disciplines.

— L'ouverture du CNRS sur les sciences et sur lui-même accompagne, comme vous le savez, une importante ouverture sur le monde extérieur. Avec l'industrie : les laboratoires du CNRS entretiennent plus de trois mille contrats avec près de deux mille entreprises, soit plus de 12 % de l'activité de l'organisme. Avec les universités et les grandes écoles : trois quarts des mille trois cents laboratoires du CNRS leur sont associés. Avec le monde : plus de trois mille collaborateurs, plus de deux mille cinq cents stagiaires étrangers, et la création de laboratoires associés avec nos partenaires européens. On le voit, le temps des chapelles est bien révolu. Je souhaite ne plus entendre parler de bastion ou de tour d'ivoire à propos de la recherche et des chercheurs du CNRS.

Propos recueillis par CATHERINE VINCENT

Le « créationnisme américain » face au darwinisme

Depuis un demi-siècle, certains chercheurs réfutent les théories de l'évolution. Ils tentent désormais d'entraîner le débat sur le terrain de l'épistémologie

LE 16 mars 1981, Ronald Reagan déclarait devant un auditoire californien : « L'évolutionnisme est seulement une théorie scientifique, une théorie que la communauté scientifique ne croit plus aussi infaillible qu'on l'a cru autrefois. En tout cas, si l'on se décide à l'enseigner dans les écoles, je pense qu'on devrait aussi enseigner le récit biblique de la Création ».

La question du « créationnisme » apparaît clairement comme une affaire politique. Cette déclaration faisait immédiatement écho à une action engagée en justice par Kelly Segreaves, directeur du Creation Science Research Center de San Diego, contre l'Etat de Californie, au motif que l'enseignement de l'évolution dans les écoles publiques est contraire au principe de la liberté religieuse. L'Etat d'Arkansas adoptait au même moment une disposition législative qui imposait dans les écoles le créationnisme scientifique au même titre que l'évolutionnisme. Cette loi fut annulée le 5 janvier 1982 pour défaut de constitutionnalité par le juge William R. Overton, qui jugeait le caractère scientifique de la Genèse, retourna le même principe de liberté contre les créationnistes.

Simple bouffée d'obscurantisme inspirée par le désarroi d'une Amérique en repli sur ses valeurs morales traditionnelles ? Non, car la question émergeait en réalité la vie intellectuelle des Etats-Unis depuis 1925, date du fameux « procès du singe » à Dayton, dans le Tennessee, et elle n'a pas, depuis 1981, cessé de peser sur elle. Il ne s'agit donc pas d'invoquer la suffrage des candidats en quête de voix ni la lâcheté de représentants dénués de culture.

La propagande créationniste joue sur plusieurs ressorts essentiels de la démocratie américaine, tels que la tradition religieuse, la version « fondamentaliste » d'un certain protestantisme bien que acquis des positions bien au-delà du territoire américain ; elle tourne à son profit des arguments épistémologiques reconnus : exploitant les incertitudes des sciences, elle fait des darwinistes des ennemis de la science, elle ouvre pour finir avec elle la question des rapports entre science et religion. On peut ainsi la tenir pour un « cas » révé-

lateur des impasses du mode « moderne » de philosopher et de penser.

En 1981 comme en 1925, les créationnistes défendent une lecture littérale de la Bible : le récit de la Genèse doit être pris au pied de la lettre, tout particulièrement en ce qui concerne la création de l'homme (et de la femme) ; ils avancent une argumentation avant tout morale et politique : il est « dégoûtant » d'enseigner que l'être humain, créé « à l'image de Dieu et selon sa ressemblance », descend d'une espèce inférieure comme le singe ; il est contraire à une doctrine qu'on impose aux enfants des écoles un enseignement qui viole la conscience religieuse des familles.

En 1925, pour demander l'interdiction de l'enseignement de l'évolution, les fondamentalistes dénonçaient cet enseignement comme irréligieux et immoral. Aujourd'hui, la pression vise un « temps égal » ou un « traitement équivalent » des deux doctrines.

L'argumentation s'est adaptée à ce nouvel objectif. Le récit biblique, dit-on, constitue une « théorie », tout aussi scientifique que la théorie darwinienne. D'où la fondation, depuis les années 60, d'institutions comme la Creation Science Research Center, la plus Science Research Center, la plus souvent dirigées par des chercheurs dont on met les titres en avant ; d'où aussi la présentation de la doctrine selon les canons en usage de la communication scientifique dans des articles et livres internationalement diffusés. L'argumentation des créationnistes se présente donc essentiellement comme une critique de la théorie darwinienne sur le terrain de la science même.

On tente de montrer qu'elle n'est pas conforme aux faits établis par la science. On s'empare des complexités de Darwin lui-même quant à l'absence de « chaînons intermédiaires » entre les grandes espèces fossiles, mais aussi des discussions qui opposent depuis vingt ans les spécialistes sur les mécanismes de l'évolution. Les travaux de Gould et Eldredge se sont ainsi trouvés enrôlés, dans la croisade anti-évolutionniste, sous prétexte qu'ils réduisent l'idée d'une évolution graduelle chère aux néo-darwinistes ; de même, la théorie « neutraliste » du Japonais Kimura lorsqu'elle établit que bien des mutations génétiques se trouvent être « neutres » du point de vue évolutif. On

utilise enfin le très célèbre critère de « réfutabilité » de Karl Popper pour montrer que la théorie darwinienne, n'y répondant pas, ne peut pas être dite « scientifique ».

Et, pour le reste, grâce à un très subtil travail de tri et d'interprétation du texte sacré, de montrer que la plupart des découvertes récentes en physique, en astrophysique et dans d'autres disciplines confirment l'essentiel des descriptions et prédictions de la Genèse. Conclusion : il existe pour les créationnistes deux doctrines concernant l'origine de l'homme. Il n'y a pas lieu d'imposer l'une plutôt que l'autre dans les écoles.

L'hostilité persistante de l'Eglise catholique à l'encontre de l'évolutionnisme jusqu'à ces dernières années s'explique de la même façon ; elle n'a eu de conséquences que sur l'enseignement des séminaires et des écoles catholiques. Mais la pression « créationniste », pu et peut avoir, aux Etats-Unis, sur les institutions publiques de très forts effets d'intimidation. D'une part, dans la tradition protestante, le rapport personnel direct du croyant au texte même de l'Ancien Testament se trouve au cœur de la pratique religieuse ; d'autre part, l'égalité de tous les individus devant Dieu a été installée, contre l'aristocratie britannique, au principe même du régime politique issu de la guerre d'indépendance. Toutes les institutions de l'Etat, à commencer par l'éducation, étant ainsi appelées à réaliser cet idéal, la laïcité, au sens français, en est absente.

Deux modes de pensées tout à fait différents

Ces principes généraux de philosophie politique ont eu des applications concrètes dans les groupes fondamentalistes savent fort bien tirer profit : les manuels scolaires font l'objet d'un choix effectué par des comités locaux où les parents se trouvent fortement représentés. Depuis 1925, malgré leurs défaites répétées devant la justice, les créationnistes ont ainsi réussi à imposer l'interdiction, ou au moins l'éducation, de la théorie de l'évolution. Des enquêtes ont montré que les éditeurs de manuels scolaires officiels à destination des *high schools* se sont constamment, et souvent totalement, autocensurés jusqu'en 1957 !

Aujourd'hui, les créationnistes tentent de présenter l'essentiel de la discussion comme « épistémologique » : est-il prouvé, ou non, que la théorie de la sélection naturelle soit « scientifique » ? Pour les créationnistes, un épistémologue canadien, Michael Ruse, a ainsi été appelé à témoigner en tant qu'expert par l'American Civil Liberties Union (ACLU) en 1981 contre la loi « créationniste » de l'Arkansas. Le juge Overton a eu pour tâche de reprendre ses arguments pour fonder son jugement. Malgré la justesse de la cause, cette collision de l'épistémologie avec la justice a soulevé bien des interrogations embarrassées quant au statut de cette discipline. Cela ne revient-il pas, en définitive, à déplacer la question philosophique de fond ? Peut-on considérer que science et religion aient, comme le disait déjà saint Thomas, l'objectif commun de dire la vérité sur le monde ?

Ne faut-il pas admettre qu'il s'agit plutôt de deux modes de pensée tout à fait différents ? Le premier se définit par la critique permanente non seulement de ses résultats mais de ses présupposés dans la perspective d'un incessant progrès de la connaissance ; l'autre doit affirmer des « vérités » d'essence normative pour contribuer à établir le « lien social » entre les êtres humains, et tâche par ses rites de répondre à leurs angoisses les plus radicales tout en canalisant les puissantes pulsions agressives qui s'y attachent.

L'humanité a fait preuve, au cours de son histoire, d'une extraordinaire capacité d'inventer de nouvelles normes de vie aussi bien que de pensée. Les différents modes de pensée, n'ont-ils pas à en tenir compte pour ne pas entraver par conservatisme cette extraordinaire aventure humaine qu'est la pensée scientifique ? Que cette dernière, de son côté, se libère du rêve « moderne » de pouvoir, l'ayant vaincue, se substituer à la religion. Il ne s'agit ici ni de « humières » ni de « ténérès », mais du destin terriblement précaire et incertain d'un être qui, à l'infini, se trouve la proie de paroles, de pensées et de désirs qu'il ne pourra jamais maîtriser qu'à grand-peine.

DOMINIQUE LECOURT
président de l'Association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot

national dénonçait pourtant, en décembre 1986, affirmant que « c'est en amont de la recherche, sur son sens, sur ses finalités et ses risques, que nous sommes tous appelés à méditer ». Rappelons ainsi que James Watson, l'un des directeurs du projet américain de séquençage du génome, lui a fixé pour but de « savoir ce que c'est qu'être humain ». Nombreux sont ceux qui se posent cette question, sans pour autant accepter que les biologistes s'arrogent le monopole de la réponse.

Bien entendu, la réflexion éthique ne constitue pas une fin en soi. Comme l'indique clairement Daniel Koehland, les progrès de la biologie prennent une dimension sociale et politique qui ne peut plus être éludée. La législation doit en tenir compte. En effet, avec les meilleures intentions du monde, la vie même des individus sera bientôt gérée en fonction de leurs potentialités supposées et des ressources financières limitées qui sont disponibles pour assurer leur éducation et leur santé), comme on gère n'importe quel patrimoine. C'est une conséquence directe de la « médecine prédictive » qui s'établit, sans soulever de protestation majeure, comme paradigme de la médecine moderne. Confrontés ses prédispositions, ses risques individuels, serait un facteur de libération pour chacun, ainsi que le soulignent le professeur Jacques Ruffié (*Le Monde* du 11 février 1989). Mais c'est en lui une libération imposée : selon lui, les contraintes économiques rendraient inéluctable une telle évolution de la médecine.

Les tenants de cette nouvelle forme de gestion des ressources humaines ont tendance à en minimiser les inconvénients ou les dangers : des possibilités accrues de discrimination entre individus, l'érosion des valeurs de solidarité, une éducation fondée d'abord sur les résultats d'examen biologiques... De plus, de nombreuses prédictions sont sources d'angoisse, sans que leurs avantages pour le malade potentiel apparaissent clairement. Le cas le plus évident est celui des troubles psychiatriques. Comment serait affectée la personnalité d'un enfant auquel on annoncerait qu'il a, de par sa constitution génétique, telle ou telle probabilité de développer ? Un débat démocratique est indispensable pour éviter que nous soyons vendus des politiques de santé « clés en main », sous prétexte que seul compte l'avis des experts. Une première mesure concrète dans ce sens serait de donner davantage de transparence et de publicité aux débats du Comité national d'éthique.

Le Comité consultatif national d'éthique va se pencher cette année sur le programme de séquençage du génome humain. Ce projet ambitieux a été lancé aux Etats-Unis il y a déjà trois ans. La France s'y est engagée officiellement depuis le mois d'octobre dernier. La réflexion éthique est ainsi placée devant un fait presque accompli (2), situation que le Comité

► André Klarsfeld est chercheur au CNRS, membre de l'Association Génétique et Liberté.

(1) *Science* (12-10-90), vol. 250, p. 189.
(2) *Le Monde* du 21 novembre 1990.

POINT DE VUE

Notre avenir entre les mains des experts

par André Klarsfeld

QUELLES contraintes la nature impose-t-elle au développement de l'humanité ? Au niveau global, nous prenons lentement conscience des menaces que représentent par exemple l'effet de serre ou l'épuisement des matières premières. Les experts sont appelés au chevet de la planète, pour évaluer les ressources limitées, et en gérer avec sollicitude et compétence. Notre avenir collectif est ainsi abandonné, pour le meilleur ou pour le pire, entre leurs mains. Bien qu'elle soit entourée de moins de publicité, la même évolution se dessine pour nos vies individuelles : des experts définiront nos prédispositions, devenues plus ou plus accessibles à l'analyse scientifique, et ils nous aideront à les gérer.

C'est en effet ce qui se profile derrière le programme de séquençage du génome humain. En une quinzaine d'années, et avant de milliards de personnes, les chercheurs espèrent lire l'intégralité des trois milliards de caractères élémentaires qui constituent le patrimoine génétique d'un être humain. Ce projet suscite fascination et enthousiasme, mais aussi crainte et soupçon : l'homme ne serait-il pas prisonnier de ses gènes ? De nombreux progrès sont attendus de telles recherches. Qu'ils soient réalisés ou non, il est déjà certain que la caractérisation biologique des individus va, en tirant une puissance accrue.

Daniel Koehland, rédacteur en chef de la prestigieuse revue américaine *Science*, enfonçait le clou récemment sous le titre « L'approche rationnelle de l'irrationnel » (1). Son éditorial déboulait par le récit d'une prise d'otages avec meurtre, pour affirmer ensuite que les neurosciences puiseraient dans le séquençage du génome humain de « nouveaux outils qui pourraient non seulement nous aider à réduire la criminalité, mais aussi à porter assistance à certains de nos citoyens les plus désavantagés, les malades mentaux... » A long terme, la solution viendrait des connaissances nécessaires à la production de moyens diagnostiques et thérapeutiques précis. Les recherches conduisant à l'obtention de ces connaissances reviennent bien moins cher que l'application criminelle de la loi, et les résultats seront bien plus justes. Pour ce qui est de l'alcoolisme, d'autres chercheurs nous proposent de la combattre grâce à « un programme réaliste d'intervention », fondé sur les recherches en génétique.

La Comité consultatif national d'éthique va se pencher cette année sur le programme de séquençage du génome humain. Ce projet ambitieux a été lancé aux Etats-Unis il y a déjà trois ans. La France s'y est engagée officiellement depuis le mois d'octobre dernier. La réflexion éthique est ainsi placée devant un fait presque accompli (2), situation que le Comité

[illegible]

RADIO-TÉLÉVISION

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	61,3	Sente Barbara 21,7	McGyver 11,1	Journal, r.9 20,9	Nulle part 2,2	K 2000 3,0	Petite maison 3,1
19 h 45	63,8	Rose forlane 23,4	McGyver 14,4	19-20 14,4	Nulle part 4,2	K 2000 3,1	Petite maison 3,7
20 h 16	74,1	Journal 30,2	Edition 17,8	La classe 9,0	Nulle part 4,6	Journal 6,4	M= est servi 4,9
20 h 55	78,0	Stars 60 31,8	L'exce... 13,4	Choir armes 14,8	Octave 2 3,0	Pub 8,8	La baraka 3,8
22 h 8	67,4	Stars 90 30,4	L'exce... 9,2	Choir armes 13,3	Sweet... 1,5	Fureur dragon 9,9	La baraka 4,3
22 h 44	42,2	Senté... 12,9	L'exce... 8,4	Choir armes 15,1	Sweet... 1,6	Dire admi 3,3	Hongkong... 4,3

**Du lundi au vendredi, à 9 heures,
sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »**
Une émission de GILBERT DENOYAN
avec ANNICK COJEAN
et la collaboration de « Monde ».

20 Un budget de l'Union européenne
Approuvé par le Conseil de l'Union européenne

Technologies : le « jargon »
L'Agence spatiale sur l'American Square D

24 Marchés financiers
25 Bourse de Paris

BILLET

Irritations
franco-allemandes

Comme ils le font désormais régulièrement, les ministres français et allemand des finances devaient se rencontrer mardi 5 mars. Au moment où M. Theo Waigel se rendait à Paris, plusieurs personnalités françaises ont manifesté une certaine irritation à l'égard de l'Allemagne. Le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a regretté lundi que Bonn n'ait pas joué lors de la crise du Golfe son rôle de grande puissance économique mondiale et redouté qu'elle ne s'intéresse pas aux problèmes du monde.

Au-delà de cette irritation, devenue traditionnelle en France, perçue une inquiétude à propos des relations économiques franco-allemandes. Le cœur en est l'évolution de la position de Bonn sur l'Union économique et monétaire (UEM), qui s'éloigne de plus en plus du projet communautaire et des idées françaises. L'Allemagne apparaît non seulement réticente au développement de l'écu, à la participation de la totalité des États à l'unification monétaire, mais veut aussi repousser à la fin du siècle la création d'un système commun de banques centrales.

Une « complicité objective » pourrait s'instaurer entre une Allemagne héritière sur l'UEM et une Grande-Bretagne renforcée par ses succès dans le Golfe et peut-être bientôt sortie de la récession économique. L'inquiétude porte aussi sur la conduite de la politique monétaire : clairement, Paris aimerait procéder aujourd'hui à une diminution des taux directeurs, à la faveur de la détente du crédit dans le monde. Mais les autorités françaises prendront-elles le risque, comme elles l'avaient fait avec succès en octobre, de baisser les taux, alors que l'Allemagne relève les siens ?

Cette inquiétude se manifeste pourtant au moment où l'économie française bénéficie des effets positifs de l'unification. La vive hausse de l'activité en RFA stimule celle de la France, le déséquilibre commercial bilatéral se contracte. Les hausses d'impôt récemment adoptées à Bonn répondent à un vœu formulé par la France et apaisent les tensions sur le taux d'intérêt. Le moment n'est donc pas le plus mal choisi pour évoquer un renforcement de la coopération entre les entreprises des deux pays, voire tenter de trouver un terrain d'entente sur l'UEM.

F. L.

Les difficultés de l'industrie automobile

Renault annonce un résultat décevant pour 1990

Pour les groupes industriels nationalisés, 1990 n'aura décidément pas été une bonne année. Après Thomson et Bull, c'est au tour de Renault d'annoncer que l'an passé aura été « mauvais », avec un résultat net qui s'établira autour de 2 milliards de francs, moitié moins que prévu en septembre dernier et environ le cinquième de ce qu'il fut en 1989 (9,3 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a été lui-même en recul, à 166 milliards de francs, contre 174 milliards en 1989.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Les causes des difficultés du constructeur automobile français sont d'abord circonstancielles. La filiale américaine Mack subit à nouveau de lourdes pertes, tandis qu'en Europe le marché du poids lourd s'est rétracté. Facture estimée à 1,5 milliard de francs. En Argentine, la filiale locale est secourue par le mauvais état de l'économie de l'Amérique latine. Coût : 1 milliard de francs environ. Enfin, Volvo, le partenaire, est en fort recul commercial lui aussi : 1990 lui aura occasionné

des pertes. Mais 1990 aura surtout été marquée par deux phénomènes autrement inquiétants.

La mauvaise tenue des ventes d'abord. Elle est due au fait que les marchés où Renault est le plus présent sont ceux qui ont le plus reculé (France, Espagne, Grande-Bretagne). Mais le groupe, qui n'a vendu que 1,3 million de voitures en Europe, soit 87 000 de moins qu'en 1989, a aussi reculé plus que les autres. Renault a perdu des parts de marché, revenant à moins de 10 % en Europe. Pourquoi ? Parce que « nous n'avons pas voulu répondre à la guerre des rabais déclenchée par Ford ou Fiat », explique-t-on à la Régie.

Renault s'est voulu « vertueuse », ne cassant pas ses prix pour défendre ses marges. Le début de 1991 ayant considérablement accentué la glissade des ventes, cette politique va changer. Renault est résolu à pratiquer désormais une politique commerciale agressive.

Placements
des marges

Seconde inquiétude : le placement des marges. M. Raymond Lévy, PDG du groupe, a choisi une stratégie d'« habillage » des voitures, qui

consiste à les doter d'éléments de qualité visibles (des équipements) et invisibles (robustesse, fiabilité, etc.). Cette stratégie était obligatoire à ses yeux pour corriger l'image « bas de gamme » de Renault et pour espérer conquérir ensuite les marchés allemand et européen du Nord.

Cette démarche porte ses fruits si on observe la croissance remarquable des ventes en Allemagne de R19 et de Clio. Elles ne sont freinées que par le manque d'injecteurs que Bosch, le fabricant allemand, semble vendre en priorité aux concurrents d'outre-Rhin. Mais cette orientation s'avère très coûteuse, car, son image n'étant pas encore corrigée, Renault ne peut pas vendre cette amélioration à son juste prix. Le constructeur produit plus cher mais vend au même tarif, laminant ses marges.

Cette stratégie est contestable. Mais « nous n'avons le choix que de la poursuivre », explique-t-on. Renault doit se « germaniser », offrir des produits de meilleure qualité, sans doute à l'image de toute l'industrie française. Mais le chemin est droit, Renault n'a pas de fonds propres (l'Etat actionnaire est parcimonieux) et refuse de recourir à l'emprunt. Il va donc falloir faire des économies partout : dans les investissements, qui ne seront réalisés que s'ils s'avèrent incontournables, comme dans les dépenses.

Dans une conjoncture 1991 qui s'annonce médiocre avec un recul du marché européen de 3 %, ce ne sont pas de bonnes nouvelles pour l'emploi.

ÉRIC LE BOUCHER

Les immatriculations en France ont chuté de 18,8 % en février. Selon les tendances mensuelles, publiées lundi 4 mars par le Comité des constructeurs français d'automobiles, le marché français des voitures particulières a accusé en février dernier une baisse de 18,8 % des immatriculations (155 230 unités) par rapport au même mois de l'année précédente.

M. Lévy n'a pas du tout apprécié que le numéro deux de Volkswagen, François de Suroît, M. Daniel Gaudet, se soit moqué de la manière de procéder de Renault dans l'affaire Skoda. Ce dernier avait déclaré, après le choix de l'entreprise allemande par les Tchèques, que « les Français ont cru qu'il suffisait de hanter les couloirs des ministères à Prague pour exporter de voitures ». Le PDG de Renault, c'est qu'il y a à la tête de Volkswagen un homme qui fait tout pour faire oublier qu'il est de nationalité française. Par sa remarque ironique, M. Gaudet insinue que nous avions l'intention de fomenter une intrigue politicienne. Il aurait pu éviter cela, quand on gagne on n'en rajoute pas... »

L. R.

Dans un entretien au magazine « der Spiegel »

M. Raymond Lévy ne souhaite pas un nouveau « grand Reich allemand »

BONN

de notre correspondant

M. Raymond Lévy, PDG de Renault, a joué le jeu de la franchise en répondant aux questions, souvent provocatrices, du magazine allemand der Spiegel.

Aux journalistes qui lui faisaient valoir que les Français avaient fait une question de prestige national de la concurrence qui les opposait à Volkswagen pour la reprise du constructeur tchèque Skoda, M. Lévy a répondu sans détour qu'il n'était « pas vraiment nécessaire de créer un nouveau grand Reich allemand ». A ses interlocuteurs quelque peu éberlés, il a précisé avoir entendu « plusieurs personnalités politiques de haut rang et d'importants managers déclarer ouvertement qu'ils étaient leurs intérêts : les pays auxquels l'Allemagne doit s'intéresser et apporter une

aide sont la Tchécoslovaquie et la Hongrie (...), ce sont des pays proches des Allemands et il y a donc un désir naturel de rapprochement ».

M. Lévy n'a pas du tout apprécié que le numéro deux de Volkswagen, François de Suroît, M. Daniel Gaudet, se soit moqué de la manière de procéder de Renault dans l'affaire Skoda. Ce dernier avait déclaré, après le choix de l'entreprise allemande par les Tchèques, que « les Français ont cru qu'il suffisait de hanter les couloirs des ministères à Prague pour exporter de voitures ». Le PDG de Renault, c'est qu'il y a à la tête de Volkswagen un homme qui fait tout pour faire oublier qu'il est de nationalité française. Par sa remarque ironique, M. Gaudet insinue que nous avions l'intention de fomenter une intrigue politicienne. Il aurait pu éviter cela, quand on gagne on n'en rajoute pas... »

L. R.

Pour répondre aux exigences du FMI

L'Égypte se dote d'un marché des changes

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Depuis mercredi 27 février, les taux cambistes du Caire ont une nouvelle page sur leurs écrans Reuter : le cours de la livre égyptienne contre le dollar. L'écran sur lequel eux et leurs collègues du monde entier viennent d'apprendre la libération du Koweït indique à quel taux les principaux établissements bancaires de la capitale achètent et vendent des livres. Il communique également trois fois par jour le cours moyen établi par la Banque centrale.

Au Caire, la nouveauté est de taille. Pour la première fois, l'Égypte possède un marché des changes libre et unifié. Les autorités monétaires répondent ainsi finalement aux demandes pressantes du Fonds monétaire international, qui faisait de la suppression du taux de change multiple et de la libre acquisition des devises un préalable à la signature d'un accord de confirmation. Celui-ci devrait intervenir, dit-on au Caire, dans quelques semaines.

En théorie, particuliers et entreprises peuvent donc désormais acquérir librement des monnaies étrangères sans passer par la lourde procédure de demandes auprès de la Banque centrale. En pratique, la liberté des changes n'est pas encore complètement acquise, et la confusion règne. Les banques rechignent à céder leurs précieux dollars aux personnes qui se présentent à leurs guichets. Quant aux firmes étrangères, elles constatent qu'au cours de la semaine dernière, elles ont dû effectuer une transaction à la perte de 6 % environ de sa valeur, le dollar pesant de 3 à 3,18 livres (environ) et atteignant plus de 3,20 livres dans les jours suivants.

« Le moment ne pouvait pas être plus mal choisi pour lancer ce marché », soupire M. Mervat Fayek, responsable de la salle des marchés de la Commercial International Bank. L'activité économique est considérablement ralentie en raison du conflit du Golfe et les recettes du tourisme sont actuellement presque inexistantes. Il n'y a donc pratiquement pas de devises à vendre. Quant au gouvernement de la Banque centrale, il se trouve actuellement à Washington, où se négocie l'accord avec le FMI.

Hassan, cambiste, s'occupe en effectuant un ordre dollars-yens pour le compte d'un client. Mais il reste confiant : selon lui, le marché de la livre égyptienne atteindra rapidement 20 ou 30 millions de dollars de transactions quotidiennes et pourrait absorber celui de Djeddah, où les Égyptiens émigrés en Arabie saoudite convertissent leurs salaires en livres. En attendant, Hassan et ses collègues se demandent si la Banque centrale va finir par intervenir pour stopper la glissade de la monnaie égyptienne. Les nombreux dons récemment reçus de l'étranger donnent aux autorités une marge de manœuvre non négligeable. Selon le Dr Youssif Ali Moustafa, ministre de l'économie et du commerce extérieur, l'institut d'émission se donne une bonne semaine afin de laisser le marché prendre forme. Il avisera ensuite.

FRANÇOISE LAZARE

Complémentaire d'Airbus Industrie

Un nouveau consortium européen va construire un avion de 80 à 130 places

Deutsche Aerospace Spatial und Aeronautik (DASA), du groupe allemand Daimler-Benz, l'Aérospatiale française et l'italien Alenia (né de la fusion d'Aeritalia et de Selenia) viennent de signer un protocole d'accord sur la « création de structures commerciales et industrielles » pour « répondre, ensemble, aux besoins des compagnies en matière de transport régional, sur le créneau des appareils offrant de 20 à 130 sièges », selon le communiqué diffusé le 4 mars par l'Aérospatiale (nos dernières éditions du 5 mars).

Ces structures consistent en deux sociétés. L'une, industrielle, basée en Allemagne, détenue à 50 % par DASA, ses deux partenaires se partageant à égalité le reste, aura pour tâche de mettre au point et de fabriquer un avion de 80 à 130 places, dont l'étude est déjà en cours. Le coût du développement d'un tel avion est estimé à 2,5 milliards de dollars (13 milliards de francs environ). Il devrait pouvoir être commercialisé à la fin de 1996 ou au tout début de 1997. Son marché est estimé à environ 1 400 unités à l'horizon de l'an 2010. Il existe actuellement sur ce marché un appareil de 100 places, le néerlandais Fokker 100, et de son côté, British Aerospace, a décidé d'« allonger » à 120 places son BAE 146.

L'autre société, commerciale, basée en France, dont le capital doit être réparti également entre les trois partenaires, commercialisera d'ici quelques mois les avions déjà fabriqués par les trois sociétés et leurs filiales, et bien sûr, plus tard, le nouvel avion. Pour l'instant, la nouvelle société sera chargée de la promotion et de la vente de trois grandes séries d'appareils.

Les avions Dornier (rachetés par DASA), de 20 à 30 places. Les avions De Havilland - fabriqués au Canada par une filiale de l'américain Boeing, dont le rachat par l'Aérospatiale et Alenia doit encore obtenir le feu vert du gouvernement canadien, - d'une capacité de 30 à 40 places ; 60 de ces avions ont été livrés en 1990.

Les ATR (72 et 42), de 40 à 70 places, fabriqués par une filiale

50/50 d'Aérospatiale et d'Alenia ; depuis le lancement de ces appareils, en 1985, 201 unités ont été livrées et la société a enregistré 538 commandes ; en 1990, la société a enregistré 83 commandes fermes et a livré 46 avions de ce type.

La création de ce nouveau consortium européen et l'installation en Allemagne de la structure industrielle, dont DASA détient la moitié du capital, satisfait les ambitions avouées de M. Jürgen E. Schremp, président du directoire du groupe allemand, qui affirmait sans ambages, à l'automne dernier, que « Deutsche Aerospace veut être le chef de file d'un avion régional » (le Monde du 10 novembre 1990).

Négociations
féroces

La mise en place de telles structures, autour d'un nouvel appareil de 80-130 places, met fin, selon toute vraisemblance, aux projets développés par Airbus Industrie (l'autre consortium européen spécialisé dans les avions de plus de 100 places) pour la fabrication d'une version « raccourcie » de l'A-320, n'accueillant que 130 passagers au lieu de 150. Rappelons qu'Airbus Industrie est un GIE regroupant DASA (37,9 %), Aérospatiale (37,9 %), British Aerospace (20 %) et l'espagnol CASA (4,2 %).

Le nouveau consortium européen apparaît plus complémentaire que concurrent d'Airbus Industrie, et l'on assiste en fait à un partage des objectifs et des marchés, au-delà des antagonismes et des négociations féroces. Avec Airbus Industrie, avec Arianeespace, après la création entre Aérospatiale et Daimler d'une filiale pour la construction d'hélicoptères militaires (le Monde du 22 février 1990), se construit pas à pas un ensemble européen militaire, civil et spatial qui pourra bien, à terme, former un tout cohérent et efficace, en face des géants américains. La synergie née de l'entre-croisement complexe des capitaux, du savoir-faire et des compétences n'a pour limite que la nature des différents partenaires, Deutsche Aerospace étant un groupe privé, Aérospatiale et Alenia, des entreprises publiques.

JOSÉE DOYÈRE
et ALAIN FAUJAS

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

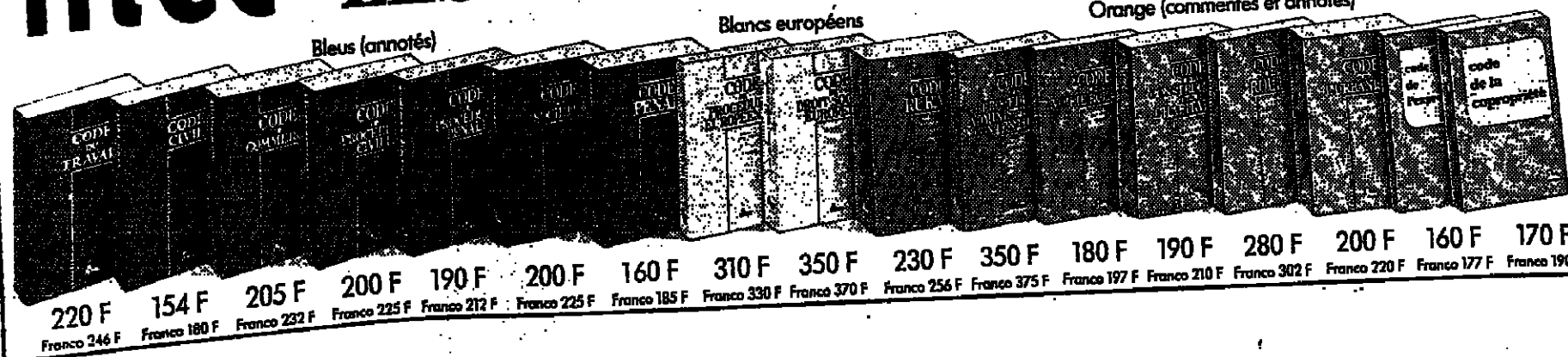
	4 mars	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	20,25	+ 0,90
Brent à Londres	19,75	+ 0,10

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Le marché pétrolier se stabilise dans l'attente de la conférence de l'OPEP prévue le 11 mars. La plupart des opérateurs attendent que l'Arabie saoudite réduise sa production, ce qui permettrait de maintenir les cours autour de 20 dollars par baril.

itec

LES CODES EN TROIS COULEURS



220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F
France 246 F France 180 F France 222 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

En vente chez votre
librairie spécialisée
ou Litec.
27 place Dauphine
75011 Paris
26 rue Soufflot
75005 Paris
158 rue Saint-Jacques
75005 Paris.

ÉCONOMIE

ETRANGER

En présentant son projet de budget

Le gouvernement canadien maintient la rigueur salariale mais n'augmente pas l'impôt sur le revenu

Le projet de budget que M. Michael Wilson, ministre des finances du gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney, a présenté à la fin du mois de février à Ottawa pour l'année budgétaire couvrant la période 31 mars 1991-1^{er} avril 1992 a donné bien du fil à retordre aux autorités canadiennes. Le Canada est entré en récession en avril dernier (1) mais Ottawa ne peut se permettre d'augmenter fortement ses dépenses publiques pour relancer l'économie.

MONTREAL

de notre correspondant

Le déficit pour l'année 1990-1991 a atteint 30,5 milliards de dollars canadiens (2) : 2 milliards de plus que prévu par M. Wilson et 1,5 milliard de plus que pour 1989-1990. Ottawa prévoit que l'imposante dette publique accumulée franchira le cap des 400 milliards de dollars d'ici à l'été prochain, son service coûtant 43 milliards de dollars au budget. Il n'est pas d'avantage question de réduire le déficit, bête noire des conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir en 1984. Par des coupes trop drastiques dans les

■ Ciba-Geigy : 33 % de bénéfices en moins pour 1990. - Difficultés pour le groupe suisse Ciba-Geigy. Comme tous les chimistes, la firme de Bâle a perdu des plumes en 1990. Après Rhône-Poulenc (-52,5 %), AKZO (-30 %), ICI (-36 %), Dow Chemical (-45 %), Monsanto (-20 %), elle annonce une baisse sévère de ses résultats, avec un bénéfice après impôts de 1 033 millions de francs suisses (-33 %) pour un chiffre d'affaires lui aussi en diminution, mais léger, de 4 % à 19,7 milliards de FS. Le coupet est tombé : le dividende a été ramené de 65 à 60 FS. Il est vrai que l'année précédente, il avait été augmenté de 15 FS (+30 %).

dépenses publiques, la reprise de la croissance économique, attendue pour le deuxième semestre de cette année, se trouverait compromise.

M. Wilson s'est contenté de prévoir une augmentation de 5,1 % des dépenses de l'Etat, qui atteignent ainsi 159 milliards pour 1991-1992, cela en maintenant le déficit à son niveau antérieur de 30,5 milliards de dollars. Environ 600 millions de dollars supplémentaires ont été dégagés pour payer les coûts de la présence militaire (2 400 soldats, 3 navires, 26 chasseurs F-18 et un hôpital de campagne), ce qui contribuera à porter le budget de la défense à près de 13 milliards de dollars, en hausse de 5 % par rapport à 1990-1991. Les autres augmentations de dépenses profiteront aux agriculteurs en difficulté, aux chômeurs et aux personnes âgées.

L'Etat donne l'exemple

Les contribuables retiendront que, pour la deuxième année consécutive, le budget ne prévoit pas d'augmentation de l'impôt sur le revenu. Une seule taxe, celle perçue sur les tabacs, a été relevée. En revanche, le gouvernement a poursuivi son contrôle sévère des transferts d'argent aux provinces pour le financement des universités, de l'aide publique et des soins de santé, limitant leur augmentation à 3,7 % par an pour les cinq prochaines années. Les provinces, déjà mises à contribution l'an passé, pourraient se voir obligées d'augmenter leurs propres impôts ou de réduire davantage leurs dépenses.

Pour montrer l'exemple, le gouvernement fédéral a décidé de limiter à 3 % par an les augmentations de salaire de ses fonctionnaires, dont les conventions collectives arrivent toutes à échéance, tandis que les émoluments des membres du cabinet seront gelés. S'inspirant des pratiques américaines, M. Wilson a annoncé le dépôt prochain d'un projet de loi visant à plafonner les dépenses de l'Etat.

Le ministre, qui avait trop hardi-

ment prévu en février 1990 une croissance de 1,3 % du produit national brut pour cette même année, ne s'est pas hasardé cette fois à établir un pronostic. Il s'est contenté d'envisager un redémarrage « en milieu d'année ». « La cité de la reprise, a-t-il déclaré, c'est la réduction des taux d'intérêt », eux-mêmes liés au niveau de l'indice des prix. Le taux d'inflation du Canada s'est maintenu à 5 % en 1990 (contre 5,1 % en 1989), en bonne partie grâce à la stricte politique monétaire conduite par la Banque du Canada, qui a porté son taux d'escompte jusqu'à un sommet de 13,77 % au printemps dernier, avant de le baisser progressivement. Il est actuellement à 10 %, tandis que les taux privilégiés des banques se situent à 11,25 %.

M. Wilson a voulu aussi prévenir les conséquences de l'application en janvier dernier d'une nouvelle taxe, de type TVA, perçue au taux de 7 %, qui a remplacé au vieux système de taxation devenu contre-productif. De fait, le prix ont fait un bond de 2,5 % en janvier par rapport au mois précédent, pour atteindre 6,8 % en rythme annuel. M. Wilson a prédit que ce dernier taux baisserait de moitié d'ici la fin de 1992.

Les entrepreneurs canadiens, de leur côté, ont été invités à faire plus d'efforts pour accroître la productivité de leurs installations. Les gains réalisés par le secteur manufacturier canadien au cours des dernières années sont parmi les plus faibles des pays industrialisés, ce qui risque, a souligné M. Wilson, de mettre en danger « la capacité concurrentielle » du Canada sur des marchés de plus en plus ouverts.

MARTINE JACOT

(1) Le produit intérieur brut du Canada (PIB) a baissé au quatrième trimestre de 4 % en rythme annuel. Déjà au troisième trimestre, le PIB avait reculé de 1 % en rythme annuel. Pour l'ensemble de 1990 et en moyenne annuelle, le PIB aura progressé de 0,9 %, grâce aux gains du premier trimestre.

(2) Un dollar canadien vaut environ 4,5 F et 86,8 cents US.

CEE

Le débat sur les dépenses agricoles

Les ministres de l'agriculture des Douze refusent les propositions de la Commission

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La grande majorité des ministres de l'agriculture de la CEE ont catégoriquement rejeté, à l'issue d'une réunion lundi 4 mars à Bruxelles, les mesures d'économie préconisées par la Commission européenne, afin d'enrayer la forte progression des dépenses engagées pour soutenir les marchés. La Commission propose en particulier un doublement de 3 % à 6 % de la taxe de coresponsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de céréales, une réduction de 2 % des

quotas laitiers, une baisse de 5 % du prix du sucre, ainsi que des aménagements, défavorables aux producteurs, des mécanismes de soutien appliqués au beurre et à la viande bovine.

Seule la Grande-Bretagne a approuvé sans restriction ces propositions. Les Pays-Bas et le Danemark, tout en acceptant l'idée d'une politique plus rigoureuse, ont critiqué plusieurs des mesures proposées. « La résistance du conseil est telle qu'il n'est pas possible que la Commission n'en tienne pas compte », a estimé M. Louis Mermaz, ministre français de l'agriculture.

Pour sortir de l'impasse, plusieurs ministres ont suggéré que les Douze augmentent l'enveloppe qu'il a été convenu, en 1988, d'affecter au soutien des marchés, afin de tenir compte des dépenses nécessaires pour intégrer l'ex-RDA à l'Europe verte. Encore faudrait-il que le Royaume-Uni donne son feu vert. M. Ray Mac Sharry, commissaire chargé des affaires agricoles, semble plutôt s'orienter vers une application progressive des mesures d'économie envisagées. Dans cette hypothèse, l'idée serait de ne pas affecter le revenu des agriculteurs au cours de l'année 1991.

PHILIPPE LEMAITRE

INDUSTRIE

Le déficit de Gaz de France a doublé en 1990

Gaz de France a annoncé, lundi 4 mars, un déficit estimé à 96 millions de francs pour l'année 1990, après un déficit de 45 millions en 1989. Cette augmentation des pertes est due notamment à un hiver très doux, selon M. Francis Gutmann, président de GDF, qui a évalué le « manque à gagner climatique » à environ 1 milliard de francs.

Le chiffre d'affaires de l'entreprise publique a toutefois augmenté en 1990, à 41,8 milliards contre 39,1 milliards l'année précédente (+6,2 %). Les progrès ont été particulièrement nets dans l'industrie, où les ventes ont augmenté de 6,4 %, avec 5,7 milliards de

kilowatts/heure vendus. Chez les particuliers, où le gaz naturel reste la première énergie de chauffage avec 29,5 % des résidences principales, la progression a été de 2,1 %, avec 129,8 milliards de kilowatts/heure vendus.

Malgré cette deuxième année « dans le rouge », Gaz de France table sur un bénéfice de 1 milliard de francs par an environ pour les trois prochaines années, hors « aléas climatiques défavorables », selon M. Gutmann. Et ce grâce à un nouveau calendrier d'ajustements tarifaires fixé dans le « contrat d'objectifs 1991-1993 », signé avec le gouvernement il y a quelques jours.

La Midland Bank vend la Banque immobilière de crédit à Woolwich

La Midland Bank France, filiale du groupe bancaire britannique Midland, vend la Banque immobilière de crédit (BIMC), spécialisée dans le crédit immobilier aux particuliers, à Woolwich. Cette société, numéro trois du crédit hypothécaire en Grande-Bretagne, prend ainsi pied sur le marché français, après avoir créé il y a quelques mois une filiale en Italie. La BIMC, qui compte dix-neuf agences, sera liquidée et son fonds

de commerce transféré à une entité française constituée par Woolwich, qui devra être agréée par la Banque de France. Cette entité reprendra les dix-neuf agences de la BIMC et ses cent soixante-douze salariés, la Midland conservant les 11 milliards de francs d'encours de crédits déjà consentis. Cette transaction, qui sera effective le 1^{er} juillet, marque la volonté de recentrage de la Midland après un exercice 1990 difficile.

EN BRIEF

■ Hausse des dépenses de santé des travailleurs indépendants en 1990. - Avec 18,9 milliards de francs de remboursements en 1990, les dépenses de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales), ont, selon les dernières statistiques publiées par la caisse, augmenté de 7,1 % en francs constants l'an passé, soit une hausse de 3,6 % en francs constants. Alors que l'augmentation des dépenses de médecine de ville de ses quelque 2 millions d'assurés s'est ralentie en 1990 (+5,9 % au lieu de +11 % en 1989), sous l'effet d'une modération des prescriptions, les dépenses d'hospitalisation ont, elles, augmenté de 7,9 %.

■ M. Marc Blondel (FO) « dénonce le mythe du déficit de la Sécurité sociale ». - Dans une interview publiée le 4 mars par le *Quotidien de Paris* et le *Quotidien du médecin*, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, « dénonce le mythe du déficit de la Sécurité sociale », déclarant que l'on « se sert de prévisions établies à partir d'hypothèses de progression de la masse salariale sciemment minorées ». Il estime qu'il est « surréaliste » d'évoquer les difficultés financières de la Sécurité sociale « après tout le tapage fait autour de la contribution sociale généralisée » et suggère que l'Etat commence par verser (...) les 10 milliards qu'il lui doit au titre de la taxe sur les cigarettes.

■ Technip emporte un contrat de 2 milliards de francs en Iran. - Le groupe d'ingénierie français Technip et sa filiale italienne TPL ont signé un contrat d'environ 2,3 milliards de francs pour la réalisation d'une partie importante du complexe pétrochimique de Tabriz (nord-ouest de l'Iran), a annoncé lundi 4 mars la société. Le contrat, libellé en plusieurs monnaies, a été

signé le 25 février avec la société iranienne Tabriz Petrochemical. Le consortium franco-iranien est chargé de l'ingénierie, de la fourniture des équipements et matériels, de la supervision de la construction et du démarrage de trois lignes de production pétrochimiques, dont la réalisation doit intervenir dans un délai de trois ans.

■ TAT : réduction de 6 % des dépenses. - La compagnie nationale Air France, qui a déjà cédé au Crédit national 10 % sur les 35 % qu'elle détenait dans le capital de TAT, a organisé la cession du reste, a indiqué aux *Echos* du mardi 5 mars M. Michel Marchais, président de TAT. Cette dernière va réduire ses dépenses de 6 % cette année pour faire face à la réduction des affectations d'avions par Air France, qui n'utilisera plus que dix appareils au lieu de quatorze à partir du 1^{er} avril. Pour y parvenir, TAT, outre des suppressions de vols, va geler des investissements au sol et ne pas renouveler des contrats à durée déterminée et des contrats avec des pilotes étrangers.

■ Un GIE pour l'étude et le développement du tourisme automobile. - La Fédération internationale de l'automobile (FIA), le groupe GMF et IBM France ont constitué un Consortium d'études touristiques et automobiles (CETA), sous forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE). Celui-ci se propose de développer une banque de données sur l'offre touristique française et d'étudier les moyens de diffuser cette offre et d'organiser des réservations en France et dans les pays étrangers pour lesquels la France constitue « un lieu privilégié du tourisme automobile », selon un communiqué. La FIA détient 51 % de ce GIE, qui a déjà obtenu une subvention de 6 millions de francs de la Communauté européenne.

M. Michael Ringier prend la direction du premier groupe suisse de communication

Ringier, le premier groupe de communication suisse, vient de régler ses problèmes de direction, et de succession. M. Christoph Ringier, petit-fils du fondateur, quitte le groupe. Son frère, Michael Ringier, assumera seul, à partir du 1^{er} mars, la présidence et la direction de l'entreprise familiale. La totalité du capital reste concentrée entre les mains du père, Hans Ringier, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Depuis 1985, les deux frères se partageaient les responsabilités à l'intérieur du groupe. M. Christoph Ringier avait le titre de président du conseil d'administration mais s'occupait surtout du secteur immobilier et du développement de l'entreprise aux Etats-Unis. Son frère, Michael, avait le grade de directeur général mais se consacrait surtout à la création de nouveaux titres de presse en Europe et à la diversification audiovisuelle. Depuis 1990, les deux hommes coprésident le groupe, à égalité de titre, ce qui n'allait pas toujours sans frictions et risquait de provoquer un certain flottement dans une entreprise habituée à n'avoir qu'un responsable.

Pour éviter un scénario à la Gallimard où les héritiers se disputent le capital et pouvoirs sous l'œil toujours intéressé des « raiders » potentiels, M. Hans Ringier a tranché. Rappelons que le groupe Ringier réalise 700 millions de francs suisses de chiffre d'affaires en Europe et environ 650 millions de dollars aux Etats-Unis, où il est devenu le troisième imprimeur américain. En France, Ringier détient 20 % du Point.

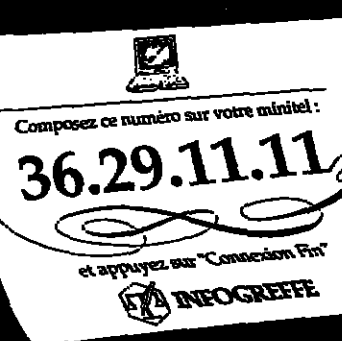
La France et la Grande-Bretagne pourraient construire en commun une frégate anti-aérienne

Le chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Alain Costanza, et son homologue britannique, l'amiral Sir Julian Oswald, ont signé, vendredi 1^{er} mars à Londres, un document qui définit le besoin des deux marines en vue d'un programme commun de frégate anti-aérienne de 5 500 tonnes.

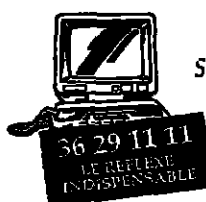
Destinée à remplacer des bâtiments construits dans les deux pays durant la décennie 60, ce navire, capable de soutenir une vitesse élevée et d'embarquer un hélicoptère du modèle NH 90 à l'étude entre quatre partenaires européens (le Monde du 9 janvier), devrait entrer en service à partir de 2002.

Selon l'état-major de la marine, les conversations vont se poursuivre avec les Britanniques sur les caractéristiques et les performances attendues de ce type de navire, ainsi que des systèmes d'armes embarqués et la répartition industrielle entre les participants. « Ce projet est le premier grand projet naval franco-britannique », a tenu à souligner l'état-major de la marine nationale où, dans un premier temps, on évalue les besoins français à une commande initiale de quatre frégates vouées à la protection anti-aérienne d'un groupe aéronaval.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAITRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.

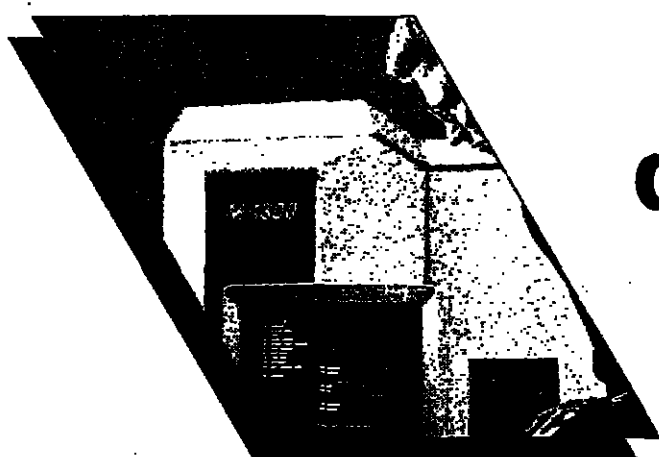


INFOGREFFE

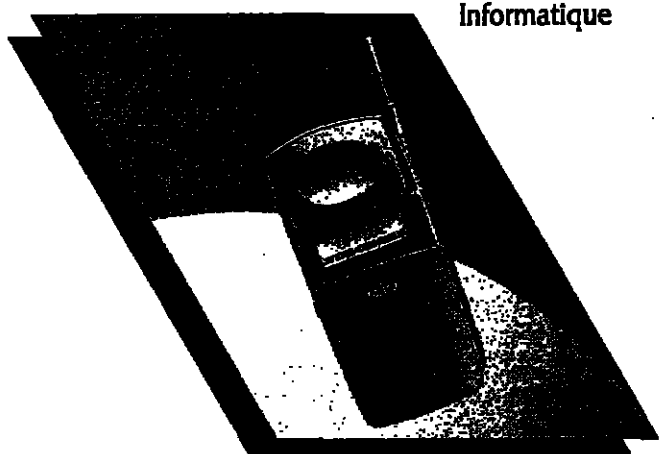
La Source de l'Information
sur les Entreprises
1, quai de Corbe - 75181 PARIS CEDEX 04
Tél. (1) 43 29 06 75

5521 من 1000

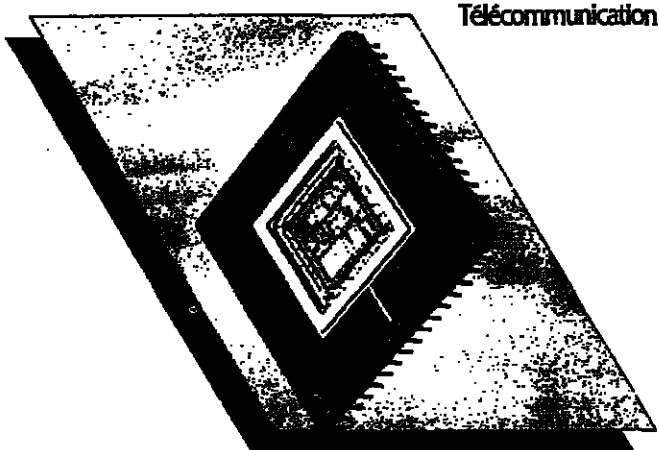
FUJITSU



Informatique



Télécommunication



Semi-conducteurs

**Etes vous certain
de bien connaître
le numero 2
mondial de
l'informatique?**

Fujitsu, avec un chiffre d'affaires annuel de US \$16 milliards, est aujourd'hui le numéro 2 mondial de l'informatique.

Dans plus de 100 pays, les 115,000 employés de Fujitsu développent, installent et entretiennent pour vous les systèmes d'informatique, d'électronique, de bureautique et de communication les plus sophistiqués au monde.

En 1990, Fujitsu s'est implanté en France et commence déjà à se faire connaître. La sérénité du numéro 1 en serait troublée...

FUJITSU

INFORMATIQUE ET COMMUNICATION

Fujitsu France SA 17 Rue Olof Palme 94006 Créteil Tel.: 43 99 40 00 Fax: 43 99 07 00

هكذا من لا يصل

CARNET

CARNET DU Monde

Naissances

— Olivia OLIVIER, Jean-Claude BARNATHAN, Louise, Benjamin, sont heureux de vous annoncer la naissance de
Amélie,
le 28 février 1991,
3, rue des Beaux-Arts,
75006 Paris.

— Pascale, née SCHWARTZMAN, et Alain BOURDELON ont la joie d'annoncer la naissance de
Aurélien,
le 27 février 1991, à Belfort.

— Véronique et Georges MAMAN sont très heureux d'annoncer la naissance de
Julie,
Paris, le 22 février 1991,
41, rue Monge,
75005 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer la mort de
Jean-Charles DEDIEU,
survenue le 2 mars 1991.

L'incinération du corps aura lieu le vendredi 8 mars, à 14 heures, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, entrée place Gambetta.
Ni fleurs ni couronnes.

— Marie-Claire Hock-Demarle et sa famille, Jean Demarle et son fils Nicolas, Monique Casadebaig-Demarle et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père.

M. Albert DEMARLE.
Les obsèques ont eu lieu à Plouy (Finistère), dans l'intimité familiale.
18, rue Louis-Arbert,
35400 Saint-Malo.

— Edgar et François Khabbaz, Aldo, Hélène, Thierry et Jérôme Khabbaz, Les familles Righetti, ont la douleur de faire part du décès de
Gabriel Khabbaz,
à l'âge de quarante-deux ans, survenu le 1^{er} mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 mars en l'église Saint-Antoine, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Puteaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Henri et Evelynne Madar, M. et M^{me} Lassez et Annie Ensaifer, ses enfants, Nadia, Sophie, Philippe, Véronique, Karim et Sami, ses petits-enfants, Les familles Madar, Ensaifer, Annabi, Costa, Calvo, Brani, Boublil, Perez, Pulli, Zaria, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Fortunée MADAR, née Costa,
le 2 mars 1991, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— M^{me} François MAUSS, son épouse, M. Robert Mauss, Christine Waldeman, M^{me} Colette Politzer, André et Katia, Et toute leur famille, ont le regret de faire part du décès de
M. François MAUSS, ingénieur ICH, ancien combattant, médaillé militaire, croix de guerre, survenu le 2 mars 1991.

L'inhumation, mardi 5 mars, 16 h 30, cimetière de Pantin, porte principale.

— Les anciens de Dachau, ont la grande tristesse de faire part du décès de
Louis Eugène SIRVENT, président du Comité international de Dachau, président de l'Amicale française des anciens de Dachau, vice-président de la Fraternité Edmond-Michéle, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance, lieutenant des Forces françaises combattantes, réseau Jade Fitzroy, survenu le 3 mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 mars, à 10 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, rue Saint-Jacques, Paris.

(Né le 30 octobre 1908 à Alauze (Bouches-du-Rhône), licencié en droit, Louis Eugène Sirvent fut d'abord attaché au cabinet du préfet des Bouches-du-Rhône, en 1932. Chef de cabinet des préfets des Bouches-du-Rhône et de l'Oise, il est nommé secrétaire général de l'Allier, en 1940. Arrêté et déporté à Dachau en 1944, rapatrié en 1945, il est nommé sous-préfet hors classe en 1946, puis en 1958, conseiller à l'Allier et à l'orientation des Français rapatriés en 1959, puis placé à la disposition du ministre des affaires étrangères pour servir auprès de l'ambassade de France à Alger.)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Ses enfants Jacques et Annie, Roger et Jacqueline, Ses petits-enfants Vincent, Claire et Emmanuel, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur père et grand-père.
Paul SZERESZEWSKI,
survenu à Paris le 2 mars 1991 dans sa quatre-vingtième année, et rappelle la mémoire de sa chère épouse,
Pessu, née Blumenkopf,
décédée le 18 janvier 1990.

L'inhumation aura lieu le 6 mars, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

— Pour le premier anniversaire de la disparition du
comte de BRUCE,
une messe sera célébrée le 11 mars, à 18 heures, à Saint-Pierre de Chaillot (crypte).

De la part de son frère Charles-Edouard.

Anniversaires
— Il y a un an, le 3 et le 11 mars 1990, nous quittons
Hélène et Anne-Marie BLOCHE-JALOUNEX.

Et plus tard un ange, entr'ouvrant les portes, Viendra ramener, fidèle et joyeux, Les miroirs ternis et les flammes mortes. Baudelaire.
— Il y a dix ans, le 6 mars 1981, le docteur Pierre LAB était enlevé à l'affection des siens.
« L'Eternel est ma lumière et mon salut : de qui aurais-je crainte ? » Psaume 27-1.

Communications diverses
— CBL : Espace public, espace privé, Alain Dieckhoff (FNSP), Laurence Podselver (EHESS), Dominique Schaeffer (CNRS), exposent les différents thèmes d'une histoire politique des juifs de France (Ed. FNSP) publiés sous la direction de Pierre Birnbaum, Paris-4, le jeudi 7 mars 1991, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003. Tél. : 42-71-68-19.

— Troisième conférence du cycle Malakha, collège des études juives de l'IAU, le jeudi 7 mars 1991, à 20 h 30, 45, rue La Bruyère, Paris-9 : « La femme et les Mizvot : la Bat-Mitva », par le rabbin Daniel Gottlieb. — PAF.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F
Abonnés et actionnaires 80 F
Communications diverses 95 F
Thèses étudiants 50 F

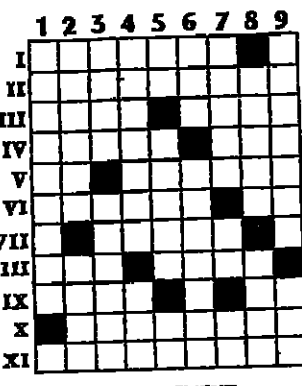
JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 mars :
UN DÉCRET
— N° 91-237 du 28 février 1991 modifiant les statuts particuliers de certains corps de catégorie C du ministère de l'économie, des finances et du budget.
DES ARRÊTÉS
— Du 31 janvier 1991 portant homologation du règlement n° 91-01 de la Commission des opérations de Bourse.
— Du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares.

9 et 10 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 à 19 heures
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren, PARIS-15^e
COURTINE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5470



HORIZONTALEMENT
I. Tient souvent les rênes. — II. On y détourne régulièrement la tête. — III. Réduces les distances. Est placé sur des pointes. — IV. Met de l'ordre.

ton dans les rues. Source de projections. — V. Un peu de fumée. Contribue à faire connaître le refrain. — VI. Pousse en hauteur. Note. — VII. Pas fabuleux. — VIII. Fait pour l'union. Peut se retrouver sur le sable. — IX. Causa la mort d'un champion. Est d'un faible niveau. — X. Ce sont eux qui sont concernés quand on veut trouver cheusure à son pied. — XI. Obtenus sans avoir été commandés.

VERTICALEMENT
1. Vit parmi les « cadavres ». — 2. Est loin du compte. Si c'est un pique-assiette, mieux vaut ne pas l'héberger. — 3. Perdit tout pour avoir trop donné. Est à nos pieds. — 4. Qui se distingue donc. Peut avoir les cheveux raides. — 5. Pronom. Des tyrans les battent. Parle de la Souabe. — 6. Mené à la victoire. Bien choisis. — 7. Occasion de lever son verre. Possessif. S'il se fait plaquer, ce n'est pas parce qu'il ne plaît plus. — 8. Faire en sorte que l'on ne remarque presque rien. Boîte à idées. — 9. Sortir de l'eau. Qui a beaucoup perdu.

Solution du problème n° 5469

Horizontalement
I. Allumage. — II. Toupillon. — III. Lunettes. — IV. Axer ; obit. — V. Sosie ; ÉNA. — VI. Spa ; est. — VII. Peine. — VIII. Overdoses. — IX. Vin ; Omar. — X. Ire ; taure. — XI. N.E. ; sel.

Verticalement
1. Atlas ; bovin. — 2. Louxor ; Vire. — 3. Lunes ; pêne. — 4. Upériser. — 5. Mit ; épisode. — 6. Alto ; anomal. — 7. Globe ; Essd. — 8. Eosine ; arr. — 9. Tates.

GUY BROUTY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RHÔNE-POULENC RORER



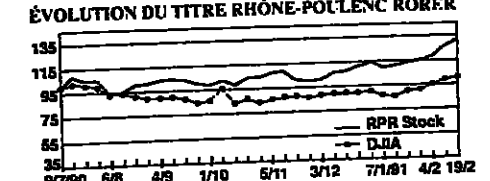
Objectif atteint
1990
Résultat à l'équilibre.
Forte progression des résultats du 4ème trimestre

Pour 1990
• Chiffre d'affaires = 2,9 milliards de \$ (1,2 milliard en 1989 pour Rorer seul).
• Progression = 19 % à structure comparable.
• Résultat net = 1 million de \$, à l'équilibre.
• Résultat net par action = 0,02 \$ après dilution.
Pour le 4ème trimestre 1990
• Chiffre d'affaires = 1,1 milliard de \$ (404 millions au 4ème trimestre 1989 pour Rorer seul).
• Progression = 18 % à structure comparable.
• Résultat opérationnel = + 30 % par rapport à la même période 1989, base comparable.
• Résultat net = 163 millions de \$, soit 2,32\$ par action.

Commentant ces résultats, Robert E. Cawthorn, Président-Directeur Général de Rhône-Poulenc Rorer a déclaré : « La fusion de l'activité de Pharmacie Humaine de Rhône-Poulenc avec Rorer Group Inc. est achevée. La nouvelle société est maintenant totalement opérationnelle et dynamique, avec une organisation mondiale... les effets positifs liés à la fusion continuent à apparaître. Nous avons mis en place une stratégie de concentration des programmes de recherche et de développement... il en a été de même pour les produits au niveau du marketing et de la commercialisation... En 1990, nous avons construit une base solide pour notre développement et notre croissance parmi les leaders mondiaux de la pharmacie ».

Avec un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de \$ en base annuelle et un budget de recherche et développement supérieur à 440 millions de \$ en 1990, Rhône-Poulenc Rorer commercialise ses produits dans plus de 140 pays et intervient dans les domaines thérapeutiques suivants : cardiovasculaire - métabolisme osseux et rhumatologie - gastroentérologie - système nerveux central et analgésie - maladies infectieuses et sida - cancérologie - allergie - dérivés sanguins.

Rhône-Poulenc Rorer, société pharmaceutique mondiale au service de la santé humaine.



Pour toutes informations complémentaires : (19-1-215) 628.66.09 - (33-1) 40.91.64.69

RHÔNE-POULENC RORER

GASTRONOMIE

La nouvelle édition du guide rouge Un Michelin bien sage

Il vient de paraître, le célèbre guide rouge. Et il vous en coûtera 120 francs pour être précieusement guidé sur les routes touristiques de France, sans pour cela apprendre grand-chose de neuf en ce qui concerne les tables.

En effet, si l'on compte cette année un « trois étoiles » de plus, cela peut passer pour purement médiatique. Le Côté d'Or, de Saulieu, a pour chef patron, depuis plusieurs années, un grand cuisinier, Bernard Loiseau. Sa cuisine n'est pas meilleure que celle de la cuisine de la cuisine, mais le cadre, grâce à de coûteux travaux, est magnifique. La troisième étoile, l'an dernier, eût couronné le cuisinier ; cette année, elle semble féliciter l'architecte !

Deux étoiles neuves pour Le Moulin de Marcouze, perdu sur la route de Cognac, pour La Palme d'Or de Cannes et Chabran à Pont-de-l'Isère (à encore, on a assisté à un changement de décor). Célébrons surtout les deux étoiles de La Vieille Fontaine (à Maisons-Laffitte), depuis longtemps méritées, et celle, à long terme méritée, de La Ferme de Cap-Ferrat (dont j'ai salué l'ouverture il y a déjà deux ans, ainsi que les mérites de Jean-Jacques Jouteux). Enfin, sur Paris banlieue, une étoile pour Drouant, une bien méritée pour

La Petite Tour (rue de la Tour), modeste et trop souvent oubliée ; une pour Faucher, dans sa nouvelle maison de l'avenue de Wagram ; une pour saluer la réouverture du Carnet, de Bougival, et une, enfin, pour récompenser l'ami Delavigne d'avoir ouvert Le Régain (139, rue Saint-Dominique).

Les suppressions ? Notons, d'abord, que pour le plupart il s'agit d'évidences : le cher Alain Chapel disparaît, ses trois étoiles de Mionnay passent à deux ; Le Café de Paris de Biarritz, fermé pour travaux, perd la sienne ; tout comme Les Trois Marches, de Versailles, vendues, voient les leurs supprimées. Vanel, le Toulousain, a perdu une étoile.

A Paris, Michel Comby, Le Pêche mignon, La Maison blanche, Chez Michel perdent leur étoile pour cause de changement de propriétaire.

On notera quelques nouveaux inscrits : L'Escargot Montargueil et d'Chez Eux (avenue de Lowendal), bien connus depuis longtemps ; et aussi Le Grand Colbert, Les Vieux Métiers de France, L'Entre-Scèle, Billy gourmand, L'Introuvable, Le Champart, dont j'ai parlé ici dès leurs débuts.

En conclusion, on peut dire que c'est un Michelin parfaitement conforme à son style : régulier, médiatique avec sagesse et redoutant les vagues jusqu'à l'injustice. Pourquoi ignorer le Van Gogh à Asnières, mériter l'Auberge du 14 Juillet à La Garenne-Colombes et ne pas donner trois étoiles à Claude Peyron ? Il est vrai que le patron du Vivierois a du génie.

COURTINE

Centre Georges Pompidou Bibliothèque publique d'information

Avec le soutien du Ministère de la Justice

PROCES PENAL ET DROITS DE L'HOMME

émergence d'une conscience européenne, héritages culturels et résistance des pouvoirs

Colloque Européen : 26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION Date limite : 15 mars 1991

NOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

A retourner à : Salle d'actualité de la BPI /Débats Jean-Luc Villard Bibliothèque publique d'information 75197 PARIS CEDEX 04

Renseignements : 42 77 12 33 poste 45 14

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Mercredi 6 mars 1991 • 25

BOURSE DU 5 MARS

Réglement mensuel

Cours relevés à 14 h 27

Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
384	C.N.E. 3%	4000	3900	3900	-2.50	101	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	101	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
385	B.N.P. 3%	3900	3800	3800	-2.50	102	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	102	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
386	C.N.E. 3%	3800	3700	3700	-2.50	103	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	103	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
387	B.N.P. 3%	3700	3600	3600	-2.50	104	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	104	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
388	C.N.E. 3%	3600	3500	3500	-2.50	105	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	105	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
389	B.N.P. 3%	3500	3400	3400	-2.50	106	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	106	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
390	C.N.E. 3%	3400	3300	3300	-2.50	107	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	107	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
391	B.N.P. 3%	3300	3200	3200	-2.50	108	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	108	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
392	C.N.E. 3%	3200	3100	3100	-2.50	109	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	109	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
393	B.N.P. 3%	3100	3000	3000	-2.50	110	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	110	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
394	C.N.E. 3%	3000	2900	2900	-2.50	111	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	111	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
395	B.N.P. 3%	2900	2800	2800	-2.50	112	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	112	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
396	C.N.E. 3%	2800	2700	2700	-2.50	113	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	113	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
397	B.N.P. 3%	2700	2600	2600	-2.50	114	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	114	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
398	C.N.E. 3%	2600	2500	2500	-2.50	115	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	115	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
399	B.N.P. 3%	2500	2400	2400	-2.50	116	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	116	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
400	C.N.E. 3%	2400	2300	2300	-2.50	117	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	117	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
401	B.N.P. 3%	2300	2200	2200	-2.50	118	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	118	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
402	C.N.E. 3%	2200	2100	2100	-2.50	119	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	119	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
403	B.N.P. 3%	2100	2000	2000	-2.50	120	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	120	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
404	C.N.E. 3%	2000	1900	1900	-2.50	121	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	121	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
405	B.N.P. 3%	1900	1800	1800	-2.50	122	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	122	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
406	C.N.E. 3%	1800	1700	1700	-2.50	123	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	123	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
407	B.N.P. 3%	1700	1600	1600	-2.50	124	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	124	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
408	C.N.E. 3%	1600	1500	1500	-2.50	125	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	125	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
409	B.N.P. 3%	1500	1400	1400	-2.50	126	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	126	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
410	C.N.E. 3%	1400	1300	1300	-2.50	127	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	127	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
411	B.N.P. 3%	1300	1200	1200	-2.50	128	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	128	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
412	C.N.E. 3%	1200	1100	1100	-2.50	129	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	129	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
413	B.N.P. 3%	1100	1000	1000	-2.50	130	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	130	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
414	C.N.E. 3%	1000	900	900	-2.50	131	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	131	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
415	B.N.P. 3%	900	800	800	-2.50	132	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	132	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
416	C.N.E. 3%	800	700	700	-2.50	133	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	133	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
417	B.N.P. 3%	700	600	600	-2.50	134	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	134	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
418	C.N.E. 3%	600	500	500	-2.50	135	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	135	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
419	B.N.P. 3%	500	400	400	-2.50	136	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	136	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
420	C.N.E. 3%	400	300	300	-2.50	137	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	137	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
421	B.N.P. 3%	300	200	200	-2.50	138	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	138	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
422	C.N.E. 3%	200	100	100	-2.50	139	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	139	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
423	B.N.P. 3%	100	0	0	-2.50	140	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	140	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
424	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	141	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	141	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
425	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	142	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	142	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
426	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	143	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	143	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
427	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	144	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	144	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
428	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	145	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	145	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
429	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	146	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	146	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
430	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	147	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	147	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
431	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	148	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	148	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
432	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	149	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	149	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
433	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	150	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	150	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
434	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	151	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	151	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
435	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	152	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	152	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
436	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	153	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	153	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
437	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	154	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	154	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
438	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	155	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	155	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
439	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	156	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	156	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
440	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	157	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	157	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
441	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	158	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	158	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
442	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	159	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	159	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
443	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	160	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	160	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
444	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	161	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	161	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
445	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	162	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	162	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
446	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	163	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	163	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
447	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	164	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	164	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
448	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	165	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	165	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
449	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	166	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	166	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
450	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	167	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	167	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
451	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	168	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	168	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
452	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	169	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	169	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
453	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	170	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	170	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
454	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	171	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	171	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
455	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	172	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	172	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
456	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	173	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	173	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
457	B.N.P. 3%	0	0	0	-2.50	174	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	174	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
458	C.N.E. 3%	0	0	0	-2.50	175	SAFARI	1475	1475	1475	0.00	175	SAFARI	1475	1475	1475	0.00
459	B.N.P. 3%	0	0														

La réunion au Vatican du synode consacré au Moyen-Orient

« La paix et la justice marchent ensemble »

déclare Jean-Paul II

Le cardinal britannique Mgr Basil Hume qui étreint chaleureusement les épaules du patriarche chaldéen d'Irak, Raphaël I^{er} Bidawid, grand encenseur du président Saddam Hussein : c'est sur cette image, éminemment œcuménique, que s'est ouvert, lundi 4 mars, dans une salle du Vatican, le synode « spécial Moyen-Orient », convoqué dès avant la fin de la guerre par Jean-Paul II.

ROME

de notre correspondant

Présenté par le numéro deux du Saint-Siège, Mgr Angelo Sodano, comme « la modeste contribution » que voudrait donner l'Eglise catholique à l'établissement d'une paix juste et durable dans la région, le sommet épiscopal devait réunir

pendant deux jours, sept patriarches d'Orient, neuf évêques d'Occident, représentant les principaux pays de la coalition du Golfe et sept membres de la curie romaine, parmi les plus proches collaborateurs du pape.

Se voulant présent tout au long des travaux, celui-ci a ouvert la réunion et fixé l'ordre du jour à travers la lecture, en français, d'un discours qui, quelle que soit la suite des événements, conservera le mérite d'une grande clarté. « Respect effectif de l'intégrité territoriale des Etats ; solution des problèmes non résolus depuis des décennies et qui constituent des foyers de tension perpétuelle ; réglementation du commerce des armes ; accords visant au désarmement de la région », telles sont, pour le pape, les questions « de première importance » auxquelles doit s'atteler la communauté des nations si elle veut établir une paix durable au Proche et Moyen-Orient. « C'est seulement quand une réponse sera donnée à ces questions, a-t-il poursuivi, que pourront coexister, dans la paix, aussi bien l'Irak et ses voisins qu'Israël, le Liban, le peuple palestinien et les Chypriotes. »

remont ou l'exploitation égoïste des ressources de la planète ». Or, si ces problèmes ne connaissent pas au moins un début de solution, « les pauvres du Moyen-Orient - je pense en particulier aux Palestiniens et aux Libanais, a précisé le pape - seront encore plus menacés ».

Pas de « guerre sainte »

Voilà pour le cadre politique général vu par le Saint-Siège. L'Eglise n'a pas de solution miracle à proposer et sa mission, a souligné Jean-Paul II, est de répondre à ceux qui l'accusent de s'être résolu à l'indifférence dans un camp contre l'autre, « ne répondant aucunement à des critères ou à des ambitions de nature politique ». Il a simplement « paru nécessaire » au successeur de Pierre de « rappeler les grands principes de la morale et du droit international », principes qui doivent être « appliqués partout et applicables à chacun des participants de la communauté internationale ».

A ce propos, certains observateurs ont noté que le pape n'avait pas réitéré lundi sa suggestion de réunir au plus vite une grande conférence de paix qui traiterait de tous les problèmes de la région, mais cela ne signifie aucunement que l'idée, soutenue par les Etats plus temporels que le Saint-Siège, soit abandonnée.

Pour le reste, à savoir les affaires purement religieuses, le pape a réitéré le concept même d'une « guerre sainte » car les valeurs « qui découlent de la foi en Dieu appellent à la rencontre et au dialogue » et il a affirmé qu'il n'y avait « pas de guerre de religion en cours ». Le chef de l'Eglise catholique a certes regretté que la guerre ait « ravivé des méfiances et des rancunes héritées du passé », et si le dialogue avec l'islam demeure plus que jamais à l'ordre du jour, Jean-Paul II n'en a pas moins rappelé « les mille difficultés » qu'affrontent les petites communautés chrétiennes d'Orient « dans des sociétés islamiques qui, au gré des politiques nationales ou régionales, les tolèrent, les estiment ou les rejettent ».

A ce sujet, a continué le pape, « je ne peux taire le fait qu'il y a des pays - je pense en particulier à l'Arabie saoudite - qui ne permettent pas que les chrétiens puissent s'y implanter, célébrer leur foi et la vivre selon les exigences propres à leur confession ». Et le chef de l'Eglise de conclure par un appel au prosélytisme actif de ces petites communautés catholiques de la région : « C'est pour chacune d'elles le temps de la conversion et de l'authenticité : vivre l'Evangile sans peur ni complexe. »

PATRICE CLAUDE

Après le discours du chef de l'Etat

Des responsables politiques sont favorables à un débat national sur la défense

Le souhait manifesté, dimanche 3 mars dans son discours télévisé, par le chef de l'Etat de lancer une réflexion sur l'organisation de la défense de la France après les événements du Golfe a suscité quelques réactions de certains responsables politiques.

Député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. François Fillon a estimé que « la France a aujourd'hui des dépenses militaires qui ne sont pas cohérentes avec ses ambitions ». Selon lui, « la France a privilégié pendant des années ce qui se voit, le nombre des chars, d'avions et de canons, et nous avons fait l'impasse sur le fonctionnement, les petits programmes, sur la cohérence et sur les munitions ». M. Fillon a indiqué qu'il ne croyait pas à la possibilité de combiner la conscription et le professionnalisme. « Il y aura des choix à faire, considère-t-il. Nous devons réfléchir à notre politique d'approvisionnement en armements. Jusqu'à maintenant, nous avons privilégié l'industrie nationale systématiquement, y compris lorsque les matériels étaient deux fois plus chers que ceux qui étaient sur le marché. »

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, s'est déclaré favorable à un débat au Parlement, à condition qu'« il serve à quelque

chose et qu'il soit plus utile que les derniers débats sur l'immigration ou sur la crise du Golfe ». Il a ajouté : « S'il s'agit d'examiner les leçons à tirer de la guerre du Golfe à travers soit un projet de loi, soit un projet de loi d'orientation de programmation militaire, cela devient tout à fait intéressant ». Il estime, d'autre part, qu'« on ne devrait pas faire du sujet important, mais essentiellement technique, de la conscription, une sorte de tabou politique ».

De son côté, le général (CR) Jean-Louis Lacaze, ancien chef d'état-major des armées et président de l'Union des indépendants (UDI), s'est prononcé « pour une réforme profonde de nos structures militaires ». Il a ajouté : « La rénovation de l'outil de défense n'ira pas sans un vaste débat national. Des arbitrages douloureux sont inévitables. Des décisions sont à prendre, d'autant plus rapidement que la transformation de nos armées sera nécessairement lente. »

Enfin, M. Yves Galland, président du parti radical, a indiqué qu'il se séparait, sur un point essentiel, des propos de M. Mitterrand. « Un changement de stratégie s'impose, estime-t-il, par la mise en œuvre d'une défense européenne opérationnelle au-delà de la force de dissuasion nationale. »

Libre page 1 l'article de M. EDOUARD BALLADUR

En Irak

Disparition de 26 journalistes occidentaux au sud de Bassorah

Vingt-six journalistes occidentaux, dont quinze Français, parmi lesquels l'envoyé spécial du Monde, François Chipeaux, qui tentaient de se rendre à Bassorah, principale ville du sud de l'Irak, actuellement le théâtre de violents affrontements, ont disparu.

Ces journalistes avaient quitté Koweït, dimanche matin 3 mars, par la route du Nord, qui conduit à Bassorah. Ils ont franchi un poste de contrôle de l'armée américaine et ont été aperçus pour la dernière fois à une quarantaine de kilomètres au sud de cette ville.

Le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne, a indiqué mardi 5 mars que le gouvernement s'efforce de faire passer la nouvelle et qu'il est très préoccupé par la disparition de ces journalistes français et « a pris tous les contacts utiles et nécessaires pour essayer de savoir ce qui leur est arrivé et faire en sorte qu'ils retrouvent leur liberté ». Prié d'expliquer s'il considérait que ces journalistes étaient retenus contre leur gré, M. Gourdault-Montagne a expliqué que, compte tenu du délai de quarante-huit heures qui s'était écoulé, Paris considérait qu'ils n'étaient « pas libres de leurs mouvements ».

Outre François Chipeaux, les journalistes sont : M. Patrick Bourrat, Bruce Frankel, François Doré et Patrick Michel de TF 1 ; Gilles Tremel, Hervé Brusini, Franck Brisset et Jacques Gaudier, d'Antenne 2 ; Pascal Richard et Lolo Madeline, de la Cinq ; Pierre Thébaud, de RMC ; François Landon, de l'Eurovision ; François Camé, de Libération et Philippe Wojazer, photographes à Reuters.

Un responsable américain à Riyad a cité, pour sa part, une liste de journalistes, soulignant que ces derniers « étaient en danger », avant d'ajouter : « Ils ne bénéficiaient d'aucune protection. Je pense qu'ils ont fait une grosse erreur. »

Les onze journalistes occidentaux tués par les porte-parole américains sont : Greg Lamotte et Tyrone Edwards, de la chaîne américaine CNN, Philippe Wojazer et Santiago Lyon, de l'agence britannique Reuters, Neal Conan, de la radio américaine National Public Radio, Chris Hedges, du New York Times et cinq journalistes italiens.

EN BREF

La stabilisation de la délinquance à Paris. - Les chiffres de la délinquance et de la criminalité dans la capitale sont en légère augmentation en 1990 (+1 %) par rapport à l'année précédente, a certifié le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, lors de la réunion du conseil parisien de sécurité et de prévention de la délinquance, lundi 4 mars. Ces statistiques confirment une stabilisation déjà annoncée par la préfecture de police (Le Monde des 19 octobre 1990 et 10 janvier), stabilisation qui intervient après la forte hausse de 1989 (+7,5 %). Elles traduisent une chute de la petite délinquance contre les biens - les cambriolages, notamment - et, à l'inverse, une augmentation des agressions contre les personnes.

CAMBODGE : report de la mission à Phnom-Penh des deux présidents de la Conférence de Paris. - La mission des deux présidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, et M. Edwige Avice, ministre délégué français aux affaires étrangères, qui devait avoir lieu les 10 et 11 mars à Phnom-Penh, sera vraisemblablement reportée à la mi-avril, a-t-on appris lundi 4 mars de sources diplomatiques à Djakarta. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Béton vert

Il y en a marre, ras-le-bulding, de tous ces maîtres, soupçonnés de s'en mettre plein la caisse en trafiquant sur les terrains. Prenez mon amie Christine, on lui a refilé royale-ment une bouchée de pain en la priant de déguerpir de son vieil appartement parisien rue de Charenton. Fallait le démolir, sous prétexte d'y faire passer la fameuse coulée verte, vous vous souvenez ? Une coulée de béton, oui, bien grise, bien rentable, des immeubles de neuf étages au lieu de quatre, revendus, eux, 40 000 balles le mètre carré. Par ici, la monnaie !

Ou encore Cassisi, ce copain architecte. Il s'en étonnait hier au téléphone en me racontant l'entourloupette dont il est le témoin combattif et furax à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis. S'agit de quinze hectares de jardins ouvriers, en pleine coulée verte justement, avec des noyers centenaires, les seuls arbres à oser se hausser du col dans tout ce bitume, des lopins de terre cultivés par des agriculteurs du dimanche et des retraités. Site protégé par le bois de Vincennes. Site racheté par la commune, même que ça lui a valu

une subvention de 5 millions, pas moins. Site payé trois francs six sous à ses expropriés de proprios. Normal, ça vaut rien, c'est pas constructible.

Et voilà que brusquement, abracadabra, ça le devient. Les prix croissent et se multiplient. Par dix, par cent... Ça ira au plus offrant. Ils se les arrachent, ces cabanes à lapins, les promoteurs : Tiens, rentité un peu ce pot de vin, je te le fais passer en dessous de table. Résultat, les tomates, les poireaux, les patates, les haricots seront remplacés par quoi ? Ben, tiens, par des parkings, des HLM, des bureaux, des magasins et des usines. Des usines dites classées, par-dessus le marché. Traduisez, des usines tellement dégueu, tellement polluantes, question fumée, odeur et bruit, que même les zones industrielles n'en veulent ni cru ni cuit.

Affolés, les riverains se sont mobilisés. D'où le coup de fil de Cassisi :

— Allez, secoue-toi ! On peut pas laisser ces petits potentats escroquer les gens en asphyxiant les villes. Qu'est-ce que t'attends pour leur aboyer aux mollets ? Voilà qui est fait !

THAILANDE

Graves incidents dans un camp de réfugiés indochinois

BANGKOK

de notre correspondant

De graves affrontements ont opposé, dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 mars, des soldats thaïlandais à des réfugiés indochinois dans le camp de transit de Phanat-Nikhom. Plusieurs réfugiés ont été blessés par balle. Selon un quotidien de Bangkok, le Nation, deux réfugiés auraient été tués, mais cette information n'avait pas été officiellement confirmée mardi matin.

Depuis dimanche, des réfugiés vietnamiens protestaient contre le projet de transfert dans un autre camp - celui de Sikhui, ouvert pour la circonstance - de deux personnes considérées comme migrants économiques et donc susceptibles d'être rapatriés dans leur pays d'origine. Lundi, ils ont élevé des barricades et ouvert des brèches dans l'enceinte du camp, des jeunes menaçant de s'immoler par le feu. Quatre cents soldats ont alors été dépêchés sur place et ont utilisé leurs fusils pour rétablir l'ordre.

Après un incident à Gravelines

EDF révèle des défauts de soupapes dans ses centrales nucléaires

A l'occasion des contrôles effectués, la semaine dernière, lors de l'arrêt d'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord), les ingénieurs d'EDF ont constaté le blocage anormal de deux soupapes d'un circuit auxiliaire. Ce circuit, le RRI, sert, selon le service de la production thermique, à extraire les calories transportées par le circuit de refroidissement du réacteur lorsque ce dernier est à l'arrêt.

Selon le chef de la production thermique, M. Pierre Carlier, cet incident n'a pas engagé la sûreté de l'installation. Mais il a conduit EDF à effectuer des vérifications sur l'ensemble de son parc de centrales. Résultat : une trentaine de soupapes, sur les quatre-vingt-cinq que comptent les réacteurs français, ont été découvertes bloquées sur des tranches nucléaires de Cattenom, Blayais, Tricastin, Penly, Paluel et Saint-Alban.

Ces soupapes, qui ont été débloquées depuis, n'affectent pas toutes le même circuit. Certaines commandent, par exemple, des circuits de débit d'air. Il ne s'agit donc pas d'une « maladie

généralisée ». Mais l'apparition, sur plusieurs sites, de ces incidents révéls par des opérations de maintenance préventive a conduit toutefois EDF et le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) à les classer en niveau 2 sur l'échelle de gravité. Il n'est pas exclu cependant qu'ils soient ramenés au niveau 1 après enquête approfondie.

Nouvelles Collections DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 330 F VESTES 1 890 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La tension à la Réunion : « Une lucarne pour la liberté », par Jean Ripert..... 2
Le conflit du Golfe..... 3 à 8
Réunification allemande
La traité « 2 + 4 » a été ratifié à Moscou..... 7

Les exactions

de la dictature au Chili
Un rapport accablant pour le général Pinochet..... 8

L'opposition

passée à l'offensive
L'UDF et le RPR s'approprient à attaquer le pouvoir sur les problèmes intérieurs..... 9

Procréation artificielle

Un livre blanc, publié par des médecins et des biologistes..... 10

Destruction

du Palais du Bardo à Paris
La reproduction du palais tunisien au parc Montsouris a été ravagée par un incendie..... 12

Le budget de l'audiovisuel

M. Charrasse demande aux chaînes publiques plus de 600 millions de francs d'économies en 1991..... 13

SCIENCES • MÉDECINE

• D'autres Soleils, d'autres Terres : « Science, pouvoir citoyen » : un colloque à La Villette • Faussaire en fossiles • Les vaccins du choléra • Un entretien avec le directeur général du CNRS • Le « créationnisme américain » face au darwinisme • Point de vue : « Notre avenir entre les mains des experts », par André Kiersfeld..... 15 à 17

SECTION B

Automobile

Renault annonce un résultat décevant pour 1990..... 18

Aéronautique

Création d'un nouveau consortium européen..... 19

Les difficultés

de l'Europe agricole
Les ministres des Douze refusent les propositions de la commission de Bruxelles..... 20

TECHNOLOGIES

• La « logique floue », nouvel atout de l'industrie japonaise..... 21

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 23
Marchés financiers..... 24-25
Météorologie..... 18
Mots croisés..... 23
Radio-Télévision..... 18
Spectacles..... 14

La télédiffusion du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Les annonces classées sont insérées dans le supplément initiatif folio de 18 XCV.

Le numéro du « Monde » daté 5 mars 1991 a été tiré à 559 895 exemplaires.

مركز لأمم

مدرسة من الامم

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS ♦ EMPLOI

EMPLOYÉES ET SOLITAIRES

Condamnées aux bas salaires, avec des chances de promotion limitées, de nombreuses célibataires des banques, des assurances, des grands magasins sont confrontées à des difficultés matérielles et psychologiques. Lourd tribut d'une liberté récente.

Pages V et VI



(Publicité)

SOMMAIRE

L'agrandissement

Les formations y ont longtemps été consacrées aux sciences et la technique. Mais, aujourd'hui, ingénieurs et techniciens doivent des compétences commerciales.

18 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI DATE MARDI	MARDI DATE MARDI	MERCREDI DATE JEUDI
Section C Economie	Section D Economie	Section D Economie
St. Monde Dirigeants	St. Monde Fonction Commerciale	St. Monde CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES
St. Monde Juristes	St. Monde Cadres	St. Monde International
St. Monde Gestion	St. Monde Informatique	
	St. Monde Secteurs Pointe	

Mercrèdi 6 mars 1991. - Supplément au n° 14341 - Ne peut être vendu séparément.

ECHOS

Marathon de la vente
au Havre

Un concours de vente, destiné à tous les étudiants de deuxième et troisième année des grandes écoles de gestion, est organisé au Havre à partir du 7 avril, par six étudiants de Sup de Co Le Havre/Caen, en collaboration avec le groupe Promodès, la Compagnie bancaire et Monoprix. Les candidats devront choisir entre les produits de la grande distribution et les produits financiers. Ils auront vingt-quatre heures pour étudier et compléter leur dossier avec l'aide des enseignants et intervenants du département marketing-vente de l'école et des commerciaux des entreprises partenaires. Un safari au Kenya, une semaine à Montréal et un ordinateur portable seront offerts aux lauréats. Les sponsors proposeront aux meilleurs candidats des stages ou des emplois.

► Renseignements : M. M. Comey, Sup de Co Le Havre/Caen. Tél. : 35-21-12-18.

Concours
de cuisine

Les élèves de l'Ecole nationale des industries agricoles et alimentaires (ENIA) organisent le 6 avril le concours « Cuisine des grandes écoles ». Une douzaine d'équipes représentant leurs écoles devront préparer un plat de leur choix à partir d'un thème proposé par le président du jury. La remise des prix aura lieu le jour même.

► Renseignements : Pascal Piret, ENIA. Tél. : (1) 69-93-51-52.

Job d'été
pour animateur
sportif

L'UCPA propose à 50 jeunes sportifs de dix-huit à vingt-cinq ans d'effectuer des stages de formation leur permettant d'obtenir un job d'été : animateur sportif en voile, surf, canoë-kayak, ou dans l'un des métiers de la montagne (escalade, randonnée, alpinisme...). Ces formations débutent en avril.

► Renseignements : Marie Jaudet, UCPA. Tél. : (1) 45-87-46-55 ou 58.

STAGES

Le service **JOBSTAGE** du CDTE est désormais accessible en tapant directement : **3615 LEMONDE**.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion
Lieu : Asnières. Date : avril 91. Durée : 4 mois. Ind. : SMIC et +. Profil : bac + 4 Ecole de commerce, gestion + outil informatique. Mission : Assister le contrôleur de gestion dans ses tâches de « cost control », suivi des comptes chancier, facturation clients, création programme informatique sur lots 1-2-3. 11692.
Lieu : Paris. Date : permanent. Durée : 2 mois avec embauche possible. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : Audit et formation sur logiciels de gestion Saari. 11691.

Comptabilité
Lieu : Paris. Date : avril 91. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1, formation en comptabilité. Mission : saisie comptable informatique et travaux divers de comptabilité. 12638.
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, si possible comptabilité.

TRIBUNE

L'emploi des travailleurs handicapés :
un pari sur l'intelligence et la solidarité

par Marcel Royez

PLUS de trois ans se sont écoulés depuis le vote, en 1987, de la loi modifiant l'obligation d'emploi des personnes handicapées. En «dépoussiérant» la législation antérieure (lois de 1924 et 1957), en assouplissant les obligations des entreprises en matière d'emploi, en créant un fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées alimenté par les entreprises n'employant pas le pourcentage prévu, le législateur et de nombreux partenaires escomptaient que ces personnes trouvent enfin leur place dans les entreprises et par voie de conséquence dans la société.

En ce début 1991, si l'on en juge par les résultats chiffrés connus à ce jour (ceux de l'année 1989), l'objectif de la loi de 1987 n'est pas atteint et les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, ne sont pas parvenues au quota de 4 % prévu pour cette année-là et qui doit s'élever à 6 % en 1991. Les entreprises ont massivement opté pour le paiement de la contribution financière à l'AGEFIPH (Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) plutôt que d'employer des travailleurs handicapés. La fonction publique, d'Etat ou territoriale, qui n'est pas soumise au paiement de la contribution financière, ne montre pas l'exemple.

En résumé, on attendait des emplois, on a eu des chèques.

A partir de ces premiers résultats (même si l'obligation d'emploi ne date pas de 1987), nombreux sont ceux qui envisagent une réforme de la législation mise en place en 1987, et l'on retrouve chez eux les clichés observés au moment du vote de la loi. Les uns (essentiellement les syndicats et les associations de personnes handicapées) jugent insuffisant le caractère coercitif et contraignant d'une législation reposant essentiellement sur le volontarisme des entreprises. Les autres (et d'abord les employeurs) arguent de l'opulence financière de l'AGEFIPH, pour justifier un allègement supplémentaire de leur contribution.

Même si la perspective ne doit pas en être définitivement écartée, il est trop tôt pour réformer cette législation. En effet, il ne suffit pas de voter une loi pour qu'elle soit sur le champ de plein effet et que la volonté du législateur soit faite. A plus forte raison lorsqu'elle implique des modifications de comportement et de structures, longues à se mettre en place et à produire des effets.

Un certain nombre d'enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés et conduire à des mesures d'accompagnement du dispositif en place.

1. Développer la formation

Les personnes handicapées qui aspirent à occuper un emploi en milieu ordinaire ont un énorme besoin de formation. Cette constatation rejoint la situation plus générale du marché du travail, et notamment celle de

populations inadaptées proches de la population handicapée. Le handicap, qu'il soit acquis ou congénital, s'accompagne fréquemment d'un déficit de formation initiale. Le dispositif de formation continue doit être très largement ouvert aux travailleurs handicapés, accessible (pédagogiquement et architecturalement), régionalisé, voire « départementalisés », car la mobilité géographique de ces travailleurs est plus difficile encore que celle des valides. Enfin, ce dispositif doit déboucher sur des emplois, donc être réellement qualifiant.

Cette orientation commande d'utiliser massivement, en l'adaptant, le dispositif général de formation continue, notamment l'AFPA (Association de formation des personnes adultes), sans exclure pour autant, pour ceux qui en relèvent, le dispositif spécialisé destiné aux personnes handicapées ou inadaptées.

2. Généraliser la coordination

Les institutions publiques ou privées et les acteurs de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés fonctionnent de manière trop cloisonnée et n'anticipent pas suffisamment leurs interventions. Il en résulte des incohérences, une perte d'efficacité et un allongement des délais dommageables pour les personnes handicapées.

Il est important d'éviter la perte des acquis et la démotivation qui surviennent lorsque le processus dure trop longtemps ou qu'il est fragmenté. A cet égard, les initiatives – pour le moment isolées – de coordination des institutions et des partenaires de l'insertion professionnelle donnent des résultats encourageants qui militent pour une généralisation de cette coordination inter-institutionnelle et interpartenaire. L'Etat et les collectivités publiques ne doivent pas être absents de ces initiatives.

3. Étendre l'intervention
de l'AGEFIPH

Le champ d'intervention de l'AGEFIPH doit être élargi, sans nuire à sa mission essentielle. L'insertion professionnelle des personnes handicapées est étroitement dépendante de leur environnement. La formation, le transport, le logement, l'accessibilité de l'entreprise, l'adaptation des postes de travail, la sensibilisation des partenaires, sont autant de conditions indispensables à la réussite de l'insertion professionnelle.

D'aucuns expliquent qu'elle suppose une politique globale, nul ne le niera ! En complémentarité avec les aides publiques l'AGEFIPH peut et doit participer aux conditions optimales de l'insertion. A ceux qui s'offusqueraient de cet élargissement des interventions de l'AGEFIPH, on objectera aisément qu'il est préférable de mobiliser cet argent pour cet objectif plutôt que de le gaspiller.

De la même manière, et tout en conservant l'utilisation de ces fonds au milieu ordi-

naire de production, des contrats d'objectifs devraient pouvoir être passés entre l'AGEFIPH et le milieu protégé (CAT, ateliers protégés) pour favoriser le glissement et l'adaptation des travailleurs handicapés vers le milieu ordinaire.

Enfin, pour plus d'efficacité, l'AGEFIPH devrait accélérer et renforcer la déconcentration et la régionalisation de ses moyens, pour être plus près des réalités, impulser et contrôler sur le terrain la mise en œuvre de sa politique.

4. Briser les tabous

La logique de la loi de 1987 étant celle de la persuasion, de la conviction plus que de la contrainte ou de la sanction, sa réussite dépend largement d'une évolution des mentalités et des comportements à l'égard des personnes handicapées. Elle requiert une information encore plus large des entreprises et des partenaires sur les outils, les moyens et les aides destinés à faciliter l'insertion ou la réinsertion. Il faut aussi briser les tabous, les arrière-pensées et les résistances qui environnent encore trop souvent les personnes handicapées et leur intégration dans l'entreprise.

Sans banaliser le handicap, on peut affirmer qu'un travailleur handicapé formé sur un poste de travail adapté se révèle aussi « performant » qu'un valide. Cela justifierait une grande campagne nationale d'information à l'initiative des pouvoirs publics.

Sans prétendre être complètes, ces orientations seraient de nature à renforcer l'efficacité de la législation de 1987 tout en ne nuisant pas à son esprit. Elles n'excluent pas qu'il faille se montrer plus exigeant et plus sévère aussi à l'égard des nombreuses entreprises qui licencient trop facilement en raison d'une maladie ou d'un handicap ou qui entraînent manifestement les pieds pour embaucher les travailleurs handicapés. Elles n'excluent pas non plus la nécessaire implication de la fonction publique ni la réforme indispensable des COTOREP (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) et de la garantie de ressources à ces travailleurs.

L'emploi des travailleurs handicapés en milieu ordinaire est, en même temps qu'une obligation nationale, un formidable pari sur l'intelligence et la solidarité d'une société.

► Marcel Royez est secrétaire général de la FNATH (Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés).

LA LIBRAIRIE
DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

Ecu

naissance d'une monnaie

par Philippe Jurgensen

Longtemps membre du comité monétaire européen, l'auteur présente la monnaie commune européenne – l'écu – sans faire pour autant un épique traité technique. Il éclaire les débats et négociations en cours en reliant les étapes politiques, économiques et financières du processus complexe d'unification monétaire et en décrivant les mécanismes du Système monétaire européen, le rôle de « l'écu privé » sur les marchés, son utilisation par les entreprises et les banques, les projets de réforme.

► Jean-Claude Lattès, 344 p., 198 F.

Éléments fondamentaux
de comptabilitépar Pierre Merelec
et Guy Rochery

Ce manuel à l'ambition d'exposer en un seul volume les différents domaines de la comptabilité, généralement abordés de manière séparée. Les premiers chapitres, qui relèvent de la comptabilité générale, présentent les mécanismes de base de la technique comptable et la normalisation française. Quatre chapitres sont ensuite consacrés à une étude comptable approfondie de questions touchant à la vie financière des sociétés. Le dernier volet concerne la comptabilité de gestion, traitant des analyses globales, des calculs de coûts et de contrôle de rentabilité. A l'usage des étudiants du premier cycle et de maîtrise de gestion, des élèves des écoles de commerce, IUT, BTS ou IAE.

Autres titres récemment parus chez Vuibert : *Introduction au droit de l'entreprise*, par Y. Desderrière et R. Le Guédec (collection « Compta ») ; *Le Secteur tertiaire*, par Paul Veys (collection « Gestion »), 666 p., 500 F.

Les morales de l'Histoire

par Tzvetan Todorov

Pour Tzvetan Todorov, les sciences humaines et sociales entretiennent nécessairement un rapport avec la morale et la politique. Les études qu'il propose, sources d'histoire de la pensée et d'analyse des cultures, s'efforcent donc de préciser « cette relation entre faits et valeurs ». Il s'attache d'abord au regard porté sur les autres cultures en examinant les récits, débats d'opinions, analyses, auxquels certaines rencontres ont donné lieu ; il s'intéresse ainsi aux récits d'explorations et de voyages, aux discours colonialistes et anticolonialistes, en France, aux dix-neuvième et vingtième siècles, ou à la conquête de l'Amérique vue par les Aztèques d'une part, Montaigne et Montesquieu, d'autre part. La seconde partie emprunte à l'Histoire des idées, de Socrate à Soljenitsyne, pour réfléchir sur les notions de vérité et de fiction, de manipulation et d'éloquence, de tolérance et de démocratie.

► Grasset, collection « Le Collège de philosophie », 308 p., 125 F.

L'Etat et l'individu
au Japonsous la direction de
Higuchi Yoichi
et Christian Sauter

Si l'on considère la modernisation comme l'établissement de l'individu, le Japon a-t-il réellement achevé la sienne ? Telle est la question qui a motivé ce cahier collectif où s'entrecroisent les analyses de huit chercheurs français et japonais, juristes, sociologues, politologues, économistes et géographes. L'idéologie de l'Etat est approchée à travers les actions de public et de privé, la montée du néo-nationalisme dans les années 80 et la protection des libertés individuelles. Deux études s'intéressent à la politique sociale, aux relations de l'Etat avec les travailleurs japonais. Ces approches sont complétées par une série d'analyses relatives aux mouvements sociaux et politiques de défense de l'individu avec, en filigrane, de sérieuses interrogations sur le fonctionnement de la démocratie japonaise.

► Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Paris. 180 p., 120 F.

Marianne Rougé

Vente

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, environnement de la micro-informatique. Mission : commercial, vendeur en boutique micro-informatique grand public (Atari, Commodore, Amstrad). 16802.

Lieu : Brétigny-sur-Orge. Date : juin. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F. par mois. Profil : bac + 2, véhicule indispensable, expérience du phoning ou de la vente. 16795.

Lieu : Sèvres. Date : immédiat. Durée : 5 mois ou +. Ind. : 5 000 F. possibilité de mi-temps. Profil : bac + 2, BTS ou action co, Macintosh. Mission : suivi et prospection commerciale de grands comptes clients. 16788.

Lieu : Villiers-St-Frédéric. Date : immédiat. Durée : 6 mois min., embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : chef de rayon bazar, crèmerie, textile. 16784.

Informatique

Lieu : Paris. Date : 15 mars 91. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac +3/4 micro-informatique, méthodes d'analyse, tableaux. Mission : participer à l'analyse d'un tableau de bord en lots 1-2-3, consolidation de données économiques et techniques en provenance des banques régionales ou filiales. 17902.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 génie électronique, FI + DUT électronique souhaité, connaissances monde informatique. Mission : technicien de maintenance en micro-informatique avec expérience des compatibles IBM. 17836.

Lieu : Orly. Date : mars 91. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F + prime. Profil : bac + 2 à 4. Mission : développement de programmes statistiques et graphiques (écrans, tracés) en turbo Pascal 5-5 ou 6. 17901.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F.

Profil : bac + 1. Mission : développement programme gestion commerciale. 17897.

Communication

Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4 anglais, allemand, espagnol. Mission : suivi d'un logiciel multilingue « Mailer » (traduction des lettres, CV, informaticques), préparation d'une campagne publicitaire dans les écoles européennes. 18835.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4/6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : recherche documentaire, analyse et rédaction de notes de synthèse. 18833.

Électronique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Profil : BEP électronique, électricité. Mission : technicien de maintenance. 20664.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 8 000 F. Profil : bac + 2, BTS. Mission : multiplexage de données numériques, soutien technique dans domaine des réseaux de diffusion de données par satellite. 20665.

Droit

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir.

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire récente. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires. Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

L'agro-alimentaire se reconvergit vers le commerce

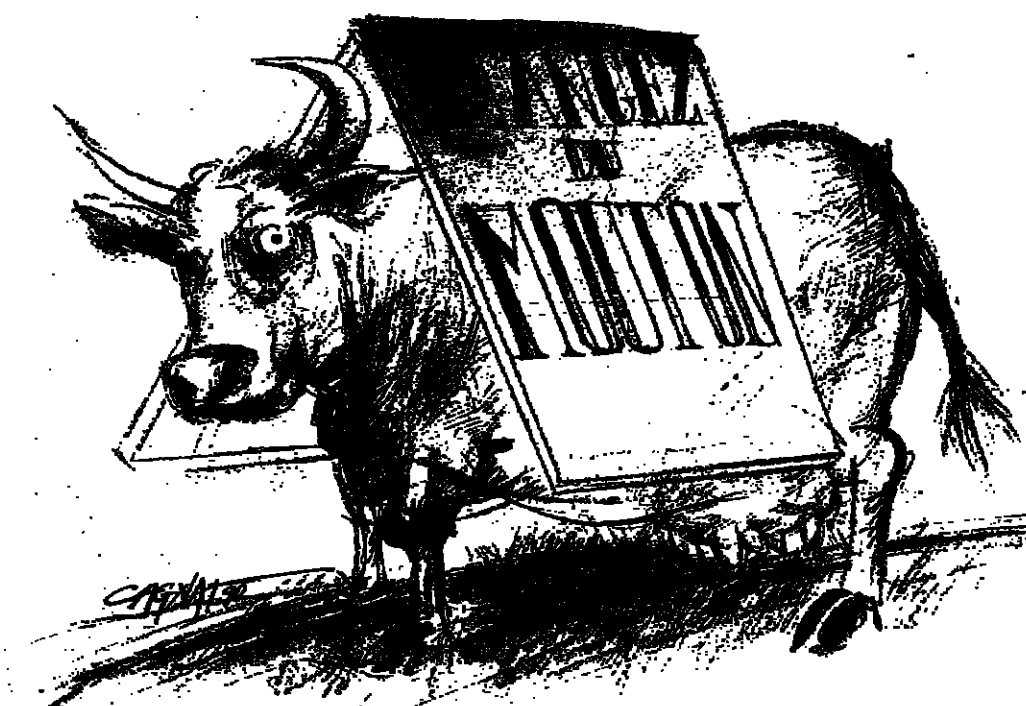
La révolution marketing

Les formations ont longtemps été dominées par les sciences et la technologie
Mais, aujourd'hui, ingénieurs et techniciens doivent devenir des commerciaux

L'agro-alimentaire vit à l'heure de la révolution marketing. Aujourd'hui, près de la moitié des investissements du secteur sont immatériels, et les industries agro-alimentaires arrivent en tête des dépenses de publicité et de promotion. L'un des tout premiers annonceurs français est le groupe BSN. Et cette tendance s'accroît avec le mouvement de concentration en cours, qui substitue de grands groupes aux PME. Pour l'instant, 82 % des entreprises ont moins de 100 salariés. Mais chaque année, on recense près de 200 opérations de fusion-acquisition. L'une des dernières en date a conduit à la reprise du groupe laitier Bridel par les Fromageries Bel.

Pour Jean-Pierre Schneider, directeur d'une agence conseil en marketing et ancien professeur à Sciences-Po, « les entreprises du secteur vont être obligées de renforcer leur capacité d'innovation, pour faire face à la baisse des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages, et pour se donner les moyens de lutter à armes égales avec une distribution de plus en plus puissante ». Cela signifie davantage de produits à forte valeur ajoutée et de produits liés aux autres types de consommation, comme les couples alimentation-santé (produits diététiques).

Les conséquences de cette évolution seront tout aussi importantes sur l'emploi. « En 1995, pronostique Jean-Pierre Schneider, on va assister à la création de véritables diplômes bac + 7 ou + 8 en marketing agro-alimentaire, fondés sur des enseignements en psychologie de l'alimentation. » En 1990, près de 4 000 cadres ont été recrutés dans le secteur agro-alimentaire, dont 44 % de cadres commerciaux, ce qui représente un flux annuel d'embauches de près de 1 800 personnes. L'agro-alimentaire se trouve ainsi loin devant les autres secteurs industriels, où la moyenne tourne autour de 30 %. Et sur les quelque 1 000 jeunes diplômés qui trouvent à se placer chaque année, plus de la moitié sont affectés à des postes commerciaux. La tendance est identique pour les techniciens supérieurs. D'après l'Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et



techniciens de l'agriculture (APE-CITA), 35 % des offres d'emplois enregistrées pour le niveau bac + 2 concernent des postes technico-commerciaux.

FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES. Mais face à ce défi, les formations en agro-alimentaire ont encore gardé un contenu très technologique, axé sur des connaissances en biologie, génie industriel, biochimie... Le sondage qu'a mené BVA auprès des anciens élèves des écoles d'ingénieurs (lire l'encadré ci-contre) est révélateur : 40 % seulement des anciens de l'INA-Paris-Grignon et 43 % des anciens de l'Ecole nationale supérieure des industries agro-alimentaires (ENSA) reconnaissent avoir des capacités de management suffisantes. C'est pourquoi la formation complémentaire est de plus en plus recherchée, notamment en économie, gestion et marketing. L'ENSA a été l'une des premières à se lancer dans cette voie. En 1979, elle s'associe avec l'ESSEC pour constituer l'Institut de gestion internationale agro-alimentaire (IGIA). Cette formation s'adresse

en priorité aux étudiants qui ont fait des études scientifiques dans le domaine de la biotechnologie pour élever leurs compétences en gestion.

De son côté, l'Ecole supérieure de commerce de Brest a créé, en 1981, l'Institut agro-alimentaire international, qui recrute d'abord des ingénieurs pour les former aux métiers de la gestion. En neuf ans d'existence, l'Institut a tissé des relations étroites avec le monde des entreprises, ce qui assure à ses étudiants les meilleurs débouchés.

D'autres écoles ont créé des masters spécialisés en management agro-alimentaire : l'EDHEC de Lille, l'ENSA de Montpellier, l'ESAP (Toulouse). Mais les promotions de ces formations ne comptent qu'une vingtaine d'étudiants, ce qui est largement insuffisant.

Les universités disposent donc en matière de gestion agro-alimentaire d'un créneau de spécialisation. De nombreux DESS et DEA ont récemment vu le jour dans ce domaine. Rennes-I est l'université la plus présente avec deux DESS Management des entreprises agro-alimentaires et Analyse des projets industriels et commerciaux. L'IAE de Dijon délivre un DESS de gestion des industries agro-alimentaires, celui de Toulouse un DESS Droit, économie et gestion des entreprises agricoles et alimentaires. Aix-Marseille-II et Bordeaux-I ont choisi, quant à elles, la voie de l'hyperspécialisation, avec leur DESS Droit de la vigne et du vin. L'ensemble de ces formations ont délivré environ 75 diplômes, en 1989. Plus récemment, l'université de Pau vient d'ouvrir un troisième cycle d'économie et de gestion du système agro-alimentaire, avec la collaboration de parte-

naires professionnels locaux, comme la coopérative de Pau, la coopérative Lur Berri, la caisse régionale de Crédit agricole et la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques. La formation, articulée autour de trois pôles (environnement de l'industrie agro-alimentaire, gestion et stratégie et décision en management), est sanctionnée par un DUSS (diplôme universitaire d'études supérieures spécialisées).

Le manque de commerciaux commence aussi à se faire sentir chez les techniciens supérieurs. Deux IUT seulement proposent une spécialisation dans la vente des produits agricoles et agro-alimentaires : à Périgueux et à Tours. Et là aussi, le flux de sortie (moins de 200 étudiants par an) ne suffit pas à couvrir les besoins. D'autant que les formations de type BTS sont encore à forte consonance agricole, même si depuis septembre 1989 une nouvelle option « technico-commerciale » a vu le jour. L'option présente aujourd'hui huit spécialités : produits laitiers, produits carnés, céréales transformées, fruits, légumes et dérivés, poissons et produits de la mer, vins et spiritueux, horticulture et bois. Des spécialités qui fleurissent encore bon le terroir, mais qui sont peu tournées vers les produits de demain, comme les « nouveaux frais » (plats cuisinés), les « pluri-exotiques » (basés sur le mélange des saveurs) ou les produits diététiques.

Jean-Paul Meyronnein
(Zolga)

Les anciens jugent leurs écoles

L'association ISTV a demandé à BVA de sonder les anciens élèves des écoles qui composeront cet institut pour connaître leur satisfaction par rapport à l'enseignement qu'ils ont reçu. Ce qui a permis de mesurer l'adéquation des formations avec les besoins de la profession.

Les jeunes diplômés sont 72 % à juger positivement le contenu de l'enseignement. C'est à l'ENGREF (eaux et forêts) et à l'INA-Paris-Grignon (agronomie) que l'on trouve les niveaux de satisfaction les plus bas (respectivement 54 % et 67 %), et à l'ENSP (paysagistes) qu'ils sont les plus élevés (88 %). Si aucun grief majeur ne vise les cours magistraux et les travaux pratiques, les anciens élèves critiquent l'absence de formes pédagogiques tournées vers l'extérieur : plus d'un sur deux aurait souhaité avoir davantage de travaux de groupe, de stages, d'expérience de terrain et de voyages d'études. Cela est particulièrement vrai pour les anciens de Vêto : 82 % d'entre eux se plaignent du manque de voyages d'études et 86 % du manque d'expérience de terrain.

Les insuffisances de la formation portent avant tout sur la préparation au management, la majorité des

jeunes diplômés devant faire face à des responsabilités importantes en termes de budget et d'encadrement. Tous les jeunes cadres interrogés souhaitent renforcer l'apprentissage des langues étrangères, de l'informatique, des sciences sociales, de l'économie, de la gestion et du marketing. Cette demande est particulièrement forte chez les anciens de l'ENSH, de l'Ecole vétérinaire et de l'ENSA. L'enquête révèle un certain complexe de ces diplômés vis-à-vis d'autres écoles d'ingénieurs : 40 % des anciens de l'ENSA se sentent moins bien armés que ceux qui sortent d'une école de rang A (Centrale, Polytechnique...).

C'est pourquoi le projet ISTV est globalement bien ressenti : 70 % le trouvent intéressant, et attendent de lui une plus grande ouverture sur les entreprises et une amélioration de la pédagogie. Seuls les anciens de Vêto et de l'Ecole paysagiste se montrent un peu plus sceptiques. Il est vrai que la moitié des paysagistes et les trois quarts des vétérinaires s'orientent vers le secteur des professions libérales, et sont, de ce fait, moins sensibles à l'ouverture aux entreprises...

J.-P. M.

ECOLE NATIONALE D'ASSURANCES

Grande Ecole commerciale du secteur des assurances

Créée par le Conseil National des Assurances, prépare à des carrières de haut niveau dans un secteur de premier plan et en expansion de l'économie nationale.

- niveau d'entrée : Bac + 2
- durée de la scolarité : 2 ans
- formation entièrement gratuite et allocation d'études versée aux élèves
- stages pratiques et voyage d'études à l'étranger
- diplôme de l'enseignement supérieur homologué par l'Etat et délivré par le Conservatoire National des Arts et Métiers
- inscriptions au concours d'entrée reçues jusqu'au 24 mai 1991. Epreuves écrites : 3 et 4 juin 1991. Epreuves orales : 17 et 18 juin 1991.

Pour tout renseignement :
Ecole Nationale d'Assurances (ENAS)
9, rue Chaptal 75009 PARIS - Tél. 48.74.75.39.

ETUDIANTS DIPLOMES LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

IIEM
Institut Européen de Management International - PARIS
Centre de Management aux Affaires - GENEVE
PROMOTION 1990

MOLLET Stéphane - CUZZICOLI Jean-François
DUHAUT Manuel - CAUSSY Ramon
REAL Philippe - DUJARRIC DE LAGARDE Vincent
MONAY KAMOUKE Evelyne - TYACK Béatrice
BLANCHI Michel - AUBRUN Eric
PARIS Clément - KOPEL Muriel
CORVOICOLA Anne - CHESTERKOFF Frédéric
DA SILVA Marie Christine - ROBERT Jocelyne
LA VASSE Florence - DELFINO Didier
TROUVAIN LUCAS Anne - VERDERBER Nathalie
MOUNET Rémy - COEURDEVEY Valérie
CLOESER Pauline - CHOUZENOUX Annabel
DUMONT Richard - PORRI Muriel
SPAGNOL Sophie - PEHLOULIAN Jacques
CREVEL Christophe - RIBIERE Marc
MOUGEOT Jean Philippe
ICHARD Christophe - LAVERGNE Jérôme
LEBOSSE DELANNOY ERIC
MALACLET SIRDEY Corinne
MASSE François - MERLE Marie-Anne
MELNIER Laurent - GERVAIS Stéphane
ENGERRAN Laure - GALLAGHER Luc
CWIK Isabelle - CHARLES Emmanuel
CHAMPEAUX Agnès - BARDOUX Frédéric
ABEL Guillaume - HOUILLON Virginie
WEBER Thilo - DARCO Thierry
HECKE JOEL - PARPATE Jean Christophe
VINCENT Sandrine - TOLEDANO Jaquy
TOUYE Virginie - GAILLARD Jérôme
FERRER Claire - GILLAIN DAPENS Isabelle
BLOMME Michel - BOREL Christine
BOZARD Dominique - ARNOULD Mathieu
BIGEARD Philippe - ARNOTTE Christian
ARNAUD Sandrine - LAVERGNE Pascal
DESCHAMPS Karine - DE SAINT REMY Pierre
MARTEL Stéphanie - DE SAINT REMY Pierre
SERET Philippe - SPECHT Nathalie
AIQUIN Sun - WADIE ASTA
FARZANEH Frédéric - VAN DE WALLE Christophe
GACHE Anne Sophie - ARBOUSSE BASTIDE Olivier
ZAKKAR Wael - PLANTIER Eric
MOICA Philippe (Option Communication)
REYMOND Philippe Jean - DE LA MONTIERE Pierre

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS
E S C P

MASTERE SPECIALISE MANAGEMENT MEDICAL

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former des médecins, pharmaciens, vétérinaires, dentistes, DEA, DESS de biologie aux métiers de l'industrie pharmaceutique et à la gestion hospitalière.
Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.



GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11 - Tél. : 49.23.21.44



MASTERE SPECIALISE HEC

STRATEGIC MANAGEMENT

L'expertise stratégique

En un an, une formation d'excellence pour se former aux méthodes et aux outils utilisés par les cadres d'état-major et les consultants internationaux.

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles, DEA, DESS ou équivalent.

Anglais indispensable.

Clôture des inscriptions : Le 27 avril 1991.

Renseignements et inscriptions
M.S. HEC
STRATEGIC MANAGEMENT
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 70 00



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'agro-alimentaire se reconvertisse vers le commerce

ISTV : naissance d'une grande école

L'Institut des sciences et techniques du vivant verra le jour en 1994
Il regroupera 3 500 étudiants, et formera une nouvelle race d'ingénieurs

En quittant le ministère de l'Agriculture, Henri Nallet a laissé à son successeur un grand chantier en forme de cadeau empoisonné : l'Institut des sciences et techniques du vivant (le Monde du 11 avril 1990). Car si, dans les principes, l'ISTV est un noble projet, destiné à doter la France d'un enseignement agro-alimentaire de niveau européen, sa mise en œuvre soulève de nombreuses inquiétudes.

Henri Nallet est parti d'un constat simple : l'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Agriculture accueille 9 000 étudiants, répartis dans plus de 30 établissements. Il existe au sud, à Montpellier, et à l'ouest, dans un triangle Rennes-Nantes-Angers, deux grands pôles de formation. Dans le quart nord-est, c'est le vide, parce que le potentiel de la région parisienne est composé d'une kyrielle d'établissements, au passé historique chargé, mais aux moyens et aux ambitions insuffisants. En 1981, la GIE intitulée Institut supérieur de l'agro-alimentaire a certes été créée en regroupant trois écoles : l'Institut national d'agronomie de Paris-Grignon (INA-PG), l'Ecole nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires (ENSIAA) de Massy et l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et forêts (ENGREF). Mais pour Henri Nallet, il fallait aller plus loin, en fusionnant l'ensemble des écoles au sein d'une nouvelle institution.

SEPT CENTES PROFESSEURS. Aux trois précédemment citées se rajouteront l'Ecole nationale supérieure d'horticulture (ENSH), l'Ecole nationale supérieure du paysage (ENSP) de Versailles, l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA) et l'Ecole nationale des services vétérinaires (ENSV) d'Alfort. « Aucun des établissements de la région parisienne, explique Bernard Guérin, directeur de l'ENSIAA, ne dispose de la taille critique suffisante pour être compétitif par rapport à nos concurrents néerlandais, anglais ou allemands. » Le futur ISTV regroupera, d'ici à 1995, sur un site unique, près de 3 500 élèves, ce qui permettra de doubler les capacités actuelles. Chaque promotion se situera aux alentours de 1 000 étudiants, dont 80 % d'ingénieurs, 16 % de vétérinaires et 4 % de paysagistes. Le corps professoral de l'ISTV devrait atteindre 700 personnes. Cet effort permettra de se rapprocher des plus grandes concentrations européennes, comme celle de Wageningen aux Pays-Bas, qui regroupe 4 500 étudiants.

Malgré cet accord sur les objectifs, des difficultés demeurent, notamment sur l'emplacement de la future école et la nécessité de préserver, ou non, l'identité de chaque établissement. Le problème de la localisation devrait

être tranché prochainement, avec un arbitrage de M. Mermaz en faveur d'un site sud-parisien, à cheval sur l'Essonne et les Yvelines et à proximité du plateau de Saclay. Cette solution avait été préconisée de longue date par Jacques Poly, ancien directeur de l'INRA, auteur du rapport préalable à la création de l'ISTV. Mais d'autres dossiers, présentant d'indéniables qualités, ont été déposés, comme ceux de Compiègne, Reims, Beauvais, Lyon, Strasbourg et Tours. En ce qui concerne les orientations pédagogiques, une hypothèse a été récemment levée et l'association présidée par Guy Salmon-Legaigneur a annoncé clairement la couleur : pour favoriser les synergies et mettre au point des innovations pédagogiques, il sera créé un établissement unique, qui regroupera les enseignants-chercheurs au sein de départements de recherche de taille significative. L'école formera donc en trois ans des ingénieurs diplômés, recrutés après deux ans de classes préparatoires ou un premier cycle universitaire. A l'unité de lieu est jointe l'unité pédagogique. Actuellement déjà, de nombreux étudiants en agro, vété et alimentaire suivent les mêmes prépas ; ils partagent des problématiques communes (sciences biologiques fondamentales, gestion des milieux naturels...) et certains professeurs enseignent dans plusieurs écoles.

Mais, pour respecter certaines spécificités, trois grandes filières de formation ont été définies : les paysagistes, les docteurs-vétérinaires et les formations d'ingénieur.

L'intégration des vétérinaires à l'ISTV pose d'indéniables problèmes. Les diplômés de Maison-Alfort représentent 25 % à 30 % des effectifs totaux de vétérinaires français. Toucher à leurs études revient donc à modifier l'enseignement vétérinaire dans sa globalité. Une réforme nationale, conduite par le professeur Gérard Jolivet, est actuellement à l'étude : la durée des classes préparatoires « véto » passerait de un à deux ans pour s'aligner sur celle des classes préparatoires d'ingénieur ; un véritable troisième cycle « post-diplôme » verrait le jour, avec une ouverture sur des disciplines complémentaires comme l'hygiène alimentaire et la microbiologie. L'objectif est, à terme, de créer un véritable corps de vétérinaires-ingénieurs.

La formation des ingénieurs de l'ISTV constitue également une véritable rupture avec le passé. Avec la fin des cloisonnements entre « agros », « agros » et « alimentaires », c'est une nouvelle race d'« ingénieurs du vivant » qui devrait voir le jour. Les étudiants suivront des « unités de sensibilisation » leur permettant d'accéder à une culture de généra-

liste, puis des modules d'approfondissement. L'ensemble conduira à créer une trentaine d'options, regroupées autour de quatre orientations principales. La biochimie et les sciences agro-alimentaires constitueront un premier pôle, avec des options en biochimie, biotechnologie, génie industriel alimentaire, sciences de l'aliment et mathématiques appliquées. Un autre pôle important concernera les sciences et techniques des productions végétales et animales (génétique animale, pathologie, horticulture et machinisme agricole). Mais les plus originaux sont les deux derniers : l'un, orienté vers l'aménagement et l'environnement, formera des ingénieurs spécialisés, en gestion des milieux naturels ; l'autre, orienté vers l'économie et l'informatique, formera des ingénieurs-conseils en agro-alimentaire.

Les sciences économiques et les langues feront une entrée massive dans le cursus. Les enseignements de management, marketing et ressources humaines seront renforcés et les cours seront essentiellement assurés par des hommes de terrain, venant d'entreprises privées.

UNE APPROCHE PAR L'AVANT. L'objectif est de rapprocher la future école des besoins définis par l'aval. Aujourd'hui, 80 % des emplois d'ingénieurs agronomes et de vétérinaires relèvent du secteur privé et libéral. La croissance des débouchés de l'industrie permet de compenser largement la baisse des demandes en provenance du secteur public (ministère, recherche publique et enseignement) et des organisations professionnelles agricoles. De plus, des secteurs connexes comme la chimie fine, la pharmacie, la biochimie et les agro-four-nitures (engrais, semences et produits phytosanitaires) s'intéressent de plus en plus aux compétences des ingénieurs agro-alimentaires. Il en va de même

pour le secteur tertiaire (ingénierie-conseil, banque et finances, informatique) qui représente maintenant le cinquième des débouchés.

Pour renforcer cette approche par l'aval, l'ISTV disposera d'un centre de recherche intégré, divisé en deux départements : recherche disciplinaire (biologie, sciences de l'ingénieur, sciences humaines, économétrie...) et recherche appliquée (productions végétales et animales, science des aliments, génie des procédés, pathologie et chirurgie animale, génie de l'environnement...). Des accords préalables seront signés avec les grands instituts de recherche du secteur (INRA, CNRS, INSERM, CEMAGREF, CNEVA, CIRAD et ORSTOM) (1), pour constituer des laboratoires mixtes.

Il reste aussi à définir la nature des relations avec l'université. Actuellement, une quinzaine de DEA sont gérés conjointement par des universités et les écoles qui constituent l'ISTV, comme le DEA de génie enzymatique, bioconversion et microbiologie délivré par l'ENSIAA et l'université technologique de Compiègne. Mais le projet prévoit d'accorder davantage d'autonomie à l'ISTV, qui pourrait soumettre directement des dossiers de demande d'habilitation de DEA au ministère de l'éducation nationale, ce qui permettrait à l'établissement d'être habilité à délivrer des thèses.

J.-P. M.

(1) INRA : Institut national de la recherche agronomique ; CEMAGREF : Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ; INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale ; CNEVA : Centre national d'études vétérinaires et alimentaires ; CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ; ORSTOM : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération.

Les établissements de l'Ouest jouent la formation continue

Agréna, le pôle du Grand Ouest, veut être au service de l'industrie régionale

Le Grand Ouest, avec les régions de Bretagne, des Pays de la Loire et de Basse-Normandie, constitue le premier pôle agro-alimentaire de France, avec 22 % des entreprises et 23 % des emplois. C'est là qu'on trouve les leaders de l'industrie laitière (groupe Besnier), des légumes (Prince de Bretagne, Paysan breton), de la viande et charcuterie (volailles Charles Doux, pâté Henaff), des plats cuisinés (Fleury-Michon) et de l'alimentation pour bétail (groupe Guyomar-ch).

Ce n'est donc pas un hasard si l'on trouve, entre Brest et Angers, une concentration d'écoles et de formations en agro-alimentaire assez complète : TUT de Brest (analyses biologiques et biochimiques et génie de l'environnement), Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes, Ecole nationale d'agriculture d'Angers, Ecole nationale d'ingénieurs des techniques des industries agricoles et alimentaires de Nantes... Les écoles d'ingénieurs de la région se sont regroupées au sein d'une association intitulée Agréna, qui fait le pendant de l'Agropolis de Montpellier.

La région recelait même une des dernières particularités de l'enseignement agricole français avec l'Ecole nationale supérieure féminine d'agronomie (ENSFA) de Rennes, réservée aux femmes, mais qui est devenue mixte en 1989. L'ENSFA va prochainement être réformée pour devenir l'Institut national supérieur de formation agro-alimentaire (INSFA) et s'intégrer complètement à l'ENSA de Rennes. L'objectif de l'INSFA est double : former en cinq ans des ingénieurs destinés au secteur aval de l'industrie agro-alimentaire (restauration collective, distribution, commercialisation des produits alimentaires...) et devenir un important centre de formation continue pour l'industrie régionale.

La volonté des écoles de la région, regroupées dans Agréna, est en effet de mettre sur pied une « filière Decomps », qui permettrait à des techniciens supérieurs ayant une expérience professionnelle minimale de cinq ans de devenir ingénieur en dix-huit mois. Mais les structures de l'industrie locale imposent de rechercher d'abord des formules souples qui ne heurtent pas de front les habitudes. « Actuellement, explique Gérard Brulé, professeur de technologie alimentaire à l'ENSA de Rennes, il est difficile de proposer des programmes de formation continue à des entreprises agro-alimentaires de la région, car ce sont, pour la plupart, des PME et leur niveau d'encadrement est assez faible. Elles acceptent donc difficilement de se séparer d'un technicien pour le former. »

Le projet de l'Agréna s'articule autour de deux principes : une formation multi-sites, et commandée par l'aval. Dans un premier temps, les écoles négocient le contenu pédagogique avec chaque grande famille professionnelle (lait, viande, poisson, légumes). La formation donnera la priorité aux sciences de l'ingénieur (génie des procédés, hygiène alimentaire, biotechnologies, analyse des produits, biochimie alimentaire, nutrition humaine...) et aux sciences économiques (gestion, marketing, communication, protection industrielle, stratégie d'entreprise...).

Puis les écoles feront appel à des organismes de formation continue pour assurer des cours près des sites industriels, voire même dans l'entreprise, l'objectif étant, à terme, d'impliquer les entreprises en tant que formateurs.

J.-P. M.

Montpellier exporte vers l'Est

Agropolis utilise le télé-enseignement pour former les cadres hongrois ou polonais



LE Formexa, centre de recherche et de commercialisation des produits agro-alimentaires, cogéré par l'Ecole supérieure de commerce et l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier, a décidé de lancer un programme de formation à destination des cadres des industries de ce secteur dans les pays de l'Est. Baptisé du nom de TEAM (Télé-enseignement agro-management), il confirme la suprématie de Montpellier dans les relations avec les communautés internationales de l'agro-alimentaire. « Les structures de l'industrie agro-alimentaire dans les pays de l'Est sont en pleine décomposition, explique François d'Hautville, directeur de Formexa. C'est pourquoi la demande de formation est très forte, surtout chez les Hongrois et les Polonais. » L'objectif de Formexa est de délivrer à des cadres et professionnels en exercice une formation diplômante de type MBA dans le domaine du management des entreprises agro-industrielles. Le contenu pédagogique est donc axé principalement sur l'économie, le marketing, les finances, le contrôle de gestion, le droit international et l'organisation des ressources humaines.

Mais pour s'adapter aux contraintes de lieu et de temps, Formexa a monté un dossier original, fondé sur le télé-enseignement. « L'enseignement que

nous proposons à ces cadres, explique François d'Hautville, se décompose en trois phases : une période de regroupement à Montpellier, des cours filmés diffusés par satellites et des heures en télé-enseignement, utilisant les technologies de la télévision interactive et de l'audioconférence. » Chaque séance de télé-enseignement comprend des cours diffusés par télévision, du travail en groupe à partir de moniteurs locaux et des contacts par audioconférence entre le groupe et l'animateur. Les supports utilisés impliquent un

investissement élevé. Formexa estime avoir besoin de 3 millions de francs pour la préparation des cours, la production et la réalisation de films et près d'un million de francs seront nécessaires pour couvrir les frais de fonctionnement et de diffusion. De nombreux partenaires ont été associés au projet : une société privée, Genesys, spécialisée dans les techniques d'audioconférences, des partenaires publics comme le conseil régional Languedoc-Roussillon et la chambre régionale de commerce et d'industrie, et des établisse-

ments d'enseignement supérieur (universités de Montpellier-I et II, université polytechnique de Madrid, Business School de Kingston et université de Mannheim). L'ensemble du programme se fait sous l'égide d'Agropolis, le pôle agroalimentaire de Montpellier. Une première promotion sera montée d'ici à la fin de l'année avec une quinzaine de cadres hongrois. C'est l'Institut de management de Gödöllő qui assurera le relais local en Hongrie. Des négociations sont également en cours avec l'Ecole d'économie de Varsovie.

Le pôle Agropolis, qui regroupe 19 établissements scientifiques et rassemble environ 2 000 enseignants et chercheurs, entame ainsi une diversification internationale hors de son champ traditionnel méditerranéen et tropical. « Le projet TEAM, conclut François d'Hautville, s'adresse aujourd'hui essentiellement aux cadres des pays de l'Est. Mais ce type de formation, dispensée en français, devrait pouvoir s'étendre progressivement à l'ensemble des pays francophones, pour peu qu'ils disposent des infrastructures nécessaires. » Des pays comme la Turquie pourraient également rejoindre le programme.

J.-P. M.

Le Monde
EDITIONS

VILLES D'EXIL
& AUTRES NOUVELLES
PRINX DU JEUNE ECRIVAIN 1990
Préface de Georges-Clément Chateauguay

Premiers écrits
(rigueur de style)
d'adolescence
(écriture maîtrisée)
et de jeunesse
(émotion garantie)

Le jury composé d'écrivains et de critiques
littéraires en est encore étonné.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكذا من الإلهام

Employées et solitaires

La galère des femmes seules au travail

AUX temps dorés des succès financiers de Wall Street et d'ailleurs, la mode des « yuppies » (young urban professional) s'était répandue comme une traînée de poudre. A New-York, Londres et Paris, cette nouvelle tribu était citée en exemple. On y voyait l'ultime démonstration de la capacité humaine à s'adapter à la jungle urbaine, un mélange d'efficacité policière, dotée de tous les attributs extérieurs de la réussite, et de la violence la plus débridée, habillée de la beauté, de la jeunesse et de l'élégance. Des magazines féminins aux publicités, tout le monde était subjugué par ces « mutantes », à la fois parfaits et terriblement redoutables.

Dans cet univers lissé et arrogant, les femmes, surtout, étaient distinguées. Tailleur, lunettes, le regard froid et le geste professionnel, elles apparaissaient comme de nouvelles prêtresses, tout aussi disposées à dévorer qu'à séduire. Ces fantasmes hantent encore les bureaux et les couloirs des grands groupes multinationaux.

Finis les clichés. La fièvre boursière retombée, au moins pour un temps, c'est une autre réalité, sans doute plus authentique, malheureusement, qu'il convient aujourd'hui de décrire. L'envers du décor, en quelque sorte. Surtout pour les femmes, prises au piège du miroir aux alouettes, victimes des apparences et d'un semblant de modernité. Qui dira comment se vit au quotidien l'existence du

bureau ou du grand magasin, puis comment se supportent les longues heures passées ensuite à régler les problèmes familiaux, conjugaux, ou tout simplement personnels pour les dizaines de milliers d'employées des énormes concentrations de sociétés du tertiaire – les banques, les assurances, notamment – ou des escouades entières des grands magasins ?

VOILE PUDIQUE. Le sujet n'est pas facile à aborder. Quand il y a des témoins, et nous les avons cherchés, l'enquête prouve qu'ils sont curieusement moins disert sur cette vérité-là, malgré quelques aveux, que sur les détails techniques de telle ou telle innovation sociale, laquelle se prête à tellement d'exégèses sophistiquées. Un voile pudique tombe, qui dissimule des explications manifestement embarrassées. Psychologues pour tout le reste, les directions des ressources humaines retrouvent là leur devoir de réserve et, enclins au secret, parlent de respect de la vie privée, de responsabilités qui échappent à l'entreprise, pour se taire. Même si elles traitent discrètement des cas difficiles ou mettent en place des méthodes capables de répondre à des situations finalement dramatiques. On le voit dans tel ou tel grand groupe qui reconnaît, crûment, que 10 à 20 % de son personnel féminin doit être considéré « en difficulté », et qui se charge de trouver des réponses adaptées.

Brusquement, au mieux, reviennent en mémoire les films de Frank Capra et de quelques autres qui

racontent la misère, sentimentale et psychologique, des femmes au travail dans les grandes agglomérations urbaines. Partageant en solitaires, le soir, des appartements de pensionnat, et toujours écartelées entre l'apparence d'une vie professionnelle à peu près accomplie et les désastres de l'existence personnelle, solitaire, au cœur même de grands ensembles humains, elles se réfugient dans le rêve. C'est un peu l'envers du décor, la coulisse des photos de mode qui se révèle, avec son cortège de malheurs et de désillusions, toujours fardées.

Dans la réalité, cette version romancée, « hollywoodienne », ne pourrait être que la partie immergée de l'iceberg, ou d'un drame qui se répand, aggravé avec le temps. La majorité de celles qui travaillent aujourd'hui dans les tours de la Défense, ou dans les sièges sociaux des compagnies de services, ont vécu l'espoir de se réaliser au travers de leur emploi ou d'une position sociale enfin acquise par leurs seuls mérites. Libérées et émancipées depuis vingt ans, elles ont cru, logiquement, aux vertus de l'indépendance financière, mère de l'autonomie, et ont sincèrement pensé qu'elles pouvaient échapper à toute domination.

MARMITE. A l'heure des bilans, rien n'est moins sûr. Massivement, leurs salaires restent modestes, malgré l'environnement et le prestige attachés aux lieux de travail. Les chances de promotion demeurent limitées, principalement quand les contraintes

extérieures les empêchent de suivre un stage de qualification, ou parce qu'elles ne peuvent prétendre à la même mobilité que les hommes. Leurs carrières sont compromises. Et puis, envers de la médaille, elles paient lourdement une liberté toute récente : mères célibataires, femmes divorcées, victimes de concubinages conflictuels, elles supportent seules le poids de leurs choix, de l'évolution de la société. Salariées le jour, elles sont, le soir, les servantes de leurs enfants, condamnées aux bas salaires, aux trajets incessants jusqu'à leurs banlieues, lointaines et inhumaines, naviguant entre les crèches, l'école et l'hypermarché, toujours entraînées dans des gymnastiques impossibles.

Les « yuppies » sont loin. Ces femmes-là, modernes, sont couvertes de dettes, vivent « la galère » des jours normaux, sombrent dans la dérive, et connaissent des difficultés psychologiques d'autant plus graves qu'elles sont tues. Et ce sont pourtant elles qui sont les plus nombreuses. Quoi qu'on en dise, bien au-delà des revendications pour l'égalité professionnelle, ou de la référence, chère aux féministes, aux agressions sexuelles. Mais il est vrai que chacun, et y compris dans les entreprises, n'a pas de raison de soulever cette marmite-là.

Alain Lebeuvre

Des oasis d'enfants dans un désert

Les crèches d'entreprise restent bien peu nombreuses
La pionnière date pourtant de 1947

LES femmes seules au travail n'ont guère le choix pour la garde de leurs enfants : la crèche municipale, les parents ou amis, et la nourrice. Les entreprises, en effet, n'ont qu'un paysage désolé à leur proposer : un désert et quelques oasis, héritières de l'après-guerre. Les crèches d'entreprise connues par la DDASS portent toutes quasiment le même millésime : 1947, année de création de la pionnière, celle du Crédit lyonnais.

Hier, la démarche était paternaliste, aujourd'hui, il s'agit d'exceptions qui facilitent la vie de certaines de parents. Des chances en somme, qui travaillent dans un ministère, une administration, un hôpital, ou enfin dans le privé au lourd passé paternaliste. A la DDASS de Paris, les noms tombent : la crèche de l'Elysée, celles du ministère de l'Intérieur, des PTT, de la Banque de France, le jardin d'enfants de la BNP... Et puis vite le silence. La source est tarie, l'après-guerre d'ailleurs de disposer d'une liste exhaustive.

Personne ne mesure le phénomène. Ni les instances patronales, ni la DDASS, ni la Caisse nationale des allocations familiales. Aucune comptabilisation des aides financières que pourraient verser les entreprises à leurs salariés pour la garde de leurs enfants, à défaut de crèches. Juste des témoignages. « Je dirige la crèche du siège du Crédit lyonnais depuis neuf ans, explique Nicole Guillolet. Les avantages sont vraiment intéressants : le prix déjà, 380 francs par mois, moins cher qu'une crèche municipale ! La politique familiale de la banque, prise en main par le comité d'entreprise, va même plus loin. Une jeune mère dispose ainsi de trois mois supplémentaires de congés maternité payés à taux plein. Quant aux salariés des agences, qui n'ont pas accès aux deux crèches de la maison, ils touchent en contrepartie une allocation de frais de garde de 25 francs par jour et par enfant.

TOUTES LES CATEGORIES. Il s'agit véritablement d'un plus pour les femmes seules, de plus en plus nombreuses à avoir recours aux crèches d'entreprise : « C'est une évolution nette », confirme Nicole Guillolet. Aujourd'hui, à peu près un tiers de mes interlocuteurs. Chez Roussel-Uclaf, en revanche, le phénomène ne paraît pas aussi important. « Toutes les catégories socioprofessionnelles de l'usine nous confient leur enfant, vérifie Brigitte Cottin, directrice de la crèche. En majeure partie des techniciens, mais des hommes en couple. Sur trente enfants, deux seulement ont des mamans seules. » Une exception ? Peut-être, car la DDASS confirme plutôt le scénario Crédit lyonnais.

Une chose est claire, rares sont les entreprises qui aident à passer le cap difficile de la garde des



petits enfants. Tège Mechri, enseignant à Marseille, trésorier depuis six mois de l'association Les enfants à bord, met en avant « le coût de l'investissement, la non-rentabilité de la structure et les frais de fonctionnement très chers en personnel. Nous négocions actuellement avec plusieurs PME de Sofia Antipolis. Notre idée est en effet d'implanter une structure d'accueil de la petite enfance dès que huit cents salariés sont concentrés sur une zone d'activité. La crèche serait ouverte à tous, mais des places seraient réservées aux entreprises ». Les plus attentifs au projet y voient un moyen de fidéliser leurs salariés. Mais, immédiatement, leurs questions tombent : l'absentéisme va-t-il baisser ? Qui va nous aider à payer ?

L'association Les enfants à bord devrait obtenir des subventions du conseil général des Bouches-du-Rhône et de la CAF qui conviendrait les PME de franchir le pas. Mais elles expliquent, regrette Tège Mechri, qu'elles n'ont pas à prendre en charge la garde de la petite enfance, prérogative de l'Etat. Or, en réponse, celui-ci avance qu'il y consacrerait déjà un budget de 2 milliards de francs par an. Une partie de ping-pong dont les spectatrices pourraient devenir de plus en plus isolées.

Marie-Béatrice Baudot

Les assistantes sociales à l'écoute

Quand il faut détecter la détresse derrière une banale demande d'aide financière

« Les femmes seules avec enfants fréquentent ni plus ni moins que les hommes les services sociaux de leur entreprise », estime Jacques Wasbauer, responsable des relations sociales à la BNP, qui dirige quelque quarante assistantes sociales, dont un peu moins de la moitié sur Paris et la région Ile-de-France. Dans cette banque, où les effectifs sont composés à part égale d'hommes et de femmes, cette population ne semble pas soulever de problèmes spécifiques. « La demande des femmes est la même que celle des hommes, assure encore Jacques Wasbauer. C'est une demande d'aide financière, psychologique, administrative... Les plus gros problèmes que nous rencontrons concernent plutôt les ménages surendettés que les femmes seules qui ont du mal à boucler leur fin de mois. »

Même si les femmes de la BNP ne se manifestent pas de façon significative, cela ne veut pas dire pour autant que tout va bien pour elles. Loin de là. « Des problèmes spécifiques, elles en ont, ne serait-ce que parce que leur budget se trouve réduit de fait », proteste André Cabon, membre de la commission du travail de l'association nationale des assistantes du service social. « Et puis, poursuit-elle, il est plus difficile lorsqu'on est seule de mener de front une vie professionnelle et une vie familiale. On se trouve confrontée au problème du logement, de la scolarité et de la santé des enfants

avec éventuellement l'absentéisme qui en découle. » Alors, s'il est certain que toutes les femmes dans ces situations de fragilité ne passent pas systématiquement par les services d'assistance sociale des entreprises, bon nombre cependant sont amenées à le faire.

AIDE PSYCHOLOGIQUE. « Le plus important pour nous, lorsqu'une femme vient demander notre aide, c'est de déceler la véritable nature de sa demande », indique Marguerite-Marie Cuenet, l'une des huit assistantes sociales des AGF. Derrière la demande d'un secours financier se cache parfois une grande détresse, surtout après un divorce ou une séparation.

« On détecte presque toujours chez ces femmes un sentiment d'échec, de culpabilité. Notre travail consiste alors à déculpabiliser, à aider la personne à analyser la situation et à mettre en place un nouveau projet de vie. » Un travail délicat qui a poussé les assistantes sociales des AGF à suivre une formation à l'analyse systémique avec un psychiatre. « Cela nous permet d'essayer de débrouiller des situations », explique Françoise Croze, des AGF également, et le cas échéant, d'orienter la personne vers une psychothérapie. »

Outre une aide psychologique, les femmes seules viennent chercher auprès des assistantes sociales une aide au logement. Elles souhaitent parfois se rapprocher du travail. A la BNP, elles peuvent bénéficier du 1 % logement, « mais, même avec cela, les

logements sur Paris restent très chers », déplore Jacques Wasbauer.

Pour les femmes des AGF, la situation est un peu meilleure car, bénéficiant d'un parc immobilier, la société met un certain nombre de logements sociaux à la disposition de la commission sociale du logement à des prix inférieurs de 50 % à ceux du marché. Et les femmes seules avec enfants sont prioritaires. Certaines, parfois bien implantées dans leur quartier, préfèrent rapprocher leur travail de leur domicile. Les assistantes sociales peuvent alors appuyer leur demande de mutation. « Elles n'imposent rien, précise Jacques Wasbauer, elles attirent l'attention sur tel ou tel point du dossier qui aurait pu passer inaperçu. On ne réussit pas à tous les coups, mais on réussit des coups... »

Autre domaine d'intervention des assistantes sociales, les problèmes financiers. Leur pain quotidien, apprendre aux femmes en difficulté à établir un budget. En cas de besoin, la plupart des entreprises du tertiaire sont à même de donner une aide exceptionnelle. « Mais, conclut Françoise Croze, dans l'ensemble, les femmes seules sont très strictes sur la gestion de leur budget. Elles sont généralement très pudiques et ne viennent nous parler de leurs problèmes financiers qu'en dernière extrémité. C'est plus le stress que la difficulté financière qui les amène vers nous. »

Catherine Leroy

ECOLE D'INGENIEURS

ENTREZ DANS LE MONDE DES TELECOMS

Pour les titulaires
d'une maîtrise scientifique(1).

Accès direct en 2ème année.
Sélection sur dossier et entretien.
Date limite d'inscription : 30 avril 1991

(1) Limite d'âge : 25 ans au 01.01.91

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
Boite d'Ingenieurs - Pôce DIR 111 - MM
9 rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél : (1) 60 76 42 26

MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC

ENTREPRENEURS

Les leaders en action

En un an, une formation d'excellence pour former sur le plan humain et scientifique les managers de demain, bras-droits de dirigeants, créateurs, repreneurs, consultants ou redresseurs d'entreprises en difficulté.

Candidatures : Diplômés de Grandes Ecoles d'Ingenieurs, DEA, DESS scientifiques ou équivalent.

Clôture des inscriptions : Le 30 mars 1991

Renseignements et inscriptions
M.S. HEC
ENTREPRENEURS
78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
Tél. (1) 39 67 70 00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Employées et solitaires

Une lutte quotidienne

La solitude, la course dans les gares, le désespoir parfois. Mais toujours une volonté tenace

UNE petite chambre avec un lit simple pour elle, un autre à barreaux pour sa fille de trois ans, une table et un poste de télé. Pas de décorations, pas de bibelots, mais au moins Aménata a enfin un logement bien à elle. Son mari l'a abandonnée, enceinte, quelques mois après leur mariage. Il n'a jamais réapparu. Aménata avait quitté le Sénégal pour le rejoindre en France; elle s'est retrouvée seule, sans travail, sans qualification. Mais pas question de retourner au pays.

« Je me suis dit : « Je reste, je vais me battre. » Et, depuis un an, sa situation s'est améliorée. Elle habite à Paris ce studio qu'une association d'aide au logement lui loue et elle travaille comme aide-cuisinière dans un restaurant où elle touche le SMIC. Ses horaires : de 10 h 30 à 14 h 30, et de 18 h 30 à 22 h 30. Le matin, Aménata conduit sa fille à la crèche, à 18 heures, elle l'emmène chez une voisine d'où elle la reprend à 23 heures. « Les horaires sont fatigants mais c'est le seul travail que je sache faire. » Aménata ne se plaint pas, parle calmement de sa solitude, de sa religion qui l'aide à tenir et mesure avec une certaine fierté le chemin parcouru : « Le peu que je gagne me permet de subvenir à mes besoins. Et quand ça ne va pas, je me dis qu'un jour on va sourire un peu. »

« FAIRE FACE À TOUT, SEULE. » A l'heure où Aménata part le soir pour son travail, Régine arrive à son domicile, dans les Yvelines. Depuis trois quarts d'heure, ses enfants sont seuls à la maison. C'est sa fille, huit ans, qui est passée chercher son petit frère de quatre ans à l'école. La deuxième journée de Régine, veuve depuis huit ans, commence.

A l'époque, le couple vivait déjà séparé. Une nuit, le mari, alcoolique, a battu sa femme et sa fille. Une scène de trop. Régine s'enfuit, la petite sous le bras. « C'est à ce moment que j'ai décidé de demander le divorce. » Le mari ne l'a pas supporté et se suicide.

Rejetée par sa propre famille, Régine retrouve chaque soir la solitude d'une grande cité-dortoir. C'est auprès de ses collègues de la CFDT qu'elle trouvera du réconfort. Deux ans plus tard, Régine décide de faire un deuxième enfant, pour elle seule,

« pour m'aider à m'en sortir, à voir de nouveau un sourire à la maison ». Nouveau rejet de la part de ses parents. Elle décide alors de trouver un emploi mieux rémunéré, et se présente au concours d'entrée de l'ANPE. Elle y est embauchée comme secrétaire en mai 1990. Avec 5 600 francs par mois, les aides sociales, les bons de vacances, Régine arrive à joindre les deux bouts. Le plus dur : « N'avoir personne pour m'épauler. Faire face à tout, seule. »

Félicité part au travail. 18 h 45, gare de Lyon, un train l'emmène vers l'Essonne où elle prend son poste de veilleuse de nuit dans une maison de retraite. A 7 h 30, retour vers Paris pour conduire à l'école sa fille de huit ans et son fils de cinq ans. A 16 heures, elle les attend à la sortie. A 18 heures, elle les quitte. Les enfants restent seuls la nuit. Pas tout à fait : la

petite famille vit à l'hôtel. 230 francs par jour. Son salaire de 5 600 francs par mois ne suffit pas à régler la note. Les assistantes sociales complètent parfois. Un loyer lui reviendrait moins cher, mais pas moyen de trouver un logement.

Elle estime avoir réussi presque tout; il lui manque seulement un toit bien à elle. Elle ne ressent pas de solitude. « Il y a les enfants. Et, par rapport au calvaire que j'ai vécu, c'est la sérénité. »

Francesca se lève tôt. Tirée à quatre épingles, elle part pour le bureau, un syndic de copropriété où elle est secrétaire. Francesca revient de loin. Une famille bourgeoise qu'elle rejette à dix-sept ans pour vivre en marge. La drogue, la route, les petits boulots, les amis. De sa rencontre avec un toxicomane naît Céline. Le père n'a réapparu que l'an dernier. Céline avait alors douze ans. Pen-

dant tout ce temps, Francesca a réussi à décrocher de la drogue, a travaillé comme femme de ménage, baby-sitter, employée de bureau avant de suivre des cours de secrétariat. « J'ai frappé à toutes les portes : je pensais que l'une allait s'ouvrir. »

Petit à petit, la vie reprend le dessus. Mais le destin s'acharne. Fin 1990, nouvelle tragédie : Francesca perd tout, son logement, son travail. Céline est expulsée de l'école. Elle se trouve en ce moment chez ses grands-parents, que Francesca a bien dû se résoudre à appeler à l'aide. Dans quelques semaines, la fillette reviendra à Paris, en pension. Le mois dernier, Francesca a retrouvé un logement et un emploi. Fin du tunnel. Au bureau, personne ne sait ce qu'elle cache derrière son élégance et son sourire.

Francine Altzicovici

L'absence des psychologues

« J'E note que 90 % de mes consultants sont des femmes, bien qu'il n'y ait aucune statistique sur la montée en puissance des consultations. Il est certain que l'environnement professionnel et privé des femmes isolées a des répercussions d'ordre psychologique. Malheureusement, les directions des ressources humaines sont très mal armées pour appréhender le problème. On estime à seulement 10 % le nombre de psychologues travaillant en entreprise ayant une formation clinique. 90 % ont une formation relevant de la psychologie sociale et industrielle. »

Françoise Pagano, vice-présidente du Syndicat national des psychologues (SNP), qui déclare regrouper 1 600 psychologues en France, exerce en milieu hospitalier. Clinique, elle a le dent dure contre les directeurs des ressources humaines. « Les DRH, dit-elle, sont des administratifs ayant le plus souvent une fonction directoriale. Leur formation psychologique est trop

superficielle pour être réellement à l'écoute de la personne. Ils maîtrisent mal, de surcroît, les mécanismes de groupe. En clair, l'entreprise n'a pas encore intégré les psychologues cliniciens. Elle leur préfère des psychologues du travail, spécialisés dans la gestion sociale, les filières de recrutement ou de la formation, qui tiennent le haut du pavé. Difficile pour eux de prendre en compte les « mal-être » des femmes isolées. »

Responsable à l'UAP du recrutement-gestion des carrières, M. Le Fillâtre estime que les « bilans professionnels, récemment instaurés dans le groupe, sont autant d'analyses de soi, qui permettent de faire le point, d'exprimer un projet, de remettre, de se prendre en charge », tous sexes confondus, ce qui requiert aussi une « éthique certaine de la part du consultant à l'écoute. » « Nous venons de mettre au point une charte de la mobilité professionnelle, conclut le responsable de l'UAP. Il m'apparaît évident que la mobilité élargit le cercle des relations et freine l'introversion. Elle est l'un des remèdes à la solitude individuelle. De même qu'il est non moins évident que, dans la société, la vie professionnelle est devenue un foyer de relations humaines souvent plus important que le cercle privé. »

Jean Manicou

L'accompagnement social de l'UAP

Comment répondre à la détresse de celles pour qui l'entreprise est la dernière porte de sortie, sans paternalisme ni incursion dans la vie privée...

« P LUS de 20 % des femmes employées dans les services administratifs sont, en région parisienne, dans des situations sociales anormales. Le constat dressé par Jean-Pierre Narnio, directeur des ressources humaines de l'UAP, tombe tel un couperet. Mères célibataires, en instance de divorce ou en concubinage boiteux, près d'un millier de femmes, sur les 7 500 salariés des services administratifs de l'UAP en Ile-de-France, sont ainsi rattrapées par la paupérisation. « En se retrouvant seules, ces employées qui, en couple, vivaient correctement, ne peuvent plus faire face à leurs charges, constate Jean-Pierre Narnio, et c'est l'engrenage des avances sur salaire, des logements de plus en plus éloignés du lieu de travail, de la détresse. »

La situation n'est certes pas propre à l'UAP : toutes les grandes entreprises du secteur tertiaire, qui sont autant de miroirs de la vie dans les conurbations, sont, selon le DRH de l'UAP, confrontées aux difficultés de ces bataillons de femmes, socialement isolées et désemparées. « Nous ne pouvons plus être indifférents à ces problèmes », reconnaît-il. D'autant que la qualité du travail de ces salariées s'en ressent : absentéisme croissant, désintérêt vis-à-vis du travail, stagnation dans des postes d'exécution

peu passionnants, réticences par rapport à la formation professionnelle...

« Dans l'anonymat de la vie dans les grandes agglomérations, l'entreprise est bien souvent, observe Jean-Pierre Narnio, la dernière référence stable de ces employées. » Alors même que le personnel en contact avec ces femmes en plein désarroi, et en particulier leur chef de service, n'est bien souvent pas préparé à répondre à ces appels de détresse. « Se retrouver devant une femme qui éclate en sanglots, alors qu'on vient de lui faire une remarque bénigne sur son travail, n'est pas facile à gérer », reconnaît Jean-Pierre Narnio.

MAUVAISES SURPRISES. Tout en se défendant de revenir à un paternalisme jugé archaïque, l'UAP a donc développé une politique d'accompagnement social de ces personnes en difficulté, en faisant notamment un effort sensible en matière de logement. « Nous avons spontanément doublé les obligations légales relatives au 1 % logements », indique le DRH de l'UAP, en précisant que le groupe y consacre désormais 50 millions de francs par an. « Mais il nous arrive aussi de perdre des sommes considérables », reconnaît Jean-Pierre Narnio, car les bénéficiaires ne se rendent pas toujours compte de ce que nous faisons pour eux. » C'est ainsi que certains abandonnent sans préve-

nir un logement subventionné pour lequel l'UAP a déboursé de 300 000 à 350 000 francs, « soit deux ans de salaire d'un collaborateur. »

Malheureusement, le DRH de l'UAP relève aussi une certaine dérive dans les demandes d'assistance de ces salariées. Et c'est non sans malice que les membres du service du personnel doivent endosser les habits de juge de paix matrimonial ou de conseiller éducatif pour les enfants en difficulté scolaire.

L'UAP n'entend pas se laisser entraîner sur ce terrain, et préfère concentrer ses efforts dans des domaines qu'elle maîtrise mieux : la formation et la mobilité professionnelle. « Le seul départ de ces salariées en province entraîne une augmentation de 15 % à 20 % de leur pouvoir d'achat », relève Jean-Pierre Narnio. Reste que seule une poignée de personnes se sont laissées convaincre par les avantages d'une mobilité largement encouragée par la direction de l'UAP. « Dans la mesure où nous devons décentraliser un certain nombre de nos activités, cette mobilité est, selon le DRH de l'UAP, indispensable si nous ne voulons pas supprimer des emplois. » Des emplois qui sont, justement, très souvent occupés par ces employées en situation précaire.

Valérie Devillechabrolle

Des difficultés pudiquement cachées

Les situations dramatiques sont personnelles et on répugne à les évoquer dans les sociétés du tertiaire. On essaie pourtant d'y répondre socialement

LES branches les plus féminisées du secteur tertiaire ne se préoccupent pas plus que d'autres d'une population qu'on affirme difficile à repérer, et de toute manière peu nombreuse. La Société générale se soucie par exemple du surendettement de ses employés : une commission ad hoc a été mise en place. Mais on y clame qu'hommes et femmes sont, pour une fois, à égalité, et même que ces messieurs - chefs de famille - seraient plus volontiers demandeurs d'avances sur salaire.

Le Crédit lyonnais s'enorgueillit de sa politique sociale : crèches, ateliers du mercredi, colonies de vacances : beaucoup d'activités sont organisées par le comité d'entreprise pour les enfants du personnel, mais rien de spécifique pour les femmes en difficulté, qu'on ne saurait d'ailleurs reconnaître, ni détecter ni vraiment traiter, sinon à leur demande. Les grandes administrations du service public ne sont pas non plus spécialement attentives aux difficultés des mères de famille solitaires. Pourtant, sur les 94 000 salariés de la Caisse nationale d'assurance-maladie, 30 000 sont des femmes. La Caisse de Paris, qui regroupe les cinquante-cinq centres de paiement de la capitale, en compte 80 % sur 5 500 personnes. Une permanence juridique gratuite est à la disposition du personnel. Il existe un fonds de secours pour les cas « dramatiques » mais il est extrêmement difficile de les repérer, paraît-il, pour des raisons de pudeur et de respect de la dignité de chacun.

Aux PTT (38 % de femmes sur 300 000 salariés), ce sont les assistantes sociales qui ont la charge de ces cas et les signalent aux chefs de service. On leur donne la priorité pour les aménagements d'horaires, le temps partiel, les places dans les crèches d'entreprise et les logements réservés aux postiers. Les psychologues du centre Jacques-Senot offrent en plus un soutien psychologique sur le lieu de travail.

C'est encore dans les grands magasins que la gestion des res-

sources humaines semble le plus ouverte à cet aspect de la vie de ses employées. L'importance du taux de féminisation joue-t-elle un rôle (80 % au Printemps, dont plus de la moitié à la vente, et 70 % aux Galeries Lafayette) ? Toujours est-il que, dans le choix des horaires de travail, priorité est donnée aux mamans de jeunes enfants et, avant tout, aux mamans seules.

LE MATIN OU L'APRÈS-MIDI. « Les magasins sont ouverts six jours par semaine, de 9 h 30 à 19 heures. Le personnel, lui, ne travaille que cinq jours et son jour de congé doit obligatoirement être accolé au dimanche. Les mères de famille préfèrent avoir leur samedi pour garder les petits ; nous le leur laissons toujours. L'amplitude des heures d'ouverture est plus grande que leurs services. Suivant les problèmes de crèche, d'école ou de nourriture, elles choisissent de travailler le matin ou l'après-midi », explique le directeur des ressources humaines du Printemps (il évalue la population à problèmes à moins de 10 %). « Nos employées ont en moyenne seize ans d'ancienneté. Nous les connaissons bien. La plupart sont mariées. »

D'après le directeur du personnel des Galeries Lafayette, l'âge moyen des vendeuses se situe également entre trente-cinq et quarante-cinq ans. Deux assistantes sociales s'en occupent à plein temps. Le comité d'entreprise a créé une commission spéciale pour les femmes en détresse. Cette dernière alloue des aides financières ou bien intervient, lorsque le besoin s'en fait sentir, auprès d'un office d'ILM ou d'un service public pour éviter l'expulsion, la coupure de gaz ou de téléphone due à une facture impayée. « Le 1 % du logement est largement utilisé : la dernière urgence a été celle d'une très jeune vendeuse avec un petit bébé, mise à la porte par un mari alcoolique et violent. Il a fallu la loger dans les quarante-huit heures. On s'est décarcassé pour lui trouver un logement accessible. »

Liliane Delwasse

Un besoin urgent de formation

Les banques et les assurances affirment que leurs programmes s'adressent à leurs salariés « tous sexes confondus ». Toutefois, beaucoup de femmes restent à l'écart

LES femmes sont plus présentes dans les emplois les moins qualifiés, et parfois en grand nombre. Souvent seules (c'est parmi les employées que les divorcées sont les plus nombreuses), elles auraient le plus grand besoin d'améliorer leur situation en acquérant une qualification. Or beaucoup restent à l'écart de toute formation, même réalisée pendant le temps de travail. « Quand on est en poste à Melun et qu'il faut aller suivre des cours à la Défense, explique l'une d'elles, la vie familiale devient si compliquée qu'on préfère renoncer. »

Pendant longtemps, les grands établissements du secteur tertiaire ont accueilli beaucoup de jeunes sans autre bagage qu'un certificat d'études ou un BEPC. Mais, comme le souligne Chantal Cossalter, du CERCO, dans une étude sur « le renouvellement des qualifications et de la gestion des ressources humaines dans les banques et les assurances », désormais, dans le cadre même de leur travail, « ces populations pas ou peu qualifiées se trouvent en situation d'exclusion. Il n'y a pas d'offres dans l'entreprise pour répondre à leur demande. La requalification du personnel devient ou devrait devenir un impératif. »

Si les OS des bureaux ont un peu plus de formation générale que leurs homologues de l'industrie, ils (c'est-à-dire « elles », trois ou quatre fois sur cinq) se sont cantonnés, dans un monde terriblement dévalorisé, mais relativement « douillet », et où l'emploi paraissait

garanti à vie, dans un certain immobilisme. Celui-ci s'appuie sur un sentiment d'échec - scolaire ou professionnel - renforcé pour les femmes, par leur vieille réputation à ne pas pouvoir se réaliser dans le travail et par le poids des tâches familiales.

C'est ainsi que les employées d'une grande société de vente par correspondance, occupées depuis des années à la simple ouverture du courrier, ont pu réagir à un projet de formation qualifiante les concernant par un véritable blocage : « Moins on bouge, plus on dure... ». L'affaire s'est terminée prématurément par une vague de licenciements.

PLUSIEURS ÉTAPES. Si des efforts massifs de « redynamisation » ne sont pas entrepris rapidement, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui se trouveront bientôt condamnées au chômage à vie. Les rares initiatives dans ce domaine - au GAN, au Crédit industriel de Normandie, à l'URS-SAF, ou à la CAF, sans oublier la Lyonnaise de banque, première à se lancer - comportent plusieurs étapes.

La première, indispensable, est un vaste effort pour provoquer une prise de conscience des menaces qui pèsent sur l'emploi. Elle ouvre des perspectives telles que chacune soit encouragée à tenter l'aventure de la formation, malgré ses craintes. On constate alors que les volontaires sont si nombreuses qu'il est difficile de répondre à toutes les demandes. Vient ensuite une phase de réactivation des

mécanismes intellectuels, qui s'appuie en général sur des « outils cognitifs », comme, par exemple, les cubes de Miallet... D'ordinaire, les stagiaires s'y découvrent dotées de capacités intellectuelles qu'elles n'imaginaient pas. Puis une étape de formation générale, au contenu variable, précède le temps de la requalification proprement dite.

Il apparaît important que tout cela soit étalé dans le temps. Pour Dominique Thierry, de Développement et Emploi, la meilleure formule serait celle qui, transformant l'organisation des services, ferait de leur fonctionnement quotidien une occasion constamment renouvelée d'apprendre et d'évoluer. On en est loin. Mais les opérations que réalise la mission Nouvelles qualifications - par exemple à l'agence régionale toulonnaise du GAN ou parmi les employées de l'hyper-marché Leclerc de Valence - vont dans ce sens, parce qu'elles impliquent non des individus mais des services entiers et partent des situations de travail.

Un point frappant : dans ce contexte où l'on s'attache à leur rendre confiance et espoir, les femmes trouvent mille solutions (notamment dans la solidarité entre camarades de formation) pour surmonter les problèmes familiaux et s'accrocher à la formation, suivie avec la dernière énergie.

Marie-Claude Beibeder

هكذا من الإله

groupe
valcozrec

RESPONSABLE D

ORGAN
Chef de Proj

FORMA
PROFESSIO

ECOLE SUPÉRIEURE
CONSULTANT

Si vous êtes vraiment d...
commencez par u

Le Monde

des
Cadres

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT IMPORTANT QUE
CONNAISSANT LES MARCHÉS INTERNATIONAUX DE L'ÉNERGIE,
LA BRANCHE "PÉTROLE ET GAZ" DE VALLOUREC INDUSTRIES
RECHERCHE UN

RESPONSABLE D'AFFAIRES EXPORT

BASE PARIS OUEST

De formation supérieure Commerciale ou Technique (BAC + 4), à 30 ans, vous avez acquis une bonne maîtrise de la conduite d'affaires dans les domaines de la métallurgie, du produit ou de l'équipement industriel.

Sous l'autorité du Directeur des Ventes, en tant que Responsable d'affaires export, avec l'ensemble de nos ressources (technique, productive, logistique et financière) vous aurez à :

- construire l'intégralité de notre réponse (spécifications financières, techniques, logistiques) à des appels d'offres internationaux,
- conduire, jusqu'à son terme, la vente de nos produits intervenant dans les opérations de forage jusqu'aux opérations de raffinage et de transport de l'énergie.

Si cette mission, tout à fait passionnante, requiert des qualités de négociateur pragmatique, un anglais courant, elle suppose aussi une disponibilité et une mobilité intellectuelles et physiques importantes pour des déplacements internationaux.

Motivé pour ce challenge, envoyez un dossier complet de candidature (C.V. + photo + salaire actuel) sous la référence LM 1176 à Claude BERNARD au



CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

Notre Société, solidement implantée dans le Sud-Ouest appartient à un important Groupe Français. Elle aborde une étape importante de son histoire et se prépare dès maintenant au démarrage d'une nouvelle activité. Pour partager et réussir ses projets, elle recherche son

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Ses objectifs : poursuivre et intensifier la politique de développement des ressources humaines déjà engagée, conduire avec son équipe les actions de formation et de communication indispensables à la dynamique de changement de l'entreprise, participer à l'élaboration, l'organisation et la mise en place de la structure en charge de la nouvelle activité.

L'importance et l'intérêt des enjeux sont de nature à motiver un professionnel de la fonction, 35 ans au moins, de formation supérieure, ayant confirmé sa connaissance du terrain et sa pratique des négociations avec les partenaires sociaux dans un environnement industriel. Il saura être sensible au quotidien et constant vis à vis du moyen et long terme, déterminé et ouvert, adroit dans ses relations.

Ecrire sous réf. 10 A 2121-1M
à Annie SANTAMARIA

115, rue Turenne - 33000 BORDEAUX.

Membre de Syntec



ORGANISATEUR

Chef de Projet utilisateur

pour le développement de nouvelles applications du système d'information de l'Antenne. Rattaché au Secrétaire Général de l'Antenne, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des analyses fonctionnelles et de l'interface avec les services informatiques et les services opérationnels pour ces projets stratégiques.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous avez une première expérience (1 à 2 ans) dans le développement de système d'information acquise si possible dans un cabinet de conseil anglo-saxon.

De grandes qualités d'écoute et d'ouverture sont indispensables pour ce poste qui vous permettra d'évoluer éventuellement vers des fonctions opérationnelles, hors informatique au sein de l'Antenne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à TFI, D.R.H., Service du Recrutement, 17 rue de l'Arrivée, 75737 PARIS CEDEX 15.

DES HOMMES DE SOLUTIONS

BERTIN

Notre vocation : la recherche de procédés et le développement d'équipements industriels nouveaux (700 personnes, dont 450 cadres et assistants). Maintenir et optimiser l'adaptation entre l'évaluation des activités et le développement du potentiel des collaborateurs constituent l'état majeur de notre réussite. Nous recherchons

LE RESPONSABLE EMPLOIS ET CARRIERES

Adjoint du Directeur des Relations Sociales, dans le domaine de la gestion des relations individuelles, vous assurez 3 fonctions :

- Concepteur et chef de projets tendant au développement des outils et des méthodes de gestion prévisionnelle.
- Coordonnateur des actions de recrutement interne et externe, des besoins de formation et des évolutions individuelles.
- Responsable de la gestion du personnel d'un secteur d'activité.

Vous êtes entouré d'une petite équipe de consultants qui participent au recrutement et à la gestion des emplois.

Pour réussir dans cette mission complète, vous êtes de formation supérieure et possédez une solide expérience (5 à 10 ans) de la gestion des ressources humaines.

Pour ce poste basé à Plaisir (78), merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), en précisant la réf. REC01/AM, à BERTIN & Cie - BP3 - 78373 PLAISIR CEDEX.



LES SOLUTIONS COMPETITIVES

FORMATION PROFESSIONNELLE

Avec l'ECOLE SUPERIEURE DE GESTION
devenez

CONSULTANT "JUNIOR"

Votre profil : Diplômés BAC + 3

(Marketing, Communication, Ressources Humaines, Recrutement)

Notre proposition : 9 mois de formation à temps plein

Début le 15 avril 1991

Stage gratuit et rémunéré pour demandeurs d'emploi parisiens (75)

Envoyez CV, lettre de motivation et Photo à :

E.S.G. Formation Continue - 19 rue Erard - 75012 PARIS

ou téléphonez au : 43.43.40.00.

Si vous êtes vraiment décidé à parler anglais,
commencez par traverser la Manche.



Brittany Ferries vous emmène apprendre l'anglais chez les Anglais. A l'Anglo Continental de Bournemouth. Notre école vous propose, pour 15 jours ou plus, des stages de formation intensive à l'anglais commercial, technique, courant. Ecrit et parlé. Et sur mesure. Au total, 30 formules de cours. Au départ de St-Malo, Caen/Caudebec et Cherbourg, Brittany Ferries vous

dépose avec votre voiture à quelques miles de l'Anglo Continental. Profitez-en pour visiter la région de Bournemouth, pratiquer un sport et nouer des contacts. Après cette immersion linguistique, vous serez prêt pour l'Europe de 1992 et ne garderez plus votre langue dans votre poche.



Pour recevoir très rapidement une documentation gratuite sur l'Anglo Continental et le forfait Brittany Ferries, retournez ce bon à : Anglo Continental/Brittany Ferries - 28088 Roscoff Cedex.

Nom : _____ Prénom : _____ Ville : _____
Adresse : _____ Code postal : _____ Téléphone : _____
Document de formation professionnelle comme : ☐ OUI ☐ NON ☐ BREVETÉ

SAE, grand groupe mondial de BTP,
N°1 en France du bâtiment, nous recherchons de

Jeunes auditeurs internes

Diplômés d'école supérieure de commerce option gestion ou école d'ingénieurs + 3e cycle, vous êtes bilingues anglais et dotés de bonnes qualités relationnelles. Des connaissances en informatique seront un plus.

Intégrés dans une équipe jeune, en liaison directe avec un chef de mission, vous bénéficierez d'une formation à une méthodologie éprouvée et serez immédiatement impliqués dans des missions variées (audit de comptabilité, organisation, juridique, personnel...) en France puis à l'étranger.

Votre personnalité vous permettra de vous affirmer rapidement et d'évoluer au sein de la cellule audit et à terme dans d'autres services du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AU/069 à Isabelle EMIN - SAE - DRH 39/43, quai André Citroën - 75739 PARIS CEDEX 15



JEUNES DIPLOMES

ECOLE D'INGENIEURS

PFIZER, filiale de l'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, disposant d'un important portefeuille de produits issus de sa recherche internationale

ECOLE DE COMMERCE PHARMACIE, MEDECINE

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite avec c.v. et photo s/réf. 6693 au Service du Personnel, PFIZER 86 rue de Paris, 91407 ORSAY Cedex.

PROPOSE à de jeunes diplômés d'acquiescer une première expérience au sein de sa Division Pharmaceutique, dans les Services Marketing, Force de Vente et Etudes de Marché.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

Vous bénéficiez ainsi d'une formation exceptionnelle vous permettant par la réussite dans vos missions, d'envisager le développement de votre carrière au sein de notre Société soit dans Pfizer France, soit dans Pfizer International.

Le Monde *des* Cadres

Développez vos ambitions dans la banque :

Responsable Communication Entreprise

Puissant réseau bancaire français, la fonction que nous souhaitons vous confier comporte 2 missions essentielles :

- Prendre en charge les relations extérieures auprès des médias et des leaders d'opinion.
- Développer une politique de communication interne susceptible de mobiliser les acteurs de l'entreprise autour de ses valeurs.

Pro de la communication, votre formation supérieure est nécessairement complétée par une expérience d'environ 5 ans dans l'univers des services.

Attaché au Dircom, vos talents de manager associés à vos capacités d'adaptation seront des atouts déterminants pour réussir dans ce poste.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. 304/LM à Thais Publicité, 4, rue Neuve Popincourt 75011 Paris qui transmettra.

Société études marketing

RECHERCHE UN DIRECTEUR ETUDES QUALITATIVES PSYCHOLOGUE

ancienneté dans poste équivalent : 5/10 ans

GRANDE EXPERIENCE :

- du contact client (projet, présentation, conseil)
- encadrement de chargés d'études
- animation de groupes
- facilité de rédaction

Envoyer CV, présentations et photo à
REPÈRES, 21, rue de Miromesnil, 75008 PARIS

La COMPAGNIE B.T.P. recherche

CHARGE D'AFFAIRES H/F

Responsable d'un portefeuille de clients

PROMOTEURS - MARCHANDS DE BIENS

(montage, étude et suivi des dossiers)

Expérience 2 à 3 ans minimum.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à
A.I.E.B.T.P. 128, rue La Boétie - 75008 PARIS

CONCOURS

POUR LE

RECRUTEMENT

D'AUDITEURS

DE JUSTICE

Tout au long de sa carrière, le magistrat exerce, au service de la protection des libertés, des fonctions variées, exigeant dynamisme et esprit de décision, mais aussi sens des contacts humains. Étudiants titulaires d'une licence ou diplôme équivalent, agents publics ayant ou moins quatre ans d'ancienneté, 150 places sont offertes au concours d'accès externe et interne à l'ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE en 1991. Ces concours permettent après une scolarité rémunérée d'accéder à toutes les fonctions de la Magistrature de l'ordre judiciaire. Les candidats intéressés doivent s'adresser d'ores et déjà auprès du Procureur du Tribunal de Grande Instance situé dans leur ressort. Les épreuves auront lieu les 9, 10, 11, et 12 Septembre 1991. Renseignements :

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
9 rue du Maréchal Joffre - 33080 BORDEAUX CEDEX -
Téléphone : 56.00.10.23 - 56.00.10.24

Organisation professionnelle quartier ÉTOILE

recherche

ATTACHÉ(E) DE DIRECTION

Sc. po. Sc. Eco ou équivalent

Qualités rédactionnelles. Anglais indispensable. Allemand apprécié. Brève expérience professionnelle souhaitée.

Adresser CV, photo (retournée), prétentions
sous n° 8249 au Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

SORGEM

(Cabinet d'Études en Marketing et Communication)

recherche un

DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES

Pour développer le secteur des études quantitatives de la

société en liaison avec les études qualitatives.

De formation supérieure, il devra disposer d'une solide expérience de société d'étude ou d'institut de sondage (5 ans minimum).

Adresser lettre manuscrite et CV à : Sylvie SAUVAGE
SORGEM SA, 11, rue Leroux - 75116 Paris

INSTITUT D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

recherche

STATISTICIEN-ÉCONOMISTE

ENSAE-CGSA ou ISUP, DEA Eco. + Math.

Responsabilité de l'informatique (gros système, micro.)

Gestion données, études

Première expérience souhaitée

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous n° 8247
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

MAIRIE DE MEAUX-77

recrute dans le cadre de l'opération de développement social et urbain du quartier de la Pierre Collinet

UN ADJOINT

AU CHEF DE PROJET

Agent de développement social ayant de bonnes capacités d'animateur de terrain.

Il travaillera en étroite collaboration avec le chef de projet, il assurera la coordination des actions avec les acteurs sociaux et les habitants, et la conduite des réunions.

Il travaille en partenariat au sein de l'équipe de M.O.U.S. constitué.

Envoyer CV et lettre de motivation à M^{me} ZERBB
HOTEL DE VILLE DE MEAUX,
Place de l'Hôtel-de-Ville, 77100 MEAUX

GRENOBLE CONSULTANT EN RECRUTEMENT ET CONSEIL

Nos partenaires clients sont des sociétés à dimension nationale. Nous les assistons et les conseillons dans la recherche de leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes.

Vous développerez commercialement et principalement ces réseaux partenaires et aurez la responsabilité complète des missions qui vous seront confiées, depuis la définition du poste jusqu'au suivi de l'intégration, en passant par la recherche et l'évaluation des candidats.

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans en cabinet de recrutement et souhaitez valoriser vos talents dans un véritable esprit de conseil et de service.

Faites nous part de vos ambitions et adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à

ALBATROS Consultant - Denis Comman
39, chemin du Vieux-Chêne
38240 MEYLAN ZIRST
Chaque candidature sera traitée confidentiellement.



sagel vendôme

recherche pour son service immobilier d'entreprise

NÉGOCIATEUR JUNIOR

- de formation universitaire ou diplômé d'une école de commerce
- homme d'action et de contacts
- doté d'un réel esprit d'équipe, ce négociateur participera à la poursuite du développement du service immobilier d'entreprise de la SAGEL VENDÔME filiale de gestion et de commercialisation immobilière du groupe U.A.P.

Écrire à Sagel Vendôme, Nathalie FAUDRY, 39 bd Malesherbes, 75008 PARIS.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen recrute pour son Département « Études Économiques »

UN CADRE CHARGÉ D'ÉTUDES

Spécialisé en AMÉNAGEMENT

MISSION :

- Réaliser des études de faisabilité économique.
- Prendre les contacts avec les collectivités territoriales et agences, accueillir les entreprises et les investisseurs.
- Utiliser les outils informatiques créés pour promouvoir les parcs d'activités et les implantations d'entreprises.

PROFIL :

- Diplôme de l'enseignement supérieur avec spécialisation en aménagement.
- Expérience des politiques d'aménagement de zones d'activités et, si possible de l'immobilier d'entreprises.
- La pratique de la micro-informatique est un atout.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo à CCI de Rouen, Département EEA, BP 641, 76007 ROUEN-CEDEX.

AT KEARNEY

recherche plusieurs

SENIOR CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU, EXPÉRIMENTÉS

• A.T. KEARNEY Management Consultants est un des trois premiers groupes de conseil en stratégie et management dans le monde avec 1 000 consultants dont 350 en Europe. Sa mission est d'aider les directions générales de grandes entreprises industrielles et de services à se développer et à améliorer rentabilité et compétitivité.

• A.T. KEARNEY recherche pour son bureau de Paris des candidats de haute valeur, diplômés des grandes écoles (X, Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, Telecom, ENA, HEC, ESSEC...) avec une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise (industrie, services et banques...). Évidemment ces candidats devront avoir une excellente maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.

Prière d'adresser votre candidature à A.T. Kearney,
30, avenue GEORGE-V - 75008 Paris

QUAND LA FONCTION PERSONNEL DEVIENT OPÉRATIONNELLE

Un Groupe industriel international, aux premiers rangs mondiaux sur ses marchés.

Une filiale de plus de 4000 personnes.

A Paris Ouest, un siège social récent, qui rassemble 200 collaborateurs et qui porte l'image de la société.

C'est sur ce terrain que vous exercerez vos responsabilités de

Gestion Administrative du Personnel et de Direction d'Etablissement.

Votre formation supérieure (Bac + 5) et votre solide expérience (10 ans environ) de l'Administration du Personnel en milieu industriel vous permettront de gérer, en relation avec le DRH et les directions opérationnelles, le Personnel d'une importante Division de la filiale et de contribuer activement à l'évolution de nos outils et de nos procédures dans ce domaine.

Vous saurez aussi prendre en charge la gestion, l'animation et le développement des Ressources Humaines du Siège.

Votre technicité, vos qualités de contact, d'organisation et de management (vous dirigerez une équipe de 30 personnes) assureront votre réussite dans ces fonctions et dans notre Groupe.

Votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sera traité avec toute garantie de confidentialité. Il nous sera directement transmis, sous la référence RC/5410, par

AD' COM

32, rue Pierret - 92200 Neuilly-sur-Seine

CHARGE DE

Paris

STANLEY

G

de formation universitaire ou diplômé d'une école de commerce
homme d'action et de contacts
doté d'un réel esprit d'équipe, ce négociateur participera à la poursuite du développement du service immobilier d'entreprise de la SAGEL VENDÔME filiale de gestion et de commercialisation immobilière du groupe U.A.P.

CARTE

Manager le D
de notre Service

orpe

Lumi
Lulli

RECHERCHES
LES C

Raymond

هكذا من الرجل

Le Monde de la Fonction Commerciale

CHARGES DE CLIENTELE

PARTICULIERS - PROFESSIONNELS - ENTREPRISES

Paris - Essonne

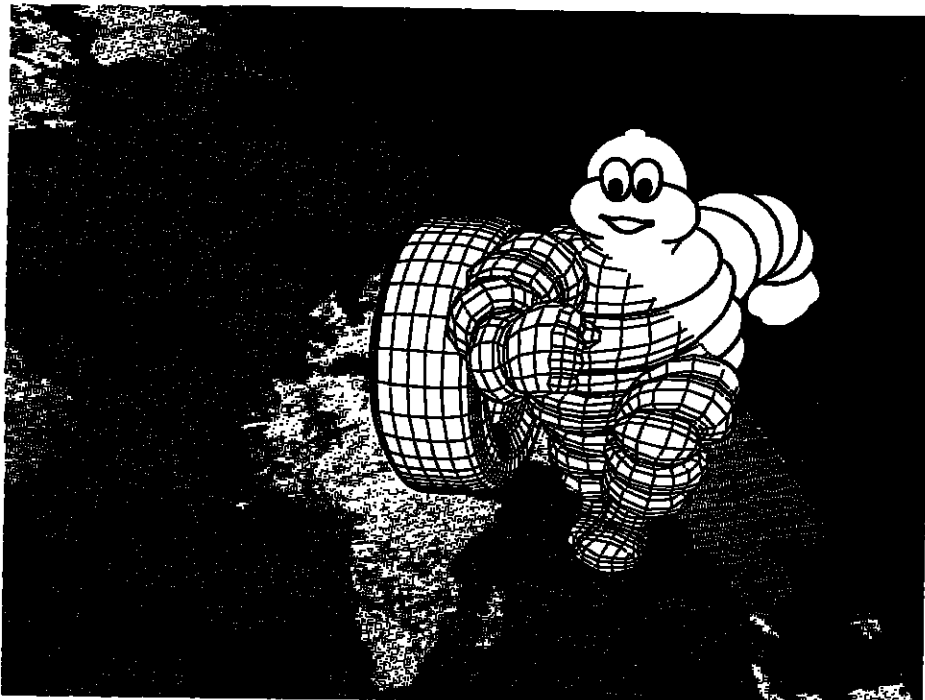
- Banque du Groupe CIC, pour accentuer notre développement sur Paris et sa région, nous recherchons des Commerciaux évolutifs disposant d'une expérience bancaire de 3 à 5 ans, pour le marché des Particuliers (agence de Palaiseau) et les marchés Professionnels et Entreprises (agences parisiennes).
 - De formation supérieure, votre expérience a conforté vos capacités relationnelles et vos compétences techniques (produits et services bancaires, maîtrise du risque).
- Vous souhaitez accélérer votre développement professionnel au sein d'un Etablissement dont la structure et le dynamisme favorisent la réalisation de projets individuels valorisants.
- Pour faire connaissance en toute confidentialité, composez le 16 (1) 47 59 95 00 en précisant la réf. 251305.

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

PREMIER CONTACT

Prenez une initiative décisive pour votre Avenir

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



Nous recherchons plusieurs **HEC - ESSEC - ESCP - IEP** débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France d'environ 2 ans.

LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE DE NOS FILIALES A L'ETRANGER

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/46 à **MICHELIN**, Olivier BRUET - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

MICHELIN Les moyens de se passionner

La filiale de Financement aux Professionnels d'une très grande banque française

Ingénieur Commercial en Financement Informatique

Rattaché au Responsable du marché informatique, il aura la responsabilité du développement d'un volume d'affaires dans le cadre d'un accord avec un très important constructeur informatique.

De formation supérieure, vous avez une expérience confirmée de la fonction au sein d'un Etablissement Financier, ou du département financement des ventes d'un constructeur.

Agé de 27/35 ans à fort potentiel, vous souhaitez intégrer une entreprise dynamique qui saura vous offrir de très bonnes perspectives d'évolution.

Contactez Jean-Louis Ferrein au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking & Insurance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la réf. JLF6199MO.



Michael Page Banking & Insurance Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Cariane

Nous sommes l'un des leaders dans l'organisation du transport public de voyageurs et du tourisme par autocars. Nos 25 filiales emploient 2000 personnes et gèrent 1300 véhicules. Notre forte expansion nous conduit à rechercher en ILE DE FRANCE un

RESPONSABLE MARKETING REGIONAL

Véritable bras droit du Directeur Régional, vous conduisez avec une large autonomie des missions très variées de marketing (anticipation du marché, actions visant à améliorer le CA, la qualité et l'image de services réguliers...), d'ingénierie des transports (réponse aux appels d'offres, études d'implantation et de restructuration de lignes...), de négociation et de conseil à haut niveau auprès des collectivités locales. Vous intervenez en appui de nos directeurs de filiale. A votre solide formation supérieure de type Ingénieur ou Sup de Co, vous ajoutez impérativement une première expérience opérationnelle du marketing ou de l'ingénierie des transports publics. Vous avez des aptitudes à concevoir et à mettre en œuvre des projets d'envergure. Ces postes débouchent à moyen terme sur la direction d'un centre de profit. D'autres postes similaires sont à pourvoir en province.

Merci de confier votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, photo, sal. act.) à Gisèle GUILLOU sous réf. SCE 6 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 67, rue des Mathurins 75008 PARIS. Tél. 42 66 38 39



Nous sommes la filiale d'un GROUPE D'EDITION PRESTIGIEUX. Notre principale vocation est d'assurer la distribution des ouvrages du groupe sur les pays où celui-ci n'a pas de filiale. Dans le cadre de la réorganisation de nos activités internationales, nous recherchons un

Directeur Commercial Europe & Pays Industrialisés

En tant que patron de centre de profit, vous gérerez, ferez progresser le CA de votre zone géographique et animeriez une équipe de 3 commerciaux. Vous participerez aux réflexions de développement et aux choix des produits. Vous réorganiserez, harmoniserez, dynamiserez vos réseaux de promotion, de vente et gérerez les contrats de distribution par pays.

La connaissance de notre métier, n'est pas indispensable, pourvu que vous ayez un intérêt marqué pour les livres, une solide culture générale et de bonnes notions juridiques. Une formation type IEP ESC serait appréciée, cependant, nous nous attacherons davantage à votre expérience d'au moins 5 ans de la vente à haut niveau à l'international. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et, probablement, une seconde langue telle que l'allemand.

Merci d'envoyer votre candidature, lettre manuscrite et rémunération actuelle, sous la réf. M/91169 à : GDA, 17 rue Tronchet, 75008 Paris.



Garnier Demoinet & Associés

Ingénieur chimiste, nos nouveaux marchés passent par vous.

Société à taille humaine - CA 60 MF, 100 personnes -, nous extrayons, produisons et commercialisons des matières premières minérales pour l'industrie céramique en France et en Europe. Notre stratégie de diversification passe par de nouveaux marchés, comme ceux du papier, de la peinture et du caoutchouc.

Rattaché à notre Directeur Commercial, vous bénéficierez de son appui pour explorer ces secteurs. Vous resterez proche de la technique : étude des besoins, apport de solutions, relation Service R & D, contrôle qualité extrêmement strict. En parallèle, votre ouverture relationnelle assurera votre succès commercial.

Vous êtes ingénieur en chimie minérale ou céramiste. Une expérience de 3 à 5 ans, soit technico-commerciale, soit produit, développement... a confirmé votre dynamisme et votre autonomie. Pour ce poste basé à Paris, l'anglais est indispensable, l'allemand ou l'espagnol serait un plus. Adressez votre dossier à notre conseil Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, en précisant la référence 232 432 LM.



Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

AFP

Ingénieur de Maintenance passionné de machines

A 50 ans, ingénieur de formation, vous avez acquis une expérience de 20 ans dans la maintenance des machines-outils. Vous êtes passionné par votre métier et vous souhaitez mettre vos compétences au service d'une entreprise dynamique. Vous avez une solide formation technique et une expérience professionnelle de 20 ans. Vous êtes capable de gérer une équipe et de prendre des décisions. Vous avez une bonne connaissance des machines-outils et des équipements de maintenance. Vous êtes motivé et vous souhaitez évoluer dans une entreprise où vous pourrez mettre à profit vos compétences.

هكذا من الزميل

Le Monde

de l'
Informatique

AUDITEUR INFORMATIQUE

Institution financière spécialisée

Paris - Cet établissement de 1.700 personnes qui bénéficie d'une forte notoriété, recherche pour son service d'inspection générale un auditeur informatique. Le candidat recruté prendra en charge toutes les missions d'audit informatique (audit des systèmes et des outils utilisés, contrôle des applications et des développements, études de sécurité...). Il devra également conseiller et assister les autres auditeurs du service dans le choix et l'utilisation d'outils informatiques d'aide à l'audit. Il pourra enfin intervenir comme consultant interne, sur demande de la direction générale. Le site informatique est composé de : 2 IBM 4381 et 3081 (MVS/KA, CICS, DATA-COM), de 1.700 terminaux dont 600 micros. Ce

poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieurs de préférence). Il vient avec une expérience similaire acquise dans un cabinet d'audit, une banque, un établissement financier, ou bien une entreprise industrielle. La connaissance du matériel et des outils informatiques cités est nécessaire pour ce poste et la candidature d'un chef de projet motivé pour faire évoluer sa carrière dans le domaine de l'audit sera aussi étudiée. Merci d'adresser à J. Ph. VERON en précisant la référence A/F9859M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage.



Notre groupe industriel (7 000 P., 3,7 Milliards de C.A.), leader dans les domaines Espace, Chimie et Matériaux, s'appuie sur une informatique multi-constructeurs (DEC, UNISYS, BULL) reliée par des réseaux hétérogènes dont les mailles se ramifient. Nous cherchons

un ingénieur réseau

débutant ou disposant d'une première expérience

De notre site central (Paris 4^e), vous conduisez des travaux de fond pour faire évoluer notre réseau primaire (NUMERIS, TRANSCOM) et secondaire, et prendre en main nos vastes projets : standardisation des postes de travail, refonte du pré-câblage à Paris, choix d'outils méthodologiques...

Vous êtes ingénieur Télécoms : ENST, ESE, INT, INSA, MASTERE... débutant ou disposant d'une courte expérience. Nous complétons votre formation à nos outils et vous offrons un environnement à la pointe de la technique.

Notre consultante, Mme S. BLAIN
vous remercie de lui écrire (réf. 5679 LM)
"Carrières de l'informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

VENEZ BATIR NOTRE
NOUVELLE INFORMATIQUE

en prenant le poste de Directeur Informatique dès sa création.

Après une première phase d'audit permettant de dresser l'état de la situation actuelle, de définir les besoins de chaque site, d'étudier l'offre potentiellement existante sur le marché, vous soumettez à la Direction Générale le plan informatique, les prévisions de coûts d'installation et de fonctionnement, les recommandations d'investissement adoptées.

Vous serez chargé de la mise en œuvre et du suivi. Cette activité vous permet d'assurer de nombreuses relations avec les responsables d'établissement, et de travailler en étroite relation avec la Direction Générale.

Vous avez au moins 35 ans et une expérience approfondie de l'organisation informatique, dépassant la simple conduite de projet, vous ayant fait acquérir une culture multi-constructeurs.

Une formation supérieure et des compétences acquises de préférence dans le secteur de la distribution de biens industriels (connaissance éventuelle du milieu automobile) vous permettront de vous adapter aisément.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci de nous envoyer CV et lettre manuscrite sous référence 4450, à SERIFO, Groupe Eurosearch, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Ingénieur de Maintenance,
passionné de micro-informatique

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie dans un domaine similaire où vous avez acquis :

- la maîtrise de la micro-informatique et des systèmes d'exploitation : MS-DOS, UNIX et XENIX ;
- l'expérience de WINDOWS et des logiciels de bureautique ;
- des connaissances réseaux, imprimantes et matériel vidéo.

Rattaché au Chef du Service, vous rejoindrez l'équipe Maintenance et Installation et commencerez par un "audit" en émettant des recommandations afin d'optimiser le fonctionnement. Bon manager, votre sens de l'organisation et du travail en équipe, vous permet d'assurer le suivi des différents types de matériels et logiciels existant sur le marché. Vous participerez à l'organisation et l'installation des matériels nécessaires à la couverture d'événements ponctuels (Jeux Olympiques, Sommets Politiques...). La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue étrangère est souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil sous la réf. 311/LM



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Member of **EMA**
EUROPEAN MANAGEMENT ASSOCIATION

UNE EQUIPE CONFIRMÉE ET DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES, UNE ÉQUIPE EXPERIMENTÉE HABITUÉE À CONDUIRE DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU,
UNE COMPÉTENCE RECONNUE DANS LES DOMAINES DES TELECOM, DE L'ESPACE, DU GÉNIE LOGICIEL ET DU TEMPS RÉEL :
VOILÀ QUELQUES ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM D'INTERVENIR DANS LE CADRE DE PROJETS INFORMATIQUES DE GRANDE ENVERGURE.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS
2 À 10 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous contribuerez activement à notre expansion et à notre diversification et serez directement associés aux résultats de la société.

TELECOMMUNICATIONS

Réseaux mobiles (GSM),
supervision de réseaux,
normalisation Réf. 1/M

AERONAUTIQUE ET SPATIAL

Logiciels embarqués,
participation à la
maîtrise d'œuvre Réf. 2/M

FINANCE

Schéma directeur, EDI,
sécurité Réf. 5/M

METHODES

Formation, qualité Réf. 6/M

DEFENSE

Messagerie, systèmes de
commandement Réf. 3/M

INDUSTRIE

Transport, énergie,
électronique, informatique Réf. 4/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Alain DESBOIS
GENCOM Le Mermoz - 13 avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15

GENCOM

UNE EQUIPE, DES AMBITIONS

1^{ère} SESSION 1991

Débutants,
et si vous pensiez
carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons au depuis plus de vingt-cinq ans conquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

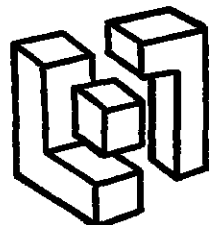
Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • déçus des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

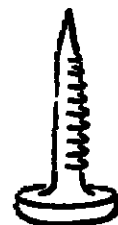
Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M252C5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

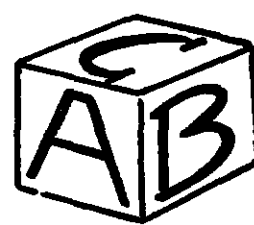
Brassez les compétences



Intégration de Systèmes



Réseau Potom



Circuit Carré

Ingénieurs Etudes Logiciel Débutants

BULL INGENIERIE (filiale de **BULL** et **CAP SESA**) est devenue en quelques années un expert reconnu dans les domaines de l'architecture de réseaux, de l'intégration de systèmes ainsi que de la sécurité logique. Une croissance significative (40 %/an), un melting pot interne - source d'enrichissement - une culture technique très marquée, situent incontestablement **BULL INGENIERIE** en pole position pour relever les défis technologiques au plan européen.

Dans le cadre de projets d'Intégrations de Systèmes, vous participerez aux travaux d'intégration, à l'élaboration des spécifications techniques, à la qualification de chaînes de liaison et au développement de logiciels de réseau.

Votre environnement ? UNIX, GCOS 6, DNS, GCOS 7, DOS, OS 2, Microprocesseurs.

Issus d'une grande école d'ingénieurs, vous avez un intérêt marqué pour la technique et l'Intégration de Systèmes. De votre capacité à travailler en équipe et de votre engagement personnel, dépendront votre évolution rapide vers un poste de Chef de projet.

Brassons ensemble nos idées ! Adressez-nous votre candidature (lettre, CV, photo) à **BULL INGENIERIE** - Direction des Ressources Humaines Mme Dominique BAILLY 12 rue de Paris - BP 59 78230 LE PECQ ou répondez-nous sur 3615 LM.

Bull
Ingénierie

Le Monde

de l'

Informatique

Informaticien
et Consultant

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine informatique en Banque, Compagnie d'Assurances, Entreprise ou SSII, et vous souhaitez élargir vos compétences (commercial, marketing, management, relations humaines...).

Le groupe MICHAEL PAGE, coté à la bourse de Londres et déjà leader en France et en Europe en matière de recrutement de financiers, banquiers et juristes, vous propose de rejoindre son équipe spécialisée dans le recrutement d'informaticiens.

Notre dynamisme et notre expansion en France comme en Europe, permettent d'envisager de réelles possibilités d'évolution pour des candidats à fort potentiel.

Adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Technology, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous référence MPT MO.

Michael Page Technology
Spécialiste en recrutement Informatique

GROUPE
PHILOG - IFATECLa configuration des
réseaux et des bases
de données

vous offre l'opportunité de développer une compétence approfondie sur les :

- Réseaux et Télécommunications (ISO, TCP-IP, Réseaux locaux, RNIS)
- Systèmes avancés de bases de données (Relationnel, objet...)

Nous cherchons :

INGENIEUR D'ETUDES

CHEF DE PROJET

De formation supérieure et avec une première expérience dans nos domaines d'expertise, nous vous proposons de participer à des projets de hautes technologies. Au sein d'équipes complémentaires, compétentes et à taille humaine, vous pourrez valoriser votre potentiel technique et d'encadrement en

bénéficiant d'un cadre de travail convivial et professionnel. Vous êtes motivé par ces postes ?

Ecrire selon affinité à
PHILOG - 8, rue Saint Marc
75002 PARIS
IFATEC - 3, rue Pétigny
78000 VERSAILLES

Informaticien
créatif - ambitieux -
expérimenté - manager

devenez notre RESPONSABLE DE PROJETS

Depuis le premier modèle, nous sommes les leaders incontestés des machines d'impression de cartes de visite en self-service.

Nous créons, autour de ce concept dont nous avons écrit les logiciels, une gamme complète, fortement axée sur la micro-informatique (TURBO PASCAL sous MS DOS, PAO...).

Nous recherchons le PATRON de l'équipe pluridisciplinaire de développement de cette nouvelle ligne de produits.

Ingénieur informaticien de formation, concepteur pragmatique ayant le sens des responsabilités, votre expérience aura démontré que vous possédez de réelles qualités d'animateur. La connaissance du pilotage des tâches techniques serait un plus.

Coordonnateur de l'activité de plusieurs ingénieurs et techniciens, vous serez en étroite relation avec le marketing et participerez aux orientations stratégiques.

Les fréquents contacts avec nos clients implantés dans tous les pays industrialisés imposent une grande disponibilité et la maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. RDP, à Kis, DRH, BP 304X, 38043 Grenoble Cedex.

KIS

ADMINISTRATEUR DE DONNEES

Un acteur du système d'information

Cette Société (1500 personnes), filiale d'un grand groupe industriel, exerce au niveau mondial une multitude de métiers liés au transport des véhicules, des matériels et des personnes. Son informatique est essentielle : 80 personnes, un site central DPS 7000, 22 systèmes répartis en France et en Europe (Mega, Cariofiles, Oracle, GCOS7, Unix). Elle pilote aujourd'hui un schéma directeur qui lui permettra de proposer un service client très compétitif sur son réseau international.

Dans ce cadre, la cohérence des données est plus que jamais fondamentale : créateur de la fonction, vous permettez à la DDI de maintenir l'harmonisation du système d'information. Vous êtes "garant" et "veilleur" pour recenser l'ensemble des données, définir la normalisation, concevoir et mettre à jour le dictionnaire... le tout en relation constante avec tous les partenaires de l'entreprise.

De formation BAC + 4, vous avez une expérience de conception sur grands projets en environnement méthodes et SGBD.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, sous réf. IM/006, à Marie-Christine LE GARFF - Temps Dense - 3, rue de Liège 75009 PARIS.



TEMPS dense
INGENIERIE DES CARRIERES



SAPHYMO PHY filiale du groupe BEFC.
2 sociétés d'instrumentation, 1 SSII,
200 personnes, CA 160 MF, située à
RUNGIS, 10 km de Paris

recherche
UN CHEF DE PROJETS

De formation supérieure (Ingénieur Electronicien ou Universitaire) vous maîtrisez l'informatique industrielle et souhaitez valoriser votre expérience acquise pendant 3 à 5 ans dans un environnement similaire.

Nous vous proposons de lancer et de conduire plusieurs projets dans le domaine de l'instrumentation.

Pour ce poste clé nous désirons rencontrer un candidat passionné par la haute technologie. Vous êtes autonome et rigoureux, à l'écoute de vos collaborateurs. Votre aisance relationnelle vous permettra de motiver une équipe d'ingénieurs et techniciens.

Si ce challenge vous séduit, venez participer au développement d'un groupe en plein redéploiement, nous vous offrons une rémunération motivante et de rapides perspectives d'évolution vers d'importantes responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite - CV - photo) à notre Conseil : Marie-France STEPHANN - B21 Ressources Humaines - 35, place du Rhône - Stic 549 94643 RUNGIS Cedex.

RESSOURCES HUMAINES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LOISIRS

L'une de ses filiales (200 personnes, 1 milliard de francs) située à Paris 17^e et en développement très rapide, élargit ses structures et crée le poste de

RESPONSABLE DE FORMATION
INFORMATIQUE ET GESTION

Rattaché au Président de la Société et en liaison permanente avec les services opérationnels, il organisera la formation des utilisateurs à l'outil informatique et à son interprétation : terminaux des forces de vente et de l'administration commerciale, micros de l'ensemble du personnel. Il participera à la définition et au développement des projets informatiques.

Ce poste de premier plan réclame un cadre de formation supérieure : maîtrise de gestion ou d'informatique, école d'ingénieur, etc. Agé de 35 à 40 ans, parfaitement à l'aise en informatique, il justifiera d'une expérience réussie de formation ou d'enseignement, ainsi que d'une bonne connaissance de la vie d'une entreprise. Nombreux déplacements à prévoir. Anglais indispensable.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9339 à notre Conseil :

sélection conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

Chef de Projet

Réseaux Neuronaux

Situé à Nantes, notre centre de Recherche et de Développement poursuit sa croissance.

Mission : Intégré au sein d'un département "reconnaissance, vision et architecture", vous mettez en place et animez un atelier logiciel de modèles de réseaux neuronaux, avec application au traitement d'images et à la reconnaissance des formes.

Au sein d'une équipe à taille humaine, vous valorisez votre potentiel technique (grande école avec spécialisation informatique). Une formation en traitement du signal et reconnaissance des formes sont nécessaires. Votre goût pour la recherche avancée et, une première expérience sur les réseaux neuronaux sont des "PLUS" pour la fonction.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. RN44/LM, à notre conseil :



Interrégions Consultants
10, rue de la Villa Marie - 44000 NANTES

Présent dans plus de 30 pays, le Groupe British Telecom est un des plus puissants opérateurs de Télécommunications du monde.

La Division BT TYMNET France, spécialisée dans les réseaux et services à valeur ajoutée recherche

Ingénieur Support
Débutant ou 1ère expérience

- Vous êtes de formation Ingénieur Grandes Ecoles.
- Vous possédez de préférence la connaissance de l'environnement MS/DOS, des télécoms et de la messagerie électronique.
- Vous parlez couramment anglais.

Rattaché à une équipe existante basée à Boulogne (92), vous mettez en oeuvre des services de réseaux à valeur ajoutée (messageries, E.D.L.). En relation avec nos clients, vous effectuerez un support avant-vente, mise en place et après-vente.

Votre capacité à vous adapter à un environnement changeant, vous permettra d'évoluer dans un contexte international.

Merci de nous faire parvenir CV, lettre, photo sous référence TBSUP à notre conseil
FMI Recrutement
11 rue Liancourt
75014 PARIS.

British
TELECOM

Présent dans plus de 30 pays, le Groupe British Telecom est un des plus puissants opérateurs de Télécommunications du monde.

La Division BT TYMNET France, spécialisée dans les réseaux et services à valeur ajoutée recherche

Ingénieur de
développement
Débutant ou 1ère expérience

- Vous êtes de formation Ingénieur Grandes Ecoles, option Informatique
- Vous maîtrisez le Pascal ou un langage équivalent. La connaissance de l'environnement VAX/VMS ou de l'un des domaines suivants est un plus : X400, programmation objets, Focus.
- Vous parlez couramment Anglais.

Rattaché à une équipe existante basée à Boulogne (92), vous assurez le développement et la maintenance de produits et de services sur VAX autour de notre offre de messagerie OnTyme.

Votre capacité à travailler dans un environnement changeant vous permettra d'évoluer dans un contexte international.

Merci de nous faire parvenir CV, lettre, photo sous référence TBID à notre conseil
FMI Recrutement
11 rue Liancourt
75014 PARIS.

British
TELECOM

CORELLS
INGENIERIE

recrute des

INGENIEURS
LOGICIEL

Plusieurs années d'expérience ou débutants pour le développement d'applications temps réel industrielles.

Vous maîtrisez plusieurs des techniques suivantes :

- l'automatisation de systèmes,
- les langages C, Ada, ou assembleurs pour
- les systèmes d'exploitation UNIX, RMK II.

Une formation aux méthodes du génie logiciel (Analyse et Conception Orientée-Objet, maîtrise de la Qualité, conduite de projet) vous sera assurée.

CORELLS, groupe indépendant de SSII créé en 1988, avec un effectif de 200 personnes, en forte croissance, vous offre une carrière ouverte.

Merci d'adresser votre cand. à B. LECLERC,

Z.A. de Courtaboeuf, 2 avenue de la Baltique,

B.P. 110, 91944 LES ULIS Cedex A.

Ces hommes qui maîtrisent.

Informatique Industrielle • Automatisation de production
Supervision en réseau • GPM

Vous avez une passion pour les process industriels ?
Vous désirez progresser dans le monde de l'informatique répartie, du control process, de la vision artificielle, et des SGBD relationnels ?
C'est possible en intégrant Arc Industrie, une SSII à taille humaine aux références prestigieuses, privilégiant le travail de jeunes équipes.

CHEFS DE PROJET
INGENIEURS D'ETUDES

Ingénieurs/BAC + 4

DS/2. DOS. UNIX. Réseaux locaux

Vos compétences pointues, votre autonomie et votre volonté d'implication accompagneront notre recherche de la qualité. Votre formation, votre salaire et votre investissement aux résultats seront à la hauteur de vos ambitions.

ARC Industrie
L'automatisation maîtrisée.

Merci d'adresser votre candidature CV photo lettre manuscrite à Philippe Roussel
2, Avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres

Lafarge
Coppée

JEUNE IN

Un tremplin pour
dans notre gr

Poste situé à LA ROCHE

CHEF DE PROJ

AFP

Jeune Ingénieur
au dom

BANQUE SPECIAL

Auditeur In

MEDIA PA

سازمان اطلاعات

Le Monde

de l'

Informatique



Leader mondial de l'industrie des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes) offre au sein de la Direction des Systèmes et Organisation Informatique de son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE (CA : 7 milliards et 4 700 personnes) à un

JEUNE INGENIEUR HF

Un tremplin pour une évolution diversifiée dans notre groupe : l'informatique

Vous êtes diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieur (avec de préférence une formation type IAE). Vous avez jusqu'à 2 ans d'expérience, mais pouvez aussi être débutant(e) avec un stage significatif. Vous étudiez et conduisez le développement d'application dans une informatique distribuée. Vous en assurez l'intégration dans l'environnement des utilisateurs. Vous encadrez les équipes de réalisation. Outre votre rigueur et votre sens de la méthode, nous attendons de vous des capacités d'analyse des besoins, de relation avec les services de l'entreprise, d'animation d'équipes et de gestion de la performance. La taille du groupe et la diversité de ses activités offrent à un candidat de valeur de réelles perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Poste situé à SAINT-CLOUD.

Ecrire sous réf. 10 A 2108-IM. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



2500 personnes - 3,5 milliards de CA
Société du groupe JAMONT, l'une des toutes premières entreprises européennes dans le secteur des papiers sanitaires et domestiques, nous fabriquons et commercialisons en France les marques LOTUS, MOLTONE, VANIA. Créer son nouveau système d'information commercial et logistique, vous motive-t-il ?

DEVENEZ NOTRE CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Associé au groupe d'études et de travail chargé de l'organisation d'ensemble, vous prendrez en charge la conception du nouveau système, le pilotage des développements de la solution informatique et sa mise en œuvre.

De formation Bac + 4 minimum, vous justifiez d'une expérience réussie de chef de projet en gestion commerciale, de préférence dans le domaine de la grande distribution. Rigoureux et organisé, vous possédez de réelles capacités relationnelles et le sens du travail en équipe.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Des séjours prolongés à Courbevoie et à Colmar et de fréquents déplacements dans nos sites européens étant à prévoir, ce poste est indifféremment basé à Courbevoie ou en Alsace.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 3608 à AMP 2, rue Aristide Briand 92532 Levallois-Perret Cedex qui transmettra.



L'informatique au service de l'information

L'AGENCE FRANCE PRESSE, avec plus de 180 ans d'existence, est l'une des premières agences mondiales d'information. Implantée sur les cinq continents, avec une diffusion de l'actualité 24h/24h et 365 jours par an, grâce à des moyens de communication puissants, elle est à la pointe de la Technologie et recherche pour son Service Etudes & Développement un

Jeune Ingénieur d'Etudes Appliquées au domaine photo

Rejoindre un Service d'AVANT GARDE dans la transmission d'image, c'est intégrer une équipe tant au niveau hard que soft. Nous sommes la 1ère agence à avoir conçu une chaîne complète de transmission numérique par satellite. Intégré dans un environnement de haut niveau, vous évoluerez en "temps réel" dans les différents domaines d'applications du traitement de l'image. Vous assurerez aussi le suivi complet des projets en coordonnant l'action des sous-traitants ou partenaires.

Diplômé Grande Ecole option électronique, débutant ou avec 2 à 3 années d'expérience, vous avez de solides connaissances en micro-informatique et micro-processeurs (matériels et programmation), en particulier la série 68000. Vous connaissez le langage C, UNIX, PASCAL temps réel.

Des connaissances en Télécommunications et en Traitement de l'image seraient un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil sous la réf. 321/ALM

WES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS



BANQUE SPECIALISEE DE PREMIER PLAN

Auditeur Informatique

Au sein de notre équipe, jeune et pluridisciplinaire, d'audit interne, vous deviendrez notre spécialiste informatique et interviendrez auprès du réseau, du siège et des filiales afin de détecter les dysfonctionnements et en analyser leurs causes et leurs solutions. Vous prendrez en charge, pour la moitié de votre temps, des missions informatiques (fiabilité des systèmes et applications, sécurité des opérations, ...) l'autre moitié étant consacrée à des missions de contrôle interne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune auditeur informatique (2 à 4 ans d'expérience en cabinet ou en inspection bancaire) ou bien un ingénieur informaticien possédant d'excellentes connaissances financières et comptables. (Déplacements à prévoir).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous référence 181 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully, 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

LA QUALITE LOGICIEL : POUR REPONDRE AUX EXIGENCES D'UN MARCHÉ EVOLUTIF

Ingénieurs Qualité Logiciel

Grand groupe international, leader mondial en électronique professionnelle, nous renforçons au sein de nos unités le domaine de la qualité logiciel, pour répondre aux nouvelles données du marché en terme d'exigences. Nous vous proposons de prendre en charge, sur des programmes d'envergure, civils et militaires, les missions suivantes :

• **Au sein du Service Assurance Qualité**, vous êtes le garant de la qualité contractuelle du logiciel dans le cadre d'une affaire ou d'un projet. Vous apportez aux responsables du Développement Logiciel les compétences nécessaires au respect des normes internationales (DOD 2167 AO). Vous assurez également une formation aux procédures auprès des différents départements de la société.

Enfin, vous participez et contribuez aux actions amont destinées à convaincre les clients potentiels.

Ingénieur Informatique, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en développement logiciel Temps Réel (UNIX 3.5 et SUN). Vous êtes si possible familiarisé au domaine de la Qualité. Cette mission allie à votre esprit d'analyse et de décision, vos capacités à communiquer et à convaincre. Anglais courant pour perspectives d'actions à l'international.

Réf. LM/0503 AG

• **Dans le cadre de réseaux de communications**, vous intégrez le Service Qualité Logiciel où vous avez en charge l'assurance, le suivi et le Contrôle Qualité d'une partie des logiciels développés par la Direction Technique.

Outre une aide méthodologique, vous vérifiez que vos référentiels Qualité sont bien appliqués.

De formation Ingénieur, vous avez une expérience du développement logiciel de grands systèmes.

Homme de terrain, vous savez communiquer et animer des réunions.

Votre personnalité, vos qualités de management et de conviction marqueront votre évolution au sein de la Direction Qualité ou vers des postes de Chef de Projets Logiciels.

Anglais courant.

Réf. LM/0503 HC

Merci de nous faire part de vos motivations en écrivant sous la référence choisie à :

Thom & Sons Consultants - 41, Rue Périer - 92120 Montrouge



Venez piloter des projets ambitieux

Groupe puissant (45 000 personnes - 44 milliards de F), diversifié et à vocation européenne, nous sommes notamment l'un des "grands" de la distribution : un secteur en pleine mutation qui se dote des outils les plus sophistiqués. Notre Direction des Systèmes d'Information se renforce.

Nous recrutons des

Chefs de projets

Dans le cadre de la refonte de nos systèmes d'information et de nos actions de rationalisation et d'harmonisation, nous aurons à vous confier des projets ambitieux. Pour cela, vous serez amené à animer une petite équipe

Votre profil :

- ingénieur ou MIAGE,
- 5 ans d'expérience dans un service études ou SSII,
- connaissance de l'environnement gros systèmes IBM/MVS - CICS - DB2,
- anglais indispensable

Si de plus, vous avez la pratique d'un AGL, ne laissez pas passer cette opportunité exceptionnelle

Postes basés au siège à Saint-Etienne

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Responsable du Recrutement Cadres, CASINO, Service Ressources Managériales, 62 rue de la Montat, BP 306, 42008 Saint-Etienne Cedex 2.



MOTOROLA

MOTOROLA CODEX, un des leaders dans le domaine des transmissions de données, recherche dans le cadre de la réalisation de sa nouvelle stratégie informatique pour son site de BAGNEUX un

Coordinateur Informatique

Vous aurez la responsabilité du fonctionnement des équipements informatiques (minis Unix et Apple Macintosh) et de communication de données (réseaux LAN et WAN).

Vous prendrez en charge la mise en œuvre des règles et procédures de sécurité, la formation et l'assistance des utilisateurs, le support des équipes de développement et participerez à l'implémentation d'applications commerciales et de gestion.

De formation supérieure, vous souhaitez élargir une première expérience en informatique, si possible dans une société américaine ou multinationale.

Une grande rigueur, une autorité de compétence, des qualités d'initiative, le goût pour la gestion seront les cartes maîtresses de ce poste. L'anglais est naturellement indispensable.

Votre réussite qui est le gage de notre succès, vous ouvrira de multiples portes.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous référence A1 03 03 à notre Conseil Madame Béatrice GALIEVSKY au 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Négociez vos plus beaux contrats...

De formation technique ou commerciale Grande Ecole, vous avez l'expérience de la vente dans les Télécoms, l'informatique... et ce métier correspond à votre tempérament.

MATRA COMMUNICATION vous propose de mettre votre talent au service du système de communication d'entreprise le plus avancé du marché : MATRACOM 6500. Nous recherchons en effet des

RESPONSABLES DE COMPTES NATIONAUX

Au sein de notre Direction Grands Comptes, vous êtes l'interlocuteur privilégié des grandes entreprises : vous traitez l'appel d'offre en traduisant les besoins du client auprès de nos équipes techniques, vous menez les négociations jusqu'à la signature des contrats. Ce que vous recherchez : une approche des réseaux d'entreprise dans leur globalité.

Motivé par notre avance technologique autant que par la perspective d'intégrer le groupe MATRA, vous désirez vous investir dans un poste complet et évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence RCN - Jacqueline Desbats - Direction des Ressources Humaines

MATRA COMMUNICATION - rue J.-P. Timbaud
BP 26 - 78392 Bois d'Arcy Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Pour se réaliser, il faut de bons mobiles Ingénieur système et réseaux

Nous, TELECOM SYSTEMES MOBILES, avons de bons mobiles pour nous réaliser : Alphapage et Eurosignal, les deux services de radiomessagerie de FRANCE TELECOM que nous gérons et développons avec succès. Nous nous réalisons à chaque instant dans un marché porteur au cœur des technologies, au cœur de la vie.

Notre Direction technique recherche un ingénieur (ENST, Supélec, Insa, Esiee...) pour participer à l'élaboration et au suivi du cahier des charges des matériels et logiciels qui équipent nos prochaines installations de radiocommunication.

Nous souhaitons rencontrer un jeune candidat débutant ou avec une première expérience professionnelle et possédant un bon bagage technique (UNIX, X25, DATA BASE).

Merci d'adresser photo, CV et lettre manuscrite, sous référence AI0215, à notre conseil Mme Claude Favereau, Favereau Consultant, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

INGENIEURS

Au sein de la Division Transport, la vocation de nos équipes lyonnaises (600 personnes, dont plus de 200 ingénieurs) est de concevoir les ensembles électroniques embarqués destinés aux TGV, locomotives, métros. Pour faire face à notre développement, nous renforçons nos équipes et recherchons des ingénieurs confirmés et débutants : ESE, INPG, ENSEIHT, INSA... Intégrés à nos équipes, vous participerez à l'étude et la mise au point d'équipements électroniques sous les

aspects matériels ou logiciels. Une technologie de pointe, la multiplicité des métiers sur le site (études, production, qualité, gestion...), un environnement humain stimulant, une ouverture sur les projets internationaux vous permettront de valoriser votre formation, votre expérience. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence PG 107 à GEC ALSTHOM - Département Ressources Humaines - 11/13 avenue de Bel Air - 69627 VILLEURBANNE CEDEX

VOS COMPETENCES
POUR LES TRAINS
DU FUTUR

GEC ALSTHOM

DIVISION TRANSPORT



Nous sommes la filiale du premier équipementier automobile mondial : 4 800 personnes réparties en France au sein de 6 divisions. La division DELCO REMY, (600 personnes) produit sur PARIS-NORD 92 des alternateurs, démarreurs et bobines, recherche un

INGENIEUR METHODES DEBUTANT

H/F

De formation polyvalente à tendance mécanique, la connaissance des outils "qualité" (AMDEC...) utilisés dans l'automobile est souhaitable. Doté d'un esprit d'équipe mais aussi d'un solide sens de la rigueur et du concret. La maîtrise de l'anglais est indispensable. L'allemand serait apprécié.

Après une période d'intégration et de formation à nos méthodes, vous êtes responsable de l'étude, de la réalisation et de la mise en place de moyens de fabrication pour des produits dans les domaines "USINAGE, ASSEMBLAGES et PROCÉDES SPECIAUX". Vous participez aussi au développement du produit. De même vous proposez et mettez en place tout changement d'équipement pour l'amélioration de processus de fabrication.

Dans une structure à forte gestion participative, vous travaillez dans un contexte international et vous avez des possibilités d'évolution de carrière dignes d'un grand groupe industriel.

Pour un entretien avec la société, adressez CV, lettre manuscrite et photo sous référence 3993 à GENERAL MOTORS FRANCE, Service recrutement, 56-68 avenue Louis Roche, 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

Le GIE MAILLOT (GROUPE DUMEZ)
recherche pour Paris

Ingénieur VRD Etudes et suivi de chantier

Basé sur le chantier au sein de la cellule études, vous assurez les relations avec les clients et concessionnaires, et à la tête d'une équipe, vous concevez les ouvrages (VRD), établissez les dossiers d'exécution et assistez le chantier sur le plan technique.

Votre formation d'ingénieur (BTP/GC) ou de niveau équivalent, votre expérience (minimum 5 ans), si possible en région parisienne, alliées à vos capacités de rédaction, de communication et d'animation d'une équipe, vous permettront de réussir dans vos missions. (Réf. : LM/04)

Ingénieur coordinateur

Chargé de l'établissement et du suivi de plannings, vous organisez et animez les réunions de chantier, en rédigez les comptes rendus, assurez la coordination interne et les relations clients.

Votre formation d'ingénieur (BTP/GC) ou de niveau équivalent et votre expérience du chantier (5 ans minimum) et de l'outil informatique associées à vos capacités de synthèse, de rédaction et de communication vous permettront de réussir dans vos missions. (Réf. : LM/05)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à Dumez, Direction des ressources humaines, 32 avenue Pablo-Picasso, BP 2001, 92022 Nanterre Cedex.



DUMEZ DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT

PLURIDISCIPLINAIRE, ÉVOLUTIF ET MONDIAL, PARTAGEZ L'AVENIR D'UN LEADER



CONSEIL ET INGÉNIERIE, TECHNICITÉ ET CONCEPTION DE SOLUTIONS GLOBALES. EXPERTISE ET ESPRIT DE RESPONSABILITÉ...

La réussite internationale du Groupe CGI, son expansion régulière de 20 à 30 % par an depuis 10 ans, le succès de ses méthodes et de ses outils, qui s'imposent aujourd'hui comme des standards mondiaux, s'appuient sur une maîtrise de toutes ces compétences.

INGÉNIEURS - UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES Débutants / 1^{ère} expérience

Lorsque nous vous aurons formé à nos activités et à nos techniques (MERISE, Ateliers de Génie Logiciel PACBASE* et PACLAN*, progiciels SIGAGIP* et TZAR II*...)

lorsque vous aurez appris à les mettre en oeuvre en participant à des missions dans des domaines et des environnements variés, lorsque, dans quelques mois, vous aurez franchi les premières étapes de la conduite de projets de plus en plus importants,

vous deviendrez des professionnels complets, capables de vous associer à nos stratégies dans toutes les filières de carrière correspondant à vos ambitions : direction de Projets, Recherche / Développement de nouveaux produits, Commercial, Conseil de Direction, Formation...

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 08/M-391, à Madame D. JAMET

* PACBASE, PACLAN, SIGAGIP et TZAR II sont des marques déposées de CGI

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers - 75640 Paris cedex 13
ou directement sur minitel 3614 code CGI INF, tapez AVENIR



la preuve

DES HO

INGENIEUR METALL

Ugine-Savoie
en acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

META
Mmes. Co

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

De l'acier inoxydable le Directeur de C
jeune ingénieur diplômé

Le Monde des Secteurs de Pointe

Communiquer, naviguer, identifier, la preuve par trois de notre compétence système

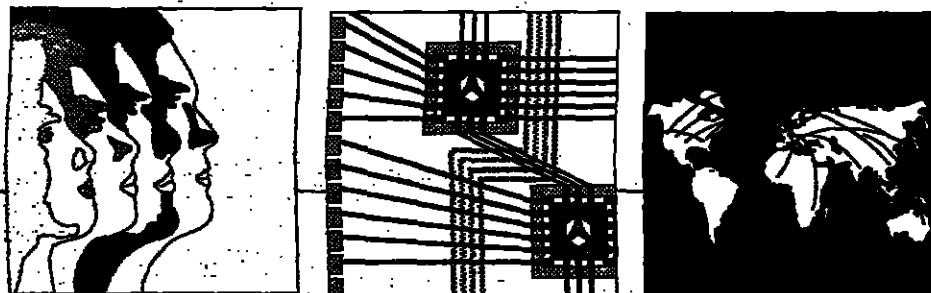
Née en juillet 1990 de la fusion des unités de radiocommunication du Groupe Thomson, la Division CNI (Communication, Navigation, Identification) rassemble les compétences les plus pointues. Résultat, cette union place le Groupe en tête du palmarès européen dans ce domaine d'activité.

Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là. En effet, cette unification marquée par la participation aux plus grands programmes internationaux, qu'ils soient civils (couverture VHF-UHF de 9 pays dont le Brésil, la Chine, l'Egypte) ou militaires (AWACS, MSE, SATURN, NIS ...) et par la performance des solutions proposées lui confèrent aujourd'hui une dimension mondiale.

Au sein de la Division CNI, le domaine Communications Aéronautiques a pour vocation la fourniture d'équipements et systèmes complets pour les aéronefs (segment bord) et pour les réseaux de communications Air/Sol de la Défense Aérienne (segment sol). Elle réalise des programmes de haute technologie dans un contexte très international dont :

- MIDS : système de diffusion des informations tactiques,
- SATURN : nouveau système de communication UHF protégé,
- Systèmes de communication de l'AWACS et de l'avion de combat Rafale.

Pour répondre à la croissance de son activité, la Direction des Communications Aéronautiques recherche plusieurs responsables programmes et concepteur systèmes de haut niveau dont :



RESPONSABLE ARCHITECTURE RESEAUX

Au sein de la Direction, vous serez chargé d'animer un groupe d'experts qui auront pour mission de définir les architectures des réseaux de communications sol-air.

Ingénieur en télécommunications, doté d'une expérience d'environ 7 ans couronnée de réussite dans les aspects systèmes, vous maîtrisez bien les techniques de commutation et les protocoles de communications (une compétence en transmissions hertziennes serait un plus). Votre maîtrise de l'anglais favorisera les échanges à développer au niveau international. Réf. CNI 3

"ARCHITECTE" FONCTIONS NUMERIQUES

Au sein des équipes de maîtrise d'œuvre pour les nouvelles réalisations de radiocommunications aéronautiques, vous aurez la responsabilité de concevoir l'architecture des fonctions numériques gérant les réseaux radio et les interfaces ordinateur-hôte.

Une expérience d'environ 5 ans en qualité d'ingénieur de conception et de développement d'architectures numériques temps réel vous aura préparé à assumer de telles fonctions. Les programmes étant menés en coopération internationale, la pratique courante de l'anglais est une nécessité. Réf. CNI 6

ADJOINT TECHNIQUE PROGRAMME MIDS

Pour ce grand programme en coopération internationale, vous serez chargé de l'ensemble des aspects techniques et coordonnerez les travaux des services, avec l'appui des chefs de projets spécialisés par filière. Vous serez responsable des spécifications et de l'intégration des différents sous-ensembles et vous travaillerez en coordination avec vos homologues des autres compagnies. Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience de 6 à 8 ans dans le domaine des équipements électroniques et radiocommunications, de préférence dans un contexte de projet international. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, des déplacements aux USA/Europe sont à prévoir. Réf. CNI 8

ADJOINT AU RESPONSABLE DU PROGRAMME SATURN

Vous assisterez le responsable pour tout ce qui concerne les aspects techniques du programme, montage et suivi des coopérations internationales, aspects financiers et délais, relations avec le client, et vous animerez l'ensemble des équipes (toutes Directions confondues) affectées à ce programme.

Ingénieur grande école, vous justifiez d'une expérience de 7 à 10 ans dans le domaine Recherche et Développement en électronique professionnelle. De bonnes connaissances de nouvelles technologies et une certaine pratique du management international sont indispensables. Réf. CNI 9

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisie au Service Gestion des Cadres - THOMSON CNI - BP 402 - 92103 BOULOGNE

THOMSON

D E S H O M M E S S I G N E N T L E U R T E M P S

INGENIEUR RECHERCHES METALLURGIQUES



en acier inoxydable. Le Directeur du Centre de Recherches d'Ugine (Savoie) recrute un jeune ingénieur diplômé

METALLURGISTE

(Mines, Centrale, Doctorat...)

Ce centre (120 personnes dont 22 ingénieurs) étudie, en collaboration avec les 1300 chercheurs du groupe, l'élaboration, la transformation, l'usinabilité, la corrosion des aciers inoxydables. Le poste créé a pour but de renforcer l'équipe Transformation. Il permet à un jeune ingénieur d'aborder la métallurgie des aciers inoxydables dans son ensemble. Cette connaissance du "cœur" du métier d'Ugine lui donne un potentiel d'évolution maximal et lui ouvre les meilleures perspectives, à trois remontées d'Albertville...

Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire (Réf. 9036 LMT).

DB

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69151 ECULLY Cedex
LYON - PARIS - MUNICH - LONDRES - BARCELONE
MEMBRE DE SYNTec

Acier
USINOR SACILOR

Créez votre avenir dans les Alpes-Maritimes

En s'engageant dans une profonde mutation industrielle, technologique et commerciale, cet organisme national a choisi de privilégier le marché au travers de la technologie qu'il développe dans le domaine des télécommunications.

Pour optimiser la réussite de ce projet, nous recherchons :

Un Ingénieur Support Technique et Développement (Réf. 101611/LM)

Au sein de l'équipe marketing et en étroite collaboration avec les ingénieurs grands clients et les commerciaux, vous prenez en charge :

- le soutien technique sur les aspects téléinformatiques et commutateurs privés,
- la conduite de projets,
- l'aide à la rédaction des cahiers des charges.

De formation Ingénieur Télécom, votre dynamisme, votre passion pour la technique et votre désir de faire partager vos compétences sont vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste évolutif.

Un Responsable Service Clients (Réf. 101612/LM)

Rattaché à la Direction, vous prenez en charge l'organisation, l'animation et le soutien des principaux centres d'exploitation pour tout ce qui relève des relations clients. Assisté d'une équipe performante, vous êtes le garant de la qualité et assurez dans ce but une coordination entre les services internes.

De formation technique ou marketing (Bac + 4 minimum), votre aptitude à l'animation et au management, votre capacité d'initiative et votre très grand attrait pour le service assureront la réussite de votre mission.

Nous vous offrons dans un secteur en pleine expansion une qualité de travail, une formation performante, une mobilité professionnelle et d'importantes responsabilités.

Ecrire sous référence choisie à Bernard Krief Management Méditerranée, Le Parc de Haute Technologie, bât. 6, Sophia Antipolis, 06250 Mougins.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Le Monde des Secteurs de Pointe



INGENIEURS GRANDES ECOLES ou UNIVERSITAIRES (ENSAE, ENSTA, ECP, ELC, ENSICA, ENSMA, ENSM...)

Pour leur confier différents postes dans les domaines suivants :

HERMES, ARIANE, LES SYSTEMES STRATEGIQUES OU...

La direction technique de la DIVISION SYSTEMES STRATEGIQUES ET SPATIAUX recherche pour ses services (basés aux MUREAUX 78) spécialisés dans les ETUDES DE CONCEPTION SYSTEMES (h/r)

ETUDES DE VULNERABILITE DES STRUCTURES AUX IMPACTS

Au sein du service "Dynamique rapide et durcissement", réalisation de synthèses d'essais et études numériques en vue de la définition des spécifications : connaissances en mécanique, résistance des matériaux, calculs éléments finis, dynamique des structures. Quelques années d'expérience. Bonne maîtrise de l'anglais.

ETUDES DES AMBIANCES DYNAMIQUES DES CHARGES UTILES DES LANCEURS ARIANE

Prévision avant tir, exploitation après tir (bonne maîtrise de l'anglais, connaissances en mécanique - dynamique des structures - éléments finis). Débutant ou première expérience.

ETUDES DE MODELISATION DE L'ATMOSPHERE

Analyse des sondages, création de modèles, expression des besoins en relation avec les différents utilisateurs. Ouverture d'esprit - capacité d'adaptation - voyages France et Etranger. Débutant ou première expérience. Bonne connaissance de l'anglais.

ETUDES DE MISSIONS ET PERFORMANCES (3 postes)

- Définition des algorithmes de préparation des tirs lanceurs et missiles.
- Analyse de mission ARIANE.
- Phases transitoires (séparations étages, largage coiffe, satellites...).

Connaissances en optimisation, mécanique. Débutant ou première expérience. Bonne maîtrise de l'anglais.

ETUDES DE NAVIGATION, GUIDAGE ET PILOTAGE

Connaissances en mécanique, automatique, traitement du signal pour lanceurs et missiles. Débutant ou première expérience. Bonne maîtrise de l'anglais.

RESPONSABLE DU DIMENSIONNEMENT STRUCTURES ARIANE V

Conception, expertise, qualification. Expérience 5 à 6 ans dans le domaine. Bonne maîtrise de l'anglais.



aérospatiale

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

Service Recrutement - AEROSPATIALE - 66 Route de Verneuil - BP 2 - 78133 LES MUREAUX CEDEX.

... La conquête de l'Espace !

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

GEC ALSTHOM

DIVISION ELECTRO MECANIQUE
PARIS - PROCHE BANLIEUE

LE PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN
DE TURBO-MACHINES recherche pour l'un de ses
Etablissements en Région Parisienne (RATEAU)

2 JEUNES INGENIEURS RECHERCHE DEVELOPPEMENT

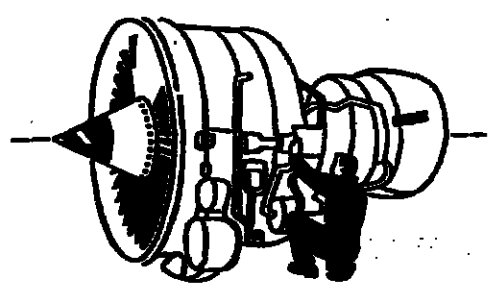
ECP - MINES - ENSTA - ECL - AM - ICAM - ENSI - INSA,...

S'agissant de travaux techniques dans le domaine des **turbo-machines**, de bonnes bases en mécanique sont nécessaires. En mécanique des fluides, une formation est assurée.

Ils disposent chacun d'une équipe de techniciens qu'ils animent. Ils effectuent notamment la synthèse de résultats obtenus en laboratoire ou sur les sites, avec un esprit d'ouverture et de créativité.

Intéressantes possibilités d'évolution soit vers des activités technico-commerciales, soit dans les services techniques. **Anglais indispensable.**

Merci d'adresser votre candidature
sous référence 6235-M à Mamrégies
3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



RESPONSABLE ACHATS

Vous devrez avec votre équipe :

- Gérer l'ensemble des achats du Centre (pièces de moteurs, sous-traitance, achats généraux, consommables de production) en veillant à la bonne exécution des commandes.
 - Superviser et assurer le suivi des achats d'investissements.
 - Mettre en place un nouveau système de gestion des stocks de consommables de production.
- Une première expérience dans ce domaine est souhaitée.

Anglais courant nécessaire.

Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre, C.V. et prétentions sous référence SAP/FG au GROUPE SNECMA Direction de l'Encadrement - 2 bd du Général Martial Valin 75724 PARIS CEDEX 15.

SOCHATA

UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Spécialistes de la réparation et de la révision des moteurs d'avions civils et militaires, nous disposons de technologies de pointe parfois uniques au monde. La modernité de nos installations permet à nos 1400 collaborateurs de développer les procédés de réparation les plus performants.

Nous recherchons pour notre Centre de SAINT QUENTIN EN YVELINES (78)

GROUPE SNECMA

Ingénieur de Production usinage - CN - CFAO

Le CARBONE-LORRAINE, 25114 de CA dont les 3/4 à l'export. 5 000 personnes. spécialiste mondial du Carbone et du Graphite, fournisseur des industries de pointe, recherche pour son site de Gennevilliers un **INGENIEUR DE PRODUCTION USINAGE** CN-CFAO.

Après une formation à nos technologies, vous prendrez en charge à la fois une fonction technique, les méthodes et le développement de la CFAO et une responsabilité opérationnelle du secteur CN avec des objectifs ambitieux (compétitivité, qualité, flexibilité).

Pour ce poste "trempin" vous êtes ingénieur Grande Ecole, homme de terrain, motivé par le développement informatique et les techniques d'usinage et vous possédez si possible une première expérience industrielle.

Leader mondial dans ses spécialités, au cœur des technologies de l'avenir, le groupe saura vous offrir de larges possibilités d'évolution notamment à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous la réf. LCL 40, à PECHINEY Service du Recrutement - cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE



LE CARBONE-LORRAINE

Stages, 1er emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIETE DU GROUPE PECHINEY

Pour se réaliser, il faut de bons mobiles. Ingénieurs technico-commerciaux

Nous, **TELECOM SYSTEMES MOBILES**, avons de bons mobiles pour nous réaliser : Alphapage et Eurosignal, les deux services de radiomessagerie de **FRANCE TELECOM** que nous gérons et développons avec succès. Nous nous réalisons à chaque instant dans un marché porteur au cœur des technologies, au cœur de la vie.

Notre Direction commerciale recherche de **JEUNES INGENIEURS** de formation sup-élec ou équivalent, ayant une première expérience de trois ans de la commercialisation de produits de haute technologie, pour leur confier un portefeuille de grandes entreprises dans la région parisienne auprès desquelles ils assureront la promotion, la négociation et les applications techniques de nos services.

Nous leur assurerons une formation complète technique et commerciale à nos services, une rémunération attractive et de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Merci d'adresser photo, CV et lettre manuscrite, sous réf. A10210, à notre Conseil Madame Claude Favreau, FAVEREAU Consultant, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

مركز من لاجل

Le Monde des Secteurs de Pointe

Vivez la mer en version High Tech

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2.500 personnes, CA 1.900 MF dont la moitié à l'export). Nous concevons et développons des systèmes électroniques de détection sous-marine à la pointe de la technologie. Premier exportateur mondial en sonars, nous participons à tous les grands projets internationaux. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons, pour notre centre de Sophia Antipolis (06) :

INGENIEUR QUALIFICATION TETE ACOUSTIQUE

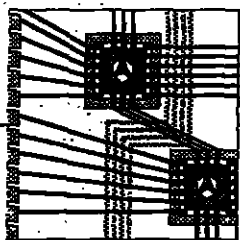
Vous assurez la qualification de l'équipement : vous analysez les performances réelles dans les conditions d'essai à la mer et vérifiez leur conformité aux spécifications. Dans un premier temps, vous concevez et développez un logiciel de simulation de performances. Ingénieur Grandes Ecoles, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ dans les essais de matériel (radar, sonar, imagerie). Anglais indispensable. Réf. TA1/LM

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Vous assurez le développement et l'industrialisation de produits électroniques : vous coordonnez et contrôlez les actions à caractère industriel permettant de garantir la maîtrise des coûts, la qualité et les délais d'obtention du matériel. Ingénieurs INSA, ENSAM..., vous justifiez d'une expérience industrielle de 3 ans environ. Anglais indispensable. Réf. ID4/LM

INGENIEUR DEPOUILLEMENT ESSAIS

Vous prenez en charge la conception, la réalisation et la validation d'un logiciel de dépouillement d'essais : vous assurez l'exploitation de ce logiciel. Ingénieur Grandes Ecoles (ESE, TELECOM...) ou école d'informatique, vous justifiez d'une première expérience en traitement du signal et en développement de logiciel d'analyse de signaux, ou avez effectué des stages pratiques dans ce domaine. Anglais souhaité. Réf. DE1/LM



INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT SYSTEME ELECTRONIQUE

Vous étudiez, développez et réalisez un banc de test automatique permettant la production de matériel en série ; vous menez les études et la réalisation du matériel, réalisez les logiciels de test et assurez l'intégration du système. Ingénieur Grandes Ecoles, option électronique, vous justifiez d'une première expérience en études électroniques, informatique d'application ou test de cartes/systèmes. Anglais souhaité. Réf. SE1/LM

INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE

Vous étudiez, développez et réalisez des cartes électroniques ainsi que leurs outils de tests et de mise au point ; vous participez à leur intégration dans le système. Ingénieur Grandes Ecoles, option électronique, vous justifiez d'une première expérience en électronique analogique. Anglais souhaité. Réf. CE1/LM

INGENIEURS ETUDES ET PROJETS

Vous définissez des chaînes ou paramètres de traitement du signal, concevez et développez des programmes de simulation, fournissez les jeux d'essais nécessaires aux équipes chargées du développement. Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, TELECOM...), vous avez une première expérience en traitement du signal et en programmation, ou avez effectué des stages pratiques dans ce domaine. Anglais souhaité. Réf. EP3/LM

La dimension et la vocation internationale de notre Groupe vous offrent les moyens de réaliser vos ambitions.

Merci d'adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
SM CONSEIL - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

INGENIEUR PILOTE D'AFFAIRES

Notre Société (350 MF de CA dont 70 % à l'export, 365 personnes), filiale du Groupe FIVES-LILLE (5 Mds de F de CA, 9 500 personnes), est spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements mécaniques à haute valeur ajoutée.

● Assurer la gestion globale d'affaires de taille variable (5 à 50 MF), depuis la mise en vigueur du contrat jusqu'à la mise en route et la réception des installations chez le client.
● Coordonner et piloter l'ensemble des intervenants en maintenant les impératifs de coûts, délais et qualité.

C'est la mission que nous souhaitons confier à un jeune ingénieur (ENSAM, ICAM, IDN...) bénéficiant au moins d'une première expérience acquise en études ou en projet dans le domaine des biens d'équipement ou en ingénierie. Le poste est basé à LILLE et nécessite des déplacements à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Grands perspectives d'évolution possibles au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV sous référence 540 B à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette mission : ALPHEE Conseil de Direction - 3, rue de Vienne 75008 PARIS - Tél. (0) 42 94 21 34.

dms

GROUPE FIVES-LILLE
LE MONDE EN DIRECT

Nous recrutons
pour notre
Etablissement
de TOULOUSE

INGENIEUR

ARTS & METIERS ou équivalent

Adjoint du responsable production, domaine Electricité, vous serez chargé d'organiser et de superviser la préparation (méthodes, ordonnancement, lancement, FAO et suivi) et la logistique (achats, sous-traitance).

Vous avez acquis environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. Anglais exigé, rémunération selon expérience. Réf. IAM/LM

INGENIEUR ELECTRONICIEN d'Etudes ou d'Affaires

ENSEEHT, ESE ou équivalent

Ce poste, au sein de notre Département Electronique, conviendrait à un débutant ou à un ingénieur ayant quelques années d'expérience. Anglais exigé. Rémunération : 173 à 188 KF pour un débutant. Réf. IEA/LM

CADRE ADMINISTRATIF

Sup. de Co ou équivalent

Vous avez acquis 2 à 4 ans d'expérience en comptabilité, contrôle de gestion - finances. Nous offrons une rémunération de 150 KF pour un débutant. Anglais souhaité. Réf. CA/LM

Merci d'adresser votre CV à M. HERZOG - LATECOERE - 135 rue de Pérôle - 31079 TOULOUSE Cedex.

LATECOERE

Ingénieurs d'Etudes, contribuez à l'avance technologique de l'Imagerie Médicale

Pôle européen du leader mondial de l'Imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

De formation Centrale, PC, INSA..., débutant ou avec une première expérience industrielle, vous avez des compétences en instrumentation scientifique, en physique et en programmation.

Nous vous confions la modélisation des systèmes d'imagerie et leur optimisation à partir de l'étude des paramètres physiques des images.

Vous serez intégré à notre département Imagerie Avancée au sein de notre nouveau site de production de BUC (78). Nous souhaitons rencontrer des candidats parlant l'anglais.

Merci d'adresser lettre manus., CV, photo et prét. s/réf. IE/LM à General Electric CGR 283, rue de la Minière - 78530 BUC.



General Electric

Geime Gert

Filiale d'un important groupe secteur aéronautique, recherche pour son agence de Bourges (18),

INGÉNIEURS (Ensi, Eni, Estaca)

Avec bonnes connaissances en Electronique et Informatique, pour postes en Bureau d'Etudes : travaux de simulation sur essais en vol.

Envoyer Curr.-Vitas, photo, prétentions à GEIME-GERT, Service Recrutement - 91, avenue de la République, 75011 Paris.

Au sein de la direction Transport de la Division Electricité et Nucléaire du Groupe Spile Batignolles, nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation de systèmes CATENAIRES. Pour renforcer notre équipe (60 personnes environ), nous recherchons un ingénieur d'études.

Après une période de formation, vous prendrez la responsabilité de projets d'études, assurerez les missions techniques et relationnelles avec nos clients ou partenaires.

Diplômé ENSI, ESME, ESTP, IDN, INSA... débutant ou avec une première expérience, vous possédez en tous cas de solides connaissances en résistance des matériaux, mécanique et micro-informatique. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Des connaissances en DAO seraient un plus. Votre goût du travail en équipe et votre réel dynamisme vous permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Adressez CV et lettre manuscrite, sous réf. M01, à Monique Bourzeix, Spile Batignolles, DEN, Groupe Catenaire, pôle Edison III, Parc Saint-Christophe, 95861 Cergy-Portoise Cedex.

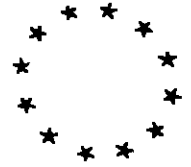
UN ESPRIT D'ENTREPRISES

Spile Batignolles
GROUPE SCHNEIDER

مکذا من الاصل

Le Monde des Secteurs de Pointe

Si les normes françaises s'étendent à l'Europe, c'est grâce aux talents qui



dépassent les bornes.



INGENIEURS ET CADRES TECHNIQUES

L'AFNOR est au service des industriels français qui veulent s'imposer hors de l'hexagone tant en Europe que dans le monde, en intégrant la normalisation dans leur stratégie de développement. Pour relever le défi européen de 1993 et dans le cadre de son expansion, l'AFNOR renforce ses équipes et recherche de jeunes ingénieurs, grandes écoles ou 3^e cycle universitaire, pour les domaines :



association française de normalisation

INFORMATIQUE

Supervision des travaux de normalisation des matériels et de l'environnement bureautique. (Réf. AFN/01 M)

TELECOMMUNICATION-RESEAUX

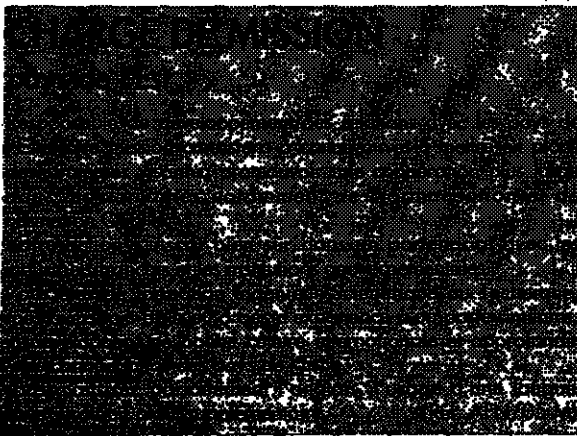
Normalisation des protocoles de communication. Couches basses du modèle OSI. (Réf. AFN/02 M)

MÉCANIQUE

Coordination et animation des travaux de normalisation dans les domaines du levage, des appareils à pression, ainsi que des matériels pour l'industrie textile et plastique. (Réf. AFN/03 M)

AGRONOMIE BIOLOGIE

Développement et gestion de la marque NF Environnement. (Réf. AFN/04 M)



Vous évoluerez dans un environnement technique de haut niveau et vous bénéficierez d'une solide et constante formation. De l'analyse des besoins à la mise en œuvre d'actions, vous proposerez et négociez des solutions, telles que : études, travaux de normalisation, audits, conférences, etc. Votre goût prononcé pour la négociation, la rigueur de votre organisation et vos qualités relationnelles vous permettront de vous investir dans l'avenir de nos partenaires et de partager leurs succès.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à G. BACQ ou A.F. PIALAT - DPRH - AFNOR Tour Europe - 92049 PARIS LA DEFENSE CEDEX 7.

Nous sommes la filiale française d'un grand groupe européen à forte notoriété et leader dans le domaine des biens d'équipements. Dans le cadre d'une structuration industrielle nous recherchons aujourd'hui

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

région Nice/Côte d'Azur

Réf. 30122/A

Bras droit du Directeur Général pour les questions industrielles, vous serez chargé d'une mission de réorganisation de plusieurs sites touchant les aspects R & D, BE, méthodes, production, flux, maintenance etc... Agé de 35 ans environ, ingénieur de formation (Arts et Métiers...) vous possédez une expérience significative et de réelles compétences sur plusieurs domaines de cette direction technique. Réflexion, organisation, capacité à convaincre et à mettre en œuvre seront des atouts primordiaux dans la réalisation de ce challenge. Déplacements fréquents à prévoir. L'environnement international suppose la connaissance de l'anglais.

UN CHEF DE PRODUCTION responsable technique

région Rhône-Alpes

Réf. 30122/B

pour une unité de 60 personnes spécialisée dans les équipements sur mesure et de haute qualité. Très complète, la mission couvre la fabrication (travail des métaux) mais aussi les activités annexes (BE, méthodes, entretien...). Ingénieur de formation, 30/32 ans, vos connaissances métallurgiques et thermiques ont été consolidées par quelques années d'expérience. Une personnalité qui saura s'imposer grâce à sa compétence dans un milieu professionnel valorisant fortement le savoir-faire sera un atout pour conduire la modernisation de cette unité.

Dans ce groupe en pleine expansion, les rémunérations et perspectives de carrière seront à la hauteur du potentiel des candidats retenus. Pour notre sélection, la dimension humaine et la capacité d'animation des équipes seront des critères de poids.

Merci d'adresser dossier complet (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle) sous référence choisie par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex. Confidentialité assurée.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES



Développer et optimiser notre outil industriel.

ORANGINA poursuit son expansion et affirme sa vocation internationale (5 usines en France et nombreux licenciés à l'étranger). Nous proposons deux postes clés auprès du Directeur Technique pour jouer un rôle moteur face aux nouveaux enjeux.

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Ce poste concerne un ingénieur de valeur, de formation Ingénieur Grande Ecole disposant d'une expérience de 5 ans environ, de préférence dans le domaine des boissons ou dans des secteurs proches : agro-alimentaire, cosmétiques ou toute industrie de conditionnement.

Une expérience d'un poste similaire ou de Directeur d'usine lui permettra d'assumer des responsabilités larges et diversifiées :

- Optimisation des outils industriels (analyse de la valeur, productivité...)
- Choix de nouveaux concepts, matériaux et technologies,
- Audits industriels d'ingénierie des sites,
- Veille technologique internationale.

Ce poste est en interaction constante avec toutes les directions fonctionnelles et opérationnelles et implique d'allier des qualités de rigueur et de communication.

Référence : 10 A 2102-1M

RESPONSABLE DE LA QUALITE

Le titulaire du poste sera chargé de définir et de mettre en œuvre une politique rigoureuse de qualité : élaboration des cahiers des charges des matières et matériaux, définition des process et des modes opératoires, orientation du plan de formation du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole ayant une expérience dans l'industrie agro-alimentaire et si possible dans les boissons, soit dans un service qualité, soit dans un service développement ou méthodes. Référence : 10 A 2107-1M

Ces postes sont basés à AIX-EN-PROVENCE et les perspectives d'évolution de carrière sont réelles dans la Société et dans le groupe.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



BIENS D'EQUIPEMENT HOSPITALIERS

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Nous sommes une société française faisant partie d'un Groupe International. Nous étudions et réalisons des équipements hospitaliers. Nous avons une position de leader en France et nous sommes fortement exportateurs. Nous recherchons notre Directeur Industriel.

Membre du Comité de Direction :

- Il aura la responsabilité de l'ensemble de la production : fabrication, méthodes, logistique (achats, sous-traitance, ordonnancement) ;
- Il assurera la maintenance et le développement de l'outil industriel, il étudiera, proposera et réalisera les investissements ;
- Il animera, formera, fera progresser son personnel (environ 100 personnes).

Ce poste conviendrait à un ingénieur Généraliste, 35/40 ans, ECP, AM, ENSI, ..., ayant une solide expérience de terrain acquise dans des fabrications de petites et moyennes séries.

Ses qualités d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire lui permettront de réussir dans ce poste et de progresser dans la Société ou le Groupe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 400.000 +

Ecrire sous réf. 10 B 1940-1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Filiale française d'un grand groupe industriel européen (15 milliards de francs de C.A.) spécialisée dans la fabrication d'équipements grand public recherche son

INGENIEUR ORGANISATION LOGISTIQUE

Rattaché au Directeur logistique, sa mission consistera essentiellement à concevoir et mettre en place une organisation (moyens et procédures) visant à :

- optimiser les délais de mise à disposition des produits auprès de la clientèle,
- maîtriser les flux d'informations et de produits entre les différentes unités (France et étranger),
- développer une gestion prévisionnelle efficace en liaison avec les services commerciaux et les services gestion des stocks.

Ce poste sera confié à un candidat de formation supérieure (Bac + 4/5) possédant une expérience d'organisation de processus complexes dans le domaine logistique acquise au sein d'un cabinet ou en entreprise.

La connaissance des outils informatiques, la maîtrise de la langue anglaise sont nécessaires. La réussite dans ce poste implique des qualités de méthode, de rigueur et le sens du contact.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 10 A 2110-1M. Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Le Monde des Secteurs de Pointe

Informatique et Maîtrise Totale de la Qualité

SOLVAY, l'un des premiers groupes chimiques mondiaux (45 000 personnes, 42 MDS de C.A.) recherche pour sa plus grande usine, en Franche-Comté (2500 personnes) :

Jeune Chef de Projet

Après formation à notre environnement (IBM 3090, HP 3000) vous prendrez la responsabilité d'un nouveau projet de gestion de stocks de produits finis : analyse des besoins, mise en oeuvre de progiciels (SAP/RV-RM et MM 3000 ou autre...). Ce sera une première phase vers la gestion de production.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous avez acquis une expérience en tant qu'analyste, si possible dans le domaine industriel. Votre potentiel, vos capacités de dialogue vous ouvriront des possibilités d'évolution au sein du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CP03 à la



Direction du Personnel
SOLVAY 12 cours Albert 1er
75008 PARIS

Pour se réaliser, il faut de bons mobiles

Chef de produit

Nous, TELECOM SYSTEMES MOBILES, avons de bons mobiles pour nous réaliser dans un marché porteur au cœur des technologies, au cœur de la vie.

Notre Direction marketing et plan recherche un Chef de produit pour le lancement et la mise en œuvre commerciale d'un nouveau service de transmission de données par satellite. Le candidat retenu sera chargé d'élaborer le marketing Mbc, d'assurer le suivi du marketing opérationnel et d'établir le compte d'exploitation prévisionnel de ce service.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une bonne maîtrise du secteur des télécommunications, des réseaux d'entreprises et de la bureautique communicante (type Atlas 400...).

Ce poste requiert une formation grande école d'ingénieurs ou commerciale, capacités d'analyse, méthode et ouverture d'esprit.

Merci d'adresser photo, CV et lettre manuscrite, sous référence 203 MDE, à Télécom Systèmes Mobiles, Sarge VALVERT, 66 avenue du Maine, 75014 Paris.

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

Développer pour le N°1 mondial du siège auto la fonction

PROPRIETE INDUSTRIELLE - BREVETS

Vous êtes un ingénieur expérimenté ?

Vous recherchez l'opportunité d'un poste à responsabilité dans un environnement professionnel très ouvert où vous pourrez mettre à profit vos connaissances et votre expérience ?

Rattaché à la Direction Production, vous serez chargé de développer et de mettre en place les nouvelles technologies de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production.

Vous aurez la responsabilité de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production.

Vos interventions seront effectuées dans les bureaux d'étude, centres de documentation, centres de recherche et développement.

Vous serez chargé de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production. Vous serez l'expert et l'animateur des équipes de la Direction Production.

La polyvalence et l'ouverture d'esprit sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. BFA/PR 2 à VARIANT SA : 7, Av. de la préfecture 72000 LE MANS.

Nous vous assurons d'une prompt réponse et de notre totale discrétion. Consultez 36 16 UGE* PLEADE

VARIANT

Toulouse

Estimer juste, pour vendre bien



Au sein du Service achats d'AIRBUS INDUSTRIE, vous serez chargé d'estimer les coûts relatifs à l'aménagement commercial des avions dans le cadre des demandes de modifications des clients.

En relation avec les bureaux d'études, les partenaires, les associés, auprès desquels vous obtiendrez toutes les informations techniques nécessaires, vous serez capable :

- de suivre l'évolution des produits,
- de calculer leur incidence sur les coûts,
- d'évaluer les prestations offertes,
- d'apporter un support efficace à l'équipe des négociateurs,
- d'assurer le suivi administratif de l'activité.

Ce poste s'adresse à un cadre ayant une longue expérience dans le domaine de l'aéronautique, avec de préférence une connaissance des aspects "mécanique, structure, aménagement commercial", ou de la gestion des modifications. Une première expérience dans l'élaboration de devis serait appréciée. Expert, sans responsabilité d'encadrement, vous avez le goût des chiffres, beaucoup de rigueur et un bon sens commercial.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, quelques déplacements sont à prévoir.

Confiez votre dossier de candidature à notre conseil :
FM Consultants, 2 rue du Rempart-Villeneuve,
31000 Toulouse. Tél. : 62.27.29.78.



AIRBUS INDUSTRIE

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Ingénieur recherche et développement

Le CARBONE-LORRAINE leader mondial de son marché, 44 sociétés dans 30 pays - CA : 2 MME dont 70 % à l'export - dispose à Gennevilliers d'un Centre de Recherche intervenant sur tous les produits de la Société et particulièrement sur les composites, recherche un INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Au sein de la Direction de la Recherche et de la Technologie, et à la tête d'une équipe de 6 à 8 personnes, vous animerez des projets de recherche en interne avec des partenaires extérieurs. Vous contribuerez efficacement à l'élaboration et au développement de produits nouveaux en relation avec l'équipe de production. Bien sûr, vous assurerez des contacts réguliers avec les fournisseurs. A 30 ans environ, ingénieur Grande Ecole (Centrale, PC, Mines...) ou titulaire d'un Doctorat Physique Chimie, vous possédez une première expérience d'environ 2 ans, au cours de laquelle vous avez fait la preuve de votre esprit créatif, ouvert et pragmatique, et votre capacité à communiquer. Vous aimez travailler en équipe et maîtrisez la langue anglaise. La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Nous saurons vous offrir à terme la possibilité d'évoluer à l'étranger. Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV, photo et prétentions, sous la référence LCL 31, à PECHINEY Service du Recrutement - cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE



LE CARBONE-LORRAINE

Stages, 1er emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

LILLY :

UN MONDE D'OPPORTUNITES

Première filiale du laboratoire pharmaceutique Eli Lilly, LILLY FRANCE (1,7 Milliard de francs de CA, 1200 personnes) a de grands projets d'investissement sur son site de production de Strasbourg et recherche pour sa division Cellules son :

Chef de département Maintenance - Travaux neufs

En charge, avec une équipe de 25 collaborateurs, des opérations de Maintenance, Etudes et Travaux Neufs, et gérant un budget global significatif, vous serez un participant majeur à la réalisation des objectifs de qualité et de rendement de la production.

Ingénieur mécanicien de formation AM, ENI... possédant une expérience significative dans une fonction similaire (maintenance, méthodes, ordonnancement...), vous saurez favoriser l'apaisement et le développement de vos collaborateurs grâce à vos capacités d'organisation et de communication.

Homme de terrain dynamique, âgé de 30 ans minimum, vous serez également amené à confronter vos idées, à communiquer votre expérience à vos homologues de la maison mère américaine et d'autres filiales du groupe. A cet effet, la maîtrise de la langue anglaise représenterait un atout supplémentaire.

Si notre projet et notre culture vous séduisent, adressez votre CV avec lettre manuscrite et photo à Anne-Sophie Dor, Lilly France, rue du Colonel Lilly, 67650 Fegersheim.



AU-DELA DES FRONTIÈRES

INGENIEURS D'ETUDES

ENSTA, ENSM, ENSAM OU TECHNICIEN SUPÉRIEUR EXPERIMENTÉ

Vous êtes de formation Ingénieur ou Technicien de haut niveau en mécanique ou électricité, vous avez une expérience des équipements industriels et vous pratiquez l'anglais.

Nous vous proposons un poste d'ingénieur d'études dans lequel vous serez chargé de l'examen de plans, de l'approbation d'équipements, de l'assistance à nos experts dans le monde et du suivi de la réglementation. Polyvalence et capacités rédactionnelles seront vos atouts pour réussir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à la Direction Navires en Construction, BUREAU VERITAS CEDEX 44, 92077 PARIS LA DEFENSE

Groupe Bureau Veritas

Cables PIRELLI

INGENIEUR QUALITE

Directement rattaché au Directeur de la Qualité, vous l'assisterez dans ses missions générales et prendrez plus particulièrement en charge le domaine Maîtrise/Gestion Qualité dont l'Assurance Qualité est le moyen principal.

A environ 40 ans, de formation Ingénieur généraliste, votre large expérience dans un poste similaire en Industrie (domaine de la construction électrique de préférence) ou Cabinet de Consultants vous rendra rapidement opérationnel.

Vos missions principales seront :

- Veiller à l'efficacité et à la cohérence des systèmes Assurance Qualité
- Développer l'audit interne et externe
- Participer à l'évolution des systèmes Assurance Qualité.

Vos qualités relationnelles alliées à votre expérience vous permettront de développer l'esprit et la compétence en matière d'Assurance Qualité au sein de nos différents unités.

Des connaissances en anglais sont souhaitées.

Poste basé à Cligny (92).

L'appartenance à un grand groupe offre de réelles opportunités à terme pour un candidat de valeur.

La rémunération sera fonction de votre expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Cables Pirelli - Dominique GUICHARD - 6 bd du Général Leclerc 92115 CLIGNY Cedex.

مركز من زليخ


550 من الإجمالي

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 6 mars 1991 XXIII

Le Monde des Secteurs de Pointe

Schlumberger Industries



SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

Notre division Eau & Gaz, située à COLOMBES, recherche aujourd'hui pour son bureau Etudes Electroniques un

INGENIEUR D'ETUDES

De formation Ingénieur Grande Ecole à dominante électronique, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. En tant que Chef de Projets, vous participez au développement de produits électroniques mettant en œuvre les techniques analogiques, numériques, logicielles, temps réel, pour des systèmes de gestion de l'énergie. (Réf. EL1)

INGENIEUR LOGICIEL

Avec une formation d'Ingénieur Grande Ecole option informatique ou une maîtrise d'informatique, vous possédez une solide expérience en logiciel temps réel, base de données et génie logiciel. En tant que Chef de Groupe, vous mettez en place l'activité logicielle, au sein du laboratoire. (Réf. EL2)

Ces deux postes nécessitent de réelles capacités d'encadrement et d'initiatives, ainsi qu'un goût du travail en équipe. L'anglais sera un atout.


Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), en précisant la référence choisie au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Eau & Gaz
BP 84 - 92784 COLOMBES CEDEX

En permanence, sur votre Minitel, tous les postes INGENIEURS ET CADRES proposés par Schlumberger

3614 Schlumberger

La sûreté nucléaire et l'exploitation : vos domaines d'expertise



INGENIEUR

Ingénieur grande école, une expérience de 2 à 5 ans vous a permis de vous familiariser avec l'exploitation et la sûreté des installations électronucléaires.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de support opérationnel aux exploitants. Au sein d'une petite unité autonome, vous optimiserez les compétences de nos experts, développerez des scénarii d'anticipation complexes sur notre simulateur ainsi que les outils indispensables à leur analyse.

Ce poste très varié, au carrefour des fonctions études, matériels et exploitation, requiert de réelles qualités relationnelles. Il vous permettra de développer vos compétences au meilleur niveau et de saisir les multiples opportunités d'évolution qu'offre un groupe de notre dimension.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence PRY 05, à Pascal Garay, Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense. Confidentialité assurée.

FRAMATOME, PREMIER CONSTRUCTEUR ET EXPORTATEUR MONDIAL DE CENTRALES NUCLÉAIRES AVEC 56 UNITÉS EN SERVICE DANS LE MONDE, EST AUSSI LE DEUXIÈME GROUPE EUROPÉEN DE CONNECTIQUE, LA PREMIÈRE ENTREPRISE FRANÇAISE DE MÉCANIQUE ET LE PREMIER PÔLE EUROPÉEN D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. AVEC 14 300 PERSONNES RÉPARTIES SUR LES CINQ CONTINENTS, UN CA DE 20 MILLIARDS DE FRANCS DONT 25 % À L'EXPORT, LE GROUPE FRAMATOME SAURA VOUS DONNER TOUTS LES MOYENS POUR RÉUSSIR.

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

Plein tube dans la high tech

JEUNES INGENIEURS

THOMSON TUBES ELECTRONIQUES, spécialiste reconnu dans le domaine des tubes électroniques professionnels, n'a cessé de gagner des "parts" de marché pour être aujourd'hui n°1 européen et au second rang mondial.

Présent dans tous les grands secteurs de l'industrie, de la défense et de la recherche, nous participons à tous les grands projets européens et internationaux.

Notre site de Vélizy (1000 personnes dont 20 % d'ingénieurs et cadres) qui rassemble les moyens d'études et de production en tubes hyperfréquences offre des opportunités multiples et une vision globale de l'entreprise.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (physicien, mécanicien, électronicien ou généraliste), vous êtes débutant ou avez une première expérience. Nous vous proposons d'intervenir sur des composants clés pour des matériels électroniques très sophistiqués tels que : **Radars, Contre mesures, Télécommunications par satellite, Accélérateurs scientifiques**, dans les domaines suivants :

- **ETUDES** : vous concevez et développez nos composants de haute technicité. Réf. IED
- **PRODUITS** : vous êtes responsable des coûts et des performances techniques, vous assurez notamment l'adaptation des produits aux besoins des clients, l'amélioration de la productivité et des opérations d'analyse de la valeur. Réf. IP

La réussite dans votre mission est un bon tremplin pour une évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

THOMSON TTE - Michel BEAU D'ARBOUSSIER
2 rue Latécoère - BP 23 - 78141 Vélizy Villacoublay

THOMSON
DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Chef de projet

Première entreprise en France à avoir conçu un télécopieur et pionnier de la communication mobile, nous avons su depuis plus de 40 ans nous imposer dans la conception et la réalisation de systèmes et d'équipements électroniques pour les secteurs de pointe. Au service des **TELECOMMUNICATIONS** et de la **DEFENSE AERIENNE**, nos 250 ingénieurs s'investissent pleinement dans nos projets, de l'initiation à l'intégration. Aujourd'hui, pour développer un système de communications pour la Défense Aérienne, nous renforçons nos équipes.

Spécialiste télécoms (en commutation de paquet et frontaux de communication), vous avez 5 à 10 ans d'expérience en développement logiciel et matériel. Une première approche de la gestion de projet vous a permis d'encadrer une équipe de 4 à 5 personnes. Rattaché au chef de service contrôle aérien, vous prendrez en charge un projet en "laison de données" : des spécifications à la validation. Nous vous proposons un large champ d'évolution dans un environnement de haut niveau technique. Environnement LOGICIEL : méthode GAM T-17, C.ous OS9 et VRTX. Environnement matériel : processeurs MOTOROLA.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 63/1 à notre Direction des Ressources Humaines - 214 rue du Pdg St Martin 75010 PARIS.

SECRE
GROUPE MERLIN GERIN

Ingénieur "charges utiles" chez Arianespace, première société commerciale de transport spatial.



De formation ENSI, ENSAM, ou diplômé(e) d'une université européenne équivalente, vous avez acquis une expérience solide en mécanique des structures, pyrotechnie et électromécanique.

A 30/38 ans, parfaitement bilingue anglais-français, vous serez, au sein de la Direction des Opérations d'Arianespace :

- à définir avec la Direction Commerciale et le Client les opérations de préparation au vol relatives au(x) satellite(s),
- à coordonner en campagne de lancement les opérations de préparation et de mise en œuvre de la partie haute du lanceur (satellites et systèmes d'encapsulation et de largage).

Rigueur, initiative, sens des contacts comptent parmi vos qualités.

Pendant un an environ, rattaché(e) à notre établissement d'Evry (sud de Paris), vous effectuerez des missions à l'étranger et à Kourou (Guyane française) ; puis vous serez affecté(e) à Kourou pour un détachement de quelques années.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions), sous référence 0L03.M, à Arianespace, Service des relations humaines, BP 177, 91006 Evry Cedex (France).

arianespace

Ingénieur H/F

Au sein de l'une de six agences d'Ile-de-France, vous êtes responsable du montage et de la réalisation des opérations de réhabilitation du patrimoine.

Vous programmez l'activité : montage financier, définition des prestations, choix des maîtres d'œuvres, ingénierie sociale et technique.

Vous négociez auprès de nos clients et partenaires (entreprises générales, D.D.E., architectes, municipalités...)

Vous intégrez, à chaque étape, la qualité architecturale et technique de vos projets à la dimension urbaine de la réhabilitation.

La trentaine, un diplôme d'ingénieur bâtiment, complété par une formation à la gestion, votre première expérience en maîtrise d'ouvrage, B.E.T. alliée à vos qualités d'organisation et de communication vous permettront d'évoluer, au sein du groupe, vers d'autres métiers.

Faites-nous part de votre motivation en adressant CV + lettre sous référence ING/M à Rémy SAVANNE, Département des Ressources Humaines - Groupe Immobilier 3 F 159, rue Nationale - 75638 Paris Cedex 13.

GROUPE IMMOBILIER 3F

3,5 MILLIARDS DE C.A.,
1 500 COLLABORATEURS,
100 000 LOGEMENTS LOCATIFS,
3 000 LOGEMENTS CONSTRUITS PAR AN.

Le Monde des Secteurs de Pointe

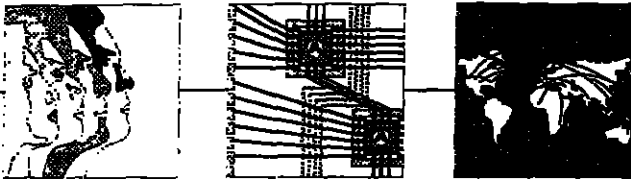
Transmettez votre savoir-faire... Vous serez reçu 5 sur 5 !

Dans le cadre de l'expansion de son laboratoire de Strasbourg, THOMSON CONSUMER ELECTRONICS développe son équipe d'étude de systèmes de télévision. Cette équipe a deux missions : d'une part, développer des algorithmes et des systèmes pour améliorer la qualité de l'image standard ; et d'autre part, développer des algorithmes et les circuits correspondants pour le décodage des nouveaux standards HDTV.

INGENIEUR TRANSMISSIONS NUMERIQUES EXPERIMENTE

Au sein de cette équipe, votre objectif sera de développer un noyau de compétences capable d'évaluer les performances de modulations analogiques ou numériques. Vous serez chargé de réaliser des ensembles de réception et de spécifier des composants. Une expérience de 2 ou 3 ans dans le domaine des transmissions analogiques et/ou numériques est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ITN/02 à :
THOMSON CONSUMER ELECTRONICS - LEREA
Michele PERRIN - BP 120 - 67403 ILLKIRCH.



THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Ingénierie de systèmes
Architecture de systèmes complexes
Interfaces hommes - systèmes
Equipements embarqués
Méthodes logicielles temps réel (ADA,...)
Simulation, intégration, essais, certification...

SPATIAL & AERONAUTIQUE

Dans le cadre de grands projets, nous recherchons des

Ingénieurs Grandes Ecoles

Sup-Aéro, ECP, ENSTA

débutants et confirmés

Ile de France - Midi Pyrénées - Provence

Merci d'adresser votre candidature à
Dominique GROS, RGA SYSTEMES, 63 rue Raffet, 75016 PARIS

RGA SYSTEMES

La maîtrise de la complexité !

INGENIEUR "R et D" MATERIAUX

Une opportunité à 250 km au sud de Paris

Société française, filiale d'un groupe américain, nous sommes fournisseurs d'équipements pour l'industrie aéronautique et spatiale, civile et militaire. Le cadre que nous recherchons sera chargé de la conception et de la réalisation de prototypes et de la mise au point de nouvelles technologies et à leurs applications. A 30 ans min, vous possédez une formation technique et d'une expérience "R et D" et vous êtes prêt à vous investir dans une société dynamique et à taille humaine.

Merci d'adresser à notre conseil : René OPPERT, I.P.P. 2-87, rue d'Alsace-Lorraine, 92008 PARIS, sous réf. 5070 pour précisions et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

1 à 3 ans d'expérience
- confirmés, Chefs de Projet
- TRAITEMENTS D'IMAGES
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- TELECOMMUNICATION
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser CV et prétentions, en précisant région choisie, 9 Bd. J. Jaurès, 92100 Boulogne.

Etablissement d'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, situé en Sud Rhône-Alpes, délivrant un diplôme homologué de niveau BAC + 4, nous formons en deux ans de jeunes cadres spécialisés en ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE et CAO.

Nous aidons également les entreprises de haute technologie à maîtriser des projets industriels pointus en intégrant ces disciplines, dans le cadre de partenariats et contrats d'études.

Renforçant notre Structure, nous recrutons :

INGENIEUR à fort potentiel capable de seconder le Directeur dans des tâches de gestion, de recherche et de développement de l'ECOLE.

INGENIEURS ETUDES & PROJETS qui auront pour fonction de prendre en charge des projets industriels, participer aux enseignements, à la coordination, à l'animation de nos départements.

Les profils recherchés sont des ingénieurs possédant une expérience industrielle de 2 à 3 ans, une solide formation technique, dans les domaines enseignés, un esprit d'ouverture et d'écoute.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 788 à : MEDIA-PA - 51, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON qui transmettra.

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS
recherche pour TRAPPES

1 INGENIEUR LASER

Responsable des essais de lasers médicaux, il participe aux travaux de normalisation, et met en place les procédures qualité pour les activités "métrologie" et "homologation".

FORMATION : Ingénieur Grande Ecole ou Docteur. Quelques années d'expérience souhaitées. Utilisation aisée de l'informatique.

Merci d'adresser votre candidature à :
LNE/LASER 1 r. Gaston Boissier, 75015 Paris

Leader Mondial dans son domaine de VERRES SPECIAUX. La Direction Technique Européenne de **CORNING EUROPE** située à Fontainebleau (77) recrute un

INGENIEUR OPTIQUE INSTRUMENTALE

Dans un environnement international de haute technologie, vous participerez à des projets importants de développement des produits du futur. Vous assurerez également la coordination des essais en atelier pilote et la mise au point des procédés de fabrication.

Ingénieur E.S.O. ou équivalent, votre première expérience industrielle confirme vos goûts et votre compétence technique dans des domaines aussi variés que : systèmes optiques, métrologie, optique physiologique, surfacages, mécanique de précision.

Vous pourrez affirmer votre savoir-faire et votre goût du travail en équipe et des contacts dans cette fonction diversifiée et évolutive au sein de notre Groupe International.

Merci d'adresser votre manuscrite et CV à :
Corning Europe, Service du Personnel, sous réf. IO/IM, BP n°3, 77211 AVON CEDEX.

Dans le cadre de son expansion, notre société très fortement tournée vers les marchés internationaux, recherche son :

RESPONSABLE REALISATION

INGENIEUR CONFIRME A ET M OU EQUIVALENT.
Ayant une expérience dans un poste similaire, il prendra la direction d'une équipe d'une vingtaine de personnes dont plusieurs ingénieurs et saura démontrer pour cela de réelles qualités d'animateur.

AVEC SON EQUIPE :
- il dynamisera l'action commerciale en assurant un appui technique aux ingénieurs commerciaux ; formation, conseil, soutien logistique.
- il préparera la partie technique des offres.
- il assurera la coordination des réalisations, la supervision des chantiers jusqu'à la mise en service et sera en charge de l'après vente.

Pour ce poste à pourvoir à Neuilly sur Seine, une parfaite connaissance de l'anglais est nécessaire, une expérience à l'étranger serait un atout supplémentaire.

Prévoir des déplacements de courte durée à l'étranger.
Adresser C.V. et photo à MGC sous réf. 256, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE
recherche
Ingénieur électronicien
spécialiste microprocesseur

Pour réalisation de récepteurs numériques embarqués sur sonde planétaire

Envoyer candidature et CV
OBSERVATOIRE/DESPA
5, place Janssen, 92190 Meudon
ou tél. à M. Manning (1) 45-07-76-86

**Il nous manque encore
une énergie, la vôtre !**

Leader mondial de l'énergie autonome (3 milliards de FF, 6000 personnes, 16 pays), nous souhaitons renforcer le potentiel technique de notre division Convertisseurs et Alimentations (implantée à Troyes) en intégrant un

INGENIEUR ETUDES ELECTRONIQUE DE PUISSANCE

Il sera chargé au sein d'une équipe créative, de mener les projets d'études, d'industrialisation et de qualification des produits de conversion d'énergie en privilégiant les technologies nouvelles, (hybrides de puissance, composants complexes).

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant une première expérience (2/3 ans) dans les domaines de l'énergie, passionné par la veille technologique et par le plaisir de réaliser des produits fiables et sophistiqués.

Les perspectives de développement sont fortes et de nature à motiver un candidat de valeur. Venez en parler avec nous !

SAFT

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous réf. E/10/29 au
Service Gestion des Carrières
Groupe SAFT - 57, rue de Villiers - 92523 NEUILLY cedex.

La compétence en progiciel

Nous intervenons en tant que Centre d'information et de Conseil auprès des utilisateurs européens d'informatique pour la recherche et le choix de leurs progiciels.

Notre Direction des Etudes et du Conseil est structurée en Centres de Compétences où les consultants sont spécialisés par domaine d'informatisation. Afin d'assurer notre développement, nous recherchons :

CONSULTANTS

Dans le cadre d'un programme annuel, ils réaliseront des études comparatives approfondies (fonctionnalités, performances, commercialisation...). Ils animeront des séminaires et participeront à des missions de conseil. Les postes sont à pourvoir dans les domaines qui suivent :

COMMUNICATION ET TELEMATIQUE Réf. 2007/M
Formation d'ingénieur (ENST, INT...), spécialisation Télécommunication. Une première expérience a conforté vos connaissances techniques qui vous permettront d'aborder des thèmes de haute technologie (réseaux locaux, RNIS, machines bases de données...).

GENIE LOGICIEL Réf. 2008/M
Formation d'ingénieur (INSA...), avec une première expérience en matière de SGDD R et des outils de développement associés. Les thèmes (outils de conception, de développement...) porteront sur des technologies diverses (réseau local, départemental...).

GESTION COMPTABLE & FINANCIERE Réf. 2009/M
Formation de Gestion (Maîtrise, DESS, ESC...), avec une connaissance des techniques informatiques. Une première expérience des progiciels comptables et financiers (consolidation de gestion...) vous permettra d'appréhender aisément sur un plan européen les organisations et leurs besoins en outils comptables.

GESTION INDUSTRIELLE Réf. 2010/M
Formation d'ingénieur (ENSA, APICS...). Une première expérience d'outils CAO/DAO, avec si possible une connaissance appliquée des concepts CIM, vous permettront de décrire clairement les technologies informatiques pratiquées en gestion industrielle (GPAO, GMAO, logistique de production...).

SYSTEMES DE DECISION Réf. 2011/M
Formation Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, expérience de 2 ans (contrôle de gestion, reporting financier, systèmes d'information marketing...) en entreprise ou en cabinet d'organisation, notamment sur l'élaboration de systèmes de décision. Connaissance souhaitée des SIAD (Systèmes Interactifs d'Aide à la Décision) et des EIS (Executive Information Systems).

FUTUR SPECIALISTE DU MARCHE EUROPEEN DES PROGICIELS

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur (minimum Bac+4), bilingue français-anglais, maîtrisant bien l'allemand, avec une première expérience informatique acquise par exemple lors d'un stage.

Si vous êtes attiré par la connaissance du marché informatique, si vous avez le goût des contacts internationaux, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne aptitude à la rédaction, vous serez responsable de la réalisation de catalogues, en langue anglaise, présentant l'offre européenne en matière de progiciels.

Tous ces postes sont basés à Paris et impliquent des contacts au niveau européen. La pratique de l'anglais est donc nécessaire.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en indiquant la référence choisie à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251, Bd Péroire - 75017 Paris

ACTIMAN

هذا من الإيجل